

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 MARS 1923.

BUDGET DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE POUR L'EXERCICE 1923 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. de BURLET.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

MESSIEURS,

Le Budget ordinaire de la Défense Nationale a été examiné dans tous ses détails par la Commission permanente de la Défense Nationale à laquelle s'étaient joints les six rapporteurs des sections.

Plusieurs membres ayant demandé des précisions et des détails sur de nombreuses questions se rapportant à la Défense Nationale, aux Établissements militaires et aux Services qui en dépendent. La Commission a cru bon d'insérer dans le Rapport de cette année quelques considérations sur les visites qui ont été faites au cours de la session 1922-1923 par la Commission permanente de la Défense Nationale dans les Camps, Hôpitaux, Établissements du génie, Grand Parc de campagne, Fonderie de canons, Correction, Pyrotechnie, etc.

Au cours de l'examen du Budget par les sections et par la Commission permanente de la Défense Nationale, des membres avaient demandé quand le Gouver-

(1) Budget, n° 4-XI.

(2) Composition de la *Commission spéciale* :

a) Les membres de la *Commission permanente de la Défense nationale* : MM. Pirmez, président, Berloz, Buyl, vice-présidents, Ernest, Missiaen, Pierco, Van Rœck, secrétaires, Bovesse, Brifaut, Crick, de Burlet, de Gérardon, du Bus de Warnaffe, Fekelters, Fieuillien, Hoen, Huyshauwer, Monsart, Marek, Ridhard, Vandemeulebroucke.

b) Six membres nommés par les Sections : MM. Ozeray, de Montpellier, de Béthune, Cocq, Pater et Heyman.

nement comptait saisir le Parlement de l'ensemble des projets de loi sur la réorganisation militaire et le nouveau statut de l'Armée. Ils avaient, en effet, l'impression que le Ministre de la Défense Nationale, en faisant certaines dépenses proposées au Budget de 1923, engageait notre futur statut militaire.

A l'heure actuelle, il ne reste plus que trois des projets de lois annoncés.

1° La loi de cadre dont la forme définitive ne peut être arrêtée qu'après le vote de la loi de milice et de recrutement soumise en ce moment au Parlement;

2° La loi sur les crédits destinés à l'amélioration du matériel d'instruction qui, d'accord avec M. le Ministre des Finances, sera déposée sous forme d'amendement au budget extraordinaire;

3° La loi sur la mobilisation industrielle dont l'étude est poussée activement par une Commission interministérielle sous la présidence de M. le Ministre d'État Renkin.

Le problème qu'elle a à résoudre est très vaste et il est à présumer qu'il ne sera pas résolu avant un temps assez long : cette loi est du reste sans répercussion financière sur le statut militaire en discussion.

* * *

Plusieurs membres de la Chambre se sont étonnés de ce que le Département de la Défense Nationale n'ait pu comprimer les dépenses de façon plus tangible et que la diminution des dépenses ne soit que de 3,566,627 francs, alors que c'est la dernière fois qu'on incorpore deux classes de milice.

Mais il faut observer, ainsi que le mentionne l'Exposé des motifs de la loi, que le contingent pour 1923 se ressent encore de l'obligation d'appeler annuellement plus d'une classe.

En effet, ce contingent est composé, en dehors des volontaires, des rengagés et des militaires rappelés sous les armes, des classes de 1921, de 1922 et de 1923 qui interviennent chacune, dans une certaine mesure, dans la composition des effectifs journaliers.

Toutefois, la loi du 30 décembre 1922 ayant ramené le contingent moyen pour 1923 de 113,200 à 110,000 hommes, il sera possible de proposer, par voie d'amendement, une réduction de dépenses de près de 3 millions de francs et c'est ce que fera le Ministre de la Défense Nationale.

* * *

Dans son très intéressant et complet Rapport sur le Budget pour l'exercice 1922, M. Pirmez, président de la Commission Permanente de la Défense Nationale, fait remarquer qu'il y avait une anomalie à ne pas joindre à l'examen de la Commission de la Défense Nationale le budget extraordinaire au budget ordinaire de façon à permettre à la Commission permanente d'exercer sa compétence et de se rendre compte de la politique militaire du Gouvernement.

Or, cette année, des membres d'une section ont demandé que les articles qui se rapportaient :

1°) à la section des chemins de fer de campagne en pays Rhénan (article 42);

2°) au service de Sécurité militaire maintenu à l'armée d'occupation (article 48);

3°) aux traitements, salaires et indemnités du personnel du service de contrôle du casernement à l'Armée d'occupation (article 49)

et enfin 4°) aux dépenses de la Commission interalliée de navigation de campagne (article 50) soient portés au budget extraordinaire.

Le Ministre de la Défense Nationale a très justement fait observer que les dépenses faisant l'objet de ces articles 4°, 48, 49 et 50 sont, au même titre que toutes les autres dépenses relatives à l'armée d'occupation (traitements et indemnités des officiers, traitements, solde et accessoires des troupes, armement, charroi, habillement, vivres, etc.), portées au budget ordinaire où elles sont confondues avec les dépenses normales de l'armée.

Au titre des frais des troupes belges d'occupation, une somme de 102,850,000 fr. à virer aux voies et moyens, fait l'objet de l'article 71 du projet de budget des dépenses recouvrables en exécution des traités de paix (tableau XVII).

Ce crédit de 102,850,000 francs se décompose comme suit :

1° 102,000,000 francs somme forfaitaire fixée en suite des stipulations de l'arrangement financier conclu à Paris le 11 mars 1912 par les Ministres des Finances des Puissances intéressées;

2° 850,000 francs représentant le coût des dépenses (traitements, soldes, indemnités, etc.), des officiers et militaires attachés à la Commission militaire interalliée de contrôle en Allemagne, le Conseil Suprême ayant décidé, en sa séance du 8 novembre 1919, que ces dépenses seraient mises à charge de l'Allemagne.

* * *

La Commission de la Défense Nationale s'est spécialement préoccupée de la sécurité de nos troupes de l'armée d'occupation, et, M. le Ministre en maintes circonstances a bien voulu se mettre à sa disposition et lui donner tous les éclaircissements qu'elle demandait.

La Commission croit utile de rappeler à cet égard la réponse faite par M. le Ministre de la Défense Nationale à un député qui, par voie officielle, lui avait demandé les mesures prises pour protéger la vie de nos soldats de l'armée d'occupation.

M. le Ministre disait :

1° Les sentinelles au Rhin sont armées du fusil ou de la carabine avec baïonnette. Elles sont pourvues de 60 cartouches de guerre, et elles ont l'arme chargée. De plus, les sentinelles sont doubles.

2° Les sentinelles à l'intérieur de la zone sont également armées du fusil ou de la carabine avec baïonnette. Elles sont pourvues de 20 cartouches de sûreté et doivent toujours avoir deux de ces cartouches dans le fusil.

Les sentinelles isolées sont doubles depuis 20 heures jusqu'à 5 heures; les gardes sont renforcées en conséquence pour cette période de temps.

Les sentinelles ne peuvent se laisser approcher; elles doivent interdire, pendant la nuit, toute circulation sur le trottoir devant les habitations ou établissements qu'elles doivent garder. Des barrières sont placées afin de faciliter l'exécution de cette consigne.

3° Les troupes se rendant à l'exercice sont en possession de deux paquets de cartouches (fusil ou carabine) ou de deux chargeurs garnis (pistolet).

4° La troupe en tenue de sortie, porte l'arme blanche (baïonnette). Des baïon-

nettes ont été demandées pour l'artillerie. Un certain nombre a déjà été reçu du grand parc de campagne.

Au surplus, il est recommandé aux hommes de ne pas sortir isolés le soir.

5° Il est fait des théories aux troupes pour attirer leur attention sur ce que le port de l'arme en tenue de sortie a été prescrit dans le but de simple défense personnelle.

*
* *

Plusieurs membres ont demandé des détails précis sur le rôle exact de la Sûreté militaire, sur sa réorganisation selon les directives données par M. le Ministre de la Défense Nationale en 1922, sur le sens de sa réorganisation au point de vue recrutement et sur son rendement.

Le rôle de la Sûreté militaire a été défini comme suit par l'arrêté royal du 21 septembre 1919 qui l'a créée :

Il est maintenu à l'armée d'occupation un organisme de sûreté militaire qui aura exclusivement pour mission d'assurer la sécurité de l'armée en pays allemand occupé par les troupes belges.

Cette mission implique trois ordres d'activité :

- a) Les recherches de renseignements ;
- b) La surveillance des populations, esprit public, possibilité de troubles, résistance à l'occupation, etc. ;
- c) L'instruction des affaires de droit commun déferées en exécution des ordonnances de la Haute Commission interalliée au Parquet militaire.

La réorganisation du service de la Sûreté militaire prescrite en 1922 avait précisément pour objet de mieux répartir les éléments de la Sûreté entre ces trois catégories d'attributions.

Cette réorganisation est réalisée aujourd'hui et fonctionne.

Quant au recrutement de la Sûreté, aucune mesure spéciale n'a été prise puisque ce recrutement est suspendu par suite des réductions d'effectifs prescrites.

Dans l'ensemble, la Sûreté militaire donne satisfaction. Il faut tenir compte des difficultés du recrutement initial provoquées par le manque de candidats qualifiés pour ce service : le personnel s'améliore d'une part, parce que les éliminations successives (dont le nombre global atteint la centaine) ont fait disparaître les éléments médiocres et, d'autre part, parce que les autres éléments restants s'améliorent à l'épreuve.

Enfin, le rendement d'un service de renseignements est difficile à apprécier, car son activité tend à neutraliser sinon à supprimer l'espionnage adverse : c'est donc plutôt un rendement négatif, du moins en apparence. En fait, depuis quatre ans, la sécurité de nos troupes en Allemagne n'a jamais été compromise. Il convient d'ajouter que l'importance du service s'accuse précisément dans les périodes de crise ou de troubles, telle celle que nous traversons en ce moment.

Autre chose est pour le service courant du Parquet militaire : les fonctionnaires de la Sûreté qui le font ont des attributions identiques à celles des brigades judiciaires de Belgique. Le rendement de ce service peut s'apprécier par les résultats obtenus dans les enquêtes poursuivies.

La réorganisation de ce service est à l'étude aux Départements de la Justice et de la Défense Nationale.

Ce dernier s'est efforcé de réduire l'effectif global de la Sûreté au minimum compatible avec ses attributions, soit 150 fonctionnaires.

La charge budgétaire demeure amovible mais elle ne pourrait être supprimée.

La Commission de la Défense Nationale aura l'occasion de donner des détails précis sur tous les postes du budget relatifs aux dépenses de la Sûreté militaire dans l'examen des chapitres (à l'article 48 spécialement).

* *

Dans une section, un membre a manifesté le désir de voir le Ministre de la Défense Nationale exiger plus de surveillance et d'activité des officiers de l'armée d'occupation

M. le Ministre de la Défense Nationale qui a fréquemment inspecté l'armée d'occupation et qui est tenu journellement au courant de tout ce qui s'y passe ne peut douter de l'activité et de la surveillance des officiers mis en cause.

On peut affirmer que, malgré le nombre plutôt restreint et la mission difficile et pénible qui leur incombe, tous les officiers de l'armée d'occupation s'acquittent de leurs devoirs en Rhénanie avec un zèle et une conscience qu'on ne saurait assez louer.

* *

Plusieurs membres, dans les sections ont manifesté le désir de savoir ce que signifiait la déduction de 1/2 p. c. pour médicaments, inscrite au bas de beaucoup d'articles du budget.

L'affiliation du personnel civil au service médical et pharmaceutique de l'armée n'est pas obligatoire. Elle n'est permise qu'aux agents permanents, à l'exclusion du personnel à l'essai ou temporaire.

Les affiliés dont le traitement ou le salaire annuel est supérieur à 3,600 francs subissent une retenue de 1/2 p. c. sur ces émoluments. Ceux dont le traitement ou salaire est inférieur à cette somme reçoivent les soins gratuitement.

Il s'ensuit que le montant des retenues à opérer de ce chef dans le courant d'une année est essentiellement variable en raison des fluctuations qui se produisent dans les cadres (nominations et augmentations de traitement périodiques, désaffiliation, décès, etc.)

La retenue de 1/2 p. c. en question est déduite du traitement ou salaire dans les feuilles d'émargement, et reste, par le fait même, acquise au Trésor.

C'est la raison pour laquelle cette retenue est déduite directement du crédit total qui figure dans les développements donnés à des dépenses d'ordre personnel. C'est pour déférer à un vœu émis par la Commission sénatoriale qui a examiné le projet de budget du Ministère de la Défense Nationale pour l'exercice de 1922 que la dite retenue apparaît à certains articles du Budget de 1923.

* *

Lors de la discussion du Budget de la Défense Nationale dans les Sections et à la Commission Permanente, plusieurs membres de la Chambre des Représentants ont demandé si le Département de la Défense Nationale ne pourrait pas mettre à l'étude une réforme d'ensemble de tous les services qui font des fournitures à l'Armée. D'autres membres sont d'avis que l'État réaliserait une très grande

économie en organisant sur des bases nouvelles l'achat de fourrages, avoines, denrées alimentaires, cuirs, draps, toiles, médicaments, etc., etc.

En principe, toutes les fournitures à l'Armée sont faites à la suite d'adjudications publiques conformément aux prescriptions de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'État.

Les services effectuant des achats pour compte du Département de la Défense Nationale ont chacun leur spécialité, et deux directions générales n'interviennent pas dans l'achat d'un même article. Les commandes sont groupées et confiées au service compétent.

L'Intendance, par exemple, pourvoit ainsi à tous les besoins en vivres, en fourrages, en matériel de couchage et en effets d'habillement et objets d'équipement pour toute l'Armée.

Ce système présente des avantages sérieux et le Ministre de la Défense Nationale ne voit pas la possibilité de le modifier de façon à obtenir la livraison d'articles répondant mieux aux besoins de l'armée et à effectuer des achats dans des conditions plus avantageuses.

La généralisation des conditions d'exécution des marchés est d'ailleurs réalisée aussi souvent que possible.

Quant à la publicité dont sont entourés les marchés, elle semble largement suffisante.

En effet, tous les industriels, commerçants, etc., inscrits sur des listes tenues à jour dans les bureaux et susceptibles de répondre aux appels à la concurrence et tous ceux qui en font la demande, sont avertis individuellement de toute adjudication et de tout marché projetés.

Ces avis sont également envoyés :

- a) Au Bulletin des adjudications (annexe au *Moniteur belge*);
- b) A la *Chronique des Travaux publics*;
- c) Au *Moniteur des Intérêts matériels*, etc.

Précédemment les insertions étaient faites dans les journaux quotidiens locaux, mais le coût élevé de ces publications et le peu de résultat qu'on en obtenait ont fait supprimer la dépense.

Actuellement on se conforme à la circulaire ministérielle du 24 novembre 1922, n° 30/768/A-6, qui prescrit les envois des avis d'adjudications et de marchés aux organismes de publicité ci-après :

- 1° Bulletin des adjudications imprimé par les soins du *Moniteur*;
- 2° Le Musée commercial, à Bruxelles;
- 3° L'éditeur du Bulletin du Musée commercial, à Bruxelles;
- 4° La *Chronique des Travaux publics*, 169, rue de Flandre, Bruxelles.
- 5° Le *Moniteur des Intérêts matériels*, place de Louvain, Bruxelles.
- 6° La Chambre de Commerce belgo-romaine, à Bruxelles;
- 7° Le Ministère des Affaires Economiques, à Bruxelles;
- 8° La Bourse du Commerce, à Bruxelles.

Les cahiers des charges, notices, avis d'adjudications, affiches continuent aussi d'être envoyés, quand il y a lieu, au haut commissaire royal des territoires d'Eupen et de Malmédy et au directeur du *Mémorial du Luxembourg*, à Luxembourg.

Ces prescriptions ne suppriment pas l'envoi des avis annonçant les adjudica-

tions et marchés aux industriels, fournisseurs et marchands qui y prennent ordinairement part et elles n'intéressent pas les annonces dans certains journaux se rapportant à des branches spéciales de l'industrie, quand l'insertion dans ces journaux est de nature à présenter un intérêt évident.

Quoi qu'il en soit, il serait onéreux et inutile de donner une publicité plus étendue aux avis d'adjudication et si des personnes à même de soumissionner s'abstiennent d'y prendre part cette abstention n'est pas imputable à un manque de publicité, mais elle doit plutôt être attribuée à des motifs de convenance personnelle.

TRAVAUX D'IMPRESSION.

Il est à remarquer que tous les travaux d'impression sont confiés à l'imprimerie du département de la Défense Nationale (Institut cartographique).

Comme suite à la décision prise par M. le Premier Ministre, un office central va être instauré au Département des Finances, en vue d'assurer la fourniture des papiers, imprimés et articles de bureau à tous les départements ministériels.

Cet office central qui constituera un organisme autonome, sera chargé, notamment, de contracter, par voie d'adjudications publiques, d'appels à la concurrence ou de marchés directs pour les fournitures en question.

SERVICE CINÉMATOGRAPHIQUE DE L'ARMÉE.

Beaucoup de membres du Parlement, soit en section, soit à la Commission Permanente, ont manifesté le désir de connaître ce qu'était le service cinématographique de l'armée, son but et les services qu'il a rendus jusqu'à ce jour, au double point de vue, de l'instruction des soldats et du délassement des troupes.

Le but du service cinématographique de l'Armée Belge est :

La documentation cinématographique relative aux événements d'ordre patriotique.

Les archives de guerre.

Le placement et l'entretien des appareils cinématographiques d'instruction dans les Régiments.

L'édition et la conservation des films destinés à l'instruction technique de la troupe.

Le prêt aux Régiments, Écoles et particuliers, des films-archives de guerre.

La vente aux administrations de l'État, des Provinces, des Communes, de films de propagande patriotique.

L'organisation de séances cinématographiques pour les troupes (en Allemagne occupée seulement).

Le service cinématographique de l'armée a rendu de grands services à ce jour.

Il est utile de rappeler à ce sujet ce que disait M. le Ministre Devèze dans sa circulaire du 5 décembre 1921 aux Inspecteurs généraux de l'Infanterie, de l'Artillerie, du Génie et de la Cavalerie à propos de l'emploi du film cinématographique pour l'instruction de la troupe et des cadres.

M. le Ministre disait entre autres :

A) La nécessité de perfectionner les procédés d'instruction du soldat exige

l'emploi de moyens nouveaux. Les procédés intuitifs et actifs sont ceux qui, incontestablement, donneront les résultats les meilleurs.

B) *Emploi didactique.* — Dans chacun des Corps ou Ecoles où les appareils seront délivrés en premier lieu, des officiers de mon Département et de l'Inspection générale de l'Infanterie entreprendront préalablement les officiers sur la méthode spéciale à l'emploi du cinématographe d'instruction et sur la technique des appareils.

C) Lorsque les officiers des Corps de troupes et des Ecoles dotés des appareils de projection auront pu se rendre compte, après une certaine pratique et une étude suffisante, des particularités de la séance d'instruction ou de la leçon aidée du cinématographe et de la projection fixe, ils me feront parvenir les projets de films ou de clichés de projection qu'il leur paraîtrait utile de voir éditer pour l'instruction des troupes dans les corps et pour l'enseignement aussi bien scientifique que militaire dans les écoles.

D) J'attire toute l'attention des Chefs de Corps et Commandants d'Ecole sur l'effort raisonné qu'il importe de faire dans cette voie, de façon que l'armée puisse bénéficier au plus tôt, dans toute son ampleur, d'un moyen d'instruction de premier ordre dont l'enseignement à tous les degrés en Belgique et à l'Etranger, a déjà su tirer le plus grand profit.

Dix-sept appareils sont installés dans les casernes et écoles et bientôt l'enseignement par cinématographe sera donné dans les Corps et écoles suivants :

Ecole d'Artillerie, Brasschaet.

Ecole d'Infanterie, Beverloo.

Ecole de Cavalerie, Brasschaet.

Ecole des Sous-officiers du Génie, Berchem.

1. D. A. — 2^me de Ligne, Gand.

Ecole des Sous-officiers d'Infanterie, Courtrai.

2. D. A. — 14 A., Malines.

15^e Régiment de Ligne, Anvers.

Ecole des Sous-officiers d'Artillerie, Malines.

3. D. A. — 12^e Régiment de Ligne, Liège.

Ecole des Sous-officiers d'Infanterie, Huy.

5 D. A. — 17 A., Mons.

Ecole des Sous-officiers d'Infanterie, Nivelles.

6. D. A. — 2^e Régiment des Grenadiers, Bruxelles.

2^e Régiment des Carabiniers, Bruxelles.

Ecole des Sous-officiers d'Infanterie, Wavre.

D. C. — 1^{er} Régiment de Guides, Bruxelles.

Les films actuellement édités sont les suivants :

Honneurs à rendre. — Service de garnison.

Le fusil mitrailleur.

La mitrailleuse Hotchkiss.
Enseignement du tir au fusil.
Le lancement de la grenade.
Quelques renseignements sur l'Artillerie.
Discipline de marche des colonnes attelées.
Les ponts par bateaux successifs.
Les ponts Algrain.
Les maladies vénériennes.

Les films suivants sont en confection :

Les positions d'artillerie et leur camouflage.
Influence de l'inclinaison des tourillons sur le pointage en direction.
Éclaireurs et patrouilleurs.
La grenade Mill's.

La liste des films en prévision est trop étendue pour figurer dans ce rapport. Elle comporte tout ce qui, dans l'instruction du troupier, ne peut être réalisé pratiquement dans de bonnes conditions faute d'espace, de matériel ou d'effectifs.

Le service cinématographique de l'armée prête mensuellement à chaque régiment ou école un programme de quelque 2,000 mètres de film destiné à intensifier l'éducation morale des troupes

Ces programmes, qui comportent des films de guerre, des films industriels, des films pittoresques, des films coloniaux, sont projetés dans des salles louées aux frais des Corps.

Les films sont commentés par un officier. Depuis le mois de janvier 1920, le service des cinémas militaires organise en Allemagne occupée des séances cinématographiques auxquelles les militaires assistent moyennant une légère rétribution destinée à couvrir les frais de location des films.

Les soldats sont ainsi soustraits, dans la mesure du possible, à la contamination des milieux allemands.

A titre de renseignements, voici, pris au hasard, dans les programmes du service cinématographique de l'armée, deux séries dont la durée de projection est de 1 h. 15 environ et qui comporte à peu près 1,200 mètres de film.

I.

Journal de guerre n° 8.
Semaine belge : Groenendael : démontage d'obus hochés.
Yser Journal n° 12.
L'offensive du 28 septembre.
Essai de résistance d'un pont.
Le secteur de Boesinghe.
Fête des combattants à Bruxelles.

II.

La Belgique pittoresque.
La défense de Loncin.
La vie au Katanga.
Nieuport.

La culture du coton au Congo Belge.

Nos Souverains au Brésil.

La rééducation de nos grands blessés.

Les résultats produits par les films furent excellents et toutes les autorités militaires estiment qu'il y a lieu d'intensifier la nouvelle méthode d'instruction.

Ce moyen pédagogique est du reste en application dans d'autres pays, tant à l'armée que dans les établissements d'enseignement primaire et supérieur.

Le service cinématographique n'a pas augmenté son personnel qui est resté le même que lors de la création. La dotation d'un appareil cinématographique dans chacun des régiments et écoles nécessitera une extension du service.

* * *

Au sujet des Hôpitaux militaires (chapitre III art. 12) des membres de la première section ont demandé si on ne pourrait pas traiter les malades et les blessés militaires dans des hôpitaux civils. Le crédit alloué (8,003,000 fr.) est considérable et il semble que de ce côté il y aurait des économies à réaliser.

Il faut remarquer que le crédit porté à l'article 12 n'est pas uniquement destiné à faire face aux frais d'entretien et de nourriture de nos soldats malades ; mais ce crédit doit encore permettre d'assurer les soins médicaux et pharmaceutiques de l'armée, aux diverses catégories d'ayants-droit : officiers pensionnés, veuves d'officiers, invalides, personnel des brigades de gendarmerie, etc ..

Il convient en outre, de ne pas perdre de vue que le service de santé actuel, répond à une nécessité découlant de l'organisation de l'armée, et pour parer aux situations qui nous seraient créées par une nouvelle guerre.

D'autre part, les hôpitaux civils ne sont pas organisés pour héberger tous les malades ; c'est ainsi que des établissements de province, n'admettent qu'un maximum de 10, 15 ou 20 militaires en traitement par jour, et que d'autres ne les admettent qu'en cas d'urgence.

En 1921, nos établissements du Service de Santé ont eu, en moyenne 2,742 malades par jour ; ce chiffre est notablement dépassé lors des incorporations, des rappels de classe pour le tir et manœuvres, etc... et il n'est pas douteux que dans les principaux centres tels Bruxelles, Anvers, Gand, Liège, Mons, etc... les établissements privés ne sont pas suffisamment vastes que pour y admettre en traitement tous nos militaires malades

Le prix de revient moyen pour la nourriture, le logement et l'entretien des malades était de fr. 10,25 par jour, en 1921, y compris l'entretien des bâtiments et la nourriture du personnel infirmier, etc...

En y incorporant les traitements de tout le personnel affecté aux hôpitaux militaires, ce prix de revient serait porté à fr. 18.26 et approximativement à fr. 19.99 par jour, en y ajoutant la quote part pour les produits pharmaceutiques et pansements délivrés aux hospitalisés.

A première vue, ce taux semble élevé ; mais il est cependant en dessous de celui qui a été fourni au Département par des établissements civils ; c'est ainsi que, pour 1921, le prix de revient est de fr. 21.15 à l'hôpital Saint-Pierre à Bruxelles ; fr. 22.53 à l'hôpital Saint-Jean ; 21.48 à l'hôpital d'Ixelles.

En outre, il est fort probable que le régime alimentaire de nos hospitalisés est

supérieur à celui admis par les hôpitaux civils, dont la population se recrute principalement parmi les indigents.

Il n'est pas démontré que l'État réaliserait une économie en confiant les militaires malades aux hôpitaux civils.

Enfin, cette dépense est un mal qu'on ne peut éviter, parce qu'il permet à nos médecins militaires de se perfectionner chaque jour davantage pour la chirurgie à pratiquer en temps de guerre, et de donner l'instruction de brancardiers aux jeunes gens incorporés dans les troupes du Service de Santé; il est inutile de s'étendre ici sur l'importance capitale de ces deux rôles en cas de guerre.

* * *

La Commission permanente de la Défense Nationale s'est vivement intéressée à la Défense de la côte. Elle a examiné les protestations de plusieurs membres de la Chambre des Représentants qui, en sections, se sont élevés contre la dépense de 3 millions occasionnée à l'Etat par les torpilleurs. Plusieurs questions furent soulevées au cours des débats : « Va-t-on conserver les torpilleurs? A quoi serviront-ils? Va-t-on constituer une flotte de guerre dont les torpilleurs seraient en quelque sorte le noyau? Ne serait-il pas préférable d'avoir des sous-marins? Les torpilleurs seront-ils maintenus à Anvers? ou bien, iront-ils à Zeebrugge? Leur entretien est trop onéreux, etc., etc. »

La Commission de la Défense Nationale a désiré connaître les projets de M. le Ministre à cet égard et au surplus, les articles 46 et 47 du chapitre XII du Budget avaient attiré son attention spéciale.

Il est donc utile de donner aux membres du Parlement des détails précis sur la destination des torpilleurs, sur leur utilité pour la Belgique et sur les dépenses qu'ils entraînent.

UTILITÉ ET RAISON D'ÊTRE DU DÉTACHEMENT DE TORPILLEURS ET MARINS.

La justification de l'utilité et de la raison d'être du Département de Torpilleurs Marins est démontrée depuis longtemps, car l'organisation d'une défense de la côte est une nécessité pour la Belgique.

Mais cette défense de la côte ne peut être organisée avec les moyens ordinaires de l'armée de campagne,

Nous disons que l'organisation d'une défense de la côte est une nécessité pour la Belgique.

Et, en effet, toute la région qui s'étend de la frontière française à Anvers est sous le feu direct d'un ennemi qu'on laisse approcher de la côte ou pénétrer dans le fleuve.

Les délicates opérations de mobilisation et de concentration peuvent ainsi être fortement troublées au début de la guerre, la sécurité de l'existence même de la base d'Armée peuvent être gravement compromises pendant toutes les hostilités.

Une force navale, même très minime, peut instantanément nous couper de toutes communications avec la mer. En deux heures, une marine secondaire peut actuellement miner toutes nos passes de mer et fluviales, empêchant, au moins momentanément, tout secours extérieur d'arriver par mer, tout ravitaillement maritime du pays de s'effectuer.

Bien plus, nous ne possédons actuellement aucun moyen efficace pour empêcher un débarquement sur un point quelconque de la côte. Nos troupes occupées sur un front intérieur, au moment de ce débarquement, pourraient être prises à revers.

Notre côte a une valeur stratégique tellement grande qu'on ne conçoit guère de conflit important en Europe où elle ne soit l'objet de compétitions violentes, même si la Belgique n'est pas directement en cause : si nous ne la défendons pas nous-mêmes, celui qui aura un intérêt vital à la prendre, la prendra.

Si nous sommes en guerre et si un allié doit venir occuper notre littoral, il faut que nous y restions néanmoins les maîtres ; il faut que l'allié y trouve des moyens préparés, il faut surtout que nous ayons pu garder cette côte jusqu'à l'arrivée des secours.

On se rend compte qu'une défense de la côte ne peut être organisée avec les moyens ordinaires de l'armée.

Le but à atteindre est de s'opposer à un bombardement efficace de la région littorale ou fluviale par l'ennemi, de maintenir libre l'accès du pays à la mer pour le ravitaillement et l'arrivée éventuelle de secours, d'empêcher enfin tout débarquement.

Pour atteindre ces résultats il faut attaquer l'ennemi *en mer* et l'armée actuelle n'a pour cela aucun moyen. Son artillerie est inefficace contre les navires de guerre et n'est pas équipée pour effectuer des tirs sur buts mobiles. L'armée ne peut empêcher le mouillage de mines ennemies ni effectuer le relevage de celles qui auront été mouillées, pas plus que le mouillage de mines pour son propre compte. L'armée ne peut pas non plus s'opposer efficacement à un débarquement de vive force, qu'après que ce débarquement aura été effectué et qu'après que les assaillants auront quitté la zone de protection établie par l'artillerie de leurs navires. L'armée actuelle ne possède pas, enfin, l'aviation spéciale destinée à agir en mer. Nous ne pouvons donner dans ce Rapport tous les moyens que la défense côtière doit mettre en œuvre : artillerie de côte, éléments flottants, aéronautique maritime, etc. Bornons-nous à parler des éléments flottants qui nous occupent surtout et qui ont provoqué les questions des membres de la Chambre des Représentants.

Les éléments flottants doivent se composer d'un groupe de torpilleurs, d'un groupe de sous-marins, de mouilleurs et de dragueurs de mines, d'éléments de défense fluviaux, complétés par les bâtiments-annexes et les écoles nécessaires. Les torpilleurs et vedettes ex-allemands constituent l'embryon d'organisation de ces éléments flottants et c'est pourquoi leur conservation s'impose.

Il y a lieu de remarquer que l'emploi de sous-marins n'est à envisager que pour des actions en dehors des bancs de Flandre, car leur utilisation parmi ces bancs serait extrêmement délicate.

L'expérience de la dernière guerre montre par contre les grands services rendus à la défense par les torpilleurs (la plupart de ceux que nous possédons ont effectivement combattu et participé aux raids contre Dunkerque et Calais).

Au fur et à mesure que la guerre se développait, l'importance des flottilles de surface en Flandre croissait et de nouvelles unités étaient construites. Ce n'est d'ailleurs que par suite du développement encore insuffisant de ces bâtiments de

surface allemands que les surprises des embouteillages de Zeebrugge et d'Ostende par les Alliés ont été possibles.

Un programme complet de défense côtière a été étudié dans le sens des nécessités.

Grâce aux facilités particulières que présente notre côte, il permettrait de réaliser en treize ans une défense complète, *efficace contre toute marine* dans les limites strictement défensives indiquées plus haut.

La situation financière actuelle nous contraint à différer à des temps meilleurs le commencement de la réalisation de ce programme. La raison d'être du Détachement de Torpilleurs et Marins et du matériel flottant qu'il utilise est donc :

1° De former le personnel apte au service de la Défense côtière.

2° De conserver et d'entretenir le matériel utilisable et de prise allemande que nous possédons.

3° D'assurer divers services maritimes et fluviaux (police de la côte, contrôle du Bas-Escaut, flottille du Rhin).

Les torpilleurs et vedettes, construits en 1916 et 1917 par les Allemands pour le service spécial de la côte de Belgique sont parfaitement adaptés à la nature de notre littoral. Ils constituent un matériel dont la reconstruction ou le remplacement serait très onéreux (de l'ordre de 25 millions de francs).

Convenablement remis en état, armés, munis d'États-Majors et d'équipages entraînés, ils peuvent rendre d'excellents services de guerre. Des torpilleurs analogues beaucoup plus vieux (13 ans d'âge) ont été très efficacement employés pendant la guerre (par exemple, le torpillage du cuirassé anglais *Océan* en 1915 par un torpilleur turc de construction française).

Ces unités ont été attribuées à la Belgique, sur sa demande en décembre 1919 par le Conseil Suprême (1) qui nous a, contrairement à la règle adoptée pour d'autres nations, autorisés à les employer pour des buts militaires.

Les travaux d'entretien les plus essentiels ont été faits sur la plupart des unités. Certaines d'entre-elles même ont été remises en état provisoire de marche par des réfections partielles de tuyautages et de chaudières, le démontage et la visite des organes de machines les plus sujets à avaries et à détériorations.

En principe la plupart des unités sont en mesure de rendre encore de bons services de guerre. Elles constituent de plus un matériel en tout point excellent pour la formation de nos équipages et de nos officiers pendant la période d'organisation des services de la Défense de la côte.

Afin de réduire au minimum les frais de toute espèce, les moins bonnes des unités seront vendues après leur déshabillage complet. Ce déshabillage est destiné à retirer des coques tout le matériel coûteux, utilisable pour les réfections et l'entretien des unités conservées.

Ces ventes sont en cours pour les unités secondaires (vedettes, canots remorqueurs); elles se poursuivront pour les moins bons des torpilleurs proprement dits dès que l'installation complète du détachement de torpilleurs et marins à Bruges sera un fait accompli.

(1) Résolution du 4 décembre 1919 modifiée ultérieurement en ce qui concerne l'emploi militaire des unités.

II. JUSTIFICATION DES ARTICLES 46 ET 47 DU BUDGET.

A) *Traitements, soldes et indemnités du personnel civil.*

Ce personnel comporte :

Un ingénieur hydrographe, directeur de l'école du détachement ;

Un agent technique principal, un agent technique et des ouvriers ajusteurs, mécaniciens et matelots.

Tout ce personnel, sauf l'ingénieur hydrographe émane de l'ancien corps des torpilleurs et a été repris en fonctions au détachement des torpilleurs et marins.

B) *Indemnités spéciales et suppléments de soldes au personnel militaire y compris celui de la flottille du Rhin.*

Ces indemnités comportent :

1°) 1 franc par jour pour tous les miliciens rongagés :

2°) 5 ou 10 francs par jour pour les spécialistes et pour les commandements (commandements de bateaux, patrons limoniers, patrons de vedettes mécaniciens).

3°) Indemnités de 6 à 8 francs pour les militaires belges détachés dès à présent sur le *D'Entrecasteaux* à Brest pour initiation et reprise du matériel (2 sous-officiers, 10 quartiers-maitres et 2 matelots).

4°) Frais résultant du stage d'un lieutenant, d'un adjudant et deux seconds-maitres dans des écoles françaises.

5°) Dépenses similaires de la flottille du Rhin.

C) *Frais d'instruction du personnel.*

Ces frais résultent de la mission française attachée partiellement à l'État-major de l'armée et partiellement comme instructeurs, au détachement des torpilleurs et marins et au *D'Entrecasteaux* pour l'initiation première des officiers et marins belges au service intérieur de ce navire.

D) *Acquisition, réparation et entretien et déplacement du matériel, remise en état des unités non encore en service, etc* — Ce poste envisage la remise en état des unités non encore en service et l'entretien du matériel en service. Cet entretien normal comporte le peinturage, le passage en cale sèche pour nettoyage et remplacement de certaines parties de coque, 600,000 francs sont prévus pour cela et 300,000 francs seront affectés au retubage des 8 torpilleurs de combat.

E) *Combustible, huile et graisse.* — L'emploi de ces matières a été prévu pour l'hypothèse que tous les bateaux seront à Zeebrugge et que l'on effectuerait deux sorties de six heures par semaine pour chacun des 8 torpilleurs et pour dix vedettes.

F) Les dépenses prévues en approvisionnements pour la flottille du Rhin sont justifiées par le service intense prévu pour cette flottille.

III. — EMBLACEMENT DES UNITÉS DE LA FLOTILLE.

Le centre normal de la défense côtière doit être établi à Bruges-Zeebrugge, où toutes les unités devront être transférées au fur et à mesure que les travaux d'aménagement en cours et l'état d'organisation permettront de le faire avec fruit.

Nos bâtiments prendront à ce moment-là le contact effectif avec la mer, qui lui a manqué jusqu'ici.

Un contrat a été signé avec la Compagnie des Installations Maritimes de Bruges mettant à la disposition de la Défense Nationale une des darses de ce port.

C'est dans cette darse aussi que sera amené sous peu et que sera placé à demeure un stationnaire que la France a consenti à nous céder à titre gracieux. Ce stationnaire, le « *D'Entrecasteaux* », ancien navire amiral remis en état d'habitabilité à notre intention par les services français, servira de logement au personnel qui s'habituera ainsi à vivre la vie de bord. Cette vie créera chez lui une mentalité de marin indispensable à la formation et à l'éducation des hommes et gradés de ce corps.

A Bruges seront donc rattachés :	{	8 ou 9 torpilleurs,
		11 vedettes,
		3 remorqueurs,
		1 pose-mines,
		2 petits bateaux d'écologie.

Le restant de la flottille, soit 9 vedettes et un remorqueur resteront sur le Rhin tant que les nécessités l'imposeront. Leur présence en cet endroit est justifiée par leur rôle qui normalement comporte :

1^o) Surveillance de tous les transports exécutés en vertu des dispositions du Traité de Paix et en particulier des transports d'armes, matériel de guerre en contrebande, de charbon et de lignite à destination des pays alliés ;

2^o) Liaison entre les postes à terre et spécialement des postes situés sur la rive droite ;

3^o) Surveillance et protection de tous les transports militaires à destination des bases alliées — exécution des instructions de la Commission Interalliée de Contrôle de la Navigation.

AÉRONAUTIQUE MILITAIRE.

La Commission permanente de la Défense Nationale n'a pas perdu de vue la grave question de l'Aéronautique militaire et elle s'en est occupée à maintes reprises. Sa visite au champ d'aviation de Schaeffen a provoqué une série d'observations qui ont été soumises à M. le Ministre de la Défense Nationale.

Elle a voulu connaître la part que l'État faisait dans le budget de l'Aéronautique civile aux recherches techniques.

Cette part comporte :

a) Des crédits pour le personnel (art. 31, litt. a) ;

b) Des crédits pour les services techniques, matériel, expériences, etc. (art. 32, litt. a) ;

c) Des subsides sous forme d'encouragement à l'industrie aéronautique, aux inventeurs, pour la construction d'avions ou de moteurs originaux (art. 32, litt. c).

Le budget de l'aéronautique civile s'élève au total à :

7,240,000 francs (art. 31 : 793,000) ;

(art. 32 : 6,447,000).

Celui des services techniques s'élève à :

Personnel	fres.	200,000
Matériel, expériences, etc.	fres.	1,750,000
Subsides	fres.	400,000
Total.	fres.	2,350,000

Soit 32,5 p. c.

En France, lors de la discussion du budget de l'Aviation par M. Bouilloux-Lafont, le Rapport signalait que, sur 144,000,000 de francs, il était attribué 52,000,000 de francs aux services techniques, soit 37 p. c.

Notre pays est donc sous ce rapport, dans des conditions sensiblement égales à celles de la France et rien ne sera négligé par le Département de la Défense Nationale pour continuer son effort en vue de doter le pays d'une aviation prête à rendre tous les services qu'on réclamera d'elle.

*
* *
*

La Commission permanente de la Défense Nationale s'est préoccupée des Établissements d'instruction militaire. Elle a rendu un légitime hommage à la science, au travail opiniâtre, au dévouement et à l'abnégation du personnel enseignant : officiers et sous-officiers.

Elle a désiré connaître les sommes dépensées par le Département de la Défense Nationale pour les dits établissements d'instruction militaire, à savoir :

- 1° Ecole de Guerre;
- 2° Ecole Militaire;
- 3° Ecole des Cadets, Ecole des Pupilles, Ecole d'Armes;
- 4° Ecole de Sous-officiers : Infanterie, Artillerie (Division d'Artillerie Lourde).
Ecole des troupes du service de santé.
Ecole des Sous-licutenants de réserve des services administratifs.
Ecole du corps des chars de combat (C. C. C.).
Ecole du détachement des torpilleurs marins.

- 5° { Cours du soir.
Cours particuliers.
Cours de chant.
Cours d'illettrés.

La Commission spéciale a demandé quelques détails se rapportant aux dépenses suivantes :

SOMMES DÉPENSÉES EN 1922.

1° Ecole de guerre :

Personnel	fr.	162,080	»
Administration		50,000	»
<i>Prévu pour 1923 :</i>			
Personnel		163,900	»
Administration		58,000	»

2° Ecole militaire :

Personnel		1,012,200	»
Administration		356,442.07	
<i>Prévu pour 1923 :</i>			
Personnel		1,228,000	»
Administration		357,900	»

- 3° { Ecole des Cadets.
Ecole des Pupilles.
Ecole d'armes } Voir annexe n° 5.

4°	{	Ecole des sous-officiers.	}	Voir annexe n° 6.
		Ecole des troupes du service de santé.		
		Ecole de sous-lieutenants de réserve du service administratif.		
		Ecole du corps des chars de combat.		
		Ecole du détachement des torpilleurs et marins.		
5°	{	Cours du soir	}	
		Cours particuliers		en 1922 : 66,132.12
		Cours de chant		en 1923 : 100,000 »
		Cours d'illettrés		

EXAMEN DES ARTICLES

CHAPITRE I

Administration centrale.

ARTICLES 1 à 10.

Ce chapitre est en diminution pour 1923 de 431,524 francs.

A l'article 2 on constate une majoration assez importante pour traitements.

Ces augmentations normales de traitements résultent de l'application des dispositions de l'Arrêté royal du 25 mars 1921 (*Moniteur* du 27 mars 1921) relatif à l'unification des grades et des traitements des fonctionnaires et employés des administrations centrales des départements ministériels. Le barème prévoit pour chaque grade, un traitement de début et un traitement maximum que l'agent peut atteindre conformément aux dispositions de l'article 2 de cet arrêté, par des augmentations biennales.

Il faut noter que les dispositions de l'arrêté royal précité sont, en vertu d'une décision du Conseil des Ministres applicables par assimilation aux divers cadres civils des services extérieurs.

ART. 4. — Divers membres ont exprimé le désir que l'on supprime l'indemnité aux sous-officiers et soldats détachés au Ministère de la Défense Nationale. Il semble, en effet, que ces militaires ont un service moins pénible que leurs camarades de régiments, qu'ils continuent pendant la durée de leur temps de service militaire, à remplir les fonctions qu'ils occupaient dans le civil avant leur entrée à l'armée; qu'ils entretiennent donc leurs aptitudes et leurs connaissances de sténo-dactylos, employés, dessinateurs, etc., et qu'ils sont par conséquent fort avantagés déjà, puisqu'ils peuvent développer leur connaissances antérieures tout en faisant leur service militaire.

Mais la somme de 10,200 francs prévue à l'article 4 du budget est destinée à rémunérer le personnel militaire subalterne attaché au cabinet du Ministre et ce personnel fournit de nombreuses prestations supplémentaires qui ne sont pas réclamées des militaires de même rang employés dans les autres services du Département.

Il est équitable dans ces conditions que ces sous-officiers soient rémunérés de ce chef.

ART. 5 Littera a : 750,000 francs.

Littera d : 210.000 francs.

Divers membres, dans les sections, ont demandé la justification détaillée de ces deux sommes.

1^o) 750,000 francs :

Fournitures de bureau, machines à écrire, à calculer.	110,000
Papiers et enveloppes	110,000
Imprimés, registres, reliures, y compris les imprimés de mobilisation	470,000
Menues dépenses (affranchissement, lavage du linge et autres petites dépenses, etc.)	60,000
	750,000

Les sommes prévues aux trois premiers postes sont nécessaires pour faire face aux besoins des nombreux services permanents de l'administration centrale et de la fourniture des imprimés de mobilisation de l'armée.

En règle générale, toutes les fournitures d'imprimés sont faites par l'imprimerie du département (Institut cartographique militaire).

En ce qui concerne la somme de 60,000 francs, celle-ci est destinée à la liquidation des frais d'affranchissement des nombreux plis recommandés pour la Belgique et l'étranger, ainsi que de toutes les dépenses non prévues et nécessaires pour assurer la bonne marche des services.

2^o) 210,000 francs.

Articles de nettoyage.	12,000.00
Location immeuble	8,000.00
Abonnements téléphoniques, réparations, postes mobiles installés dans les immeubles occupés par le Département	27,000.00
Enlèvement des immondices	2,000.00
Consommation d'eau.	6,000.00
Mobilier, y compris une somme approximative de 50,000 francs pour le rachat éventuel d'objets mobiliers mis à disposition du Département à titre provisoire par la ville de Bruxelles	90,000.00
Entretien des locaux et diverses réparations dont la dépense n'est pas assumée par le Département des Travaux Publics. . . .	25,000.00
Communications téléphoniques à longue distance	40,000.00
	210,000.00

ART. 6. — Bibliothèque du Ministère de la Défense Nationale, et

Crédit demandé en 1922 400,000 francs.

Crédit demandé en 1923 395,000 —

La Commission permanente de la Défense Nationale a reproduit cette année les

questions qu'elle avait posées l'an dernier et elle a spécialement insisté sur le fait qu'on n'a pas diminué la dépense ainsi que le Département semblait le prévoir en 1922. La Commission avait proposé l'an passé une réduction de 5,000 francs sur le poste *Journal Militaire Officiel* le ramenant donc à 25,000 francs.

La Commission a posé les questions suivantes :

- 1° Justifier la dépense de 395,000 francs.
 - 2° Que coûte la publication du *Journal Militaire Officiel*?
 - 3° Que coûte le *Bulletin d'information des officiers de réserve*?
 - 4° Que dépense-t-on pour l'alimentation en ouvrages des bibliothèques de garnison des officiers et de la troupe?
 - 5° Est-il indispensable que le Département de la Défense Nationale ait une bibliothèque particulière; ne pourrait-on centraliser les bibliothèques de tous les Départements?
- Et enfin, 6° de quels ouvrages se compose la bibliothèque du Département de la Défense Nationale?

RÉPONSES :

1°) *Justification de l'emploi de la somme de 395,000 francs allouée à charge de l'article 6 pour 1923.*

Abonnements au <i>Moniteur</i> et aux Revues pour la Bibliothèque du Ministère et pour les soixante-six bibliothèques de garnison . . . fr.	90,000
Ouvrages (Bibliothèque du Ministère)	20,000
Pour (Bibliothèque de garnison des officiers)	35,000
Id. de la troupe	20,000
Impression du nouveau catalogue des ouvrages existants à la bibliothèque du Ministère (1 ^{re} partie. Le coût total réparti sur deux exercices sera d'environ 26.500 francs)	15,000
Impression de règlements militaires	110,000
Impression du <i>Journal militaire officiel</i>	25,000
Contribution à la publication du <i>Bulletin Belge des Sciences militaires</i>	20,000
Impression du <i>Bulletin d'information des Officiers de réserve</i>	10,000
Reliure	40,000
Acquisition pour l'Administration centrale et menues dépenses et imprévus	10,000
	395,000

Ces sommes ne sont qu'approximatives, elles pourraient être modifiées si les circonstances imposaient une augmentation de l'une ou de l'autre catégorie.

* * *

2°) *Somme dépensée pour les dix premiers mois de 1922 pour la publication du Journal militaire officiel :*

22.418,60 francs. (Les Fascicules de novembre et de décembre sont en voie d'impression).

3° Somme dépensée en 1922 pour le « Bulletin d'information des officiers de réserve » : 11.901,85 francs.

*
* *

4° Sommes dépensées en 1922 pour l'alimentation en ouvrages des bibliothèques de garnison :

- a) des officiers : 43.607,46 francs ;
- b) de la troupe : 24.009,20 francs.

REMARQUE. — Bien que la réduction de 5,000 francs proposée à l'article 5 par la Commission spéciale de la Chambre des Représentants, qui a examiné le Budget ordinaire de la Défense Nationale pour l'exercice 1922, n'ait pas été consacrée lors du vote du crédit demandé pour cet article, les dépenses seront limitées à la somme de 595,000 francs de manière à laisser tomber en annulation, à la clôture de l'exercice 1922, la réduction de 5,000 francs consentie.

Si l'on se reporte aux développements donnés à l'article 6 du projet du budget ordinaire pour l'exercice 1923 (voir page 23 du tableau XI), on remarque que la réduction de 5,000 francs dont il s'agit ci-dessus est accusée par la comparaison qui est faite entre le crédit de 400,000 francs alloué pour 1922 et celui de 595,000 francs demandé pour 1923 et que cette réduction de crédit provient d'une diminution du coût de l'impression du journal militaire officiel.

*
* *

5° La Bibliothèque particulière du Ministère de la Défense Nationale est *indispensable* ; elle est pour la plus grande partie composée d'ouvrages se rapportant à l'art militaire, à l'histoire militaire ainsi qu'aux sciences applicables à la guerre et qui ne présentent aucun intérêt pour les autres Départements.

En vertu de l'article I du « Règlement provisoire », « Bibliothèques militaires », les officiers, les fonctionnaires et les professeurs civils des établissements d'instruction de l'armée, ainsi que les officiers de réserve et les officiers pensionnés (ces derniers restent en majorité à la disposition du Gouvernement pendant cinq ans après leur mise à la retraite) peuvent recevoir en communication, à domicile, les livres appartenant à la bibliothèque du Ministère de la Défense Nationale. Actuellement plus de 2,000 ouvrages sont envoyés mensuellement à titre de prêt, ce qui porte à plus de 24,000 le nombre d'ouvrages donnés annuellement en lecture en dehors de la salle de lecture de la bibliothèque du Ministère de la Défense Nationale.

Dans la plupart des autres Ministères — sauf peut-être au Ministère des Sciences et des Arts — les fonctionnaires de l'administration centrale seuls peuvent consulter les ouvrages existant dans les bibliothèques de leur département.

La Commission de la Défense Nationale joint en annexes au présent Rapport :

1° La liste des journaux et publications périodiques auxquels la Bibliothèque du Ministère de la Défense Nationale est abonnée pour l'exercice 1923 (Annexe 1) ;

2° Le relevé des ouvrages achetés en 1922 et expédiés aux bibliothèques de garnison officiers (Annexe 2) ;

3° Le relevé des ouvrages achetés en 1922 et expédiés aux bibliothèques de garnison Troupe (Annexe 3).

ART. 9 et 10. — Institut cartographique militaire.

Diminution : 434,524 francs.

Les articles 9 et 10 ont fait l'objet d'un examen attentif des sections et de la Commission permanente de la Défense Nationale qui ont désiré savoir :

- 1° Si la nouvelle carte au 40,000^e est terminée; si non, où en est la confection;
- 2° Si la nouvelle carte au 20,000^e chromolithographiée est terminée; si non, où en est la confection;
- 3° Où on en est arrivé dans l'élaboration des cartes aux 100,000^e, 40,000^e, 20,000^e des territoires d'Eupen-Malmédy et de la carte géologique au 800,000^e?
- 4° Comment le Département justifie la nécessité de 189 agents employés à l'Institut cartographique militaire et entraînant une dépense de 1,267,700 francs.
- 5° Combien d'officiers de l'active et d'officiers pensionnés sont encore détachés à l'Institut, quelle est leur mission et quelles indemnités spéciales ils touchent de ce chef?

M. le Ministre de la Défense Nationale a bien voulu faire les réponses suivantes :

1° La confection de la nouvelle carte au 40,000^e en est aux travaux de géodésie, de topographie et de révision sur le terrain.

23 points de deuxième ordre (stationnés), environ 500 points de troisième ordre (recompés) ont été triangulés dans la région Malines-Lokeren-Santvliet-Hérenthals.

190 points de quatrième ordre ont été déterminés (stationnés) dans cette région, 46 dans la région d'Yvoir-sur-Meuse.

Des reconnaissances ont été exécutées pour la triangulation de la chaîne frontière, en collaboration avec le service géographique français.

Un levé de la région du camp de Beverloo est exécuté (par levé direct et par exploitation de photographies prises d'avion).

La révision sur le terrain a été entamée dans le sud de la province de Luxembourg et est achevée jusqu'aux environs du parallèle de Bastogne.

2° La confection de la nouvelle carte au 20,000^e chromolithographiée dépend, comme celle au 40,000^e, de l'achèvement des travaux sur le terrain.

3° La carte au 100,000^e des environs d'Eupen-Malmédy est terminée, la dernière feuille est à l'impression (1).

La minute de la carte géologique au 800,000^e, qui sera une carte des régions naturelles, s'étendant jusqu'au Rhin à l'Est, jusqu'à la Seine au Sud, est terminée en ce qui concerne le territoire belge; la partie hors Belgique est à l'étude.

4° Personnel administratif.

L'emploi de ce personnel se justifie par le travail de comptabilité (personnel et matériel) considérable; l'administration, la correspondance, l'expédition des cartes, etc et le fonctionnement des nombreux services de l'Institut cartographique militaire.

(1) La confection des cartes au 40,000^e et au 20,000^e suivra vraisemblablement celle du camp de Beverloo, d'après laquelle doivent être fixées les caractéristiques des nouvelles es,

*Fonctionnaires, employés, personnel civil militarisé et militaires
placés sans allocations militaires.*

Douze topographes nécessaires pour l'exécution des levées topographiques, le calcul des réductions des travaux topographiques et des tables d'orientation (artillerie).

Chef, sous-chef du bureau de calcul et 6 calculateurs, chargés des calculs de réduction des travaux géodésiques (triangulation) et confection des tables de projection.

6 collationneurs pour la correction et le collationnement des dessins, dispositifs d'impression et épreuves d'impression.

59 maîtres-dessinateurs-cartographes, maîtres-graveurs, dessinateurs, cartographes, graveurs et lithographes (dont 1 à l'armée d'occupation, 1 à l'État-major de l'armée, 3 en disponibilité pour cause de maladie) employés au travail continuuel de mise en état, mise à jour des pierres de gravure, des dispositifs d'impression, des dessins-minutes, de l'exécution des nouvelles cartes, ainsi que des nombreux travaux de dessin et de lithographie dont est chargé l'Institut Cartographique Militaire.

	Photographes permanents.	Relieur chef colleur.	Imprimeurs permanents.	Chef ponceur.	Civils militarisés.	Militaires sans allocations militaires.						JUSTIFICATION.
						Ouvrier de précision.	Ouvriers spécialisés.	Premiers ouvriers.	Ouvriers qualifiés.	Journalier spécialisé.	Journalier non spécialisé.	
<i>Atelier de photographie.</i>												
3 photograph. permanents.	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	Confection pour la photographie des dispositifs d'impression sur métal (photogravure) des cartes et de tous les travaux lithographiques.
3 photozincographes . .	»	»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	
3 aides photographes . .	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	»	
<i>Atelier de ponçage.</i>												
1 chef ponceur.	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	Préparation, dépréparation, ponçage, grenage des pierres, zincs, aluminiums pour l'impression.
6 ponceurs.	»	»	»	6	»	»	»	»	»	»	»	
<i>Imprimerie lithographique</i>												
4 imprimeurs permanents.	»	»	4	»	»	»	»	»	»	»	»	Impression des cartes et de tous les travaux lithographiques dont est chargé l'Institut Cartographique Militaire. L'atelier comprend 8 presses mécaniques et 8 presses à rapport, nécessitant 16 imprimeurs, 16 aides, un chef d'atelier, un contre-maitre et 2 aides employés dans la salle à pierre et la salle de séchage. (1) Dont 1 à l'État major de l'armée.
5 imprimeurs	»	»	»	5	»	»	»	»	»	»	»	
7 imprimeurs	»	»	»	»	»	7 (1)	»	»	»	»	»	
8 aides imprimeurs . . .	»	»	»	8	»	»	»	»	»	»	»	
12 aides imprimeurs . .	»	»	»	»	»	»	»	»	12	»	»	
<i>Atelier de collage des cartes et de reliure.</i>												
1 chef colleur permanent .	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	Collage des cartes et travaux de reliure.
2 relieurs colleurs. . .	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	
1 relieur colleur	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	
<i>Magasin.</i>												
1 magasinier	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	Magasin de papier. Magasin de matières premières. Magasin de cartes : classement, arrangement des collections, constitution des dotations; vente des cartes.
4 magasin. cartographiques .	»	»	»	»	»	»	»	»	4	»	»	
1 aide	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	
<i>Machinerie et éclairage.</i>												
1 mécanicien chef d'équipe.	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	Surveillance, entretien de la machinerie, des installations électriques (force motrice) et de l'éclairage. Réparations usuelles aux machines et travaux divers pour les services généraux. Entretien, réparation des instruments de précision pour la Géodésie et la topographie.
1 mécanicien	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	
1 électricien chef d'équipe.	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	
1 électricien	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	
1 menuisier	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	
1 mécanicien de précision.	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	
<i>Service intérieur.</i>												
9 plantons et hommes de peine.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	Entretien des locaux, nettoyage, corvées.
	3	1	4	1	23	1	7	4	23	1	9	

5° Il y a 33 officiers de l'active et 8 officiers pensionnés employés à l'Institut Cartographique Militaire (dont un à l'armée d'occupation).

Direction générale :

- 1 officier supérieur. Directeur général.
- 1 officier subalterne. Sous-directeur, adjoint au Directeur général.
- 2 officiers subalternes (dont un pensionné) adjoints au 2° bureau : service intérieur, casernement, bibliothèque.

1° Direction. Service de la géodésie :

- 1 officier subalterne. Directeur.
- 1 officier subalterne. Chef du 3° bureau : opérations géodésiques.
- 4 officiers subalternes adjoints (dont un pensionné).

2° Direction. Service de la topographie :

- 1 officier subalterne. Directeur.
- 1 officier subalterne. Chef du 5° bureau : levé de la carte.
- 1 officier subalterne adjoint.
- 1 officier subalterne. Chef du 6° bureau : révision de la carte.
- 15 officiers subalternes adjoints, reviseurs.
- 1 officier subalterne. Chef du 7° bureau : travaux topographiques en liaison avec l'artillerie et divers.
- 1 officier subalterne adjoint.
- 1 officier subalterne adjoint. Chef du service topographique de l'armée d'occupation.

3° Direction. Service de la cartographie :

- 1 officier subalterne. Directeur.
- 1 officier subalterne. Chef du 8° bureau : minute de la carte.
- 1 officier subalterne. Chef de section (renseignements).
- 1 officier subalterne. Chef de section (collationnement).
- 1 officier subalterne. Chef de section (atelier de dessin).

4° Direction. Service de la reproduction de la carte :

- 1 officier subalterne (pensionné). Directeur.
- 1 officier subalterne (pensionné) Chef du 10° bureau (impression de la carte).
- 1 officier subalterne (pensionné). Chef de section (confection des dispositifs d'impression).
- 1 officier subalterne (pensionné). Chef du 11° bureau (magasin).
- 1 officier subalterne (pensionné). Chef de section (collage des cartes, magasin).

12° Bureau. Carte géologique :

- 1 officier subalterne (pensionné). Chef de bureau.

La mission de ces officiers est indiquée dans l'annexe à la notice ci-jointe (notice sur le rôle et les travaux de l'Institut Cartographique Militaire) donnant les attributions des directions et bureaux.

Les officiers de l'Institut Cartographique Militaire ne touchent aucune indemnité spéciale du chef de leur mission à cet établissement. Faisant partie du Ministère de la Défense Nationale, ils touchent les indemnités prévues pour les officiers

y détachés à titre de directeur général, directeurs, chefs de bureau, chefs de section ou adjoints.

* * *

Plusieurs membres de la Chambre des Représentants ont fait les remarques suivantes au sujet de certains imprimeurs lithographes :

Il y a à l'Institut Cartographique militaire 8 imprimeurs lithographes.

Jusqu'en 1921, ces agents jouissaient du même traitement que les graveurs, les lithographes et les dessinateurs.

Par arrêté royal du 15 octobre 1921, ceux-ci furent classés dans le cadre des employés, tandis que les premiers furent classés avec les ouvriers.

Pour les premiers les traitements maximum sont de 8,500 francs et pour les autres 9,700 francs.

Les imprimeurs lithographes sont des spécialistes comme les lithographes et les graveurs.

Il y aurait lieu de les classer dans la même catégorie.

S'il y avait impossibilité de principe, ne pourrait-on tout au moins maintenir à ces 8 agents, ne fut-ce qu'à titre personnel, les mêmes avantages que ceux dont jouissaient leurs collègues dont ils ont toujours partagé la situation.

M. le Ministre de la Défense Nationale, a fait parvenir la réponse suivante :

Il n'est pas exact de dire que les imprimeurs lithographes sont des spécialistes comme les *dessinateurs lithographes* et les *dessinateurs graveurs*.

Alors que ces deux dernières catégories d'agents ont pour mission de créer, pour ainsi dire, la carte sur la pierre lithographique, travail qui exige des connaissances techniques toutes spéciales, le métier des imprimeurs lithographes est purement manuel attendu qu'il consiste à reproduire au moyen de machines, les dessins exécutés par les techniciens.

Les ouvriers de l'imprimerie typographique de l'Institut Cartographique Militaire dont le métier est de même nature, avec la composition en plus, sont salariés. On ne voit pas de raison de traiter différemment les ouvriers de l'imprimerie lithographique.

Certaines dispositions d'avant-guerre avaient édicté des mesures communes à tous les agents, ouvriers, employés et fonctionnaires de l'établissement en cause.

Après l'armistice, lors du relèvement des salaires et du traitement du personnel de l'Etat, il fut reconnu nécessaire de reviser les statuts et d'établir à cette occasion, une distinction bien nette entre les ouvriers d'une part, les employés et les fonctionnaires d'autre part.

C'est en suite de ces travaux que les imprimeurs lithographes ayant été classés dans la catégorie des ouvriers qui est la leur, se sont trouvés séparés de leurs collègues. Il s'ensuit que les dispositions ministérielles subséquentes relatives aux employés et fonctionnaires, ne les ont pas atteints.

J'ajouterai que si les traitements des employés et des fonctionnaires ont été relevés, il en a été de même des salaires des ouvriers et ceux visés par la question verraient leur situation matérielle s'améliorer s'ils acceptaient d'être soumis aux statuts des ouvriers.

Cela leur a été dit et je leur ai même fait savoir que j'examinerais avec bienveillance, toute demande de leur part tendant au maintien de certains avantages afférents à leur situation actuelle.

Je n'ai jamais reçu de réponse; j'en conclus que ces ouvriers préfèrent garder les prérogatives qui s'attachent à leur nomination antérieure.

Je n'y vois aucun inconvénient, mais ils doivent accepter également le traitement qui leur a été consenti par la dite nomination.

CHAPITRE II.

Traitements et indemnités des officiers.

Traitements, solde et accessoires des troupes.

ART. 11.

Ce chapitre est en augmentation de 14,852,067 francs.

La Commission permanente de la Défense Nationale a examiné attentivement tous les postes de cet article et elle a repris minutieusement les explications détaillées qui avaient été fournies par M. le Ministre lors de la discussion du budget de 1922.

M. Pirmez, Rapporteur de ce budget, a fourni dans son long et très intéressant Rapport de l'an dernier des détails précis sur :

1° L'utilisation de tous les généraux, généraux-majors, colonels et lieutenants-colonels ;

2° Sur le service de l'administration et les frais de bureau ;

3° Sur les traitements, solde, indemnités et accessoires des troupes ;

4° Sur les dépenses relatives aux Écoles d'armes.

La Commission ne pense pas qu'il soit nécessaire de revenir sur tous ces points cette année. Cependant, la Commission Permanente de la Défense Nationale a cru de son devoir de poser à M. le Ministre les questions suivantes :

La majoration de 14,852,067 provient :

1°) des augmentations normales de traitements ;

La Commission désire savoir pour quelle somme cette augmentation entre dans les 14,852,067 francs et comment elle se répartit ;

2°) De ce que les dépenses pour grosses appropriations des écoles des pupilles qui en 1922 étaient prévues à l'article 98 du Budget extraordinaire ont été rattachées au littéra i du présent article.

Or, au budget de 1922 figurait au littéra i : dépenses relatives aux écoles des pupilles de l'armée une somme de 2,031,250 francs.

En 1923 figure une somme de 2,286,500 francs ; on ne comprend pas l'observation 3° à l'article 2 ;

3° Détailler l'augmentation de 64,200 francs.

Dans les observations de l'art. 2, M. le Ministre dit que l'augmentation des dépenses, provient de l'augmentation du nombre des militaires subalternes comptant plus de trois années de services, passés du régime de militaires *soldés* à celui de militaires *appointés*.

La Commission demande à connaître les détails de cette augmentation.

M. le Ministre a bien voulu fournir les renseignements ci-après :

La majoration de 14,852,067 francs, accusée au projet de budget pour 1923 pour l'ensemble de l'article 2, résulte de la balance entre les augmentations et diminutions ci-après :

AUGMENTATIONS.

Litt. a. — Traitements et indemnités des officiers	23,850
» b. — Traitements, soldes et indemnités des militaires subalternes	15,011,412
» i. — Dépenses relatives aux écoles des pupilles de l'armée.	255,425
» j. — Dépenses relatives aux écoles d'armes	64,000
» k. — Dépenses relatives à l'école des troupes du service de santé (nouveau)	25,000
Total des augmentations	15,377,887

DIMINUTIONS.

Litt. c. — Indemnités des aumôniers et prêtres agréés	112,800
» f. — Service de l'éducation physique	260,020
» g. — Service des écuries — service du chenil.	105,000
» h. — Service de la musique	50,000
Total des diminutions.	527,820
Augmentation finale.	14,852,067

La somme de 15,011,412 francs, reprise en litt. b ci-dessus, se décompose comme suit ;

Traitements	Fr.	15,387,500
Indemnités diverses	Fr.	1,625,912

En ce qui concerne les *traitements*, l'augmentation provient :

1° de ce que le nombre de militaires *appointés*, passe de 9,500 à 12,729, soit en plus 3,229.

Un sergent appointé perçoit 360 francs par mois (traitement minimum) alors que comme soldé, il ne percevait que 2 francs par jour.

2° des majorations *normales* de traitement (triennales, quinquennales) dont bénéficient les appointés.

Ces majorations étant accordées au fur et à mesure que les intéressés comptent un nombre X d'années de service, il n'est pas possible d'en donner une évaluation exacte.

Quant aux indemnités, certaines sont en augmentation (indemnités de séparation, de logement et familiale); d'autres sont en diminution (indemnités aux militaires admis à la pension, aux sous-officiers faisant fonctions d'officier payeur ou d'administration, etc.) et le résultat de la balance entre les augmentations et les diminutions se traduit par l'augmentation de 1,625,912 francs préindiquée.

Il est à considérer que l'augmentation de dépense provenant du passage de militaires *soldés* dans la catégorie des *appointés*, est cependant compensée, en

partie, par une économie de prestations en nature, les militaires appointés ne bénéficiant plus, dans cette situation, des dites prestations.

La justification donnée pour la diminution qui est accusée à l'article 35 « Nourriture des troupes. Fourrages » tient d'ailleurs compte de la présence d'un plus grand nombre de rengagés (appointés).

* *

En 1922, une somme de 2,031,250 francs était primitivement inscrite au projet de budget (litt. i de l'art. 10) pour les écoles des pupilles.

Avant le vote du budget de 1922, de nombreux amendements ont été déposés par le Gouvernement, et l'un de ces amendements a notamment eu pour effet de déduire une somme de 787 francs à l'article 10, pour des indemnités de résidence qui n'étaient plus dues à des agents jouissant d'un logement gratuit.

Dans cette réduction de 787 francs, une part de 175 francs était afférente aux Ecoles des pupilles, ce qui ramenait le crédit de 2,031,250 francs, primitivement inscrit sous le litt. i de l'article 10 à 2,031,075 francs.

De 2,031,075 francs alloué en 1922, le crédit passe à 2,286,500 francs en 1923, soit une majoration de 255,425 francs.

Si l'on compare les développements donnés en 1922 au litt. i à ceux donnés au même littéra en 1923 (voir page 89 du tableau XI), on remarque que le poste « Dépenses d'administration », repris aux dits développements, accuse à lui seul une augmentation de 223,250 francs, dont 219,000 francs, proviennent du rattachement au poste « Entretien des bâtiments » des dépenses pour grosses appropriations qui en 1922 faisaient l'objet de l'art. 98 du Budget extraordinaire.

C'est ce qui explique le 3^e des raisons, d'ordre principal données pour la justification de la différence en plus à l'art. 2.

* *

Quant à l'augmentation de 64,200 francs que l'on constate au litt. j « Dépenses relatives aux Ecoles d'armes » par rapport au crédit inscrit sous le même littéra en 1922, si l'on se rapporte aux développements donnés au litt. j de 1923 (voir page 90 du tableau XI), il apparaît que, comparativement aux développements donnés en 1922 pour le dit littéra, les dépenses de *personnel* sont en majoration de fr. 34,900

et que d'autre part, les dépenses d'*administration* subissent également une majoration de. fr. 29,300

Ces majorations se justifient, en ordre principal :

1^o Par l'augmentation du nombre de professeurs, résultant de la création d'une école de sous-officiers brevetés ;

2^o De ce qu'il y a de plus grands frais d'entretien des bâtiments à envisager en 1923. (Le nombre de bâtiments à entretenir est augmenté et des frais de consommation d'eau et d'électricité, qui n'existaient pas en 1922, sont à payer en 1923.

* *

J'ajouterai que je me propose d'introduire prochainement, auprès du Ministre des Finances, une proposition d'amendement tendant à ramener à 182,474,180 fr.

le crédit de 182,992,880 francs inscrit à l'article II du projet du budget de 1923.

Cette réduction de fr. 518,700
se justifiera comme suit :

1° Litt. b. (Traitements, soldes et indemnités de militaires de rang subalterne).

Diminution de 501,900
du fait de la fixation à 111,000 hommes de l'effectif moyen du contingent de 1923.

2° Par l'économie résultant de la suppression des photographies à coller sur le feuillet-matricule et le livret de mobilisation des hommes, d'où une réduction au « service de l'administration ». Dépenses diverses prévues par le règlement sur l'administration des corps de troupes de fr. 50,000

Par contre, une augmentation de 26,700

est nécessitée au « service de l'instruction. Enseignement dans les écoles », par suite de la création d'une école de défense terrestre contre objectifs aériens, soit

en moins pour le littéra e 23,300
« Service de l'administration, de l'instruction et de la bibliothèque ».

3° Par la possibilité de reporter à un exercice ultérieur une partie des achats prévus au litt. f (service de l'éducation physique) pour les équipements et le matériel d'éducation physique pour les corps, les établissements d'instruction et les camps, d'où une réduction de . . . 215,000

Soit une diminution totale de fr. 540,200

Mais comme le crédit prévu au littéra i (dépenses relatives aux écoles des pupilles) devra subir une majoration de fr. 21,500

Pour l'acquisition d'objets du culte. 4,000

Ecoles de Marneffe et d'Alost (renouvellement de certains objets usagés) et pour l'entretien des locaux affectés aux infirmeries. . fr. 17,500

Cette dernière dépense de 17,500 frs., n'étant plus, comme autrefois, supportée par l'article 12 (Hôpitaux) et le service des hôpitaux ayant tenu compte de ce changement d'imputation pour le calcul de ses prévisions budgétaires de 1923, la diminution finale, à demander par voie d'amendement, sera ainsi ramenée, à la somme de 518,700 francs donc il est question ci-dessus.

La Commission permanente de la Défense Nationale croit devoir ajouter quelques remarques sur la situation des militaires subalternes appointés et de vous soumettre (Annexe n° 4) le texte de l'arrêté royal du 15 juin 1920 — N° 7516 — qui détermine les taux des appointements des militaires en question.

Cet arrêté royal substitue un *traitement* à la *solde* pour certaines catégories de militaires ou assimilés de rang subalterne.

La conséquence du passage d'un sergent soldé dans la catégorie des appointés, se traduit comme suit au point de vue du budget :

L'intéressé qui percevait une *solde* de 2 francs par jour, perçoit un *traitement* mensuel de 360 francs par mois, soit 12 francs par jour.

Du fait que l'intéressé devient appointé, il ne reçoit plus de vivres à charge

de l'État (soit une diminution de fr. 3.08 par jour à l'article 33 du budget (vivres) (1).

CHAPITRE III.

Hôpitaux et pharmacies militaires.

ARTICLES 12 ET 13.

Ce chapitre est en diminution de 328,700 francs.

Les observations relatives à l'article 12 portent que le crédit est mis en rapport avec les besoins prévus pour 1923, les salaires et les indemnités du personnel ouvriers étant rattachés à l'article 13.

La Commission permanente a posé la question suivante :

Sur quels postes exactement porte la diminution de 640,000 francs ?

Est-ce sur le littéra *a*, *b*, ou *c* ?

M. le Ministre a bien voulu répondre :

La diminution de 640,000 francs qui est accusée pour l'ensemble de l'article 12 de 1923, résulte de la balance entre les diminutions et l'augmentation ci-après :

DIMINUTIONS.

Littéra <i>a</i> de l'art. 11 de 1922 (Correspondant au littéra <i>a</i> de 1923, avec cette différence que les frais d'in- humation et d'entretien locatif font, en 1923, l'objet des littéra <i>b</i> et <i>c</i>)	Frais d'hospitalisation des sous-officiers et sol- dats fr. 1,300,000
Littéra <i>b</i> de l'art. 11 de 1922 (Correspondant au littéra <i>d</i> de 1923)	Achat de matériel, d'ob- jets de couchage et d'ef- fets d'habillement, etc. . 100,000
	Total des diminutions . 1,400,000

AUGMENTATION.

Littéra <i>c</i> de l'art. 11 de 1922 (Correspondant au littéra <i>e</i> de 1923)	Services médico-chirur- gical et pharmaceutiques 760,000
	D'où une diminution finale de 640,000

Les diminutions reprises ci-dessus, soit 1,400,000 francs s'expliquent comme suit :

1° Parmi les dépenses d'exploitation qui étaient supportées en 1922 par l'article 11, littéra *a*, figuraient celles ayant trait au placement des traitements, salaires et indemnités diverses revenant aux ouvriers *civils* du service de santé.

Comme certains de ces ouvriers ont, par application de l'Arrêté royal du 13 juin 1921, contracté un engagement *militaire*, ils sont, de ce fait, rangés dans la catégorie d'*ouvriers militaires appointés* et les traitements et les indem-

(1) Voir Annexe n° 4, page 88.

nités professionnelles qu'ils perçoivent du chef de ce changement de situation, tombent à charge de l'article 11 de 1923 *littera b*, « Traitements, soldes et indemnités des militaires de rang subalterne » poste où ces ouvriers sont confondus avec les soldats appointés (voir page 87 du tableau XI ; développements donnés, en annexe au *littera b* de l'article 2).

C'est ce qui explique une première diminution de 600,000 francs au *littera a* de l'article 12.

2° Le *littera a* de l'article 1 de 1922 supportait également les traitements, salaires et indemnités diverses des ouvriers ci-après :

a) ouvriers militaires placés sans *allocations militaires*, b) ouvriers civils et ouvrières, permanents et temporaires.

Ces dépenses ayant été rattachées à l'article 13 de 1923 (ancien article 12 de 1922)

Une deuxième diminution de 700,000 francs au *littera a* de l'article 12, est expliquée de ce fait.

3° Par suite de la réduction de la hauteur des approvisionnements d'objets de matériel, une diminution de 100,000 francs a pu être envisagée au *littera d* de 1923, correspondant au *littera b* de 1922.

Les trois diminutions dont il s'agit ci-dessus (600,000 + 700,000 (*litt. a*) + 100,000) conduisent à la somme de 1,400,000 francs préindiquée pour le total des diminutions.

Quant à l'augmentation de 760,000 francs signalée pour le *littera e* de 1923 (ancien *littera c* de 1922), elle doit faire face à des dépenses nouvelles, telles que carnets sanitaires pour tous les militaires, tubes prophylactiques, désinfectants remis gratuitement au corps.

De plus, la réserve de médicaments ayant été consommée à cause de l'épidémie de grippe et des trop grandes compressions opérées sur les budgets antérieurs, il est indispensable de reconstituer cette réserve de médicaments.

* * *

J'ajouterai que je me verrai dans la nécessité d'introduire prochainement, auprès du Ministre des Finances, une proposition d'amendement tendant à majorer de 315,000 francs le crédit de 8,003,000 francs inscrit à l'article 12 du projet de budget de 1923.

Cette majoration de crédit sera justifiée comme suit :

Augmentation de 600,000 francs pour le *littera f* « gros entretien, construction et améliorations, etc., des bâtiments » du fait qu'il n'a pas été possible de procéder, avant le 31 décembre 1922, à l'adjudication de tous travaux de l'espèce prévus pour l'exercice 1922, les études pour ces travaux n'étant pas terminées. (Il s'agit donc d'un report de crédit).

D'autre part, par suite de la fixation à 111,000 hommes de l'effectif moyen du contingent de 1923, il y a lieu de réduire de.

fr.	40,000
le crédit prévu au <i>littera a</i> et de	45,000
celui prévu sous le <i>littera c</i>	

Soit. fr. 85,000

ce qui ramène la majoration à demander par voie d'amendement à fr. 515,000

ART. 13. — L'article 13 se subdivise comme suit :

700,000 francs pour traitements, salaires, etc. des ouvriers militaires du service de santé placés sans allocation militaire, des ouvriers et ouvrières permanents et temporaires ;

465,000 francs pour traitements des sœurs hospitalières ;

475,000 francs pour traitements et indemnités des infirmières, plus les augmentations, les indemnités de résidence, d'habillement et familiale.

CHAPITRE IV.

Académie militaire.

ART. 14. — La Commission a demandé pourquoi on avait supprimé l'aumônier de l'Ecole Militaire.

En réalité l'aumônier n'a pas été supprimé. Le titulaire décédé en 1922 n'a pas été remplacé ; mais son service est actuellement assuré à la satisfaction de tous, par M. l'aumônier en chef de la garnison de Bruxelles.

Les articles 15 à 19 n'ont donné lieu à aucune observation dans les sections ou à la Commission permanente de la Défense Nationale. Les explications fournies en 1922, dans le rapport de M. Pirmez sur ces divers postes ayant été concluantes, il n'y a pas lieu d'y revenir dans le rapport de cette année ; les dépenses sont d'ailleurs sensiblement les mêmes.

La Commission permanente de la Défense Nationale a visité le Musée Royal de l'Armée installé au Palais du Cinquantenaire. Elle a constaté l'excellence de la méthode employée par MM. les conservateurs et conservateurs-adjoints dans le classement des richesses qui y sont accumulées. Le travail fourni par ces Messieurs est considérable et il y a lieu d'adresser au personnel du Musée Royal de l'Armée de chaleureuses félicitations pour le travail intelligent, méthodique et tenace qu'il a accompli depuis l'armistice.

La Commission de la Défense Nationale se fait un devoir de signaler le département historique comprenant les Souvenirs militaires depuis la Révolution Brabançonne jusqu'à nos jours, les Souvenirs des Belges qui ont servi sous les drapeaux étrangers (Autriche, République française, 1^{er} Empire, Pays-bas et Indes Orientales, expéditions belges au Portugal, expédition belge au Mexique, contribution des Belges à la guerre d'Indépendance italienne, campagne arabe, Colonie, etc.)

M. le Ministre de la Défense Nationale a signalé l'an dernier dans sa réponse au Rapport de 1922 sur le Budget « l'importance de cette œuvre bien vivante ayant pour but d'enseigner l'histoire nationale au public et d'élever ses sentiments de patriotisme et de loyalisme et de servir de laboratoire aux établissements d'instruction militaire, aux savants ou aux chercheurs ».

La Commission de la Défense Nationale reconnaît que le Département de la Défense Nationale va vers ces buts à grands pas, que l'effort produit est d'une importance considérable et qu'il est déjà couronné de succès.

CHAPITRE V.

Armement, charroi et harnachement de l'armée.

ARTICLES 21, 22, 23 et 24.

La Commission permanente de la Défense Nationale croit utile de vous exposer brièvement ici les résultats de quelques visites importantes qu'elle a faites dans ces divers établissements et de vous soumettre quelques extraits intéressants des Rapports.

Fonderie royale de Canons.

(Rapporteur : M. DE GÉRARDON.)

La Fonderie royale de Canons s'étend sur une superficie de 5 hectares 54. Les bâtiments couvrent une superficie de 1 hectare 79, quai St-Léonard à Liège. Elle comprend entre autres 25,000 mètres carrés de baraquements à la plaine de Bressoux.

L'énumération du personnel salarié est faite au Budget (n° 4-XI), page 40.

Les salaires comprennent une partie fixe appelée salaires de base, dont les maxima et les minima sont fixés par le Département de la Défense Nationale, et une partie mobile appelée primes.

Ces primes sont proportionnelles au rendement de l'ouvrier, c'est-à-dire au nombre d'heures mis pour effectuer un ouvrage déterminé. Elles sont calculées de la manière suivante : il est fixé un temps étalon pour lequel il est accordé une prime égale de 20 p. c. du salaire ; le taux de la prime est déterminé chaque fois par le relevé du temps mis réellement par l'ouvrier pour l'exécution du travail.

Le temps mis en trop pour l'exécution d'un travail amène une diminution proportionnelle de la prime ; en résumé, c'est une application restreinte du système à primes : Rowan.

La fixation des temps étalons dépend de la direction de l'établissement qui dispose à cet effet d'un bureau spécial et le temps est communiqué à l'ouvrier avant l'exécution du travail.

Les moyennes des salaires et des primes journalières pour le premier trimestre 1922 sont les suivantes (1) :

Journées de 8 heures.	Salaire moyen.	Prime de rendement.
Contre-maitres	20,85	3,30
Premiers ouvriers	19,16	3,25
Ouvriers de précision.	17,72	2,60
» qualifiés	15,53	2,64
Journaliers spécialisés	13,56	2,04
Journaliers	11,40	1,55
Demi-ouvriers	9,04	0,50
Apprentis	6,57	—

(1) Non compris les indemnités de vie chère, familiale et de résidence.

Travaux effectués à l'usine.

Les travaux de la Fonderie de canons peuvent se résumer comme suit :

a) Remise en état et entretien des matériels d'artillerie, d'observation et de bureau de tir en service.

Les réparations les plus importantes se font à la Fonderie de canons ; les autres dans les ateliers divisionnaires (un par division) dépendant de la Fonderie de canons.

Ces travaux, menés concurremment avec la réinstallation de l'usine, ont occupé en 1919 et en 1920 toute l'activité de la Fonderie de canons, car les matériels d'artillerie avaient subi les fatigues d'une guerre de quatre années et étaient, en outre, soumis à une période d'utilisation intensive par suite des appels successifs des différentes classes de milice, etc.

La réinstallation et l'extension de la Fonderie de canons a été faite à l'aide de machines provenant en majeure partie des ateliers du Havre et de machines reçues de la restitution industrielle.

b) Depuis 1921, la Fonderie de canons s'est occupée principalement de l'appropriation des matériels allemands.

L'armée belge possédait au début de la guerre des canons de 75 dont la limite extrême de tir était de 5,400 mètres ; la guerre a montré que cette distance était insuffisante et les Allemands avaient en 1917 construit un nouveau canon de 77 dont la portée était double.

La Fonderie de canons a étudié et expérimenté l'appropriation de ce canon allemand et sa transformation au calibre de 75 en vue d'utiliser des munitions existantes et de réaliser une uniformité désirable de calibre. Ces travaux sont actuellement en cours d'exécution.

D'autre part, l'artillerie belge ne possédait en 1914 aucun obusier de campagne léger (calibre 105) ; l'expérience de la guerre a montré qu'il était nécessaire que l'armée soit dotée d'un obusier de ce type.

La Fonderie de canons avait déjà, à partir de 1916, pourvu l'armée belge d'obusiers de 105 pris aux allemands par les armées alliées et remis en état au Havre. La portée de cet obusier était de 6,800 mètres et les allemands sont parvenus en lui apportant certaines modifications, à le faire tirer jusque 10 kilomètres.

En s'inspirant des mêmes principes, la Fonderie de canons avait déjà terminé au Havre en 1918, un canon de 75 et un obusier de 105 ayant une portée voisine de 10,500 mètres.

La fabrication continue activement. Après ces travaux, la Fonderie de canons étudiera la réfection des obusiers lourds de campagne (calibre 150) des canons allemands de 105 et de 150, etc.

Avant-trains et caissons.

Les douilles tirées dans les nouveaux canons et obusiers étant différentes de celles tirées par des pièces similaires anciennes, il a été nécessaire de donner aux

caissons et avant-trains, une nouvelle organisation. On a, à cet effet, modifié des caissons allemands dont plusieurs centaines ont pu être récupérés.

a) La Fonderie de canons a également étudié l'appropriation pour l'armée belge des canons du calibre de 150 et de 170. Ces canons sont réfectionnés aux usines Cockerill qui exécutent les travaux prescrits sous la surveillance de la Fonderie.

Le programme de 1921-1922 comprend la mise à grande puissance de notre matériel et il sera vraisemblablement terminé à la fin de 1923.

Du matériel d'accompagnement de provenance allemande a été réfectionné et les unités en sont déjà pourvues.

d) Le tir contre avions a pris pendant la guerre une grande importance qui ira croissant à l'avenir et il est nécessaire que les armes soient dotées d'un matériel d'artillerie perfectionné.

La Fonderie de canons est occupée à la construction d'une section d'essai qui serait pourvue de tous les perfectionnements désirables et dont le coût serait de beaucoup inférieur à celui d'une section anti-avion acquise en France.

Si, comme on peut l'espérer, les essais sont satisfaisants, cette fabrication pourra être remise en partie à l'industrie privée belge qui, dans les conditions actuelles, n'aurait pu effectuer les recherches nécessaires sans de grandes rémunérations.

En ce qui concerne les projectiles, la Fonderie de canons s'occupe :

A) De la fabrication des projectiles d'instruction nécessaires aux tirs du temps de paix à Elsenborn ;

B) De la fabrication des projectiles de guerre ;

C) De l'appropriation de projectiles allemands.

La transformation de projectiles se poursuit activement.

Prix de revient.

La Fonderie de canons cherche à établir avec la plus grande exactitude possible le prix de revient de chacun des objets fabriqués dans le triple but de pouvoir :

A) Contrôler le prix demandé par l'industrie privée pour la livraison d'objets similaires ;

B) Se rendre compte si, dans certaines circonstances, il n'y a pas avantage à faire assurer la fabrication de certains objets par l'industrie privée plutôt que par l'établissement même.

C) Contrôler la fabrication en vue de la réduction ultérieure du prix de la main-d'œuvre.

Dans l'établissement du prix de revient, il est tenu compte de tous les frais généraux de l'établissement.

Les frais d'installation ne comprennent que ceux effectués depuis la rentrée de l'établissement en Belgique. D'après la direction de l'établissement, toutes les installations du Havre ont été amorties par les bénéfices dûment constatés, réalisés sur les fournitures faites aux services étrangers à l'armée belge ; dans ces conditions, il est évidemment rationnel de faire abstraction des prix des machines venues du Havre.

Les frais d'installation ne comprennent donc que les dépenses occasionnées pour le remontage de ces machines et l'acquisition des machines nouvelles :

L'amortissement de ces frais est compté sur un délai de dix années (intérêt compris).

Ayant voulu avoir une idée du rendement de l'établissement, la Direction nous a communiqué les données ci-après :

L'achèvement d'une première commande de transformation de 48 canons de 75 allemands a démontré que le prix de revient sur affût est de 8,190 francs.

D'autre part, l'examen des dépenses effectuées à la date du 31 août permet d'évaluer le coût de l'appropriation de l'obusier de 105 allemand à 5,700 francs.

Or, en 1914, un matériel de 75 coûtait 20,000 francs.

La Fonderie de canons estime qu'en prenant le coefficient 3 pour tenir compte de la différence de prix des matières premières et salaires entre 1914 et 1922, la valeur des canons de 75 serait de 60,000 francs, d'où une économie de 52,000 francs par matériel.

Pour les obusiers de 105 l'économie peut être évaluée à 75.000 francs.

D'après le Directeur de la Fonderie de canons, il résulterait donc pour les matériels fournis en 1922 : une économie de 11,000,000 francs.

Il y a lieu d'ajouter à ces chiffres l'économie réalisée sur les caissons, projectiles, etc., et qui, au total, peut être évaluée approximativement à 100,000 francs pour 1922.

Ce coefficient 3 est certainement insuffisant et on se rapprocherait plus exactement de la réalité en prenant le chiffre 4.

Systeme financier.

Les fonds sont fournis mensuellement par l'Intendant Ordonnateur suivant la demande de l'établissement.

La comptabilité financière et du matériel est appliquée à la Fonderie de canons conformément aux instructions.

D'autre part, la justification des fonds mis à la disposition de l'établissement est faite au moyen du compte rendu financier établi chaque année et qui est prévu par les instructions.

Grand parc de campagne.

(Rapporteur : M. MARCK.)

Une délégation de la Commission de l'Armée, composée de MM. Pirmez, président, Buyl, de Burlet et Marck, a visité le G. P. C. à Anvers. Elle était accompagnée par le délégué de M. le Ministre de la Défense Nationale.

La délégation a été reçue au dit établissement par le colonel Van Perck.

Cet officier supérieur, après avoir fait une description minutieuse de l'établissement et des différents services sous ses ordres, a exposé la gestion financière du G. P. C. en montrant toute la comptabilité. La délégation a constaté que cette comptabilité était à jour et tenue avec le plus grand soin. Elle a constaté également que la vérification méthodique de cette comptabilité se fait tous les jours.

Nous entendons par comptabilité non seulement l'administration financière militaire, mais aussi la comptabilité industrielle.

Un ordre parfait régnait partout, dans les cours, dans les magasins et dans les ateliers.

Ont été vus par la Commission : les ateliers de réparations ou de remise en état du charroi, les magasins de bouches à feu, des armes portatives, des accessoires, du charroi, la sellerie, la salle de visite pour malades et blessés.

La délégation a constaté l'exactitude des chiffres renseignés dans les inventaires.

Le colonel Van Perck a parfaitement utilisé les bois qui lui ont été transmis par la Récupération. Il a fait construire par son personnel des baraquements convenables qui sont utilisés comme magasins-hangars ou comme ateliers.

La délégation a constaté que les prescriptions réglementaires étaient affichées partout, dans les deux langues. Les trois officiers rencontrés dans l'établissement par la délégation — y compris le colonel Van Perck — parlent très convenablement le flamand.

Aucun membre du personnel civil ne s'est plaint. La délégation a constaté que ce personnel touche le salaire prescrit par les règlements en ne travaille normalement pas au delà de huit heures par jour. Les ouvriers peuvent vérifier, la veille du paiement, leur carte de salaire et leurs desiderata d'ordre général sont soumis à une commission mixte.

La délégation estime qu'il est de son devoir de féliciter le colonel Van Perck ainsi que les officiers qui l'entourent pour le dévouement avec lequel ils dirigent le G. P. C.

La délégation a visité également, sous la conduite du colonel Van Perck, le fort 6.

Elle a examiné soigneusement la comptabilité et se plaît à déclarer que les livres étaient très bien tenus.

La délégation a visité dans le dit fort : les magasins de munitions, le logement des hommes, la cuisine, le réfectoire des ouvriers civils et le cours du soir.

Elle ne peut que comprendre le commandant Vermeulen dans les félicitations qu'elle adresse au colonel Van Perck et à ses collaborateurs.

Usine de réparation du charroi automobile.

(Rapporteur : M. de BURLET.)

Une délégation de la Commission parlementaire permanente de la Défense Nationale s'est rendue à l'Usine de réparation du charroi automobile et au Parc triage et réserve.

Étaient présents : MM. Richard, Ernest et de Burlet.

L'U. R. C. A. est un établissement militaire de première importance. Elle est dirigée par des officiers d'une compétence remarquable.

Les membres de la Commission regrettent qu'une usine aussi considérable soit installée sur des terrains pris en location et quelle soit aménagée dans une série de baraquements en bois, au centre d'une agglomération très dense d'habitations surpeuplées. Les dangers d'incendie sont considérables et permanents.

Les précautions prises contre l'incendie semblent illusoire quelque nombreuses qu'elles soient. En cas de sinistre toute l'usine disparaîtrait rapidement.

dans les flammes; les matières inflammables sont nombreuses et les baraquements ne feraient qu'une flambée.

Un ordre parfait règne dans l'usine.

Les ouvriers interrogés sont satisfaits de leur sort, tant au point de vue du salaire qu'au point de vue du travail et de la Direction qui est énergique mais paternelle.

Un seul ouvrier — un soldat — s'est plaint de sa situation avec I. P. V., (indemnité de pain et de viande). Tous les autres désirent la conserver telle qu'elle leur est consentie par les dispositions actuelles.

La comptabilité ne semble pas donner toutes les garanties désirables. Un nouveau système de comptabilité industrielle va être mis sur pied prochainement. Il sera combiné avec l'ancienne comptabilité et il donnera entière satisfaction. On travaille activement à sa réalisation.

Il ne se fait pas d'inventaire ainsi que dans les usines civiles et dans les autres établissements militaires du même genre.

La Commission émet le vœu de voir établir sans tarder à l'U. R. C. A. l'inventaire avec valorisation.

Le prix de revient n'est ni exactement ni clairement établi. Certes, la difficulté de ce travail est très grande, mais il importe cependant d'y arriver à brève échéance si l'on veut obtenir un contrôle efficace.

Un atelier de vulcanisation est constitué à l'U. R. C. A. Il est un modèle du genre et le travail qu'on y effectue est très important. Cet atelier devrait être isolé du reste des baraquements pour éviter les dangers multiples qu'il présente. (Insalubrité, matières inflammables, etc.)

L'aération y a été considérablement améliorée depuis quelque temps. Il y a progrès marqués de ce côté,

Il y a lieu de signaler l'excellent procédé actuel des revisions en série. Cette importante opération se fait avec méthode et précision sous la direction de techniciens consciencieux et actifs.

Le travail vu par les membres de la Commission est tout à fait parfait.

Le Département « Electricité » mérite des éloges particuliers.

Des spécialistes s'occupent de la mise au point, de la révision et de l'examen détaillé des magnétos, etc.

L'atelier est bien monté et il peut soutenir la comparaison avec les meilleurs ateliers civils du même genre.

La branche carrosserie est soignée aussi. L'outillage est récent, bien entretenu. Les stocks de bois sont, hélas, trop à l'étroit dans des couloirs et dans des espaces trop restreints. Ils encombrant les locaux disponibles.

* * *

Les membres de la Commission estiment qu'il y aurait lieu :

1° D'établir d'urgence la comptabilité industrielle ;

De construire en matériaux durs une usine de pareille importance, dans laquelle sont concentrés un matériel considérable, des machines-outils de grande valeur, des véhicules nombreux de grand prix et des réserves de toutes espèces.

3° D'isoler les ateliers de vulcanisation ;

- 4° De séparer les départements de façon à diminuer les risques d'incendie;
 5° De déplacer l'usine, de la construire en matériaux durs, et de la mettre dans un endroit plus isolé.

* * *

M. le Ministre de la Défense Nationale a bien voulu répondre aux observations formulées ci-dessus :

1° *Etablissement de la comptabilité industrielle.* — Deux comptabilités sont tenues actuellement à l'U. R. C. A.

a) *La comptabilité générale en matières*, destinée à fournir aux autorités supérieures (Cours des Comptes) les justifications que prescrit la loi en ce qui concerne le matériel de l'usine et les mutations de ce matériel.

b) *La comptabilité industrielle*, limitée à la détermination des prix de revient.

a) La comptabilité en matières a été transformée récemment par l'adoption d'un système de fiches qui doit diminuer le travail matériel relatif à cette comptabilité, tout en permettant de fournir les justifications que prescrit la loi.

b) En vue de réduire le travail, les documents relatifs à la comptabilité industrielle ont été limités à ceux qui interviennent dans la détermination des prix de revient. En effet, pour l'usine de réparations en cause, la seule chose qui importe avant tout, c'est de pouvoir répondre à la question : « Les réparations faites à l'U. R. C. A. sont-elles économiques ? » La comptabilité industrielle de l'U. R. C. A. dans sa forme actuelle permet de donner les renseignements désirables à ce sujet.

Pour pouvoir valoriser le matériel de l'usine, il faudrait donner plus d'extension à cette comptabilité industrielle : déterminer des prix de vente, établir un compte de profits et pertes, dresser les bilans, etc. Ce travail n'a pas été fait jusqu'à présent, l'intérêt qu'il présente pour nous n'étant que relatif. Cependant la possibilité de compléter cette comptabilité industrielle sera étudiée.

Les renseignements que fournirait une comptabilité industrielle complète auraient d'ailleurs une signification bien plus claire si les établissements de la D. D. C. A. étaient réunis et comportaient donc, outre l'usine, les magasins.

2° *Construire en matériaux durs l'usine de réparations.* — Cette solution serait avantageuse à tous points de vue, à condition que l'on décidât par la même occasion d'adjoindre à l'usine, les magasins et un petit parc où les véhicules seraient réunis avant leur mise en réparation en série.

Cette solution qui s'impose a été retardée par suite des nécessités budgétaires, et aussi parce que l'organisation de l'armée n'ayant pas son statut définitif, il était difficile de prévoir l'importance qu'il y avait lieu d'accorder à l'établissement en cause.

Actuellement, la question se présente sous un autre jour : l'organisation future de l'armée, telle qu'elle est prévue par le nouveau projet permet de déterminer avec assez de précision l'importance qu'aura le charroi automobile du temps de paix. Dans ces conditions, il est impossible de fixer l'organisation à donner à l'usine de réparation et aux magasins du charroi automobile.

A mon avis, il y aurait intérêt à réaliser sans retard l'établissement central nécessaire pour assurer la remise en état des véhicules automobiles y compris les grosses réparations à faire aux chars d'assaut et pour ravitailler tous ces véhicules en pièces de rechange, accessoires, etc.

3° *Isoler les ateliers de vulcanisation* et 4° *séparer les départements de façon à diminuer les risques d'incendie.* — A la fin de l'année dernière, la D. D. C. A. avait envisagé comme solution transitoire, de déplacer l'atelier de vulcanisation et l'atelier « Motos-vélos » et de les établir au P. T. R. Cela aurait permis de réaliser le 4° desideratum ; mais il n'a pas été réservé de suite favorable à cette proposition, étant donné l'incertitude qui régnait sur l'organisation définitive à donner aux établissements de la D. D. C. A.

Il y a lieu de noter d'autre part, que la suppression du P. T. R., qui a été entrevue dans le courant de cette année, doit être réalisée l'an prochain.

5° *Déplacer l'usine et la mettre dans un endroit plus isolé.* — Ce desideratum pourra être réalisé en même temps que la construction en matériaux durs de cette usine. Il ne peut, en effet, être question d'établir l'usine définitive sur son emplacement actuel, dont les inconvénients sont notamment, l'exiguïté du terrain qui d'ailleurs n'est pas raccordé au chemin de fer, les dangers en cas d'incendie, etc., etc.

Parc de triage de réserve.

(Rapporteur : M. de BURLET.)

Ce parc est un modèle du genre et son organisation est remarquable. La Commission est unanime à signaler l'esprit d'initiative du Capitaine-Commandant Jamin, directeur de cet organisme.

L'ordre le plus parfait règne dans cet immense établissement militaire : locaux, cours, parcs, bureaux, logements des hommes, cuisines, corps de garde, bains-douches, lavoirs, mess des hommes, cantines, tout y est admirablement compris, réglé et dirigé. De sages mesures sont prises pour combattre l'incendie : bouches à eau nombreuses, appareils extincteurs, seaux à eaux, sacs de sable, outils tout y est prévu et en bon état d'entretien.

La comptabilité est parfaitement tenue par l'officier comptable de matériel, aidé d'un adjudant. L'inventaire est parfaitement au point. Il existe des livres d'entrées et de sorties régulièrement à jour.

Il n'y a aucune observation à faire à ce sujet.

Les cuisines sont des modèles du genre, grâce à l'initiative du commandant dont les hommes font tous un éloge sans réserve. Le menu est abondant. La nourriture variée et bien préparée par des hommes expérimentés et soignés. Un vaste potager s'étend sur une grande partie des terrains inoccupés par les hangars et fournit à la troupe des légumes de toutes espèces.

La cantine est bien achalandée ; les hommes y sont confortablement installés et y trouvent des boissons multiples, saines et à bon marché, des victuailles, des douceurs, du tabac, cigares et cigarettes, papier à lettres, etc., etc., à des prix modiques. Le commandant Jamin a fait de sa cantine, comme de tous les locaux, d'ailleurs, des endroits gais, agréables et pratiques.

La salle de visite est bien entretenue, avec tout ce qu'il faut pour donner aux soldats les premiers soins en cas d'accidents (fréquents au Parc).

Tracteurs et divers.

La Commission est d'avis qu'il n'y a pas lieu de conserver tous les tracteurs parqués au P. T. R.

Il y a sous hangars quarante tracteurs allemands, Daimler, Benz, etc., dont trente sont en ordre de marche ; il y a, de plus, quatre grands tracteurs anglais.

Ces tracteurs sont encombrants, d'un entretien coûteux et difficile, et leur utilité paraît nulle.

La Commission émet le vœu de voir supprimer *sur chassis* les voitures spéciales (pansements, médicaments, télégraphie, etc.) dont les carrosseries pourraient être placées sur chassis de type déterminé en cas de mobilisation de l'armée.

La Commission désire savoir ce qu'on va faire de 375 remorques Mannesmann qui sont au Parc.

Ces remorques sont en bon état et devraient être utilisées et avoir une destination précise ou bien être vendues.

La Commission constate avec grand plaisir les résultats obtenus à peu de frais par l'initiative d'un chef actif, dévoué et consciencieux, aidé de sous-ordres excellents.

*
* *
*

M. le Ministre a bien voulu répondre de la façon suivante aux quelques observations qui lui ont été soumises :

La décision de conserver les tracteurs du P. T. R. a été prise dans les conditions suivantes :

Après l'armistice, le nombre de tracteurs que possédait l'armée et que nous aurait fourni la réquisition, était trop peu élevé que pour permettre la traction du matériel d'artillerie dont nous disposions. Des expériences complètes (dans la région de Liège avec canons de 155 et obusiers de 6 pouces) ont permis de se rendre compte de ce que les tracteurs de récupération allemande pouvaient nous rendre de grands services dans ce domaine.

Il fut donc décidé de les conserver, y compris un certain nombre de tracteurs non en ordre de marche, qui auraient fourni les pièces de rechange nécessaires à la réparation éventuelle des autres.

Peu à peu la situation s'est modifiée, les ressources du pays augmentant. Mais en même temps, les nombres de pièces à tracter augmentaient par suite de la remise en état d'un certain nombre de pièces allemandes.

Il est à prévoir que dans un avenir peu éloigné les ressources du pays nous permettront de vendre certains tracteurs lourds actuellement conservés.

Voitures spéciales.

La suppression des voitures spéciales en réserve, fait l'objet d'études d'accord avec les directions générales intéressées. C'est ainsi que pour les ambulances on conservera les voitures strictement nécessaires pour assurer les services en temps de paix et un supplément de *carrosseries* d'ambulances à mettre à la mobilisation sur des chassis prévus.

En ce qui concerne certaines catégories de voitures spéciales, notamment celles destinés aux télégraphistes, les aménagements que nécessitent leurs carrosseries

et leur adaptation sur des chassis sont parfois assez compliqués. D'autre part, le degré d'urgence que comporte leur utilisation, doit intervenir dans le choix de la solution : conserver la voiture complète ou se contenter de la carrosserie.

Il est à noter, d'ailleurs, que pour certaines voitures conservées sur chassis, le capital immobilisé est peu considérable, étant donné que les chassis débarrassés de leurs carrosseries ne pourraient être vendus qu'à prix fort réduit.

Remorques.

Les remorques ambulances Mannesmann, doivent être utilisées comme « *arrière-trains* » de caissons sanitaires hippomobiles destinés à accompagner les troupes en marche. Les modifications à apporter à ces remorques en vue de cet emploi sont peu importantes — pneus et bâches. — Il suffira donc de construire des avant-trains pour disposer — à bon compte — des voitures complètes.

La construction des *avant-trains* de ces caissons sanitaires est à l'étude (6^e D. G. et 5^e D. G.). Cette construction ne sera d'ailleurs réalisée que par échelons. Mais en ce qui concerne les remorques, afin de réduire la dépense résultant de l'achat des pneus, quelques voitures seulement, par parc divisionnaire, seraient munies de leurs pneus en temps de paix, en vue de permettre leur utilisation aux manœuvres. Lors de la mobilisation, on achèterait le nombre de pneus nécessaires, pour compléter la dotation de toutes les voitures.

Magasins d'approvisionnement du charroi automobile.

(Rapporteur : M. DE BURLET.)

Ces magasins occupent d'immenses locaux à Anvers.

Ils sont admirablement organisés et dirigés par le lieutenant Thys à qui la Commission a été unanime à rendre hommage.

La comptabilité est parfaitement en règle et l'ordre le plus strict règne dans tous les départements de cet important organisme.

La Commission permanente de la Défense Nationale s'est livrée à des contrôles et à des vérifications multiples : pas une erreur n'a été constatée : le personnel militaire, aussi bien que civil, est actif dévoué et expérimenté.

Une remarque importante doit être faite au sujet des locaux construits en planches. Les dangers d'incendie sont graves et malgré toutes les mesures prises par l'autorité militaire (bouche à incendie-extincteurs, outils de pompiers, bâches, pioches, etc.); un désastre serait presque inévitable si le feu venait à se déclarer dans ces énormes établissements.

Le Département de la Défense Nationale ne peut cependant pas songer en ce moment à construire de nouveaux magasins en dur. Les difficultés budgétaires ne le permettant pas.

Des mesures contre l'incendie sont rappelées fréquemment, des théories sont faites au personnel et chacun connaît parfaitement le rôle qui lui incomberait en cas d'alerte.

La Commission de la Défense Nationale s'est déclarée satisfaite de tous les établissements qu'elle a visités.

CHAPITRE V.

Frais d'études et d'essais pour la recherche d'un carburant national.

ART. 24.

La Commission de la Défense Nationale a désiré avoir des détails sur le littéra *c* de l'article 24. La demande de crédit de 10,000 francs a été présentée pour les dépenses inhérentes aux études et expériences de la Commission des carburants.

Cette Commission a été créée à l'initiative du Département de la Défense Nationale afin de déterminer un carburant national susceptible de nous affranchir de l'étranger en temps de guerre et si possible en temps de paix.

En temps de paix, l'existence de tel carburant diminuerait les importations de pays à change élevé et favoriserait conséquemment le nôtre.

En temps de guerre nous pourrions n'être pas tributaires des autres pays et nous assurerions la marche de nos véhicules automobiles, de nos avions et des moteurs industriels à essence, alors même que les mers nous seraient fermées, ou que les fournitures d'essence nous seraient refusées.

La Commission des Carburants est interministérielle, mais comme ses travaux intéressent au premier titre la Défense Nationale celle-ci a consenti à prendre à sa charge les dépenses occasionnées par ses travaux.

Il est à noter que des membres compétents de l'Automobile-Club en font partie et que jusqu'ici cette société a pris à sa charge des frais d'étude et a admis l'utilisation de certaines de ses installations pour favoriser les recherches de la Commission.

Les dépenses prévues et que l'on espère couvrir avec les 10,000 francs demandés comportent notamment les frais d'essais pratiques — sur moteurs fixes — de mélanges hydrocarburés semblant convenir théoriquement, et de production possible en Belgique. La main-d'œuvre du personnel de conduite des expériences doit évidemment être rétribuée.

La Commission qui s'est réunie une dizaine de fois l'an passé a réuni une documentation sérieuse et ses études portaient en finale sur un mélange alcool-benzol différent d'ailleurs de celui qui vient d'être imposé en France.

La naissance du procédé Bergius (fabrication de l'essence par liquéfaction de la houille et par hydrogénation des goudrons à l'aide d'hydrogène sous pression) — dont la sécurité technique a été étudiée et reconnue par la Commission des Carburants et dont l'exploitation semble prochaine en Belgique — a poussé l'examen de la question du carburant dans une voie nouvelle. D'autre part, les procédés de pyrogénéation catalytique des hydrocarbures qui font actuellement l'objet de recherches nombreuses dans les divers pays et qui permettent de traiter les houilles, lignites et les schistes en vue d'obtenir des essences légères vont conduire la Commission des Carburants à des études approfondies.

Les avantages qui doivent en résulter tant au point de vue de la Défense Nationale que de la vie économique du pays expliquent, pensons-nous, à suffisance, les 10,000 francs inscrits à ces fins au budget.

CHAPITRE VI.

Bâtiments et constructions militaires.

Détérant au désir exprimé par M. Pirmez, rapporteur du budget de la Défense Nationale pour 1922, le Ministre de la Défense Nationale a, cette année, établi deux chapitres distincts pour les bâtiments militaires et les services techniques du génie.

L'article 26*b* est en diminution de 500,000 francs sur le budget de 1922.

Des membres de la Chambre des Représentants ont demandé pourquoi, dans l'élaboration du budget de la Défense Nationale, on ne concentrait pas dans un poste les « frais de location et d'entretien » qu'on retrouve dans les différents articles.

Les frais de location et d'entretien des bâtiments à l'usage des services de troupe sont concentrés à l'article 26 du budget ordinaire.

Les frais de l'espèce relatifs aux établissements ou services de l'armée sont rattachés à l'article comprenant les dépenses d'exploitation ou d'administration de ces établissements ou services, conformément au nouveau règlement sur le service de l'entretien par les occupants des bâtiments militaires mis en vigueur le 1^{er} janvier 1921.

CHAPITRE VII.

ART. 27*c*.

Des membres de la Commission de la Défense Nationale ayant demandé des détails sur le matériel de la T. S. F. militaire, votre rapporteur croit utile de mettre sous les yeux des membres de la Chambre les questions qui ont été posées par M. de Gérardon le 14 juin 1922 à M. le Ministre de la Défense Nationale au sujet de l'achat du matériel nouveau de télégraphie sans fil et les réponses fournies par le Département (27 juin 1922).

Le Ministre de la Défense Nationale a demandé pour achat de matériel nouveau de télégraphie sans fil :

En 1920, 450,000 francs; en 1921, 1,710,000 francs; en 1922, 5 millions 153,000 francs.

Je serais reconnaissant envers M. le Ministre de me faire connaître :

1° Quels sont les achats faits durant ces trois années pour employer les crédits ?

2° A quels fournisseurs et pour quelle part chacun d'eux ?

3° Si les fournitures donnèrent satisfaction de manière à mettre à la hauteur des besoins éventuels de la T. S. F. de l'armée ?

RÉPONSE.

1° En 1920, il n'a pu être acquis à proprement parler, du matériel nouveau de télégraphie sans fil.

Avant de faire des acquisitions de l'espèce, il était indispensable, en effet, d'être

fixé au préalable sur les disponibilités en matériel que nous aurait procuré la remise en état du matériel allemand récupéré.

En conséquence, les achats ont dû se borner à des accessoires et notamment : des lampes à trois électrodes, des groupes électrogènes des accumulateurs, des moteurs électriques et des carnets de signalisation.

On a encore dû construire un baraquement pour emmagasiner le matériel.

408,000 francs ont été consommés à ces fins, sur les 430,000 francs alloués.

En 1921, il a été acquis à charge du budget extraordinaire, des postes de télégraphie et de téléphonie sans fil, des postes émetteurs-récepteurs portatifs, des postes d'avions et des dispositifs de réception à cadre.

En outre, il a été acquis : des recharges, des accessoires et notamment des accumulateurs, des recharges pour groupes électrogènes, des lampes à trois électrodes, des appareils extincteurs d'incendie pour les postes, des voltmètres, du feutre, des bambous pour supports d'antennes, des montres avec gaine, des boussoles, des cordes, des imprimés et cartes, des outils divers et des remorques pour postes.

1,436,000 francs environ ont été consommés à ces fins, sur le 1,710,000 francs alloués.

En 1922, vu l'ignorance dans laquelle nous nous trouvons de l'importance des crédits qui seront accordés par la législature, il n'a pas encore été possible de faire aucune acquisition importante de matériel. Les acquisitions devront, en effet, être faites d'après un programme qui doit tenir compte des crédits mis à notre disposition.

2° Tous ces achats ont été faits par voie d'adjudication publique avec appel à la concurrence, sauf toutefois pour les lampes à trois électrodes acquises en 1920 (115,730 francs) qui ont été obtenues par voie de cession du Gouvernement français. Les imprimés et cartes ont été fournis par la 4^e Direction générale de mon Département (5,466 francs en 1920 et 4,032 francs en 1921). Les outils ont été fournis par le parc du génie d'armée (2,330 francs).

En outre, l'appel à la concurrence pour la fourniture et transformation de remorques, n'ayant donné qu'un résultat insuffisant (un lot à 17,000 francs) une grande partie de cette commande a été passée à l'Arsenal de construction à Anvers (175,000 francs).

En 1920 ont été déclarés adjudicataires : pour la fourniture d'accumulateurs, Société belge des Accumulateurs Tudor, Bruxelles, 188,959 francs; Groupes électrogènes, Braun, représentant à Bruxelles, la Société l'Aster, 79,000 francs; moteurs : Société d'Electricité et de Mécanique, Bruxelles, 7,282 francs.

En 1921, une fourniture de postes de télégraphie et de téléphonie a été adjugée à la Société d'Electricité et de Mécanique, à Bruxelles, pour la somme de 272,000 francs; celle de postes émetteurs récepteurs portatifs, à la Société indépendante belge de T. S. F. à Bruxelles, pour la somme de 150,000 francs; celle des dispositifs de réception à cadre, à la même firme, pour 123,750 francs; celle des postes d'avions à la Société Nationale Radio-électrique, Bruxelles, pour 6,250 francs.

Les accessoires ont été adjugés respectivement :

Accumulateurs, à la Société des accumulateurs Gadot, à Levallois-Perret pour

un total de 536,820 francs français; rechanges pour groupes électrogènes, à M. Braun précité, fr. 5.602,08; lampes à 3 électrodes, à la Société anonyme Lumière économique pour 31,900 francs; extincteurs d'incendie, à MM. Borremans et Humblet, à Bruxelles, représentants de l'appareil Verax, 8,789 francs; voltmètres, à M. Delvaux, Bruxelles, 12,792 francs; casques téléphoniques, New Antwerp Telephone et Electrical Works, à Anvers, 23,024 francs; bambous, à la Société nationale radioélectrique, à Bruxelles, 3,902 francs; montres avec gaines, à MM. Danthine et Meiser, à Bruxelles, 11,880 francs; boussoles lumineuses, à M. Fisch, à Bruxelles, fr. 19.036,60; cordes, à la Société anonyme Vertongen-Goens, à Termonde, 1,260 francs; feutre, à M. Lacroix, à Bruxelles, 2,116 francs; transformation de remorques, à M. Majois, à Haine-Saint-Paul, 17,000 francs.

Vu l'époque tardive à laquelle le budget a été voté, une somme de 274,000 francs environ n'a pas été engagée, l'adjudication ayant relevé la possibilité de faire faire une économie notable au budget en ne donnant pas suite au résultat d'adjudication.

3° Les fournitures faites à charge du budget de 1920 ont donné satisfaction. Toutes les fournitures faites jusqu'à présent à charge du budget de 1921, ont donné satisfaction également; il semble superflu d'ajouter que les appareils et accessoires présentés en réception et qui ne satisfont pas aux conditions de réceptions imposées, sont impitoyablement rebutés.

Si les crédits sollicités pour 1922 sont accordés par la législature, ceux-ci permettront de mettre à la hauteur des besoins éventuels actuels la T. S. F. de l'armée, sauf en ce qui concerne certains accessoires pour lesquels les crédits seront demandés à charge du budget de 1923 (1,173.000 francs).

CHAPITRE IX.

Nourriture des troupes.

L'article 33 renseigne dans la colonne des observations 91,000 hommes alors qu'à la page 87, 113,200 hommes sont indiqués au chapitre « Traitements, soldes et indemnités des militaires de rang subalterne ».

Cette différence provient de ce que les militaires appointés, les militaires placés sans allocations militaires et salariés, ainsi que les militaires soldés placés avec indemnité de nourriture, n'ont pas droit aux prestations en nature à charge de l'Etat.

Des journaux ont écrit à tort que la ration des hommes avait été diminuée et que c'était dans ce fait qu'on devait trouver l'explication, d'une diminution de 20.369.100 francs renseigné à l'article 33, plusieurs membres de la Chambre des Représentants se sont fait en section l'écho de ce bruit inexact.

La ration de l'homme n'a pas été diminuée.

Ainsi que le fait ressortir la justification donnée à l'égard de la diminution de 20,369.100 francs accusée à l'article 33 par rapport au crédit alloué en 1922, cette diminution provient uniquement de la baisse du prix de revient de certaines

denrées, de la présence d'un plus grand nombre de réengagés qui n'ont droit à aucune prestation en nature à charge de l'Etat et de ce que le nombre de chevaux à nourrir est également en diminution.

Il faut ajouter que la diminution de 20,569,100 francs signalée ci-dessus sera même portée prochainement, par voie d'amendement, à 25,647,800 fr., d'où une réduction complémentaire de 5,278,700 francs qui sera justifiée par les éléments nouveaux ci-après intervenus depuis le dépôt du projet du budget :

1° Le nombre de rationnaires et de participants à l'indemnité de ménage, porté à 91,000 dans les développements de l'article 33 du projet de budget (voir page 69 du tableau XI (colonne « Observations »), doit être ramené à 88,000, en suite de la fixation à 111,000 hommes du contingent moyen pour 1923.

2° Le taux de l'indemnité de ménage a été ramené de fr. 0.95 à fr. 0.75 pour les sous-officiers; de fr. 0.55 à fr. 0.35 pour les caporaux et soldats, et aucune différence n'est plus faite pour les troupes participants à l'ordinaire pendant la période de tir et de manœuvres.

Pour les pupilles non militaires, le taux de cette indemnité a été ramené provisoirement de fr. 0.75 à fr. 0.45.

Toutefois, pour dédommager des réductions opérées sur les taux des indemnités de ménage, il a été décidé que des articles de ménage, tabac, etc... seraient fournis gratuitement par l'Intendance, ce qui, à raison de fr. 0.10 par jour et par participant à l'indemnité de ménage ($88,000 \times 365 \times \text{fr. } 0.10$) nécessitera à l'article 33 l'inscription d'un poste nouveau de 5,241,200 francs.

La balance entre les diminutions et l'augmentation précitées conduit à la diminution complémentaire de 5,278,700 francs qui sera réalisée par un projet d'amendement auquel un nouveau tableau de développements de l'article 33 sera d'ailleurs annexé.

ART. 33.

En section, des membres de la Chambre ont demandé s'il n'y avait pas lieu de revoir, attentivement les dépenses prévues pour l'entretien des troupes.

M. le Ministre, interrogé à ce sujet, a bien voulu répondre :

Dans les calculs du nouveau développement à annexer à la proposition d'amendement qui interviendra prochainement pour l'article 33 du budget ordinaire pour 1923, il est tenu compte de toutes les dépenses prévues pour l'entretien des troupes en prenant pour base le prix moyen des vivres à distribuer et le nombre exact des rationnaires à nourrir.

*
* * *

Plusieurs députés désiraient savoir si les rations des hommes sont différentes pour l'armée d'occupation et l'armée stationnée en Belgique.

La ration des troupes de l'A. O. diffère en partie de celle des troupes stationnées en Belgique.

La ration journalière de l'homme tenant garnison en Belgique est de :

600 grammes de pain, 300 grammes de viande, 15 grammes de café, 25 grammes de saindoux, 5 grammes de chicorée, 15 grammes de riz ou de haricots, ou pois, ou pâtes alimentaires, 1/4 gramme poivre et 20 grammes de sel.

Les hommes en A. O. reçoivent la même ration, augmentée de 150 grammes de pain, 100 grammes de viande et 15 grammes de saindoux.

ART. 35.

Des membres de la Commission de la Défense Nationale ont demandé des explications sur le service du couchage et les dépenses qu'il impose à l'Etat.

M le Ministre a bien voulu répondre ce qui suit :

Les prévisions budgétaires se rapportant à l'art. 35 de l'exercice 1925, ont été établies avec le plus grand esprit d'économie.

Elles mentionnent, comparativement au budget précédent, une diminution de 4,508,000 francs. Mais cette économie ne pourra pas être maintenue intégralement.

Par suite de circonstances imprévues, je me verrai dans la nécessité de solliciter prochainement par voie d'amendement les majorations ci-après :

1° 100,000 francs pour le remplacement de 2,000 couvertures envoyées aux sinistrés de Smyrne.

Ce don a été fait en suite d'une décision du conseil des ministres.

2° 500,000 francs pour frais d'exploitation des magasins régionaux du couchage, soit le montant d'une économie qui, après nouvel examen, est apparue irréalisable.

ART. 36.

L'article 36 porte une augmentation de 207,550 francs.

La Commission Permanente de la Défense Nationale a désiré avoir des renseignements précis et détaillés sur cet article.

Il est utile que le Parlement soit documenté sur le Magasin Central de l'Armée, l'Usine de réparation des vêtements usagés de l'Armée à Roulers et sur la Fabrique militaire de chaussures de Thielt

Le personnel de ces trois établissements comprend 581 ouvriers.

A la Fabrique militaire de chaussures de Thielt il y a :

- 1 expert en cuirs ;
- 44 ouvriers civils ;
- 44 ouvrières.

Il y a en outre comme personnel militaire :

- 3 officiers ;
- 5 sous-officiers ;
- 1 caporal ;
- 54 soldats.

La dépense en salaires est de 4,142,000 francs.

Cette somme représente les salaires à payer au personnel civil des trois établissements précités.

Pour la fabrique militaire de chaussures à Thielt le montant présumé des salaires à payer en 1925 est de 496,000 francs environ,

A Thielt, il y a une comptabilité industrielle depuis le 1^{er} janvier 1925.

La paire de bottines revenait au 1^{er} janvier 1923 à fr. 41.58.

Les ouvriers civils dont la majeure partie est recrutée sur place travaillent huit heures par jour.

Ci-dessous le barème des salaires.

Personnel masculin.

Apprentis	fr.	0.20 à 0.70
Demis ouvriers		0.75 à 1.00
Journaliers non spécialisés		1.00 à 1.25
Journaliers spécialisés		1.25 à 1.50
Ouvriers qualifiés		1.50 à 1.75
Premiers ouvriers.		1.75 à 2.00
Ouvriers spécialistes		2.00 à 2.25

Personnel féminin.

Apprenties	fr.	0.20 à 0.50
Demies ouvrières		0.50 à 0.75
Journalières non spécialisées		0.75 à 1.00
Journalières spécialisées.		1.00 à 1.25
Concierge visiteuse salaire mensuel.		50 francs.

ART. 36.

Des membres se sont émus en section du traitement alloué à une concierge : 360 francs.

La concierge visitense de l'établissement est l'épouse d'un sous-officier employé à la fabrique. Elle jouit gratuitement, outre son salaire mensuel de 30 francs, du logement et de l'éclairage. Elle reçoit en outre 200 kilogrammes de charbon pour chacun des mois d'octobre à mars inclus.

Ici encore plusieurs membres de la Chambre des Représentants ont demandé ce que signifiait le poste porté au bas de divers articles :

« A déduire 1/2 p. c. pour médicaments ». La Commission de la Défense Nationale a fourni les explications au début de ce rapport. Les agents dont le traitement ou salaire annuel, y compris les émoluments, dépasse 3,000 francs, reçoivent les soins du service de santé de l'armée moyennant une retenue de 1/2 p. c. à opérer sur leur traitement, et cela, à leur demande expresse.

Ces soins sont accordés gratuitement à ceux qui ont un salaire annuel de 3,600 francs et au-dessous.

Quant aux ouvriers recrutés à titre temporaire, ils n'ont droit gratuitement qu'aux soins médicaux qui se donnent à l'établissement où ils sont employés.

ART. 37.

Les crédits demandés pour le service de l'habillement ont été calculés selon les besoins réels au moment de l'établissement des propositions budgétaires et en tenant compte des cours des matières et objets à cette époque. Le montant des crédits a été déterminé en prévision de l'habillement de 90.000 recrues à incorporer au cours de l'année 1923 et du renouvellement d'une partie de l'équipement des militaires permanents. Les sommes demandées pour ces besoins constitueraient le minimum indispensable et l'augmentation des matières, depuis l'époque de l'établissement des propositions budgétaires rendra excessivement difficile la réalisation du programme exposé ci-dessus. — Aussi M. le Ministre de la Défense Nationale devra-t-il envisager le dépôt d'un amendement, pour la reconstitution des stocks.

Dès à présent, une majoration du crédit de 72,200 francs à demander par voie d'amendement, se justifie par la nécessité de remplacer dans les approvisionnements 2000 tentes, envoyées par le Gouvernement aux réfugiés de la Thrace.

CHAPITRE X.

Transports, indemnités de déplacement et de déménagement.

ART. 41A.

La Commission de la Défense Nationale voudrait que le Département de la Défense Nationale fasse une ventilation.

1° Déplacement des officiers et assimilés.

2° Indemnité de déménagement.

Il semble que les officiers ne peuvent arriver à payer les frais de déménagements qu'on leur impose trop souvent, avec les petites indemnités qui leur sont octroyées si parcimonieusement par les règlements.

Des membres de la Commission insistent pour que le Département de la Défense Nationale vise à la suppression de l'article 41A en limitant au strict minimum les changements de garnison des officiers.

M. le Ministre a répondu :

Le crédit de 1,483,000 francs se répartit comme suit :

1° Déplacement des officiers assimilés et des fonctionnaires et employés civils ressortissant au Ministère de la Défense Nationale	fr.	1,233,000
2° Indemnités de déménagement		250.000
Total	fr.	1,483,000

Je considère également que les indemnités actuellement fixées sont insuffisantes pour dédommager les officiers des frais auxquels ils sont astreints du chef des déménagements qui leur sont imposés.

Cependant, les sommes ci-dessus ayant été calculées d'après le nombre de déplacements (non sollicités) réduits aux strictes nécessités du service, une majoration du taux de l'indemnité de déménagement ne pourrait être envisagée que pour autant que la Législature accorde des crédits supplémentaires.

ART. 41B.

La Commission de la Défense Nationale a demandé des détails sur les frais de représentation et de missions spéciales des officiers (592,000 francs). Elle voulait savoir s'il s'agissait des missions et des voyages d'instruction ou des déplacements imposés aux officiers qui représentent M. le Ministre de la Défense Nationale aux inaugurations de monuments, fêtes patriotiques, etc., ou encore s'il s'agissait d'indemnités octroyées à des conférenciers militaires.

La somme de 592,000 francs dont il s'agit est destinée à couvrir les dépenses indiquées ci-après :

a) Indemnités spéciales pour frais de représentation, de bureau, d'entretien de chevaux, de logement, etc., de nos attachés militaires et de leurs officiers adjoints (Paris, Londres, La Haye, Rome);

b) Indemnités spéciales en remboursement des frais de séjour, de voyage d'instruction, d'achat de livres, instruments, objets classiques, etc., des officiers effectuant des stages dans les écoles, corps et services des armées étrangères;

c) Indemnités spéciales aux officiers et fonctionnaires civils chargés, sur l'ordre du Ministre de la Défense Nationale, de missions spéciales notamment à l'étranger, leur occasionnant des frais extraordinaires, non couverts par les indemnités normalement dues et dont il convient de les dédommager;

d) Indemnités pour frais de représentation, de réception, auxquels sont astreintes les autorités militaires à l'occasion, notamment de la réception d'autorités, d'officiers étrangers, etc.

CHAPITRE XI.

Pensions et Secours-subsides.

ART. 45.

Plusieurs députés ont demandé en section si les ouvriers civils employés au Département de la Défense Nationale, usines, fabriques, etc.) étaient assurés contre les accidents.

Le Département de la Défense Nationale ne s'est pas considéré jusqu'ici comme lié par la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail. Néanmoins, en fait, et en vertu de l'arrêté royal du 20 novembre 1915, n° 1872, il assure la réparation des accidents de ce genre en ce qui concerne tous les ouvriers civils à l'égard desquels il peut être considéré comme chef d'entreprise.

Il applique à ses ouvriers victimes d'un accident survenu en service, les prescriptions de la loi précitée, et leur accorde des indemnités qui ne sont jamais inférieures à celles que prévoit la loi et qui excèdent souvent celles auxquelles les ouvriers pourraient prétendre en vertu de celle-ci. Si même il était un jour décidé

que cette loi lui est applicable, le Département de la Défense Nationale, conformément à la règle adoptée par les divers services de l'État, se constituerait son propre assureur.

CHAPITRE XII.

Service de la Sûreté militaire maintenue à l'armée d'occupation.

ART. 48.

La Commission permanente de la Défense Nationale a donné précédemment des détails sur la Sûreté militaire de l'armée d'occupation, mais elle a désiré avoir des détails précis sur tous les postes relatifs aux :

Indemnités de marche ;

- de séparation ;
- de logement ;
- familiales, etc.,

et elle a demandé ce qu'était un agent occasionnel.

En vertu de l'arrêté royal du 15 juillet 1920 n° 7730, les fonctionnaires de la Sûreté militaire sont assimilés sous le rapport des *traitements* et des *indemnités* suivant la classe à laquelle ils appartiennent aux grades de l'armée, du grade de major à celui d'adjudant sous-officier.

L'arrêté royal en question dit :

ARTICLE PREMIER. — Les traitements des fonctionnaires de la Sûreté militaire de l'armée d'occupation sont fixés comme suit :

Fonctionnaire de 1^{re} classe, traitement de major.

- de 2^e classe, traitement minimum de capitaine-commandant..
- de 3^e classe, traitement minimum de capitaine en second.
- de 4^e classe, traitement minimum de lieutenant (3 ans de grade d'officier).
- de 5^e classe, traitement minimum de sous-lieutenant.
- de 6^e classe, appointement initial de l'adjudant rengagé.

Au point de vue hospitalisation, déplacement et indemnités (exception faite pour l'indemnité d'habillement), les fonctionnaires de la S. M. A. O., seront par correspondance, considérés dans les mêmes grades que ceux envisagés dans notre arrêté fixant leurs droits à la pension.

Un arrêté royal du 8 novembre 1919 règle les indemnités de déplacements et frais de représentation des officiers et assimilés. Cet arrêté royal dit :

ARTICLE PREMIER. — Lorsque des officiers et assimilés se déplacent et ont droit de ce chef en vertu du présent règlement à des indemnités, celles-ci sont calculées d'après le tarif ci-après :

Indemnité de	Officiers généraux et assimilés.	Officiers supérieurs et assimilés.	Officiers subalternes et assimilés.
Déplacement (séjour).	40	35	30
Id. (1/2 séjour)	16	14	12
Marche	12	9	7
Séparation	6	5	4
<i>Déménagement :</i>			
Mariés, veufs ou divorcés ayant la garde d'enfant issu de leur mariage	600	500	400
Célibataires	125	100	80
	Sous-officiers.	Caporaux, brigadiers, soldats et gendarmes.	
Mariés ou veufs avec enfant, divorcés, ayant la garde d'enfant issu de leur mariage	200	180	"

Indemnité de déplacement

ART. 2. — Les indemnités de déplacement ne sont jamais cumulées avec l'indemnité de marche ou toute autre indemnité spéciale de séjour.

L'indemnité de séjour est due aux officiers et assimilés pour chaque nuit d'absence de leur résidence, du chef de mission ou de tout autre déplacement de service, effectuée isolément, tant en Belgique qu'à l'étranger.

Les articles 3 et 4 prévoient les indemnités de demi séjour et règlent les cas où les intéressés ont droit aux indemnités en question — ou ne peuvent y prétendre.

Indemnité de marche.

ART. 3. — L'indemnité de marche est due :

A)

B) Pour toute la durée de l'absence, aux officiers :

1° qui font partie de l'armée d'occupation ;

2° détachés avec des troupes dans un but de sécurité générale: grèves, émeutes, catastrophes, sinistres, etc.

3° qui accompagnent des troupes désignées pour remplacer temporairement dans une autre garnison, celles momentanément absentes par suite des périodes de tir ou de manœuvres.

4°

5° d'une manière générale, aux officiers qui accompagnent des troupes cantonnées et logées chez l'habitant.

Indemnité de séparation.

ART. 7. — Les officiers mariés, veufs ou divorcés ayant la garde de leur enfant, qui bénéficient des indemnités de déplacement, de marche ou de séjour dans les camps d'instruction, se verront allouer en outre, pour chaque nuit d'absence, une indemnité journalière dite « de séparation » telle qu'elle est fixée à l'article premier.

Indemnité de logement.

Un arrêté royal du 11 juillet 1921 dit :

Considérant les nombreux changements de garnison auxquels ont été astreints les officiers de tous grades, de toutes armes et de tous services depuis l'armistice et les dépenses exceptionnelles de logement qui leur ont été occasionnées de ce chef par suite de la hausse générale des loyers.

Considérant d'autre part l'importance de la charge pécuniaire que crée l'entretien de la tenue et de l'équipement militaires, ainsi que les prix élevés auxquels sont payés, quand ils doivent être renouvelés, les objets qui en font partie.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense Nationale,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS,

ARTICLE PREMIER. — L'article 6 de Notre Arrêté du 18 septembre 1919, n° 61465 est supprimé et remplacé par le texte suivant :

Il est accordé aux officiers et assimilés ne jouissant pas d'un logement gratuit à charge de l'Etat, une indemnité de logement fixée comme suit :

Aux officiers et assimilés mariés, veufs avec enfant ou divorcés ayant la garde de leur enfant: 175 francs par mois;

Aux autres officiers assimilés: 100 francs par mois.

L'indemnité de logement est payée en même temps et de la même manière que le traitement. Elle est due à partir du 1^{er} du mois qui suit le droit acquis et cesse d'être due ou est réduite à partir du 1^{er} du mois qui suit la perte de ce droit.

Indemnité familiale.

Le 5 août 1920, M^r P.-E. Janson, Ministre de la Défense Nationale, adressait aux autorités militaires une dépêche ministérielle (1^{er} Direction, 4^e Bureau n° 108.4 550/1206 qui dit entre autres :

« L'indemnité familiale de 100 francs par an et par enfant est portée à fr. 0.50 par jour pour chacun des enfants à charge et pour tous les jours de l'année (365 × 0.50 = fr. 182.50). »

Les conditions établissant les droits et l'époque du paiement restent telles qu'elles sont fixées par les instructions antérieures.

Il serait trop long de détailler les arrêtés royaux ou les dispositions ministérielles en question. Votre rapporteur en a extrait les mesures répondant aux questions posées. Elles sont étendues par assimilation aux fonctionnaires de la Sûreté militaire.

Enfin, par agent occasionnel, il faut entendre une personne recrutée pour effectuer une mission spéciale.

ART. 49. — La Commission de la Défense Nationale a demandé ce qu'était le contrôle du casernement de l'armée d'occupation, son but et ses fonctions et elle a désiré savoir la différence entre l'indemnité de marche et l'indemnité de déplacement :

D'après l'arrangement annexé au Traité de Versailles, les autorités allemandes doivent mettre à la disposition des troupes d'occupation des logements et le matériel de casernement nécessaires et effectuer le cas échéant les améliorations et les réparations indispensables.

Pour donner satisfaction aux besoins des troupes, le contrôle du casernement a été institué suivant les bases suivantes :

a) Certaines attributions ont été confiées à plusieurs services pour être remplies en même temps que leurs fonctions ordinaires ;

b) Le contrôle des bâtiments d'occupation et du casernement a été affecté au service du génie qui utilise à cette fin le personnel énuméré à cet article. Le personnel surveillant veille à ce que les locaux de la 4^e zone soient toujours en état habitable ; l'autre personnel établit les plans, dresse la comptabilité et assure la correspondance.

L'indemnité de marche est allouée concurremment avec le traitement lorsque le personnel reste dans sa garnison normale ; dans le cas de mission à effectuer en dehors de sa garnison, c'est l'indemnité de déplacement qui est octroyée.

CHAPITRE XII.

Dépenses diverses et dépenses imprévues.

ART. 50.

Dans plusieurs sections, des membres ont demandé sur quels budgets était imputé l'art. 50 en 1922.

M. le Ministre de la Défense Nationale a répondu :

Ainsi que le fait ressortir la justification donnée à l'égard du crédit sollicité en 1923 pour l'art. 50 (voir page 79 du tableau XI, colonne « Observations »), les dépenses d'exploitation et d'entretien de la Commission Interalliée de navigation de campagne n'avaient pas jusqu'ici fait l'objet d'un poste budgétaire.

Les dépenses de cet organisme étaient autrefois confondues avec celles visées à l'article « Détachement de Torpilleurs et Marins. Approvisionnements de toute nature et frais généraux ».

L'organisme en cause a procédé et procède encore par la *voie des réquisitions*.

La note justificative dont il s'agit ci-dessus ne présente pas exactement cette situation ; il y a lieu de lui substituer, au deuxième paragraphe, le texte ci-après :

« Ce service n'avait pas jusqu'ici fait l'objet d'un poste budgétaire distinct, » parce qu'il y était pourvu par la voie de réquisitions dont la régularisation vis-à-vis du Trésor Public, pour les réquisitions faites en 1922, affecte le crédit » inscrit sous l'article intitulé » :

« Détachement de Torpilleurs et Marins. Approvisionnements de toute nature » et frais généraux ».

« Il a été jugé indispensable de faire mention spéciale de ce service au budget » de 1923, par l'inscription d'un article nouveau ».

* * *

Bien que les dépenses faites par la Belgique pour le fonctionnement de l'armée d'occupation et des services en territoires occupés soient à charge de l'Allemagne en vertu du Traité de Versailles, *dépenses formant un compte de recettes pour le Trésor*, il convient de considérer le Reich — en ce qui concerne les fournitures livrées et les services rendus par lui (sauf ceux énumérés aux articles 8 à 12 de l'Arrangement annexé au Traité de Versailles) — comme un fournisseur ordinaire et il y a lieu :

- a) de créditer l'Allemagne de la valeur de ces fournitures et de ces services ;
- b) de justifier envers le Trésor de la valeur de ces fournitures et de ces services en affectant les crédits budgétaires mis à la disposition du Département de la Défense Nationale.

Les réquisitions faites par la Commission Interalliée de Navigation de Campagne rentrent dans la catégorie des dépenses donnant lieu à remboursement par mon Département, envers le Trésor public.

Suivant les pièces justificatives actuellement produites pour l'année 1922, une somme approximative de 150,000 francs sera de ce chef mise à charge de l'article 45 « Détachement de torpilleurs et marins, approvisionnements de toute nature et frais généraux » du budget ordinaire de 1922.

ART. 51, *littera a.*

Indemnités pour pertes de chevaux.

La somme indiquée pour indemnité pour perte de chevaux (*littera a* ; 25,000 francs se justifie-t-elle ?

Oui. — Ces indemnités sont accordées, en vertu de l'arrêté royal n° 8240 en date du 12 novembre 1920, aux officiers montés, qui en temps ordinaire, perdent un cheval en service commandé ou à l'occasion d'un service commandé.

ART. 51, *littera a*

Honoraires d'avocats et frais de procédure : 178,000 francs.

Dans diverses sections des membres de la Chambres des Représentants ont demandé à combien s'élevaient les honoraires payés en 1922 aux avocats attitrés au Département de la Défense Nationale, à qui les honoraires avaient été attribués et quelles affaires avaient provoqué ces dépenses.

Le montant des abonnements annuels, tenant lieu d'honoraires payés en 1922 aux avocats attitrés du Département de la Défense Nationale sont :

A l'avocat principal	fr. 12,000
Au deuxième avocat principal.	9,000
Au troisième avocat principal.	9,000
Au premier avocat adjoint	6,000
Au deuxième avocat adjoint	6,000
Au troisième avocat adjoint	6,000
A l'avocat près de la Cour de cassation	6,250

L'avocat près la Cour de cassation perçoit 1,250 francs par affaire, il a donc eu à s'occuper de cinq affaires.

Le premier avocat principal aidé d'un avocat adjoint, s'occupe de toutes les affaires du Brabant.

Le 2^e avocat principal s'occupe à lui seul, des affaires de la province d'Anvers, et il poursuit toutes les affaires entamées au cours de la guerre.

Le 3^e avocat principal aidé de deux avocats adjoints, s'occupe de toutes les autres affaires.

En l'espace d'un an, le service du contentieux judiciaire du Département a eu à s'occuper de quatre cent soixante affaires. La plupart sont de minime importance et ont trait à des réquisitions ou à des dommages résultant de la guerre.

Parmi les affaires les plus importantes je signalerai celles relatives au S/S « Eglantier », « Persier », « Nowshera », « Weaton », « Auréola » et « Gneisenau ». Les affaires Domeng, Adolf Deppe, de Lamine et l'affaire Medaerts et Declercq, dont le 2^e avocat principal a eu à s'occuper au cours de 1922.

M. le premier avocat principal a eu à s'occuper, notamment de l'affaire des ouvriers belges en Russie devant le tribunal de première instance et la Cour d'Appel de Liège, de l'affaire des Hospices de Bruges (réquisitions) devant la Cour d'Appel de Gand, et de l'affaire Dherully devant le Tribunal de Boulogne-sur-Mer.

L'activité de ces deux juriconsultes est très grande.

M. le deuxième avocat principal a fait rentrer au Trésor 3,090,590 francs et a fait écarter des réclamations formulées à charge l'État pour 1,592,995 francs.

ART. 51. — Secours éventuels à accorder en cas d'accidents à des personnes étrangères à l'armée ou à leurs ayants-droit : 100,000 francs.

Il est à remarquer que le Département de la Défense Nationale n'a aucun contrat d'assurance pour les accidents causés aux tiers. Il est son propre assureur.

La somme de 100,000 francs est insuffisante et M. le Ministre se verra dans la nécessité d'introduire prochainement auprès du Ministre des Finances une proposition d'amendement tendant à majorer de 250,000 francs le crédit primitif de 100,000 francs.

Le crédit sera donc porté à 350,000 francs.

Cette somme est jugée indispensable, de par les affaires actuellement en instance, pour faire face à la liquidation de sommes dues tant par décisions judiciaires que par décisions ministérielles.

VISITES DE LA COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Au cours de ce rapport, la Commission permanente de la Défense Nationale a émis quelques brèves considérations sur ses visites dans les Etablissements militaires *spécialement* mentionnés à divers articles du Budget pour 1923.

La Commission croit utile de compléter ces renseignements par l'exposé ci-après relatif :

- 1° au Camp d'Elsenborn (rapporteur : M. Hoën);
- 2° aux Ecoles d'artillerie de Braeschaet (rapporteur : M. Crick);
- 3° au Corps de Discipline (Compagnies de Diest) (rapporteur : M. de Burlet);
- 4° au Corps des chars de combat (rapporteur : M. Richard)
- et 5° au Camp de Beverloo (rapporteur : M. Fieullien).

1° Camp d'Elsenborn.

La Commission de l'Armée a visité le camp d'Elsenborn sous la conduite de M. Pirmez, Président. Elle était composée de MM. Brifaut, de Gérardon, Hoën, Marek et de Burlet.

Dans son rapport si intéressant et si complet, l'honorable M. Hoën a examiné successivement les questions relatives à la boulangerie, aux écuries, aux magasins de couchage, aux cuisines et à la nourriture, aux magasins pour officiers et troupe, à la chapelle, aux logements de sous-officiers, à la bibliothèque, à l'école, aux divertissements procurés aux soldats et, enfin, aux installations sanitaires.

Beaucoup d'observations très judicieuses ont été soumises à M. le Ministre de la Défense Nationale qui a immédiatement répondu à tout, et qui s'est empressé de prendre les mesures les plus urgentes pour améliorer les choses et donner satisfaction à la Commission permanente. Il ne nous est pas possible de reprendre ici tous les chapitres remarquablement traités par notre honorable collègue et nous nous bornerons, dans ce cadre restreint, à signaler brièvement les remarques les plus saillantes et la suite qui leur a été réservée par M. le Ministre.

1. — Boulangerie.

Il existe à Elsenborn des fours de boulangerie à grande production qui sont inutilisés, le ravitaillement en pain se faisant par Aix-la-Chapelle. Ces fours oxydés menacent ruine et seront rapidement hors d'usage si des mesures urgentes de préservation n'interviennent sans délai.

La Commission estime que l'usage seul peut les prémunir efficacement. Si, après examen, il était reconnu que ces installations ne peuvent ou ne doivent plus servir, il serait économique de les transporter ailleurs. Il y a là un capital important qui s'épuise tous les jours et qu'il importe de sauver sans tarder.

M. le Ministre a répondu :

La 7^e Direction Générale s'est occupée de cette question dès 1921. Des rapports circonstanciés, fournis à ce sujet par les services locaux compétents, il résulte que ce matériel, repris aux allemands, est totalement inutilisable. Les doubles platines et les tubes d'eau des fours, ainsi que le pétrin sont complètement rongés par la rouille. La chaufferie est lézardée ; le moteur du pétrin a disparu ; en un mot, la remise en état, ou une utilisation quelconque ne sont plus à envisager.

L'installation d'une boulangerie, au Camp d'Elsenborn, ne se justifie pas en ce moment, puisque le pain est fourni dans de bonnes conditions par la manutention d'Aix-la-Chapelle.

2. — Écuries et magasins.

Les écuries sont propres, bien tenues. Chevaux et harnais sont en bon état. Les magasins sont suffisants et la Commission y a trouvé l'ordre et la propreté désirables.

3. — Couchage.

Les hommes sont logés dans des baraquements provisoires peu soignés. Des trous dans les parquet et les planches disjointes, laissent jaillir à divers endroits la terre battue qui se répand dans les travées par la circulation des hommes.

Les soldats couchent sur une pailleasse étendue sur un fond en bois. Le matin ils sont courbaturés. Des plaintes très nombreuses furent entendues par chacun de nos collègues, tant dans les bureaux de service où logent des hommes que dans les baraquements réservés au gros des troupes. Nous avons pu constater que l'eau tombait du toit sur des lits, sans qu'il fut possible de découvrir un coin pour les abriter. Ailleurs le vent y pénètre par des ouvertures de toutes dimensions. Il y fait froid. Nous sommes à 600 mètres d'altitude et la mauvaise saison s'avance. Il y a lieu de faire un effort énergique pour que les hommes soient mieux couchés, mieux protégés contre le vent et le froid. Les lits superposés devraient disparaître et un cube d'air suffisant doit être assuré aux hommes. Des pailleasses supplémentaires devaient être fournies aux soldats et des couvertures devaient être mises à la disposition des troupes.

Il faut examiner la question du chauffage des locaux. Il fait froid sur ces hauteurs et la quantité de combustible suffisante dans d'autres camps est nettement insuffisante à Elsenborn. Les charges de cette nature ne doivent pas être supportées par les soldats et par leurs chefs. Tous devraient être l'objet d'une mesure spéciale qui leur assurerait les quantités de combustibles nécessaires.

M. le Ministre a répondu :

Il a été prescrit au magasin de couchage d'Elsenborn de délivrer dorénavant un second sommier aux soldats qui occupent des couchettes avec fonds en bois et de procurer des couvertures supplémentaires aux troupes en période à Elsenborn.

Quant aux lits superposés en usage, ils devront être utilisés aussi longtemps que l'exiguité du casernement empêchera leur remplacement par des lits simples.

Chauffage des locaux.

La quantité de combustible allouée pendant l'hiver s'élève à 750 grammes par jour et par homme.

Les Commandants des corps et services ont la faculté d'introduire auprès du Département des demandes d'allocation supplémentaire de charbon, lorsque les circonstances climatiques ou l'état des locaux occupés l'exigent. Il est fait droit à toute demande justifiée. C'est pourquoi telle autorisation a pu être accordée depuis quelque temps déjà pour les mois d'hiver au camp d'Elsenborn.

4° Cuisine et nourriture.

Aux questions posées aux soldats par les membres de la Commission de la Défense Nationale il a été répondu que la nourriture était suffisante. Elle n'est pas toujours bonne. Nous avons demandé s'il se trouvait au camp un cuisinier préposé à cette fonction par l'école des cuisiniers de l'armée. Nous n'en n'avons pas trouvé un seul. La tenue générale des cuisines était bonne. Nous serions heureux si on recommandait aux gradés préposés à leur surveillance de veiller à la propreté rigoureuse des locaux où se prépare la nourriture des hommes.

5° Coiffeurs.

Les coiffeurs sont installés dans de petits locaux suffisants. Le service est gratuit pour les soldats. (Pas d'observation.)

6° Magasin pour officiers et troupes (M. O. T.).

Il est question de supprimer le M. O. T. ravitaillé jusqu'ici par Aix-la-Chapelle. La Commission de la Défense Nationale attire l'attention de M. le Ministre sur la nécessité qu'il y a de maintenir à Elsenborn un magasin où la troupe puisse se procurer ce dont elle a besoin au point de vue alimentaire, chaussures, linge et objets d'équipement divers. La suppression du magasin pousserait tous les hommes — et ceci est plus spécialement important pour le cadre permanent — vers les magasins privés où les prix sont nettement supérieurs aux prix des M. O. T. La forme à donner au magasin importe peu. Qu'il soit de l'armée ou non ; qu'il dépende des économats ordinaires ou qu'il soit tributaire d'une coopérative, cela est secondaire et peut être revu. L'essentiel est que le M. O. T. subsiste à Elsenborn tant qu'une autre solution ne l'aura pas remplacé. Sans cela, nos soldats seront exploités par des marchands qui profiteront de l'éloignement des centres d'approvisionnement pour imposer des prix plus élevés que les prix actuels.

M. le Ministre a bien voulu répondre :

Il sera donné suite au vœu des officiers du camp d'Elsenborn tendant à être informés, suffisamment à temps, de la suppression de l'organisme ou de

la vente de certains articles, pour que le ravitaillement de la garnison puisse être assuré régulièrement.

7° La Chapelle.

La chapelle est dans un baraquement. La Commission y a trouvé un mobilier disparate et des meubles de cuisine où sont rangés les objets du culte. Des bancs, des chaises de tous formats, de toutes grandeurs. Un petit Autel central donnant une impression de misère est placé entre les armoires que l'on est tout étonné de trouver à pareil endroit. Il n'y a pas d'autels latéraux.

L'aumônier assurant le service nous confie qu'il ne peut pas prendre ses repas au mess des officiers parce que ses ressources sont insuffisantes. Il doit garnir son église au moyen de ses propres deniers et nous savons que, même sans faire de luxe, la dépense est considérable.

Il n'y a pas de budget du culte. L'aumônier s'est adressé au Ministère de la Défense Nationale pour être aidé.

Il y a lieu de prendre des mesures de ce côté. La chapelle, son ornementation, son mobilier, le logement de l'aumônier doivent être l'objet d'un examen attentif.

M. le Ministre a bien voulu faire la réponse suivante :

Des dispositions ont été prises pour assurer l'ameublement de la chapelle, au cours de l'exercice budgétaire en cours.

Les ecclésiastiques intéressés ont été indemnisés du montant des avances qu'ils avaient effectuées pour meubler sommairement la chapelle; de plus, une dotation annuelle de 500 francs a été mise à leur disposition pour les besoins du culte.

8° Logement des sous-officiers.

Il y a lieu de faire remarquer que les sous-officiers du cadre permanent sont à l'étroit. Plusieurs familles sont logées dans la même maison. Le sous-officier marié n'a pas, pour les siens, le confort et l'espace qui devraient lui être assurés.

M. le Ministre a répondu :

Afin de remédier à la situation signalée, relativement aux logements des sous-officiers mariés, des mesures ont été prises pour réduire le nombre de ménages de sous-officiers en permanence au camp à 12 unités au logement desquelles trente-deux chambres pourront être consacrées provisoirement, en attendant que les logements définitifs puissent être construits.

Ces dépenses sont également prévues au budget extraordinaire de 1925 (article 67 du Budget Extraordinaire).

9. — Bibliothèque.

La bibliothèque du camp a été vue par certains de nos collègues. La Commission signale l'insuffisance de volumes de langue flamande. Nous n'avons pas pu nous

rendre compte du mouvement de cette bibliothèque; mais il est permis de supposer que si les soldats y trouvaient des œuvres intéressantes écrites dans leur langue maternelle, ils liraient davantage. Nous signalons en tout cas le petit nombre de volumes en langue flamande qui se trouvent à leur disposition.

M. le Ministre a répondu :

Eu égard aux crédits limités dont la bibliothèque du Département dispose en faveur des bibliothèques de garnison, il n'est pas possible, pour le moment, d'apporter des modifications à la bibliothèque du camp d'Elsenborn, mais la réorganisation de l'armée amènera vraisemblablement la suppression de quelques-unes des autres bibliothèques et l'on pourra alors attribuer une partie de leurs publications à celles du camp d'Elsenborn.

Dans la nouvelle répartition des livres qui se fera à ce moment, l'E. M. A. s'efforcera de donner toute satisfaction à la remarque judicieuse qui a été présentée par la Commission de l'Armée.

10. — L'Ecole.

Il y a seize enfants en âge d'école parmi les familles des soldats en permanence à Elsenborn. Il importe d'assurer l'instruction à ces enfants par l'école du camp et de ne pas les envoyer à Sourbroudt, localité inaccessible aux petits pendant la plus grande partie de l'hiver. Les départements de la Défense Nationale et des Sciences et des Arts, se doivent de trouver un accord qui maintiendra l'école du camp. Il ne faut surtout pas songer à envoyer les enfants à Sourbroudt si on veut éviter des victimes pendant les rafales de neige ou par la dureté de l'hiver en ces régions.

M. le Ministre s'est empressé de répondre :

Le Haut Commissaire du Roi, Gouverneur d'Eupen et de Malmédy, s'est soucié depuis longtemps de la question de l'école du camp d'Elsenborn. C'est parce qu'il n'a pas trouvé le moyen d'assurer à l'institutrice du Camp une situation équivalente à celle des institutrices communales, et parce que le minimum de la population scolaire exigé par la loi n'est pas atteint qu'il a fallu prévoir la suppression de l'école du camp pour octobre 1925, c'est-à-dire au moment où, une classe wallonne fonctionnera à l'école de Sourbroudt-gare.

Il n'est donc pas question de faire faire aux enfants du camp de longs trajets dans la neige jusqu'au village de Sourbroudt, mais seulement de les amener par les trains du camp à la gare; et de là ils n'auront plus à franchir qu'un espace insignifiant pour arriver à la nouvelle école.

11. — Divertissements.

La salle de cinéma peut contenir 200 hommes. Il y en a parfois 7,500 à 8,000 au camp. Il y a lieu d'aménager une salle de spectacles plus vaste pour nos soldats à qui on ne peut offrir aucune distraction là-bas.

M. le Ministre a fait savoir à la Commission que faute de crédits nécessaires, il n'a pu être aménagé d'autre salle que celle où se donnent actuellement les expériences cinématographiques. La question avait fait depuis longtemps l'objet d'études dont s'étaient occupées la D. I. M. et la S. D. G.

D'un nouvel examen de la question, il résulte que l'on ne peut songer avant longtemps à doter le camp d'une salle de spectacles convenable pour les troupes : les frais énormes qui en résulteraient diminueraient les crédits indispensables à l'aménagement d'autres locaux de première nécessité.

Toutefois, soucieux de fournir aux soldats de passage au camp une distraction saine et agréable, la D. I. M. fera procéder au cours de l'année 1923, dans ce camp, à des séances de cinéma en plein air.

12. — Installations sanitaires.

Les installations sanitaires du camp sont détestables et offrent un réel danger d'infection. La Commission a constaté une malpropreté flagrante.

A ce point de vue, une intervention énergique s'impose ; des ordres immédiats doivent être donnés pour une transformation radicale. Tout est à faire de ce côté.

M. le Ministre a bien voulu prendre des mesures immédiates et la situation a été transformée peu après la visite de la Commission permanente.

VISITE DES ÉCOLES D'ARTILLERIE DU CAMP DE BRASSCHAET.

(Rapporteur : M. CRICK).

La Commission de l'Armée a procédé le 19 septembre 1922 à la visite de ces établissements d'instruction, de leurs dépendances et de leurs services.

Elle a été unanimement d'accord pour manifester sa satisfaction au sujet de ce qu'elle a constaté.

Les dortoirs, les réfectoires, les cuisines, les lavoirs, la cantine, etc., ainsi que le matériel en usage dans ces différentes installations sont en bon état, propres et soignés. L'air et la lumière circulent facilement dans les bâtiments et dans les salles. La nourriture est saine et variée. Le séjour du personnel enseignant, des élèves et des militaires y est assuré, au point de vue de l'hygiène et du confort souhaitables, dans des conditions favorables.

Les membres de la Commission de l'Armée ont eu l'occasion de s'entretenir individuellement avec beaucoup de soldats et d'élèves. Aucune plainte n'a été enregistrée. Une suggestion trouve cependant place dans ce rapport.

Certains cours sont surpeuplés.

De ce fait, la tâche des professeurs est rendue plus ardue et plus ingrate. Les élèves retirent plus difficilement tout le fruit de l'enseignement donné.

Il conviendrait, — tel est le vœu qu'exprime la Commission — que les cours fussent au moins dédoublés.

Cette mesure entraînerait des avantages appréciables pour le corps enseignant et pour les élèves.

VISITE A L'ÉCOLE DE CAVALERIE DE BRASSCHAET.

La Commission de la Défense Nationale s'est déclarée entièrement satisfaite de sa visite à l'École de cavalerie. Direction énergique et bienveillante, personnel discipliné, tenue irréprochable, locaux spacieux et bien aérés, cuisines modernes parfaitement entretenues, nourriture saine, variée et abondante; carrières, manèges, écuries très soignées; chevaux, harnachements, matériel vraiment au point. C'est un organisme modèle.

VISITE DU CORPS DE DISCIPLINE (Compagnies de Diest).

(Rapporteur : M. DE BURLET.)

La Commission de la Défense Nationale ne croit pas utile d'exposer ici le long rapport fourni le 26 septembre 1922 par M. de Burlet au sujet de la visite au Corps de Discipline de Diest.

En effet, M. le Ministre de la Défense Nationale a déposé le 13 février dernier sur le bureau de la Chambre des Représentants un projet de loi supprimant la peine d'incorporation dans une compagnie de correction et la remplaçant par la peine d'emprisonnement militaire.

M. de Burlet avait traduit de façon détaillée les impressions pénibles de tous ses collègues. Il avait examiné les questions se rapportant au régime des correctionnaires, au travail des détenus, au personnel permanent, au cadre, aux locaux, à la chapelle, à la cantine, au matériel et à la situation morale et sanitaire des soldats.

En présence du projet de loi déposé par M. le Ministre, la Commission préfère ne pas insister.

Elle se borne à approuver unanimement la suppression des compagnies de correction et à se réjouir de leur prochaine disparition.

VISITE AU DÉPÔT DE REMONTE A BRASCHAET.

Le Dépôt de Remonte est constitué selon toutes les règles du progrès moderne: logement de la troupe spacieux, sain et largement aéré; mess et cantines gais et bien achalandés; écuries vastes et remarquablement entretenues; nourriture excellente. Les hommes interrogés se sont tous déclarés très satisfaits à tous points de vue.

VISITE DU CORPS DES CHARS DE COMBAT

(Rapporteur : M. RICHARD).

Les chars qui ont évolué sous les yeux de la Commission étaient au nombre de 25.

Chaque char était déservi par le personnel réglementaire.

Le cadre présent correspondait aux unités rangées en ligne.

Le recrutement du personnel (troupe) a lieu parmi les miliciens techniques, ce qui constitue une facilité pour l'instruction en même temps qu'une garantie pour la conservation du matériel.

Les évolutions auxquelles il a été donné aux membres de la Commission d'assister, ont montré que le cadre et la troupe étaient bien instruits dans la conduite des chars et que, de plus, le personnel était particulièrement familiarisé avec le franchissement des obstacles du terrain.

Le tir aux projectiles réels n'ayant pas eu lieu, la Commission n'a pu se rendre compte de l'avancement de cette partie si importante de l'instruction.

L'instruction théorique professionnelle ne le cède en rien à l'instruction pratique sur le terrain; c'est ainsi que la Commission a eu la satisfaction de constater qu'il y a à l'Ecole pour plus de 30,000 francs de dessins créés par les officiers et les élèves sans l'appui du Département. Les tableaux, cartes-photos, etc., sont exclusivement l'œuvre du personnel enseignant et des professeurs.

De l'avis unanime, officiers et soldats montrent par leur maintien, leur tenue et les réponses aux questions posées, qu'ils sont une élite prête à tous les sacrifices.

La tenue des hommes, l'entretien parfait du matériel et de la plaine d'exercices, la correction dans les marques extérieures de respect sont autant de preuves que le détachement des chars d'assaut est bien dans la main de son chef.

Il se confirme de plus en plus que le char actuellement en service dans l'armée belge est, par suite de ses petites dimensions, son faible relief, son maniement facile et sa rusticité, le char d'assaut idéal.

Les hangars existants sont insuffisants pour parquer et réparer les chars et les camions.

Les dangers d'incendie sont grands : sauf quelques rares extincteurs, il n'existe pas d'installations pour combattre les effets du feu, alors qu'il y a au moins pour 500,000 francs de matériel de rechange dans les hangars mal protégés contre le vol et non à l'abri des intempéries.

L'envoi en réparation d'un char d'assaut à la Fonderie Royale de Liège coûte très cher; il y aurait lieu d'installer sur place un atelier permettant les réparations d'une certaine importance, c'est-à-dire muni de tours, établis et outillage complet.

Les baraquements destinés au logement des ouvriers, sont insuffisants. Ils sont chauds en été et très froids en hiver.

La plaine mise à la disposition du Commandant semble insuffisante pour les besoins de l'instruction. L'action du commandement est contrariée par la distance existante entre le casernement à Saint-Denis et les installations situées en bordure de la plaine d'exercices. D'autre part, le parcours de 2 1/2 kilomètres qui doit être effectué deux fois par jour, soit pour l'instruction, soit pour l'entretien de la plaine ou du matériel, est préjudiciable sous tous les rapports. Pour ces raisons, tous les bâtiments affectés au détachement des chars devraient être situés en bordure de la plaine.

La salopette utilisée au service des chars est d'un bon usage pratique. Par contre, il y a lieu de rejeter le port du casque à l'intérieur du char ; la seule coiffure à utiliser en l'occurrence est un béret qui garantisse le crâne, tel le béret basque.

Le travail du personnel préposé aux chars d'assaut est rude et la responsabilité est grande ; dès lors, pour y attirer et conserver une élite, il importe que la solde actuelle des hommes soit complétée par une haute paie qui pourrait être retirée à la suite de négligence dans l'entretien du matériel ou de manquement dans le service.

Si l'on considère que la proportion des chars d'assaut entrant dans la composition de l'armée doit être importante, on est quelque peu surpris de constater que, après l'expérience concluante de la bataille des Flandres, après quatre années de paix, au cours desquelles les contingents qui ont passé sous les drapeaux ont été instruits suivant un terme de service dont la durée diffère sensiblement de celui de la loi de milice de 1913, l'armée belge en soit encore réduite à un embryon d'organisation en matière de chars d'assaut.

Il importe que cet état d'infériorité dans lequel se trouve notre organisation militaire disparaisse au plus tôt.

Certes, nous ne nous dissimulons pas que la mesure que nous préconisons entraînerait des charges nouvelles pour le Trésor, mais on ne peut s'arrêter à cette considération depuis que l'épreuve du passé a établi que le char d'assaut augmente considérablement la valeur combattive du soldat, tout en épargnant son sang.

M. le Ministre de la Défense Nationale a bien voulu répondre :

L'installation actuelle de ce corps comprend :

1° à la caserne Léopold, à Gand, le logement des troupes dans de très bonnes conditions ;

2° dans des baraquements-lazarets à la plaine Saint-Denis, le matériel ainsi que les hommes qu'il est indispensable de faire loger auprès de ce matériel.

L'installation actuelle du C. C. C. est provisoire, elle doit être remplacée, lors de la réorganisation de l'armée, par un casernement définitif qui remplira toutes les conditions visées dans votre rapport.

Une demande de crédit portée au projet de budget de 1923 (art. 59, Budget extraordinaire) comporte notamment la réalisation de ce projet,

laquelle n'a pu être obtenue en 1922 par suite de la réduction de 1 million à 100,000 francs du crédit prévu au B. E. de 1922 (art. 107).

M. le Ministre donne ensuite des détails précis sur l'organisation future du corps des chars de combat.

La nature confidentielle de ces renseignements nous interdit de les exposer dans ce rapport.

Signalons toutefois que le budget ne permet pas d'acquérir rapidement les chars qui seraient nécessaires, d'autant plus que d'autres dépenses sont toutes aussi urgentes; aurait-on même l'argent, que cet achat se justifierait difficilement attendu que le char d'assaut d'avenir n'est au point dans aucun pays et que l'on risquerait de s'embarrasser d'un matériel coûteux qui serait considéré comme démodé à bref délai.

Toutefois, afin de disposer provisoirement d'un matériel précieux en cas de mobilisation et, au surplus, toujours utilisable comme matériel d'instruction, le Ministre n'a pas perdu de vue l'opportunité de renforcer progressivement et dans un délai rapproché, le nombre de chars que nous possédons actuellement.

M. le Ministre examine avec attention la question de la réglementation d'un type de tracteurs à utiliser dans l'industrie ou la motoculture — et qui en cas de mobilisation, pourrait, rapidement être transformé en char d'assaut.

Quant à la tenue du personnel des Chars de combat, elle comporte un casque spécial dont la visière d'avant est remplacée par un bourrelet en cuir permettant le travail d'observation. Le modèle-type de ce casque a été fourni par le commandant des Chars de combat au camp de Beverloo.

1,200 casque de l'espèce ont été commandés à ce jour.

L'adoption du béret « basque » ne paraît donc pas nécessaire.

VISITE AU CAMP DE BEVERLOO

Rapporteur : M. FIEULLIEN.

Le cadre de ce travail ne permet hélas pas de donner intégralement ici l'excellent rapport de l'honorable M. Fieulien.

Nous le résumons succinctement.

HOPITAL.

Les installations de l'hôpital sont parfaites. Les malades interrogés ont déclarés être bien soignés sous tous les rapports.

ÉCOLE DU SERVICE DE SANTÉ.

Cette école se compose de la compagnie des brancardiers-infirmiers et de la compagnie des élèves médecins et pharmaciens, qui comptent ensemble environ 500 hommes.

Les dortoirs, classes, réfectoires, salles d'études, etc., sont installés dans de vieux baraquements en mauvais état. La pluie y pénètre de toute part. Les hommes n'ont pas de cassettes. Il y a jusque 42 hommes logés dans un baraquement où il y a à peine place pour 30 hommes. Ces installations sont absolument défectueuses et insuffisantes. Il y fait mauvais en hiver. Les membres de la Commission estiment que des mesures doivent être prises immédiatement pour remédier à cette situation. Ces installations, qui doivent abriter des unités séjournant au Camp en permanence, devraient être construites en matériaux durs. En attendant la construction des bâtiments indispensables, il serait hautement souhaitable que des installations plus saines et plus confortables soient mises à la disposition de ces unités.

Les installations sanitaires : lavabos, W. C., sont absolument insuffisantes pour le nombre d'hommes que comportent ces unités.

ÉCOLE DES SOUS-LIEUTENANTS DE RÉSERVE DU SERVICE ADMINISTRATIF.

Situation satisfaisante. Rien de particulier.

ÉCOLE DES SOUS-LIEUTENANTS DE RÉSERVE D'INFANTERIE.

La session actuelle compte 720 élèves. Le maximum d'élèves pouvant être admis définitivement étant de 320, le surplus, soit 400 hommes devra être éliminé et les hommes renvoyés à la troupe. Dans ces conditions, l'examen à passer par ces hommes pour l'admission définitive devient un véritable concours. Il est à craindre qu'un grand nombre de bons éléments ne pourront être admis, ce qui est évidemment regrettable. Les membres de la Commission estiment que les hommes qui remplissent toutes les conditions exigées d'un bon officier de réserve devraient pouvoir être admis et que le chiffre maximum d'admission devrait être modifié en conséquence.

Les logements affectés aux officiers détachés à cette école sont peu confortables. Des améliorations sérieuses devraient y être apportées.

DISTRIBUTION D'EAU.

Il est vivement désirable de voir activer les travaux de la distribution d'eau potable dans le camp. Les travaux de canalisation devraient être entrepris et poursuivis le plus rapidement possible.

MAGASIN POUR OFFICIERS ET SOLDATS (M. O. T.).

Ce magasin est destiné à disparaître. Les intéressés n'y trouvent guère d'avantages. Dans le but de pouvoir liquider les marchandises en stock, ce magasin vend également au public. Mais on ne se borne pas à liquider les stocks existants ; des marchandises nouvelles sont encore achetées et vendues journellement.

Dans ces conditions, ces magasins deviennent de véritables maisons de commerce, dont les frais généraux sont supportés par l'État.

Des mesures devraient être envisagées dans le but de liquider au plus tôt les marchandises en magasin et de mettre fin aux achats nouveaux. Des membres de la Commission trouvent regrettable que les M. O. T. puissent vendre au public et faire ainsi la concurrence au commerce privé.

M. le Ministre a bien voulu prendre des mesures immédiates et la Commission de la Défense Nationale l'en a vivement remercié.

M. le Ministre a répondu :

Comme suite au rapport de la Commission de l'Armée relatif à l'installation de l'École des Troupes du Service de Santé à Beverloo, j'ai l'honneur de vous faire connaître que depuis votre visite à cette école, les baraquements ont été remis en bon état d'entretien, les toitures ont été recouvertes de deux couches de carton bitumé et d'une couche d'asphalte.

Les lavabos, les W. C. ont fait l'objet d'une adjudication et seront construits sans retard. Le placement des cassettes a fait l'objet d'une entreprise qui doit être en cours d'exécution.

En ce moment, chaque baraquement contient 40 hommes, mais après le départ de la classe, ce chiffre s'abaissera à 38 hommes par baraquement.

A ce moment, le cubage d'air par homme sera de 14 mètres cubes, capacité suffisante dans des baraquements où l'air se renouvelle constamment.

Si cependant cette densité d'occupation offrait à l'expérience quelque nuisance, j'envisagerais une extension du logement : soit en construisant deux lazarets, soit en casant une partie des hommes dans des blocs d'infanterie à proximité de l'École.

* * *

Comme suite aux remarques relatives à l'organisation du casernement du camp de Beverloo contenues dans le rapport de la visite de ce camp par la Commission de la Défense Nationale, j'ai l'honneur de vous faire connaître que l'entreprise relative à l'établissement d'une distribution d'eau au camp a été adjugée récemment : les travaux de captage d'eau seront entamés incessamment.

En ce qui concerne la remarque faite au sujet des logements affectés aux officiers détachés à l'École pour sous-lieutenants de réserve d'infanterie, la situation signalée semble résulter non du manque de confort des habitations créées spécialement pour les officiers mariés, mais de l'insuffisance numérique de celle-ci.

A ce sujet il est à noter que j'ai pris comme règle générale, pour les camps, d'y prévoir des logements de mariés pour le quart de l'effectif total (officiers ou sous-officiers) en garnison permanente. Aller plus loin dans cette voie entraînerait l'Etat à des dépenses fort onéreuses et je ferai remarquer que sur demande de la Commission des budgets, j'ai même dû consentir en 1922 à réduire de 500,000 à 250,000 francs, les crédits demandés pour construire des habitations de l'espèce.

La proportion de 1 habitation pour 4 officiers est largement dépassée au camp de Beverloo. Mais malgré cela, quelques mariés pour lesquels il n'y

avait plus de disponibilité en fait de logements de mariés ont demandé à être maintenu, *à titre précaire et personnel*, dans des bâtiments non destinés à cet usage, et ce, jusqu'au moment où ils auront trouvé un logement privé dans l'agglomération.

Cette autorisation leur a été octroyée au début de 1922 et jusqu'à ce jour les intéressés occupent toujours ces logements.

Enfin, il faut prendre en considération que l'École d'armes d'infanterie devra, dans la suite, rejoindre à Brasschaet les autres écoles d'armes et qu'alors le nombre d'habitations pour mariés sera certainement suffisant à Beverloo.

Les considérations budgétaires ont suspendu l'exécution de cette mesure, en remettant à plus tard les constructions nécessaires à cet effet à Brasschaet.

* * *

Dans son rapport, à la suite d'une visite au magasin pour officiers et troupes de Beverloo, le 14 septembre 1922, la Commission a signalé entre autres, « *qu'on ne se borne pas à liquider les stocks existants, mais que des marchandises nouvelles sont encore achetées et vendues journellement au public, faisant ainsi la concurrence au commerce privé* ».

J'ai l'honneur de vous donner ci-dessous les raisons qui justifient la politique suivie pour la liquidation des anciennes marchandises.

Depuis le mois de juin 1921, la 7^e Direction Générale de mon Département n'a plus procédé à des achats pour les M. O. T.

Toutes les marchandises nouvelles *sont en consignation*.

Il n'est pas possible de limiter aux anciens stocks seulement, les articles à mettre en vente dans les M. O. T.

En effet, la variété des articles à écouler est restreinte, et si les clients n'étaient pas attirés par la mise en vente, à côté de ces anciennes marchandises, d'autres plus fraîches et plus variées, les M. O. T. pourraient certainement fermer leurs portes.

Or, dans l'intérêt général du Trésor et de tous les contribuables il importe d'obtenir, le plus vite possible le meilleur rendement à la liquidation des anciens stocks car les pertes qui devront être supportées par l'Etat, *grossiront la charge fiscale de tous les contribuables*.

C'est pourquoi les M. O. T. *ont été ouverts à quiconque*.

En vendant à quiconque, le M. O. T. ne peut faire concurrence qu'à quelques détaillants locaux.

Et comme les clients ne s'adressent aux M. O. T. que lorsque les prix de vente y sont plus avantageux que chez ces détaillants, la conséquence première de l'existence des M. O. T. est de contribuer à la diminution du coût de la vie, ce qui encore est d'intérêt général.

En ce qui concerne l'exploitation, nos M. O. T. supportent de multiples frais et sont soumis aux impositions de l'Etat comme tous les commerçants civils.

Quant aux recettes, bien qu'elles soient versées au budget pour ordre, elles

constituent des recettes accidentelles, puisque ma volonté est de ne plus contracter d'achats.

Ces recettes contribuent à reconstituer l'énorme avance de fonds consentie par le Trésor aux M. O. T. pendant la guerre.

Cette avance ne pourra être restituée que par la liquidation totale des stocks aux meilleurs prix.

Les M. O. T. travaillent donc dans l'intérêt de tous les contribuables.

S'il devait être mis fin à la vente d'articles autres que ceux constituant nos anciens stocks, la clientèle abandonnerait immédiatement nos M. O. T. et nous serions obligés d'envisager leur fermeture, quitte pour l'Etat à supporter les pertes résultant de la vente à l'encan de nos approvisionnements à l'intervention des receveurs des Domaines.

Seraient atteints en premier lieu les commerçants dont les M. O. T. sont les consignataires et en second lieu le public qui forme la clientèle des M. O. T., public civil et aussi militaire, qui paierait plus cher chez les détaillants actuellement empêchés de pousser à la hausse.

Enfin, les M. O. T. n'ont pas une situation privilégiée. Les griefs formulés à leur endroit s'appliquent également aux économats régimentaires. Egalement logés par l'Etat, les économats organisent la vente au public et font la concurrence aux détaillants. La seule différence entre les deux types d'organismes est que les ressources des M. O. T. vont au Trésor et que celles des économats servent à la satisfaction d'intérêts particuliers.

*
* *
*

La Commission de la Défense Nationale s'est rendue compte sur place de l'effort fourni depuis l'armistice par les services du Département.

Les résultats obtenus par le labeur journalier des officiers, sous-officiers, soldats et ouvriers attachés à tous les organismes visités sont impressionnants.

Des efforts sont faits, malgré les difficultés actuelles, pour doter l'armée belge d'un armement moderne perfectionné.

La Commission de la Défense Nationale croit de son devoir de constater l'œuvre accomplie et de rendre hommage à tous ceux qui y ont consacré leur activité : elle remercie M. le Ministre de la Défense Nationale de l'appui bienveillant qu'il n'a cessé de lui donner pour faciliter sa tâche.

Le Rapporteur,
DE BURLET.

Le Président,
MAURICE PIRMEZ.

— — — — —

ANNEXE I.

**Liste des Journaux et Publications périodiques, auxquels la
Bibliothèque du Ministère de la Défense Nationale est
abonnée pour l'année 1923.**

A. Publications périodiques militaires.

1. Journaux officiels.

	Mode de publication.
Allemagne. Heeres-Verordnungsblatt.	Indéterminé.
Reichs-Anzeiger und preussischer Staats-Anzeiger.	Quotidiennement.
Angleterre. Army orders.	Indéterminé.
Autriche. Verordnungsblatt des oesterreichischen Staatsamtes für Heereswesen.	Indéterminé.
Belgique. Journal militaire officiel.	Mensuellement.
Danemark. Kundgørelse for Haeren.	Indéterminé.
Espagne. Diario oficial del ministerio de la guerra Coleccion legislativa del ejercito (supplément).	Hebdomadairement.
France. Bulletin officiel du Ministère de la Guerre.	idem.
Italie. Giornale militare ufficiale.	idem.
Pays-Bas. Legerorders.	Indéterminé.
Suisse. Feuille officielle militaire.	Au moins une fois p. mois.

2. *Annuaire des principaux Etats de l'Europe. Budgets et rapports divers.*

3. Publications périodiques militaires.

Allemagne. Artilleristische Monatshefte.	Mensuellement.
Lehnert's Handbuch für den Truppenführer.	Annuellement.
Der Funker.	Mensuellement.
Militair Wochenblatt.	Bihebdomadairement.
Technik und Wehrmacht.	Tous les deux mois.
Von Wernigk. Taschenbuch für die Feldartillerie.	Annuellement.
Angleterre. Journal of the Royal Artillery.	Mensuellement.
Journal of the United Service Institution.	Trimestriellement.
The army quarterly.	idem.
The Royal Engineers Journal.	Mensuellement.
Autriche. Technische Mitteilungen (anc. Mitteilun- gen über Gegenstände des Artillerie und Genie- wesens.	Mensuellement.
Belgique. Archives médicales belges.	Mensuellement.
Belgique militaire.	Hebdomadairement.
Bulletin belge des Sciences militaires.	Mensuellement.
Bulletin d'information pour officiers de réserve.	Trimestriellement.

Courrier de l'armée.	Bi-mensuellement.
Danemark. Militaert Tidsskrift.	Bi-mensuellement.
Espagne. Memorial de caballera.	Mensuellement.
Memorial de artilleria.	idem.
Etats-Unis d'Amérique. Army and Navy Journal.	Hebdomadairement.
Field artillery journal.	Trimestriellement.
Infantry journal.	Mensuellement.
Military Engineer.	Tous les deux mois.
The Coast Artillery Journal.	Mensuellement.
France. Archives de la Grande Guerre.	idem.
Archives de médecine et de pharmacie militaires.	idem.
Bulletin de l'École régionale des officiers de complément de Nancy.	Huit fois l'an.
France militaire.	Quotidiennement.
Le soldat de demain. Bulletin des S. P. M.	Mensuellement.
L'informateur de la quinzaine.	Bi-mensuellement.
Revue d'artillerie.	Mensuellement.
Revue de cavalerie.	idem.
Revue de l'aéronautique militaire.	Tous les deux mois.
France. Revue du génie militaire.	Mensuellement.
Revue d'études militaires.	Bi-mensuellement.
Revue d'infanterie.	Mensuellement.
Revue des troupes coloniales.	Tous les deux mois.
Revue de l'intendance militaire.	Mensuellement.
Revue maritime.	Idem.
Revue militaire française.	Idem.
Revue militaire générale.	Idem.
Italie. Esercito italiano.	Bi-mensuellement.
Rassegna dell'Esercito Italiano.	Tous les deux mois.
Revista di artiglieria e genio.	Mensuellement.
Norvège. Norsk militaert Tidsskrift.	Idem.
Pays-Bas. Marineblad.	Tous les deux mois.
Mavors.	Mensuellement.
Militaire Spectator.	Idem.
Portugal. Revista militar (avec ordens do exercito.	Mensuellement.
Roumanie. Romania militara.	Tous les deux mois.
Suède. ; Kriegsvetenskaps. Akademiens Handlingar	Mensuellement.
Suisse. Journal militaire suisse (avec supplément.	Bi-mensuellement.
Revue internationale de la Croix Rouge.	Mensuellement.
Revue militaire suisse.	Idem.

**B. Publications périodiques, Scientifiques, Historiques,
Littéraires, Politiques, etc.**

1. Mathématiques.

Journal de l'école polytechnique.	Annuellement.
Journal des mathématiques pures et appliquées.	Trimestriellement.

2. Sciences.

Bulletin de la Société belge des Ingénieurs et Industriels.	Mensuellement.
La nature.	Hebdomadairement.
Revue de l'Université libre de Bruxelles.	Mensuellement.
Revue des questions scientifiques.	Trimestriellement.
Revue scientifique (revue rose).	Hebdomadairement.
Science et vie.	Tous les deux mois.
Scientia (revue internationale de synthèse scientifique).	Mensuellement.

3. Astronomie, connaissance des temps.

Annuaire astronomique de l'Observatoire royal de Belgique (D).	Annuellement.
Annuaire astronomique (Flammarion).	idem.
Annuaire météorologique de l'Observatoire royal de Belgique (D).	idem.
Annuaire publié par le bureau des longitudes.	idem.
Ciel et terre.	Mensuellement.
Connaissance des temps.	Annuellement.

4. Physique et chimie.

Bulletin de la Société belge des électriciens.	Mensuellement.
--	----------------

5. Sciences médicales.

Annales d'hygiène publique et de médecine légale.	Mensuellement.
Bulletin de l'Académie royale de médecine.	Indéterminé.
Paris médical.	Hebdomadairement.
Revue d'hygiène et de police sanitaire.	Mensuellement.

6. Sciences naturelles.

Bulletin de la Société belge de géologie, de paléontologie et d'hydrologie.	Trimestriellement.
Revue de géologie et des sciences connexes.	Mensuellement.

7. Beaux-Arts.

Bulletin de l'Association belge de photographie.	Trimestriellement.
--	--------------------

8. Arts mécaniques. Technologie.

Annales des mines de Belgique (D).	Trimestriellement.
La conquête de l'air.	Bi-mensuellement.
L'aéronautique.	Mensuellement.
Le génie civil.	Hebdomadairement.
La technique moderne.	Mensuellement.
Revue générale de l'aéronautique.	Trimestriellement.
Magazine automobile et motocycliste.	Mensuellement.

9. Travaux publics.

Annales des ponts et chaussées.	Tous les deux mois.
Annales des travaux publics.	idem.

10. Géographie. Colonisation.

Annales de géographie.	Tous les deux mois.
Bulletin de la Société belge de géographie.	Indéterminé.
Bulletin de la Société belge d'études coloniales.	Tous les deux mois.
Congo. Revue générale de la Colonie belge.	Hebdomadairement.
La Géographie (bulletin de la Société française).	Tous les deux mois.
Mouvement géographique.	Hebdomadairement.

11. Histoire.

Compte rendu des séances de la Commission royale d'histoire.	Indéterminé.
Revue belge de philologie et d'histoire.	Mensuellement.
Revue de synthèse historique.	Trimestriellement.
Revue des études napoléoniennes.	Indéterminé.
Revue historique.	Trimestriellement.

12. Littérature.

Illustration française.	Hebdomadairement.
La Patrie belge.	idem.
La Renaissance d'Occident.	Mensuellement.
Le Correspondant.	Bi-mensuellement.
Le Flambeau,	Mensuellement.
Le Mercure de France.	Idem.
Revue de France.	Bi-mensuellement.
Revue de Paris.	Idem.
Revue des Deux-Mondes.	Idem.
Revue Franco-Belge.	Tous les deux mois.
Revue Générale.	Mensuellement.
Revue politique et littéraire (revue bleue).	Hebdomadairement.
Revue universelle.	Bi-mensuellement.

13. Bibliographie.

Bibliographie de Belgique.	Bi-mensuellement.
----------------------------	-------------------

14. Jurisprudence.

Pasicrisie.	Bi-mensuellement.
Pasimonie,	Mensuellement.
Recueil des lois et arrêtés royaux.	Indéterminé.
Réparation des dommages de guerre.	Bi-mensuellement.
Revue de droit international et de législation publiques.	Idem.

15. Éducation — Enseignement

Journal of scientific training.	Trois fois l'an.
L'Éducation physique.	Mensuellement.
Revue gymnastique.	Trimestriellement.

16. Journaux et moniteurs officiels.

Almanach royal officiel.	Annuellement.
Congo : Bulletin officiel et recueil administratif (D).	Indéterminé.
Journal officiel de la République française avec le compte rendu officiel des débats parlementaires.	Quotidiennement.
Moniteur belge avec ses annexes.	Idem.
Nederlands Staatsalmanak.	Annuellement.
Handelingen van de Tweede Kamer der Staten Generaal.	Quotidiennement.
Procès-verbaux des séances du Conseil Colonial (D).	Indéterminé.
Statesman's Yers Book.	Annuellement.

17. Publications politiques et diverses.

Berliner Tageblatt.	Quotidiennement.
Corriera della Sera.	Idem.
De Nieuwe Rotterdamsche Courant,	Idem.
Presse Lausannoise.	Idem.
L'Europe nouvelle.	Hebdomadairement.
Le Temps.	Quotidiennement.
The Times.	Idem.

18. Publications d'économie politique et sociale.

Annuaire du commerce et de l'industrie (Bottin).	Annuellement.
Annuaire statistique de la Belgique (D).	Idem.
Bulletin administratif du Congo Belge (D).	Bi-mensuellement.
Id. de l'office des métiers et négoce (D).	Trimestriellement.
Id. du service de la police sanitaire des animaux domestiques (D).	Bi-mensuellement.
Journal des économistes.	Mensuellement.
Journal administratif du Vice-Gouverneur général du Katanga (D).	Bi-mensuellement.
La Protection de l'Enfance (D).	Trimestriellement.
L'Education Nationale.	Bi-mensuellement.
L'Invalide Belge.	Idem.
Recueil administratif des contributions directes, douanes et accises.	Indéterminé.
Recueil des Budgets (D).	Annuellement.
Recueil financier.	Idem.
Revue économique internationale.	Mensuellement.
Revue de l'Institut de Sociologie.	Tous les deux mois.
Revue du Travail (D).	Bi-mensuellement.

ANNEXE II.

**Relevé des ouvrages achetés en 1922 et expédiés aux bibliothèques
de garnison. — Officiers.**

Auteurs.	Titres.	Nombre d'exemp.	Prix.
Chardome.	Lecture des cartes et des plans directeurs.	33	264 »
Hanotaux.	Joffre.	1	3.85
Maitrot.	La prochaine guerre.	1	5.50
Corda.	La guerre mondiale 1914-1918 avec atlas.	44	1,155 »
de Leener.	Principes généraux d'organisation industrielle	33	1,349.70
Palat.	La Grande Guerre sur le front occidental, t VIII.	33	415.80
Witlock.	La Belgique sous l'occupation allemande.	2	33 »
Gide.	Principes d'économie politique.	1	21.90
Chapaux Romedenne.	Sciences naturelles.	1	3.60
Ludendorff.	Souvenirs de guerre, t. I.	1	16.50
Dumas.	Le comte de Monte-Christo, 2 volumes.	1	29.70
Demény.	Bases scientifiques de l'éducation physique.	1	17.60
Lekeux.	Mes cloîtres dans la tempête.	1	7.70
Christophe.	Anx lueurs du brasier.	1	7 »
Tardieu.	La paix	1	13.20
—	Anthologie des écrivains morts à la guerre.	33	330 »
François.	Guide pratique de l'invalidé et du pensionné militaire par ancienneté.	33	115.50
Morissen.	Œuvre civilisatrice au Congo Belge.	33	82.50
Mahiat.	Notes d'histoire de Belgique.	43	516 »
(France).	Iustration provisoire et manœuvres des autos-mitrailleuses de cavalerie, t. II et annexes.	17	53.55
Baquet.	Souvenirs d'un directeur d'artillerie.	33	217.80
Schmitz-Nieuwland.	L'invasion allemande, t. V	33	495 »
Ludendorff.	Documents du G. Q. G. allemand, t. II.	11	181.50
Bilot.	Cours de géographie économique.	33	181.50
Bihot.	Conduite des troupes de toute armes opérant en liaison.	10	66 »
Rane.	Les ingénieurs et la guerre.	9	6.60
Liebrechts.	Notre Colonie.	1	5 »
Estienne.	Loisirs d'artilleur.	1	6.60
Delcommune.	Vingt années de vie en Afrique, t. I. II.	1	50 »
Carlier.	Photographie aérienne.	1	28.80
Tréguier.	Conférence sur le tir d'artillerie.	1	6.60
Devèze.	Aujourd'hui.	33	145.20
A reporter			2,942.10

Auteurs.	Titres.	Nombre d'exempl.	Prix.
	Report		2,942 10
Doria.	Une incroyable odyssee.	1	7.70
Lebau.	Commander.	2	13.20
Kronprinz.	Mémoires.	1	11 »
Roger.	L'Artillerie dans l'offensive.	1	24. »
Corda.	Le guerre mondiale.	1	27.50
de Lichtervelde.	Congrès de 1830 en Belgique.	13	78 »
Gaëchez.	Histoire des lettres françaises en Belgique.	3	75 »
—	Annuaire Statistique de la Belgique et du Congo Belge, 1922.	33	396 »
—	Almanach Royal de 1922.	33	12.50
—	Projet de règlement général d'Éducation phy- sique (troisième partie).	1	132. »
Mouren.	La chimie et la guerre.	1	10 »
Gody.	La photographie.	33	65 »
de Schrijver.	La bataille de Liège, août 1914.	12	180. »
Delvert.	Les opérations de la première armée dans les Flandres	33	272.25
—	Mémoires du général Galliéni	33	580 »
Frater.	Carte de la frontière Nord-Est de la France	33	215 »
Leclère.	Histoire contemporaine 1789-1920.	11	70 »
Normand.	Travaux de campagne, principe et thèmes tactiques.	7	92.40
Deguisse.	Le défense de la position fortifiée d'Anvers 1914.	33	825 »
Ecole militaire.	Cours sur les inondations.	10	40 »
Ecole Militaire.	Constitution Belge (du 7 février 1831) avec les modifications résultant des revisions de 1833 et de 1920-1921.	33	33 »
Ramagny.	Campagne d'un siècle (1870-1871), t. I, II, III et 1 atlas.	11	15.60
Romagny.	Campagne d'un siècle (1796-1797).	11	62.40
Malet.	XVIII ^e siècle. La Révolution et l'Empire.	32	416 »
—	Histoire moderne (1498-1715).	32	416 »
Malet et Grillet.	XIX ^e siècle. Histoire contemporaine (1815-1920).	32	572.80
Rolande et Duchesne.	Etude spéciale des régions natu- relles de la Belgique.	11	22 »
France.	Instruction provisoire sur l'emploi tactique des grandes unités.	33	87.45
Bégou.	Conseils pratiques pour l'instruction des petites unités d'infanterie.	33	40.50
Van Overstraten.	Des principes de la guerre à travers les âges, t. I et II.	88	3,220 »
	A reporter		3,742 40

Auteurs.	Titres.	Report	Nombre d'exemp.	Prix.
				3,742.40
Pirenne.	Histoire de Belgique.		33	825 »
Boschmans.	Les ailes repoussent.		33	164.90
Boigey.	Biologie générale de l'éducation physique		1	20 »
Arthur.	Kitchener et la guerre.		33	528 »
Ronaych.	Souvenir de la guerre.		33	528 »
Seignosbose.	Cours de topographie générale.		33	379.50
Momen.	Chimie de la guerre.		33	330 »
Hindenburg.	Ma vie.		33	990 »
Brousseau.	Essais sur la peur aux armées.		33	330 »
Donchy.	Le Grand Etat-Major allemand.		33	198 »
Fallon.	Principes d'économie sociale.		33	264 »
Pellegim.	Vie d'une armée pendant la guerre		33	288 »
Laffite.	L'artillerie d'assaut.		33	181.50
Buat.	Hindenburg.		16	112 »
Claude.	Électricité.		42	661.60
Schatz.	Entreprise gouvernementale.		20	142 »
Palat.	Ruée sur Paris.		3	37.80
Normand.	Travaux de campagne.		7	92.40
Ludendorff.	Documents G. Q. G.		33	643.50
—	Matériels allemands et autrichiens.		19	142.50
Fanchon-Villeplée.	Canons électriques.		19	342 »
Cordonnier.	Une brigade au feu.		33	396 »
Pelecier.	Raid de cavalerie.		33	99 »
Ludendorff.	Mémoires.		33	1,386 »
Julien.	Statistiques.		33	285 »
Nogaro.	Economie politique.		30	945 »
Bourgeoin.	Traité de Versailles.		33	242.55
Niessél.	Méthode d'instruction.		33	66 »
Urbain.	Mécanique.		30	375 »
Foch.	Principes de la guerre.		57	1,192.50
Böker.	Ludendorff.		32	480 »
Galliéni.	Mémoires.		32	512 »
Lanrezac.	Plan de campagne français.		32	240 »
Demeny.	Bases scientifiques.		32	448 »
Pezen.	Hommes qu'il nous faut.		32	192 »
Mordacq.	Stratégie.		32	224 »
Tricot.	Cours électricité industrielle		66	2,640 »
Lerminat.	Topographie.		32	160 »
Falkenhayn.	Commandement suprême.		32	768 »
Lalière.	Cours de produits commercables :			
	Combustibles.		33	67.65
	Sucres.		33	146.85
	Matières grasses		33	194.70
	Caoutchouc-gommes-colles.		33	29.70
		A reporter		7,100.04

Auteurs.	Titres.	Nombre d'exempl.	Prix.
		Report.	7,100.04
Lalière.	Cours de produits commerçables :		
	Le cacao, vins.	33	44.55
	Etude commerciale.	33	61.05
	Coton, laine, lin, chanvre, jute.	33	89.43
	Matières rembourrantes.	33	29.70
	Métaux.	33	47.85
	Vinaigres.	33	31.35
	Fécules, amidon.	33	47.85
	Pétroles et dérivés.	33	59.40
	Cornes, os, bois, animaux,	33	19.80
	Produits alcooliques et chicorée.	33	82.50
	Café.	33	52.15
Michiels.	Cours de topographie.	33	234.30
Mélot.	Cours de droit public. Finances publiques.	33	67.65
Hamelrijck	Cours de marchés avec l'Etat.	33	46.20
—	Cours d'administration militaire, 2 ^e partie.	33	16.50
—	Cours de Technique de l'habillement. Tissus,	33	548.35
—	— de tissage et apprêts.	33	567.60
—	— Cuirs.	33	308.55
—	Technique de l'alimentation. Conserves,		
	fermentation,	33	95.90
—	Cours technique de l'habillement. Tissage		
	teinture.	33	567.60
—	Cours d'alimentation, productions végétales,	33	140.25
—	— farine et pommes de terre.	33	23.10
Olbrechts.	Cours de technique du haut commerce en		
	marchandises.	33	186 33
Classer.	Cours de droit des gens.	33	74 25
—	Technique de l'habillement. Filature.	33	560 35
—	Administration militaire. Principes généraux		
	de comptabilité militaire.	33	16 50
—	Géographie économique,	33	584.10
—	Cours divers de l'Ecole des officiers des services		
	administratifs	12	50 25
Ecole Militaire.	Cours d'artillerie. Conférences	33	72.60
Lesaffre. Ec Mil.	Les opérations l'armée belge, 1914-18	33	607 20
Beaupain.	Fortification permanente terrestre, la		
	partie étude détails.	33	198 »
—	Fortificat perman. terrestre, planches,	33	
—	Fortification de Camp : 2 ^e partie. Etudes		
	des détails.	33	660 »
—	— 3 ^e partie. Organisation et		
	exécution des travaux,	33	
—	— Planches	33	
		A reporter	13,921.25

Auteurs.	Titres.	Nombre d'exempl.	Prix.
		Report.	13,921.25
Ecole Militaire.	Cours de chimie appliquée. Les aciers spéciaux.	33	31.35
Umé. Ecole Mil.	Cours d'électricité. Télégraphie. Télé- phonie. Radio.	33	194.70
Lefèvre. —	Cours de Mathématiques. Algèbre, Analyse.	33	} 577.50
— —	— Géométrie analytique.	33	
Van Emelen, Ecole militaire.	Cours d'éducation militaire.	33	204.60
Déguent, Ecole militaire.	Destruction des mines-le vd explosifs.	7	250.60
—	Destruction 2° volume. Mines et Torpilles.	7	250.60
—	Destruction. Planches.	7	250.60
—	Rôle et emploi de la fortifica- tion permanente dans la défense les Etats. Texte et planches.	7	69.30
Baudelet, Ecole militaire.	Cours de physique, le Pic. Infanterie, Cavalerie 1921.	33	508.20
Vandeuren, Ecole militaire.	Résumé du cours de Cosmo- graphie 1920.	33	72.60
Mage, Ecole militaire.	Leçons sur le chauffage et les combustibles industriels 1922.	33	264 »
Godaux, Ecole militaire.	Cours d'analyse (Son artillerie- genie) 1° fascicule.	33	521.40
—	Cours d'analyse, 2° fascicule.	33	521.40
Verly, Ecole militaire.	Cours d'architecture le Pic. Distribution des édifices. Hôpitaux. Casernes.	33	287.10
Masni C., Ecole militaire.	Cours élémentaire de méca- nique appliquée section infanterie-cavalerie.	11	216.70
Gosselin, Ecole militaire.	Leçons sur le théorie de la chaleur (promotion artillerie-genie) 1922.	12	277.80
Verly, Ecole militaire.	Cours d'architecture. Travaux des bâtiments.	33	320 10
—	Cours de construction, exécution des maçonneries	33	354.75
—	Cours de construction, exécution des fondations	33	737.55
Déguent, Ecole militaire.	Fortification permanente côtière. Texte, planches.	33	232.65
Ecole militaire.	Aide-mémoire de fortification de cam- pagne 1921.	33	115.50
A reporter			43,571.16

Auteurs.	Titres	Nombre d'exempl.	Prix.
		Report	43,571.16
Stevens, Ecole militaire.	Cours de géologie.	43	496 65
Deblock, Ecole militaire.	Cours d'hygiène.	83	1153.70
Le Saffre, Ecole militaire.	Tactique d'infanterie au combat.	83	385.95
			45,607.46

ANNEXE 3.

Relevés des ouvrages achetés en 1922 et expédiés aux bibliothèques de garnison. — Troupes.

Auteurs.	Titres.	Nombre d'exempl.	Prix.
Carton de Wiart.	Le droit à la joie.	33	231 »
Chardonne.	Lecture des cartes et des plans directeurs.	33	264 »
Bauwens.	Fonds des mieux doués. Français-Flamands.	66	198 »
Conscience.	De Twee Vrienden.	33	115.50
Ansel.	Grand voyage du Roi des Belges aux Etats-Unis d'Amérique.	33	330 »
Jules Verne.	Het geheimzinnig Eiland.	33	247.50
—	De Luchtschipbreukelingen.	33	247.50
Conscience.	De Geldduivel.	1	5.50
Fris.	De Altaartafel.	33	128 »
Loveling.	Tamboer.	33	80 »
Grietens.	Van de Hegge.	33	80 »
Buyse.	Plus-que-parfait.	33	80 »
Jouret.	Histoire de la Grande Guerre en Belgique.	10	180 »
Lallemand.	Croquis et silhouettes de guerre.	14	84 »
Janus Droogstoppel.	Gedenkschriften.	33	495 »
Rudiger.	Un livre noir de la trahison activiste.	32	320 »
François.	Guide pratique de l'invalidé et du pensionné militaire par ancienneté.	33	115.50
Morissen.	Œuvre civilisatrice au Congo Belge.	33	82.50
Legendre.	Animaux de basse-cour.	33	346.50
—	Almanach de la tempérance.	33	24.75
—	Almanak der matigheid.	33	24.75
Smitz-Nieuwland.	L'Invasion allemande T. V.	33	495 »
Nothomb.	La Rédemption de Mars.	1	6.60
Grimauty.	Les six derniers mois de guerre en Belgique.	33	277.20
Hans.	Groeninghe.	33	247.50
Van Laeken.	Vlaamsch Bloed.	33	165 »
		A reporter	4,871,30

Auteurs.	Titres.	Nombre d'exempl.	Prix.
		Report	4,871.30
Rael.	In Duitſche dagen.	33	96 »
Lyr.	Onze Helden voor het Vaderland geſneuveld.	33	1,320 »
de Meyere.	De Razernij.	33	82.50
Verne.	Het geheimzinnige.	1	7.50
Conscience.	Jacques Van Artevelde.	34	231 »
—	De groote Oorlog, t. I, II, III.	33	450 »
Staes.	Duitſche pijnbank.	33	99 »
—	Les sites de guerre (campagne 1914-1918) (Fran- çais-Flamands), brochure n° 1.	33	115.50
Elema	Leerboek der grondverbetering, t. I et II.	33	501.60
—	Scheeptra en Walſtraa-Natuurkennis voor de volkſſchool, t. I, II, III,	33	528. »
Bos.	Leerboek der Plaatkunde, t. I et II.	7	137.20
Champly.	Moteurs industriels et agricoles.	15	118.50
Jouret.	La géographie humaine et la Belgique.	10	100 »
—	Constitution Belge du 7 février 1831 avec les modifications résultant des revisions 1893 et de 1920-1921.	33	33 »
Daumant	Grégoire Jurion.	33	132 »
De Roo.	Cours de langue flamande.	33	264 »
Bommier.	Sur la route.	33	462 »
Gafsberg.	Guide du monteur électricien.	33	396 »
Van Neck.	Waterloo met Afbeeldingen	33	82.50
Rudiger.	Flamenpolitik.	33	297. »
Maeterlinck.	La vie des abeilles.	33	222.75
Griffon.	Cours d'arboriculture.	33	148.50
Conscience.	Het Goudland.	33	155 »
—	Nouvel atlas de Belgique.	33	165 »
Boschmans.	Les ailes repoussent.	33	164.90
Wilmotte.	Cours de mécanique à l'usage des écoles industrielles et professionnelles.	33	726 »
Conscience.	Eenige bladzijden uit het boek der natuur.	33	148.50
Camerlynck.	Tom in England.	33	525 »
Pugnet.	Apprenti horloger.	33	528 »
Conscience.	Minnezanger.	33	103.95
J. Verne.	Vlotreis.	33	247.50
—	Raadselschrift.	33	247.50
—	Yswoestijn.	33	247.50
Hanen.	Le Fraissage.	33	330 »
Marni.	Le Guide du tailleur.	33	379.50
Renard.	Histoire de la houille.	33	132 »
De Handschutter.	Sténographie facile.	33	66 »
A reporter			15,110.20

	Report.	15,110.20
Bomelle. La Fertilisation des terres.	33	165 »
Coquillhat. Sur le Haut-Congo.	33	132 »
Touring Club. Panorama de la Belgique.	33	528 »
Engelgard. Conseils pratiques.	33	310 »
— 1830 geillustreerd.	33	82.50
Hébert. Culture virile.	33	115.50
Frédéric. Corps humain.	33	33 »
Chapeaux. Sciences naturelles.	33	198 »
Callewaert. Woordenboek.	33	594 »
Goussé. Le Porc.	33	198 »
Urbain. Mécanique.	33	375 »
— Aide à qui veut s'instruire.	217	434 »
— Leidraad voor wie leeren wil.	202	404 »
Claes. Cours de langue flamande.	60	150 »
Simmencoers. Rskenen hoogere graad.	50	275 »
Senden. Practische taalboekje.	70	122.50
— Nouvel Atlas de Belgique.	33	165 »
Schroeder. Atlas classique de géographie ancienne et moderne.	33	1,039.50
Desriet. Les céréales.	33	132 »
Legros. Celles qu'on ne décore pas.	32	160 »
Deloge. Le caporal Trésignies	83	332 »
Lyr. Nos héros (français et flamand).	66	2,800 »
Ambroise Got. Miss Cavell.	32	160 »
Lallemand. Bastogne à l'Yser	32	128 »
— Le martyr de Dinant.	32	104 »
Total		<u>24,009.20</u>

ANNEXE N° 3bis.

Relevé des publications périodiques dont seront dotées en 1923 :

A. — Les bibliothèques de garnison des officiers.

PUBLICATIONS.	Nombre d'exemplaires.	BIBLIOTHÈQUES.
Belgique militaire	84	12 exemplaires à Bruxelles; 10 à Anvers; 6 à Namur; 5 à Liège, Gand, Mons; 3 à Crefeld, Bruges, Aix-la-Chapelle; 2 à Malines, Lierre, Tournai, München-Gladbach, Mörs, les trois camps; 1 à Arlon, Hasselt, Ostende, Saint-Nicolas, Charleroi, Verviers, Ath, Geldern, Neuss, Louvain, Spa, Saint-Trond, Clèves, Buderich, Tirlemont et Tervueren.
Bulletin d'information des officiers de réserve	66	8 exemplaires à Bruxelles; 6 à Anvers; 4 à Namur; 3 à Gand, Liège, Mons, Aix-la-Chapelle; 2 à Bruges, Malines, Crefeld, Tournai, München-Gladbach, Lierre, Mörs, les trois camps; 1 aux autres bibliothèques.
Revue d'infanterie	(1)56	8 exemplaires à Bruxelles; 5 à Anvers; 4 à Gand et Namur; 3 à Mons; 2 aux trois camps, Bruges, Liège, Aix-la-Chapelle, Tournai, Crefeld, München-Gladbach; 1 à Malines, Arlon, Hasselt, Ostende, Saint-Nicolas, Charleroi, Verviers, Ath, Lierre, Geldern, Mörs, Neuss et Louvain.
Archives médicales belges	44	3 exemplaires à Bruxelles et à Anvers; 2 à Namur, Liège, Gand, Mons et les trois camps; 1 aux autres bibliothèques.
Bulletin belge des sciences militaires.	44	id.
Revue militaire générale	44	id.
Revue militaire française	44	id.
Militaire Spectator.	44	id.
La conquête de l'air	44	id.
La Revue des Deux-Mondes.	58	3 exemplaires à Bruxelles et à Anvers; 2 à Namur; 1 aux autres bibliothèques.
Journal militaire officiel.	33	1 exemplaire à chaque bibliothèque.
Courrier de l'armée	33	id.
Archives de la Grande Guerre	33	id.
La France militaire	33	id.
L'Informateur de la quinzaine	33	id.
Revue d'études militaires	33	id.
Revue militaire suisse	33	id.

(1) L'exemplaire supplémentaire sera attribué à Gand et donné en première lecture à l'E. M. du corps des chars de combat.

PUBLICATIONS.	Nombre d'exem- plaires.	BIBLIOTHÈQUES.
La Science et la Vie	53	1 exemplaire à chaque bibliothèque.
Congo. — Revue générale de la Colo- nie belge	53	id.
Le Flambeau	53	id.
La Revue Générale	53	id.
Annuaire militaire officiel	53	id.
Almanach royal	53	id.
Moniteur officiel	33	id.
Revue gymnastique. Organe de la Ligue nationale belge de l'éducation physique	33	id.
L'Illustration sportive	26	id.
Revue d'artillerie	24	4 exemplaires à Anvers; 5 à Bruxelles; 2 à Liège, Mons, Crefeld; 1 à Aix-la- Chapelle, Gand, Namur, Bruges, Malines, Tournai, Lierre, München Gladbach, Louvain, Tirlemont et les trois camps.
Revue de Paris	16	3 exemplaires à Bruxelles et à Anvers; 1 à Namur, Liège, Gand, Mons, Crefeld, Bruges, Aix-la-Chapelle, Malines, Lierre, Tournai, München Gladbach, Mors et les trois camps.
Revue de cavalerie	12	2 exemplaires à Bruxelles; 1 à Anvers, Louvain, Namur, Liège, Mons, Bruges, Aix-la-Chapelle, Saint-Trond, Spa, Ter- vueren, Clèves et les trois camps.
Revue du génie	11	1 exemplaire à Bruxelles, Anvers, Namur, Liège, Gand, Mons, Aix-la-Chapelle, Tervueren, Mors et les trois camps.
Field artillery Journal	11	1 exemplaire à Bruxelles, Anvers, Bruges, Gand, Mons, Namur, Liège, Tournai, Aix-la-Chapelle, Crefeld et München- Gladbach.
Infantry Journal	11	id.
Revue de l'intendance militaire	11	id.
Le Correspondant	7	id.
La Revue de France	7	2 exemplaires à Bruxelles; 1 à Anvers, Namur, Liège, Gand et Mons.
Mercure de France	6	id.
The army quarterly	6	1 exemplaire à Bruxelles, Anvers, Gand, Mons, Liège et Aix-la-Chapelle.
Bulletin de la Société belge des Ingé- nieurs et Industriels	6	id.

PUBLICATIONS.	Nombre d'exem- plaires.	BIBLIOTHÈQUES.
Bulletin de la Société belge d'études coloniales	6	1 exemplaire à Bruxelles, Anvers, Gand, Mons, Liège et Aix-la-Chapelle.
Le génie civil	6	id.
Annales des travaux publics de Bel- gique	6	id.
Journal of the Royal United Service Institution	6	id.

B. — Les bibliothèques de garnison de la troupe.

Courrier de l'armée	153	16 exemplaires à Bruxelles; 12 à Anvers; 8 à Namur; 6 à Gand, Liège, Mons, Aix- la-Chapelle; 5 aux trois camps; 4 à Bruges, Malines, Crefeld, Tournai, München-Gladbach, Lierre, Mors; 2 aux autres bibliothèques.
Bulletin d'information des officiers de réserve	66	Même répartition que pour les bibliothè- ques des officiers.
La Science et la Vie	44	Même répartition que pour les <i>Archives médicales belges</i> aux bibliothèques des officiers.
La conquête de l'air	44	id.
Congo. — Revue générale de la Colo- nie belge.	44	id.
La bataille littéraire	44	id.
Le Flambeau	44	id.
Lectures pour tous	44	id.
La Patrie belge	44	id.
La Revue générale	44	id.
Vlaamsche arbeid	44	id.
Journal militaire officiel.	33	1 exemplaire à chaque bibliothèque.
Dietsche Warande en Belfort	33	id.
Nederlandsch tijdschrift voor Volks- kunde.	33	id.
Les Sports illustrés	33	id.
Sport illustratie	33	id.
L'Invalide belge	33	id.
Mouvement communal	12	1 exemplaire à Bruxelles, Anvers, Gand, Bruges, Mons, Namur, Liège, Hasselt, Arlon et les trois camps.
La Renaissance d'Occident	6	1 exemplaire à Bruxelles, Anvers, Gand, Mons, Liège et Aix-la-Chapelle.
Le Thyrse et les chants de l'Aube . .	6	id.

ANNEXE 4.

ARRÊTÉ ROYAL DU 15 JUIN 1920

MODIFICATIONS AU BARÈME DES SOLDES

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu Nos arrêtés du 18 septembre 1919, n° 6146, du 19 dito, n° 6148bis, du 3 février 1920, n° 6675 et du 10 mars 1920, n° 6893, fixant les allocations des militaires subalternes :

Vu Notre arrêté du 13 janvier 1913, n° 1392, allouant aux militaires mariés de rang subalterne ayant accompli un premier terme de service, l'indemnité représentative de logement ;

Considérant qu'il convient d'améliorer la situation matérielle des militaires subalternes faisant carrière par la substitution de traitements aux soldes en vigueur ;

Considérant qu'il convient cependant de maintenir le régime des soldes journalières aux sous-officiers, caporaux, soldats, trompettes, clairons, comptant moins de trois ans de service ;

Voulant remanier les diverses dispositions sur la matière ;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense Nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Nos arrêtés prémentionnés sont abrogés.

Grade.			
Adjudant et assimilé	4,00	420	
Prem. sergent-maj. ou prem. M. D. L. chef et assimilé	3,40	395	
Sergent-major ou M. D. L. chef et assimilé	3,20	390	
Premier sergent ou premier M. D. L. et assimilé	2,70	380	
Sergent-fourrier ou M. D. L. fourrier et assimilé	2,50	365	
Sergent ou maréchal des logis et assimilé	2,00	360	
Chef de musique assimilé aux adjudants.	4,80	450	
Sous-chef de musique.	3,10	390	
Musiciens de 1 ^{re} classe	2,60	375	
— de 2 ^e —	1,90	365	
— de 3 ^e —	1,40	360	
— de 4 ^e —	1,10	310	
— de 5 ^e —	0,80	290	
Caporal, brigadier et assimilé	0,60	280	
Soldat, clairon et trompette.	0,30	260	

Plus 5 triennal mensuelles de 25 francs et 1 quinquenn. mensuelle de 45 francs.

—	25	—	—	25	—
—	25	—	—	25	—
—	25	—	—	25	—
—	15	—	—	15	—
—	10	—	—	5	—
—	10	—	—	5	—
—	25	—	—	45	—
—	25	—	—	25	—
—	25	—	—	25	—
—	15	—	—	15	—
—	15	—	—	15	—
—	10	—	—	5	—
—	10	—	—	5	—
—	10	—	—	5	—
—	5	—	—	5	—

ART. 2.

Le traitement mensuel des sous-officiers, caporaux, brigadiers, soldats, clairons, trompettes et musiciens comptant trois ans de service en sus de l'âge de 18 ans ; la solde journalière des sous-officiers, caporaux, soldats, clairons, trompettes et musiciens comptant moins de trois ans de service en sus de l'âge de 18 ans sont fixés ainsi qu'il est dit au tableau ci-contre.

Dans la solde est inclus un supplément, savoir :

Sous-officiers et assimilés, chefs de musique assimilés aux adjudants, sous-chefs de musique, musiciens de 1^{re}, 2^e et 3^e classe, fr. 0.50 par jour ;

Caporaux et assimilés, musiciens de 4^e et 5^e classe, fr. 0.20 par jour ;

Soldats, clairons, trompettes et assimilés, fr. 0.10 par jour, passible de retenue pour préjudice causé à l'État ou à autrui.

Notre Ministre de la Défense Nationale détermine les conditions dans lesquelles ces retenues peuvent être opérées et, s'il y a lieu, la durée de la suspension.

ART. 3 — Les traitements sont payés par anticipation le 1^{er} du mois ou le 2 si le 1^{er} tombe un dimanche ou un jour férié. Ils sont liquidés sur état d'émargement par les officiers comptables.

ART. 4 — Les sous-officiers, caporaux, brigadiers et assimilés, les soldats, clairons, trompettes et les musiciens passent du régime de la solde à celui du traitement à dater du mois suivant celui pendant lequel les intéressés, ont acquis trois ans de bons services en sus de l'âge de 18 ans.

ART. 5 — Les services accomplis antérieurement à une interruption de service, que celui-ci soit le fait d'un envoi en congé illimité ou même d'un licenciement par expiration de service comptent pour obtention du traitement, des triennales et de la quinquennale mais pour autant qu'ils courent à partir de l'âge de 18 ans.

ART. 6. — L'indemnité de rémunération prévue par la loi du 21 mars 1902 est incluse dans le traitement. En ce qui concerne les militaires soldés, engagés ou rengagés sous l'empire de la loi précitée, la part de l'indemnité leur revenant personnellement leur est payée à charge du budget de la Défense Nationale, et dans la forme déterminée par le Ministre, jusqu'au jour de l'obtention du traitement.

ART. 7. — Transitoirement, les militaires et assimilés de rang inférieur à celui de sous-officier et qui ne sont pas appointés conservent le droit à leur ancienne solde diminuée de fr. 0.18 si le taux ainsi fixé leur est plus favorable. La solde en résultant est arrondie au décime supérieur.

ART. 8. — Les triennales et la quinquennale sont accordées, l'année où elles sont échues, par les chefs de corps ou autorités en exerçant les attributions, en principe, à la même date que le traitement a été conféré.

ART. 9. — Le militaire appointé, promu à un rang supérieur touche à partir du 1^{er} du mois qui suit sa nomination, si celle-ci tombe le premier jour d'un mois, sur le taux de son nouveau grade, le traitement ainsi que ses triennales et quinquennales échues, les nominations n'ayant pas pour effet de modifier la périodicité des majorations à l'ancienneté.

ART. 10. — Le militaire appointé dont la conduite donne lieu à des plaintes sérieuses et répétées est retardé par le chef de corps ou autorité en exerçant les attributions pour l'obtention de sa triennale ou de sa quinquennale à échoir; le retard se répercute, en principe, sur les triennales et la quinquennale suivantes à moins qu'il ne soit venu à résipiscence complète; dans quel cas le retour à la date primitive d'augmentation peut être accordé par le chef de corps ou autorité en exerçant les attributions.

ART. 11. — En cas de rétrogradation ou de dégradation, le traitement afférent à la nouvelle position est payée à dater du 1^{er} du mois suivant ou le jour même si la mesure est prise le 1^{er} d'un mois. Les triennales et la quinquennale éventuellement acquises restent comptées mais au taux de la nouvelle position.

ART. 12. — Il est alloué aux militaires appointés, mariés, veufs avec enfant ou divorcés ayant garde d'enfant un supplément provisoire d'allocation fixé comme suit :

Sous-officiers	fr.	40	par mois
Caporaux et brigadiers.		20	»
Soldats, clairons et trompettes		15	»

ART. 13. — Il est alloué aux volontaires de carrière et réengagés mariés, veufs avec enfant ou divorcés ayant garde d'enfant; non logés aux frais de l'Etat, une indemnité de logement fixée comme suit :

Sous-officiers	fr.	60	par mois
Caporaux et brigadiers.		40	»
Soldats, clairons et trompettes		30	»

ART. 14. — Il est alloué aux militaires appointés mariés, veufs avec enfant ou divorcés ayant garde d'enfant une indemnité familiale fixée à 100 francs par an pour chaque enfant à leur charge âgé de moins de 21 ans. Cette indemnité, basée sur la situation de famille, au premier jour du mois est payée en même temps et de la même manière que le traitement suivant décompte ci-après :

Premier et deuxième mois de chaque trimestre.	fr.	8 00
Troisième mois du trimestre		9.00

ART. 15. — L'indemnité de séparation prévue pour les militaires mariés, veufs avec enfant ou divorcés ayant garde d'enfant et qui séjournent momentanément hors de leur garnison, est allouée dans les mêmes conditions aux militaires appointés; elle est pour tous fixée comme suit :

Sous-officiers et assimilés	fr.	3.00 par jour
Caporaux, brigadiers, clairons, trompettes, soldats et assimilés		2.00 »

ART. 16. — Le traitement et la solde sont augmentés, le cas échéant, des hautes paies pour chevrons de front et pour décoration militaire (art. 4).

ART. 17. — Les militaires subalternes appointés qui se trouvent dans le cas d'être admis dans un établissement hospitalier sont astreints au paiement d'une contribution d'hospitalisation dont le taux est fixé annuellement par le Ministre de la Défense Nationale.

ART. 18. — La solde d'hôpital des militaires soldés est fixée à la moitié de la solde ordinaire.

Cette solde d'hôpital est augmentée, le cas échéant, des indemnités pour chevrons de front et de la haute paie pour décoration militaire (Art. 4).

ART. 19. — Les militaires appointés n'ont pas droit aux prestations en nature de l'Etat. Ils peuvent acquérir les denrées personnellement, ou collectivement s'ils font ménage en commun, dans les magasins de la régie militaire.

ART. 20. — Le militaire soldé qui ne participe pas à l'ordinaire reçoit une indemnité représentative de vivres dont le taux est fixé par le Ministre de la Défense Nationale

ART. 21. — Le Ministre de la Défense Nationale est autorisé à maintenir ou à accorder provisoirement aux militaires en service à l'étranger et à ceux qui se trouvent dans une situation spéciale par nécessité de service, les indemnités que les circonstances justifient.

ART. 22. — Le militaire appointé promu au rang d'officier conserve son traitement avec toutes les indemnités y attachées si les allocations afférentes

à son nouveau grade sont momentanément inférieures et ce, jusqu'au jour où l'application du barème des officiers lui devient plus favorable.

Art 23. — Notre Ministre de la Défense Nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sortira ses effets le 1^{er} juillet 1920

Donné à Laeken, le 15 juin 1920.

Relevé des sommes dépensées en 1922 par les écoles des pupilles et les écoles d'armes.

	ÉCOLES DES PUPILLES					ÉCOLES D'ARMES			
	Cadets Namur.	Alost.	Marneffe.	Saint-Trond	Bouillon.	Infanterie.	Cavalerie.	Artillerie.	Génie.
Traitements et indemnités des officiers et assimilés.	280,056.29	173,879.51	215,567.41	106,190.72	101,247.25	681,273.62	355,136.35	564,087.20	103,641.40
Traitements, soldes et indemnités des militaires subalternes et des pupilles	482,933.50	239,086.41	173,469.87	132,592.17	139,214.10	373,301.87	360,570.54	563,299.12	210,564.22
Traitements et indemnités du personnel civil (enseignant, etc.)	594,908.65	579,904.68	391,130.17	175,221.88	186,666.80	"	"	"	"
Service de l'Administration	7,977.57	5,614.43	2,671.47	2,596.63	2,490.48	14,048.58	11,230.24	12,843.27	5,848.54
Service de l'Instruction	21,807.53	11,510.45	8,421.60	4,292.32	4,057.30	8,245.42	17,108.79	5,014.65	13,772.11
Service de l'Education physique	538.64	496.39	333.50	8	"	823.30	1,760.71	603.95	56.48
Service du Culte	667	497.10	499.98	498.95	500	"	"	"	"
Cabinet de Physique et de Chimie	33,379.19	"	"	"	"	"	"	"	"
Abonnement au téléphone	474.70	320	869	396	361	"	233	"	233
Service des écuries	17.85	74.85	665.72	56.11	"	31.73	10,461.03	"	18.25
Transports	82,600	6,098.40	11,141.10	5,421.50	5,879	16,773.50	15,735.40	15,346.38	7,062.80
Nourriture	316,024.47	257,401.23	322,959.85	181,288.71	156,500	535,969.91	385,435.72	538,511.39	158,365.33
Habillement	114,106.02	100,611.71	145,090.97	54,960.75	64,744.63	678,726.60	245,949.64	258,929.53	60,990.02
Casernement	58,790.32	34,988.98	51,514.57	49,552.70	17,677.04	26,638.53	42,260.36	49,977.44	13,375.62
Chevaux	3,299.53	1,630.01	10,326.09	4,448.23	3,356.42	11,013.86	676,044.23	424,230.35	1,690.57
Chauffage	79,819.46	28,366.20	23,064.43	28,009.24	9,610.56	19,719	51,504.06	22,351.05	19,554.38
Divers	1,890.70	1,493.60	2,668	1,601.40	1,198.20	4,660.62	9,681.25	6,489.04	3,602.56
Totaux:	2,079,291.32	1,441,976.95	1,360,393.73	747,135.31	693,502.76	2,371,226.04	2,183,111.32	2,461,683.37	598,774.98

N. B. — L'école d'application et les écoles de sous-lieutenance (infanterie, cavalerie, artillerie et génie) font partie des écoles d'armes.

Pour 1923, les dépenses spéciales relatives aux écoles ci-dessus font l'objet de l'article 11, litt. i et j, celles d'ordre général sont comprises dans les différents articles du budget.

**Relevé des sommes dépensées en 1922 pour les écoles de sous-officiers,
des services administratifs,**

École de sous-officiers d'infanterie.							
	1 ^{re} D. A.	2 ^e D. A.	3 ^e D. A.	4 ^e D. A.	5 ^e D. A.	6 ^e D. A.	1 ^{re} D. A.
Traitements et indemnités des officiers et assimilés	53,495.16	44,342.06	54,910.65	76,375.24	50,562.53	49,502.85	34,651.88
Traitements, soldes et indemnités des militaires subalternes. . . .	122,650.28	141,100.68	144,224.50	170,603.32	97,416.91	176,022.73	73,378.83
Traitements et indemnités du personnel civil (enseignant, etc.) . .	»	»	»	»	»	»	»
Service de l'administration.	1,232.50	916.61	1,335.31	1,816.56	1,451.12	1,011.36	1,844.63
Service de l'Instruction.	3,745.02	4,208.98	3,008.34	5,956.29	2,275.31	3,890.45	»
Service de l'Éducation physique	»	300 »	736.50	490 »	328.20	646.65	»
Abonnement au téléphone	319.25	»	»	»	223 »	»	223 »
Services des écuries.	»	192.44	»	»	»	705.50	4,656.63
Transports	6,561.40	3,741.80	11,225.40	8,038.30	6,947.40	7,832 »	3,491.60
Nourriture	85,653.35	90,725.89	93,809.98	146,377.21	115,140.87	81,699.23	85,012.88
Habillement	9,370.27	7,419.31	2,824.90	10,451.66	6,587.65	56,357.69	27,013.21
Casernement	9,998.99	7,370.28	15,450.09	14,075.80	8,680 »	7,225.28	12,751 »
Chauffage.	1,048.52	306.50	3,248 »	4,548.13	3,547.04	9,000 »	5,652.13
Divers.	193.51	»	»	»	»	»	105.45
Totaux.	294,268.25	300,624.22	330,774.67	438,732.51	293,160.05	393,893.74	248,781.24

(1) Les écoles de chars de combat et du détachement des torpilleurs et marins ne constituent pas des organismes à Pour 1923. — Les dépenses spéciales relatives aux écoles des sous-officiers sont prévues à l'article 11. litt. a, c
Id. id. id. aux écoles des troupes du service de santé et des sous-lieutenants
d'une proposition d'amendement.)

Les dépenses d'ordre général des écoles ci-dessus sont comprises dans les différents articles du budget.

des troupes du service de santé, des sous-lieutenants de réserve
du C. C. C. et de O. T. M.

Ecole des sous-officiers d'artillerie.					Ecole de s ^s -officiers D. A. L.	Ecole des troupes du S. S.	Ecole des s ^s -lieutenants de réserve du S. A.	Ecole du C. C. C. (1)	Ecole du D. T. M. (1)
2 ^e D. A.	3 ^e D. A.	4 ^e D. A.	5 ^e D. A.	6 ^e D. A.					
30,846.02	31,390 »	39,726.40	23,760 »	32,242.60	39,962.43	27,360 »	26,636.48	»	»
80,244.22	79,113 »	92,512.97	61,508.40	77,145.46	80,114.98	27,758.30	10,840.30	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	14,309.64
787.05	150 »	186.98	677.77	412.50	»	»	268.95	»	»
1,902.97	1,999.55	1,175.76	1,391.90	»	1,441.20	1,450 »	1,009.25	3,747.67	334 »
150 »	»	893.27	128.40	»	251 »	»	»	»	»
»	»	229 »	»	»	»	»	»	»	»
»	1,646.30	691.86	»	»	»	»	»	»	»
805.60	2,713.60	3,899.28	1,439.50	1,510.50	763.20	415.50	530 »	»	»
65,393.79	79,932.80	80,652.12	43,137.95	47,609 »	28,119.23	56,386.93	53,591.20	»	»
8,833.18	16,968.08	617.39	5,270.88	20,449.19	4,675.01	62,800.72	8,890.06	»	»
7,999.38	6,530 »	10,019.40	6,409.83	»	2,348.33	1,854.62	»	»	»
12,545 »	1,680 »	2,176.23	1,201.25	1,077.73	1,314 »	2,417.83	»	»	»
»	»	1,612.13	»	»	»	»	18,318.10	»	»
209,507.21	222,123.33	234,392.49	144,625.88	180,446.68	153,989.08	180,443.90	120,084.34	3,747.67	14,643.64

gestion propre, mais des cours organisés dans ces corps.

(enseignement dans les écoles)

de réserve du service administratif sont prévues à l'article 11, litt. k et l (l'insertion de ce dernier littéra fera l'objet

96)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 MAAKT 1923.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING VOOR HET DIENSTJAAR 1925 (1).

VERSLAG

NAIENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER de BURLET.

ALGEMEENE BESCHOUWINGEN.

MIJNE HEEREN,

De gewone Begrooting van Landsverdediging werd grondig onderzocht door de Bestendige Commissie voor Landsverdediging waarbij de zes verslaggevers der afdelingen zich hadden gevoegd.

Daar verschillende leden omstandige inlichtingen hebben gevraagd over talrijke vraagstukken in verband met de Landsverdediging, de Militaire Inrichtingen en de Diensten die daarvan afhangen, zoo heeft de Commissie gemeend bij het verslag van dit jaar enkele beschouwingen te voegen over de bezoeken die, in den loop van het zittingsjaar 1922-1923, door de Bestendige Commissie voor Landsverdediging werden gebracht, aan de kampen, hospitalen, genie-inrichtingen, groot veldpark, geschutgieterij, correctie, vuurwerkschool, enz.

In den loop van het onderzoek der Begrooting door de afdelingen en de Bestendige Commissie voor Landsverdediging, hadden sommige leden gevraagd wanneer de Regeering voornemens was bij het Parlement de geza-

(1) Begrooting, nr 4-XI.

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

a) De leden van de *Bestendige Commissie voor Landsverdediging* : de heeren Pirmez, voorzitter, Berloz, Buyl, ondervoorzitters, Ernest, Missiaen, Pierco, Van Hock, secretarissen, Bovesse, Brifaut, Crick, de Burlet, de Gérardon, du Bus de Warnaffe, Eekelers, Fieuillien, Hoen, Huyshauwer, Mansart, Marck, Richard, Vandemeulebroucke.

b) Zes leden door de *Afdelingen benoemd* : de heeren Ozeray, de Montpellier, de Béthune, Cocq, Pater en Heyman.

menlijke wetsontwerpen aanhangig te maken op de herinrichting van het leger en het nieuwe legerstatuut. Zij hadden namelijk den indruk gekregen dat de Minister van Landsverdediging, met sommige uitgaven te doen, op de Begrooting voor 1923, ons toekomstig legerstatuut als eene afgedane zaak beschouwde :

Thans zijn er nog drie van de aangekondigde wetsontwerpen achter :

1. De kaderwet die slechts definitieven vorm krijgen kan nadat de militie- en de wervingswet, thans in bespreking, zullen zijn gestemd ;

2. De wet op de credieten tot verbetering van het instructiematerieel die, in overleg met den Minister van Financiën, bij wijze van amendement, op de buitengewone begrooting zal worden ingediend ;

3. De wet op de industriële mobielmaking die ijverig wordt onderzocht door eene Interministerieele Commissie onder voorzitterschap van Staatsminister Renkin.

Het op te lossen vraagstuk is zeer breed en vermoedelijk wordt het niet spoedig opgelost : deze wet heeft overigens geen financieelen weerslag op het thans besproken legerstatuut.

*
* *

Verscheidene Kamerleden drukten hunne verwondering uit dat het Departement van Landsverdediging op niet meer voelbare wijze de uitgaven vermocht te besnoeien en dat de vermindering der uitgaven slechts 3,566,627 frank bedroeg, ofschoon het de laatste maal is dat twee militie-klassen worden ingelijfd.

Op te merken valt, zooals de Toelichting zegt, dat het contingent van 1923 nog den weerslag voelt van de verplichting jaarlijks meer dan eene klas onder de wapens te roepen.

Dit contingent bestaat inderdaad, behalve de vrijwilligers, de uit militairen die eene nieuwe verbintenis aangaan en uit hen die terug onder de wapens worden geroepen, uit de klassen 1921, 1922 en 1923, die elk, in zekere mate, deel uitmaken van de dagelijksche getalsterkte.

Daar de wet van 30 December 1922 het gemiddeld contingent voor 1923 van 113,200 op 110,000 man heeft gebracht, zoo zal het mogelijk zijn, bij wijze van amendement, eene vermindering van uitgaven voor te stellen van ongeveer 5 miljoen frank en dat zal de Minister van Landsverdediging doen.

*
* *

In zijn belangwekkend en volledig verslag over de Begrooting voor 1922, deed de heer Pirmez, voorzitter van de Bestendige Commissie voor Landsverdediging, opmerken, dat het logisch was deze Commissie de buitengewone begrooting en de gewone begrooting niet samen te doen onderzoeken zoo dat de Bestendige Commissie hare bevoegdheid zou kunnen doen gelden en de militaire politiek van de Regeering op den keper beschouwen.

Dit jaar hebben de leden eener afdeeling gevraagd dat de artikelen met betrekking tot :

1^o de sectie der veldspoorwegen in Rijnland (art. 42) ;

- 2° den militairen Veiligheidsdienst bij het bezettingsleger (art. 48) ;
 - 3° de wedden, loonen en vergoedingen van het personeel van den controle-dienst over de kazerneering van het bezettingsleger (art. 49) ;
 - en ten slotte 4° de uitgaven van de intergeallieerde commissie voor veld-scheepvaart (art. 50)
- op de buitengewone begrooting zouden voorkomen.

De Minister van Landsverdediging deed terecht uitschijnen dat de uitgaven van de artikelen 42, 48, 49 en 50, ten zelfden titel als al de andere uitgaven voor het bezettingsleger (wedden en vergoedingen der officieren, wedden, soldij en toeslag voor de troepen, wapening, gerij, kleeding, levensmiddelen, enz.), op de gewone begrooting voorkomen alwaar zij samenvallen met de gewone uitgaven voor het leger.

Ten titel van kosten voor Belgische bezettingstroepen wordt eene som van 102,850,000 frank, over te dragen op de begrooting van 's Lands middelen, voorzien bij artikel 71 van het ontwerp van begrooting der krachtens de Vredesverdragen invorderbare uitgaven (tabel XVII).

Dit crediet van 102,850,000 frank wordt als volgt verdeeld :

1° 102,000,000 frank als eene over het geheel bepaalde som overeenkomstig de bepalingen van de financieele overeenkomst te Parijs op 11 Maart 1921, gesloten tusschen de Ministers van Financiën der betrokken Mogendheden ;

2° 850,000 frank als bedrag der uitgaven (wedden, soldijen, vergoedingen, enz.) voor de officieren en militairen werkzaam bij de Intergeallieerde Militaire Contrôle-Commissie in Duitschland, daar de Opperste Raad, in zijn vergadering van 8 November 1919, beslist heeft, dat deze uitgaven ten laste van Duitschland zouden vallen.

*
* *
*

De Commissie voor Landsverdediging was vooral begaan met de veiligheid der bezettingstroepen en de Minister heeft zich meermaals te harer beschikking gesteld om haar al de gevraagde inlichtingen te verstrekken.

De Commissie meent te moeten wijzen op het antwoord van den Minister van Landsverdediging op eene officieel door een volksvertegenwoordiger gestelde vraag omtrent de maatregelen tot beveiliging van het leven onzer soldaten bij het bezettingsleger.

De Minister zegde :

1° De schildwachten op den Rijn zijn gewapend met het geweer of de karabijn met bajonet. Zij zijn voorzien van 60 oorlogspatronen en hun wapen is geladen. De schildwachten zijn daarenboven dubbel ;

2° De schildwachten in de binnenzone zijn ook gewapend met het geweer of de karabijn met bajonet. Zij zijn voorzien van 20 veiligheidspatronen en moeten steeds twee daarvan op het geweer hebben.

De afgezonderde schildwachten zijn dubbel vanaf 20 tot 5 uur : gedurende dezen tijd worden de wachten bij gevolg versterkt.

De schildwachten mogen niemand laten naderen ; zij moeten gedurende den nacht elk verkeer verbieden op de stoepen voor de huizen of inrichtingen die zij bewaken.

Sluitboomen worden geplaatst om het nakomen van deze consigne te vergemakkelijken;

5^o De troepen die naar de exercitie gaan hebben twee pakken patronen (voor geweer of karabijn) bij of twee geladen patroonstellen (pistool);

4^o De troepen in uitgangskleedij dragen het blanke wapen (bajonet). Bajonetten werden voor de artillerie aangevraagd. Reeds heeft het Groot Veldpark er een zeker aantal verstrekt.

Het wordt daarbij aan de manschappen voorgehouden 's avonds niet alleen uit te gaan.

3^o De aandacht van de troepen wordt er op gevestigd dat het gewapend uitgaan enkel werd voorgeschreven met het oog op zelfverdediging.

* * *

Verscheidene leden vroegen nauwkeurige bijzonderheden over de juiste opdracht der Militaire Veiligheid, hare herinrichting volgens de onderrichtingen van den Minister van Landsverdediging in '1922, den zin harer inrichting in opzicht van aanwerving en hare nuttige werking.

De taak van de militaire veiligheid werd als volgt omschreven door het Koninklijk besluit van 21 September 1921 dat haar instelde :

Bij het bezettingsleger wordt een militaire veiligheidsdienst behouden die uitsluitend voor opdracht heeft voor de veiligheid te zorgen van het leger in het Duitsche land door de Belgische troepen bezet.

Deze opdracht is drievoudig :

- a) het opsporen van inlichtingen;
- b) het nagaan van de bevolking, de stemming, mogelijke onlusten, verzet tegen de bezetting, enz. ;
- c) het onderzoek der gemeenrechtelijke zaken krachtens de verordeningen van de Hooge Intergeallieerde Commissie naar het Militair Parket verwezen.

De herinrichting van de Militaire Veiligheid in 1922 voorgeschreven, beoogde juist eene betere verdeling over de elementen van de Veiligheid van die drie soorten opdrachten.

Thans is die herinrichting afgelopen en in werking.

Voor de aanwerving van de Veiligheid werd geen enkel bijzondere maatregel getroffen, vermits deze aanwerving werd geschorst tengevolge van voorgenomen vermindering der getalsterkte.

Over het algemeen geeft de Militaire Veiligheid bevrediging : rekening moet worden gehouden met de aanvankelijk moeilijke aanwerving wegens schaarschte van voor dien dienst geschikte kandidaten : het personeel verbetert wijl de schiftingsen (een honderdtal omtrent) de minderwaardige elementen hebben doen verdwijnen en ook wijl de overblijvende elementen bijleeren.

De nuttige werking van een inlichtingsdienst is moeilijk na te gaan want zijne bedrijvigheid is er op aangelegd den spionagedienst van den tegenstrever zooniet te doen verdwijnen dan toch onschadelijk te maken : dat is

dus, schijnbaar althans, een negatieve werking. Feitelijk liep sedert vier jaar, de veiligheid onzer troepen in Duitschland nooit eenig gevaar. Daarbij dient gezegd dat het belang van den dienst juist blijkt in tijdperken van crisis of onlusten, zooals wij er thans doormaken.

Iets anders is de loopende dienst van het Militair Parket : de ambtenaren van de Veiligheid die hem vervullen, hebben dezelfde opdracht als de rechterlijke brigades in België. De nuttige werking van dien dienst kan slechts gemeten worden aan de bekomen uitslagen bij de gerechtelijke onderzoeken.

De herinrichting van dezen dienst wordt door de Departementen van van Justitie en Landsverdediging onderzocht.

Dit laatste heeft getracht de globale getalsterkte van de veiligheid tot een minimum te brengen dat strookt met hare opdracht, zoowat 130 ambtenaren.

De last op de begrooting is veranderlijk maar kan niet worden afgeschaft.

De Commissie voor de Landsverdediging zal gelegenheid hebben nauwkeurige gegevens mede te deelen omtrent al de posten van de Begrooting in verband met de uitgaven voor de militaire veiligheid, en wel bij het onderzoek der hoofdstukken, (vooral bij artikel 48).

* *

In eene afdeeling drukte een lid den wensch uit dat de Minister van Landsverdediging van de officieren van het bezettingsleger meer toezicht en bedrijvigheid zou vergen.

De Minister van Landsverdediging, die herhaaldelijk het bezettingsleger heeft geïnspecteerd en dagelijks op de hoogte wordt gebracht van al wat er zich voordoet, kan niet twifelen aan de bedrijvigheid en het toezicht der betrokken officieren.

Men mag bevestigen dat, spijs hun veeleer beperkt aantal en hunne moeilijke en pijnlijke taak, al de officieren van het bezettingsleger hunne plichten in Rijnland kwijten met een nooit volprezen ijver en nauwgezetheid.

* *

Verscheidene leden in de afdeelingen wenschten te weten wat de korting van 1/2 t. h. voor geneesmiddelen beteekende, die onderaan vele artikelen van de begrooting voorkomt.

De aansluiting van het burgerlijk personeel bij den genees- en artseneijkundigen dienst van het leger is niet verplicht. Zij wordt slechts toegelaten aan de **BESTENDIGE** beambten, bij uitsluiting van het tijdelijk personeel of dit op proef.

De aangeslotenen, wier jaarwedde of loon per jaar meer dan 3,600 frank bedraagt, storten 1/2 t. h. van deze som. Zij wier wedde of loon minder bedraagt ontvangen de zorgen kosteloos.

Daaruit volgt dat het bedrag der kortingen uit dien hoofde in den loop van het jaar noodzakelijk verschilt wegens de veranderingen in de kaders (benoemingen en regelmatige weddeverhoogingen, ontslagnemingen als aangeslotenen, overlijdens, enz.).

Deze 1/2 t. h. korting wordt op de betaalstaten van het loon of de wedde afgehouden en blijft dus voor de Schatkist.

Derhalve wordt deze korting rechtstreeks afgetrokken van het totaal crediet in de omstandige opgave van de uitgaven voor personeel. Om in te gaan op een wensch uitgedrukt door de Senaatcommissie die het ontwerp van begrooting van Landsverdediging voor 1922 heeft onderzocht, komt gezegde korting bij sommige artikelen der Begrooting voor 1923 voor.

* * *

Bij de behandeling van de Begrooting van Landsverdediging, in de afdelingen en de Bestendige Commissie, hebben verscheidene Volksvertegenwoordigers gevraagd of het Departement van Landsverdediging eene volledige hervorming zou willen ter studie leggen van al de diensten die aan het leger leveren. Andere leden waren de meening toegedaan dat de Staat veel zou kunnen bezuinigen met den aankoop van voeder, haver, levensmiddelen, leder, laken, linnen, geneesmiddelen, enz., enz., op nieuwen grondslag in te richten.

In beginsel geschieden al de leveringen aan het leger bij openbare aanbestedingen overeenkomstig de wet van 15 Mei 1846 op 's Lands rekenplichtigheid.

De diensten die aankopen doen voor rekening van het Departement van Landsverdediging hebben elk hunne specialiteit en twee algemeene besturen bemoeien zich nooit met den aankoop van eenzelfde artikel. De bestellingen worden gegroepeerd en aan den bevoegden dienst toevertrouwd.

De intendance, bij voorbeeld, voorziet in al de behoeften aan levensmiddelen, voeder, beddegoed, kleergoed en uitrusting voor het gansche leger.

Dit stelsel levert ernstige voordeelen op en het Ministerie van Landsverdediging ziet de mogelijkheid niet in het zoo te wijzigen dat de geleverde artikelen beter zouden zijn en de aankopen voordeeler.

Naar veralgemeening van de koopvoorwaarden wordt zoo vaak mogelijk gestreefd.

De ruchtbaarheid dezer aankopen schijnt ruim voldoende.

Inderdaad al de industrieelen, handelaars, enz., ingeschreven op steeds door de bureelen bijgehouden lijsten en die wenschen mede te dingen, alsook al degenen die het aanvragen, krijgen persoonlijk kennis van elke voorgenomen aanbesteding of aankoop.

Deze kennisgevingen worden ook gezonden aan :

- a) Het Bulletin der Aanbestedingen (bijlage van het *Staatsblad*);
- b) *Chronique des Travaux Publics*;
- c) De *Moniteur des Intérêts matériels*, etc.

Vroeger werden inlasschingen gedaan in de plaatselijke dagbladen doch de al te hooge prijs en de geringe nitslagen deden daarvan afzien.

Thans houdt men zich aan den ministerieelen omzendbrief van 24 November 1922, n^o 30/765/A-6, die voorschrijft de kennisgevingen van aanbestedingen en aankopen te zenden aan volgende publiciteitsdiensten :

- 1° Bulletin der aanbestedingen door de zorgen van het *Staatsblad* gedrukt ;
- 2° Het Handelsmuseum, te Brussel.
- 3° De uitgever van het « *Bulletin du Musée Commercial* », te Brussel ;
- 4° De *Chronique des Travaux Publics*, 169 Vlaamsche steenweg, Brussel ;
- 5° De *Moniteur des Intérêts Matériels*, Leuvense plaats, Brussel ;
- 6° De Belgisch-Rumeensche Handelskamer, te Brussel ;
- 7° Het Ministerie van Economische Zaken, te Brussel ;
- 8° De Handelsbeurs, te Brussel.

De lastboeken, berichten, kennisgevingen van aanbestedingen, plakkaaten worden desvoorkomend ook steeds verzonden naar den Koninklijken Hoog-commissaris van Eupen en Malmédy en aan den bestuurder van de « *Mémorial du Luxembourg* » te Luxemburg.

10. Deze voorschriften beletten het verzenden niet van kennisgevingen van aanbestedingen en aankopen aan industrieelen, leveranciers en handelaars die daar gewoonlijk aan deelnemen en zij verbieden ook de aankondigingen in sommige bladen niet die betrekking hebben op bijzondere nijverheidstakken, wanneer zulke inlassching een blijkbaar belang oplevert.

Wat er ook van zij, het ware te kostelijk en nutteloos uitgebreide ruchtbaarheid te geven aan de kennisgevingen van aanbesteding en, zoo personen die konden mededingen zich daarvan onthouden, dan is dit niet te wijten aan een gemis van ruchtbaarheid maar wel aan persoonlijke redenen.

DRUKWERK.

Al het drukwerk wordt verricht door de drukkerij van het Departement van Landsverdediging (Landkaartinstituut).

Als gevolg op een besluit van den Eersten Minister, gaat het Departement van Financiën een centralen dienst inrichten gelast papier, drukwerk en kantoorbehoefsten aan al de ministerieele departementen te verstrekken.

Deze centrale dienst die zelfstandig zal zijn, zal onder meer worden gelast, bij openbare aanbesteding, oproep tot de concurrentie of rechtstreeksche aankopen, koopverdragen af te sluiten voor hoogerbedeelde leveringen.

CINEMADIENST VAN HET LEGER.

Vele parlamentsleden hebben, in de afdeelingen of in de Bestendige Commissie, den wensch uitgedrukt te worden ingelicht over den cinemadienst van het leger, zijn doel en tot nog toe bewezen diensten, in dubbel opzicht van de instructie der soldaten en de ontspanning der troepen.

De cinemadienst van het Belgisch Leger heeft voor doel :

De cinematografische documentatie van de vaderlandsche gebeurtenissen.

De oorlogsarchieven.

Het opstellen en onderhouden der cinema-toestellen voor de instructie en de regimenten.

De uitgave en bewaring der films voor het technisch onderricht der troepen.

De uitleening aan de regimenten, scholen en particulieren van film-archieven van den oorlog.

Den verkoop aan de besturen van Staat, Provinciën en Gemeenten van films voor vaderlandsche propaganda.

De inrichting van cinema-voorstellingen voor de troepen (alleen in Bezet Duitschland).

Totnogtoe was deze dienst zeer nuttig.

Er mag worden gewezen op hetgeen Minister Devèze zegde in zijn omzendbrief van 5 December 1921 aan de Inspecteurs generaal der infanterie, der artillerie, der genie en der cavalerie in verband met de cinema-films voor de instructie van troepen en kaders.

De Minister zegde onder meer :

A) De noodzakelijkheid de instructiemethoden van den soldaat te verbeteren vergt het aanwenden van nieuwe middelen. Aanschouwelijke en actieve leerwijzen zullen onbetwisbaar de beste uitslagen opleveren

B) *Didactisch gebruik.* — In elk korps of school waar de toestellen voor het eerst worden afgeleverd, zullen officieren van mijn Departement en van de Algemeene Infanterie Inspectie eerst de officieren inlichten over het bijzonder gebruik van de instructie-cinema en over de techniek der toestellen

C) Wanneer de officieren der van lichtbeeldtoestellen voorziene troepen-korpsen of scholen, na eenige praktijk en voldoende studie, vertrouwd zullen zijn met de bijzonderheden van den instructieleergang of van de les met cinema en lichtbeelden, dan zullen zij mij een ontwerp zenden van films of lichtbeelden die zij mochten uitgegeven zien voor de instructie der troepen in de korpsen en voor het wetenschappelijk en militair onderricht in de scholen

D) Ik vestig de aandacht van de korpsoversten en van de schoolcommandanten op het oordeelkundig opgaan van dezen weg, zoodat het leger zoo spoedig mogelijk, in de ruimste mate, het voordeel geniete van een instructie-middel van eerste gehalte, dat voor het onderwijs in elken graad in België en daarbuiten reeds zoo kostbaar was.

Zeventien toestellen werken in de kazernen en scholen en eerlang zal cinematografisch onderricht worden verstrekt in volgende korpsen en scholen :

Artillerieschool, Brasschaet.

Infanterieschool, Beverloo.

Cavallerieschool, Brasschaet.

School voor onderofficieren der Genie, Berchem.

1. L. D. — 2^e linieregiment.

School voor onderofficieren der infanterie, Kortrijk.

2. L. D. — 14 A, Mechelen.
15^e linieregiment, Antwerpen.
School voor onderofficieren der artillerie, Mechelen.
3. L. D. — 12^e linieregiment, Luik.
School voor onderofficieren der infanterie, Hoci.
5. L. D. — 17 A, Bergen.
School voor onderofficieren der infanterie, Nijvel.
6. L. D. — 2^e regiment grenadiers, Brussel.
2^e regiment carabiniers, Brussel.
School voor onderofficieren der infanterie, Waver.
- C. D. — 1^e regiment gidsen, Brussel.

Volgende films zijn thans verschenen :

Eerbewijzen. Garnisoendienst.
Het mitrailleur-geweer.
De Hotchkiss-mitrailleur.
Onderricht van het geweerschieten.
Granaatwerpen.
Enkele inlichtingen over artillerie.
Marschtucht der bespannen kolommen.
Scheepsbruggen.
Algrainbruggen.
Geslachtziekten.

Volgende films worden klaargemaakt :

Artilleriestellingen en hare camouflering.
Invloed van de helling der pantsertorens op het verticaal richten.
Verkenners en patroeljeerders.
De Mill's handgranaat.

De lijst der ontworpen films is te lang om te melden. Zij bedraagt al wat, bij de instructie der manschappen, niet practisch kan worden verwezenlijkt in goede voorwaarden, bij gemis van ruimte, materieel of effectieven.

De cinemadienst van het leger leent maandelijks aan elk regiment of school een programma van ruim 2,000 meters film voor het zedelijk onderwijs der troepen.

Deze programma's behelzen oorlogsfilms, industriele films, landschap-films, koloniale films en worden afgerold in zalen die op kosten van de korpsen worden gehuurd.

De films worden door een officier toegelicht. Sedert Januari 1920 richt de militaire cinemadienst in bezet Duitschland cinema-vertooningen in die de militairen bijwonen mits eene kleine vergoeding tot dekking der huurkosten van de films.

Aldus worden de soldaten, zooveel mogelijk, onttrokken aan de besmetting der Deutsche kringen.

Ziehier, ten titel van inlichting, twee reeksen van ongeveer 4 uur en 15 minuten en 4,200 meters film op de programma's gekozen van den cinemadienst van het leger.

I

Oorlogsdagboek n^o 8. •

Belgische week: Groenendael: losschroeven van Duitse granaten.

Yser-Journal n^o 12.

Het offensief van 28 September.

Weerstandsploeg eener brug.

De Boesinghe-sector.

Strijdersfeest te Brussel.

II

Schilderachtig België.

De verdediging van Loncin.

Het leven in Katanga.

Nieuwpoort.

Katoenteelt in Congo.

Ons vorstenpaar in Brazilië.

Heropleiding onzer groote gekwetsten.

De uitslagen van die films waren uitstekend en al de militaire overheden achten dat het nieuwe instructiestelsel moet worden uitgebreid.

Dit leermiddel wordt overigens in andere landen toegepast zoowel bij het leger als in de gestichten van lager en hooger onderwijs.

Het personeel van den cinema-dienst is niet toegenomen en bleef hetzelfde als bij zijne oprichting. Het verstrekken van een cinema toestel in elk regiment en in elke school vergt eene uitbreiding van den dienst.

* * *

Omtrent de militaire gasthuizen (hoofdstuk III, art. 12) hebben leden van de eerste afdeling gevraagd of men de zieke en gekwetste militairen niet in de burgerlijke gasthuizen zou kunnen verplegen. Het uitgetrokken crediet (8 miljoen 5,000 frank) is zeer hoog en langs deze kant schijnen bezuinigingen mogelijk.

Op te merken valt dat het crediet bij artikel 12 niet alleen moet voorzien in de uitgaven voor onderhoud en voeding onzer zieke soldaten, maar ook moet toelaten genees- en artsenzorg te verstrekken aan verschillende klassen rechthebbenden: gepensioneerde officieren, officiersweduwen, invaliden, personeel der gendarmeriebrigades, enz.

Buitendien mag men niet vergeten dat de tegenwoordige gezondheidsdienst, in eene behoefte voorziet die het gevolg is van de legerinrichting, en toestanden moet verhelpen waarin een nieuwe oorlog ons plaatsen mocht.

De burgerlijke gasthuizen zijn trouwens niet ingericht om al de zieken op te nemen; aldus nemen gasthuizen buiten Brussel hoogstens 10, 15 of 20 militairen dagelijks in behandeling en andere slechts in geval van nood.

In 1921 telden onze inrichtingen van den Gezondheidsdienst gemiddeld 2.742 zieken daags; dit cijfer wordt merkkelijk overschreden bij de inlijvingen, de terugroepingen voor schiet- en legeroefeningen, enz... en het lijdt geen twijfel dat in de groote centra als Brussel, Antwerpen, Gent, Luik,

Bergen, enz..., de private instellingen niet groot genoeg zijn om al onze zieke soldaten in behandeling te nemen.

De gemiddelde kostende prijs voor voeding, huisvesting en onderhoud der zieken bedraagt fr. 10.25 per dag in 1921, met inbegrip van den onderhoud der gebouwen en de voeding der verplegers.

Voegt men daarbij de wedden van het gansche personeel der militaire gasthuizen, dan bereikt die kostende prijs fr. 18.26 en 19.99, zoo men het aandeel meerekent voor de genees- en verbandmiddelen aan de verpleegden verstrekt.

Op het eerste zicht schijnt dit bedrag hoog, het is echter beneden dit van de burgerlijke gasthuizen; aldus in 1921, bedroeg de kostende prijs fr. 21.15 in het Sint-Pieters Gasthuis te Brussel, fr. 22.53 in het Sint-Jans Gasthuis, fr. 21.48 in het Gasthuis van Elsene.

Hoogst waarschijnlijk is de voeding onzer verpleegden beter dan in de burgerlijke gasthuizen, die vooral behoeftigen opnemen.

Het is niet bewezen dat het voor den Staat eene bezuiniging zou zijn, zoo de militairen in de burgerlijke gasthuizen werden verpleegd.

Deze uitgave is ten slotte een onvermijdelijk kwaad, want zij stelt onze militaire geneesheeren in de mogelijkheid zich elken dag meer te volmaken in de oorlogsheelkunde en de instructie van brankardier te geven aan de jongelingen die bij den gezondheidsdienst werden ingelijfd; het is onnoodig over het kapitaal belang van die opdrachten in oorlogstijd verder uit te weiden.

* * *

De Bestendige Commissie voor Landsverdediging stelde levendig belang in de kustverdediging. Zij onderzocht het protest van verscheidene Kamerleden die in de afdeelingen waren opgekomen tegen de 3 miljoen uitgave voor de torpedobooten. Verschillende vragen werden gesteld : « Gaat men de torpedobooten behouden? Waartoe zullen zij dienen? Gaat men eene oorlogsvloot vormen waarvan de torpedobooten in zekeren zin de kern zouden zijn? Ware het niet verkieslijk duikbooten te hebben? Zullen de torpedobooten te Antwerpen blijven? Of naar Zeebrugge gaan? Hun onderhoud is te duur, enz., enz. »

De Commissie voor Landsverdediging wenschte de inzichten van den Minister dienaangaande te kennen en de artikelen 46 en 47 van hoofdstuk XII van de Begrooting hadden hare aandacht gaande gemaakt.

Het past dus de leden van het Parlement in te lichten over de bestemming der torpedobooten, haar nut voor België en de uitgaven die zij vergen.

NUT EN REDEN VAN BESTAAN VAN HET DETACHEMENT TORPEDISTEN EN MARINIERS.

Sedert lang werd het nut en de reden van bestaan van dit detachement bewezen want de inrichting eener kustverdediging is voor België eene levenszaak.

Maar deze kustverdediging kan niet met de gewone middelen van het veldleger worden ingericht.

Wij zeggen dat *de inrichting eener kustverdediging voor België eene levenszaak is.*

Inderdaad de gansche streek tusschen de Fransche grens en Antwerpen ligt onder het rechtstreeksch vuur van een vijand dien men de kust laat naderen of den stroom opvaren.

Aldus konden de moeilijke operatiën van mobielmaking en concentratie sterk belemmerd worden bij den aanvang van den oorlog, de veiligheid en het bestaan zelve van de legerbasis kunnen den ganschen oorlog in gevaar worden gebracht.

Eene zelfs geringe vlootmacht kan onmiddellijk onze verbindingen met de zee afsluiten. Op twee uren kan eene ondergeschikte vloot al de vaargeulen ter zee en op den stroom met mijnen versperren en aldus, tijdelijk althans, elke hulp van over zee beletten en elke proviandeering van het land te water onmogelijk maken.

Wat meer is, wij bezitten thans geen enkel doelmatig middel om eene ontschepping, op om 't even welk punt van de kust, te beletten. Onze troepen die op het oogenblik eener ontschepping zouden strijden op een front binnen het land, zouden in den rug kunnen bestookt worden.

Onze kust heeft een dusdanig groote strategische waarde dat men zich géén enkel belangrijk conflict in Europa uitdenkt, zonder dat zij het doelwit weze van hevige twisten, zelfs zoo België niet rechtstreeks in het gedrang komt : zoo wij zelf haar niet verdedigen zal degene, die er een levensbelang bij heeft haar te bezitten, er zich meester van maken.

Zoo, in geval van oorlog, een Verbondene onze kuststreek moet komen bezetten, dan moeten wij er nochtans meester blijven, dan moet de Verbondene er toebereidselen vinden, en vooral moeten wij de kust kunnen behouden tot er hulp opdaagt.

Men begrijpt dat de verdediging van de kust niet kan ingericht worden met de gewone middelen van het leger.

Het te bereiken doel ligt in het verzet tegen een doeltreffende beschieting van de kuststreek en de binnenwateren door den vijand, in het vrijhouden van het land aan den zeekant voor de bevoorrading en de gebeurlijke hulp, in het verhinderen van elke ontschepping.

Om deze uitslagen te bereiken moet de vijand *ter zee* aangevallen worden en het huidig leger beschikt daarvoor over geen enkel middel. Zijn geschut is machteloos tegen de oorlogsbodems en niet uitgerust om beweegbare doelen te beschieten, het leger kan het leggen van vijandelijke mijnen niet beletten, noch te water gelaten mijnen opvisschen, even min als het zelf mijnen kan leggen. Het leger kan ook niet doelmatig weerstaan aan een gewelddadige ontschepping, dan nadat deze ontscheppingsgeschied is en de aanvaller buiten de verdedigingsstrook, door het geschut van zijn bodems beschermd, gekomen is. Het huidige leger bezit ten slotte niet den bijzonderen vliegdiens die, ter zee, moet werkzaam zijn. Wij kunnen in dit Verslag niet al de middelen opsommen die de kustverdediging moet in het werk

stellen : kustartillerie, vlottende elementen, watervliegwezen, enz. Wij bepalen er ons bij te spreken over de varende elementen die ons vooral bezig houden en vragen uitlokten vanwege leden der Kamer van Volksvertegenwoordigers.

De vlottende elementen moeten bestaan uit een groep torpedobooten, een groep duikbooten, mijnleggers en mijnophalers, verdedingselementen voor de binnenwateren, aangevuld door de bijhoorende inrichtingen en noodige scholen. De ex-Duitsche torpedobooten en wachtscepen vormen de kern van de inrichting dezer vlottende elementen en daarom moeten zij beslist behouden blijven.

Erdient op gewezen dat aan het gebruik van duikbooten maar moet gedacht worden voor ondernemingen buiten de Vlaamsche banken, want hun gebruik langs deze banken zou uiterst bezwaarlijk zijn.

De ondervinding van den laatsten oorlog leert integendeel hoe nuttig de torpedobooten zijn voor de verdediging (meest al de booten die wij bezitten hebben werkelijk gestreden en deelgenomen aan de raids tegen Duinkerken en Kales).

Naarmate de oorlog vorderde breidde het belang der bovenzeeflottieljes in Vlaanderen zich uit en werden nieuwe eenheden gebouwd. Het is trouwens wegens het ontoereikend aantal dezer Duitsche bovenzeeschepen dat de verrassingen der verstoppingen van Zeebrugge en Oostende door de Geallieerden mogelijk waren.

Een volledig programma voor kustverdediging werd in de mate der noodwendigheden ingestudeerd.

Dank zij het bijzonder gemakkelijk uitzicht van onze kust, zou het binnen dertien jaren een volledig verdedigingsstel, *tegen elke marine bestand*, binnen de zuivere voormelde verdedigingsgrenzen, kunnen tot stand brengen.

De huidige financieele toestand verplicht ons tot betere tijden de uitvoering van dit programma uit te stellen. De bestaansreden van het Detachement torpedisten en mariniers en van het varend materieel is dus :

- 1^o Het personeel op te leiden dat geschikt is tot kustverdediging ;
- 2^o Het bruikbaar en het op Duitschland genomen materieel te bewaren en te onderhouden ;
- 3^o Verscheiden zee- en binnenwaterdiensten te verzekeren (kustpolitie, toezicht op de Beneden-Schelde, Rijnvloot).

De torpedobooten en wachtscepen, door de Duitschers in 1916 en 1917 gebouwd voor den besonderen dienst der Belgische kust, zijn teenemaal aangepast aan den aard onzer wateren. Het wederopbouwen of het vervangen van dit materieel zou zeer bezwarend zijn (zoowat 25 miljoen frank).

Behoorlijk hersteld, bewapend, van een opgeleiden staf en bemanning voorzien, kunnen zij uitstekende oorlogsdiensten bewijzen. Veel andere torpedobooten van denzelfden aard (15 jaar oud) werden gedurende den oorlog zeer doeltreffend benuttigd (bijv. het torpedeeren van het Engelsch slagschip *Ocean* in 1915 door een Turksche torpedoboot van Fransch maaksel).

Deze eenhede werden in December 1919 aan België toegewezen, op onze

vraag, door den Oppersten Raad (1), die ons, met afwijking van den regel voor andere landen aangenomen, toestond ze tot militaire doeleinden te benuttigen.

De grootste werken tot onderhoud werden op de meeste eenheden gedaan. Sommige werden zelfs weer voorloopig slagvaardig gesteld door gedeeltelijke herstellingen van pijpen en ketels, het losmaken en het onderzoek van de deelen der machines die meest aan beschadiging en avarij bloot staan.

In principie zijn de meeste eenheden nog in staat goede oorlogsdiensten te leveren. Daarbij zijn zij een alleszins uitmuntend materieel voor de opleiding van onze bemanningen en officieren gedurende het inrichtingstijdperk van onze Kustverdediging.

Ten einde de onkosten van allen aard tot een minimum te herleiden zullen de minst goede bodems na hun volledige aftakeling verkocht worden. Deze aftakeling bestaat in het wegnemen van de romp van al het kostelijk materieel, dat kan gebruikt worden voor het herstel en het onderhoud van de bewaarde eenheden.

Thans worden dergelijke hulpbodems (wachtschepen, sleepbooten) te koop gesteld; dit zal ook geschieden met de minst goede torpedobooten zoodra de volledige inrichting van het Detachement torpedisten en mariniers te Brugge een voldongen feit zal zijn.

II. — RECHTVAARDIGING VAN DE ARTIKELEN 46 EN 47 DER BEGROOTING.

A. *Wedden, bezoldigingen en vergoedingen van het Burgerlijk personeel.*

Dit personeel telt :

Een ingenieur waterbouwkundige, bestuurder van de school der afdeling ;

Een technisch hoofdbediende, een technisch bediende en werklieden paswerkers, werktuigkundigen en matrozen.

Gansch dit personeel, behalve de ingenieur-waterbouwkundige komt van het vroeger korps der torpedisten en werd opgenomen bij het Detachement der torpedisten en mariniers.

B. *Bijzondere vergoedingen en verhoogingen van soldij aan het militair personeel met inbegrip van dit der Rijnvloot.*

Deze vergoedingen bedragen :

1^o 1 frank per dag voor al de weder in dienst getreden miliciens.

2^o 5 of 10 frank per dag voor al de specialisten en voor de bevelhouders (bevelhouders der booten, roergangers, kustwachtersbazen, werktuigkundigen).

3^o Tegemoetkomingen van 6 tot 8 frank voor de Belgische militairen van

(1) Besluit van 4 Décembre 1919, naderhand, wat betreft het militaire gebruik der eenheden, gewijzigd.

nu af in dienst op de *D'Entrecasteaux* te Brest : voor opleiding en overname van het materieel (2 onder-officieren, 10 kwartier-meesters en 2 matrozen);

4^o Onkosten voortvloeiende uit den leertijd van een luitenant, een adjudant en twee tweede-meesters in de Fransche scholen;

5^o Gelijkaardige uitgaven voor de Rijnvloot.

C) *Onderwijskosten van het personeel.*

Deze kosten spruiten voort uit de Fransche zending gedeeltelijk bij den staf van het leger geheet en gedeeltelijk als onderrichters bij het Detachement torpedisten en mariniers en bij den *D'Entrecasteaux* voor de eerste inwijding der Belgische officieren en mariniers in den inwendigen dienst van dit schip.

D) *Aankoop, herstel, onderhoud en verplaatsing van het materieel, herstelling der nog ongebruikte eenheden, enz.*

Deze post voorziet het herstel van de eenheden die nog niet in dienst zijn en het onderhoud van het benutigd materieel. Dit normaal onderhoud omvat het schilderen, het overbrengen in droog dok voor het reinigen en hernieuwen van sommige gedeelten van den romp; hiervoor worden 600,000 frank voorzien en 300,000 frank zullen besteed worden aan het herstel der buizen van de 8 slagtorpedobooten.

E) *Brandstoffen, olie en vet.* — Het gebruik van deze stoffen werd voorzien in de onderstelling dat al de schepen te Zeebrugge zullen zijn en elk der 8 torpedobooten en 10 wachtschepen twee maal per week gedurende zes uur zouden uitvaren;

F) De uitgaven voorzien voor de bevoorrading van de *Rijnvloot* worden gebillijkt door den drukken dienst van deze flottielje.

III. — STANDPLAATS VAN ONZE VLOOTEENHEDEN.

Het normaal centrum der kustverdediging moet te Brugge-Zeebrugge gevestigd worden, waar al de eenheden zullen moeten overgebracht worden naarmate de ondernomen werken en de staat hunner inrichting het behoorlijk toelaten.

Onze bodems zullen op dat oogenblik werkelijk met de zee in aanraking komen, hetgeen tot nu toe uit bleef.

Een overeenkomst werd gesloten met de Vennootschap der Zeevaart-inrichtingen van Brugge, die een dok van deze haven ter beschikking stelt van de Landsverdediging.

Het is ook in dit dok dat binnen kort en bestendig een wachtschip zal gemeerd worden, dat ons door Frankrijk kosteloos werd afgestaan. Dit wachtschip, de *D'Entrecasteaux*, oud admiraalschip werd opnieuw bruikbaar gemaakt voor ons door de Fransche diensten en zal tot woonplaats dienen voor het personeel dat zich aldus aan het leven aan boord zal wennen. Dit leven zal bij hem den zeemanszin opwekken die onontbeerlijk is voor de opleiding en onderrichting van de manschappen en gegradeerden van dit korps.

Van Brugge zullen dus uitvaren ;

8 of 9 torpedobooten,

11 wachtschepen,

5 sleepers.

1 mijnlegger.

2 kleine schoolschepen ;

Het overige deel der flottielje, zijnde 9 wachtschepen en een sleeper, zullen op den Rijn blijven zoolang de noodwendigheden het vereischen. Hun aanwezigheid aldaar wordt gebillijkt door hun rol die normaal bedraagt :

1^o Toezicht over al het vervoer krachtens de bepalingen van het Vredesverdrag, inzonderheid het sluikvervoer van wapens, oorlogsmaterieel, kolen en bruinkool voor de verbonden landen bestemd ;

2^o Verbinding met de posten op de oevers en in hoofdzaak met die van den rechteroever ;

3^o Toezicht en bescherming over al de militaire transporten naar de de verbonden basissen-uitvoering van de onderrichtingen der Intergeallieerde Commissie voor het toezicht op de scheepvaart.

MILITAIR VliegWEZEN.

De Bestendige Commissie voor Landsverdediging heeft de belangrijke vraag van het militair vliegwezen niet uit het oog verloren en hield er zich herhaaldelijk mee bezig. Haar bezoek aan het vliegplein van Schaffen bracht een reeks opmerkingen teweeg die aan den Minister van Landsverdediging werden overgemaakt.

Zij verlangde het aandeel te kennen dat de Staat neemt in de begrooting van het Burgerlijk Vliegwezen voor de technische proefnemingen.

Dit aandeel bedraagt :

a) Credieten voor het personeel (art. 31, litt. a) ;

b) Credieten voor de technische diensten, materieel, proefnemingen, enz. (art. 32, litt. a) ;

c) Toelagen als aanmoediging aan de vliegnijverheid, voor de uitvinders, voor het bouwen van oorspronkelijke vliegtuigen of motoren (art. 32, litt. e).

De begrooting van het Burgerlijk Vliegwezen heeft een totaal bedrag van :

7.240.000 frank (art. 31 : 793.000) ;

(art. 32 : 6.447.000).

Deze der technische diensten bedraagt :

Personeel	fr.	200.000
Materieel, proefnemingen, enz.		1.750.000
Toelagen		400.000
Totaal.	fr.	2.350.000

Hetzij 32.5 t. h.

Bij de behandeling in Frankrijk van de Begrooting van Vliegwezen wees de heer Bouilloux-Lafout in zijn verslag erop dat op 144,000,000 frank, jaar-

lijks 32,000,000 frank aan de technische diensten werd toegekend, wat 37 t. h. maakt.

In dit opzicht verkeert ons land in denzelfden toestand als Frankrijk en niets zal door het Departement van Landsverdediging worden verzuimd om voort te gaan op den weg die het land moet voorzien van een vliegwezen dat al de diensten zal kunnen bewijzen, die mochten worden gevergd.

*
* * *

De bestendige commissie van Landsverdediging hield zich ook onledig met de militaire onderwijsgestichten. Zij bracht eene welverdiende hulde aan de kennis, het noeste werk, de toewijding en de zelfverloochening van de leerkrachten : officieren en onderofficieren.

Zij wenschte de sommen te kennen die door het Departement van Landsverdediging werden uitgegeven voor deze onderwijsgestichten namelijk :

- 1^o Krijgsschool ;
- 2^o Militaire school ;
- 3^o Kadettenschool, Pupillenschool, Wapenscholen ;
- 4^o School voor onderofficieren der Infanterie, Artillerie (Divisie Zware Artillerie) ;

School voor de troepen van den gezondheidsdienst ;

School voor reserve-onderluitenanten der bestuurlijke diensten ;

School voor het Stormwagenkorps ;

School voor het detachement torpedisten en mariniers ;

5^o Avondscholen ;

Privaatllessen ;

Zanglessen ;

Scholen voor ongeletterden.

De Bijzondere Commissie heeft enkele inlichtingen gevraagd met betrekking tot volgende uitgaven.

1^o Krijgsschool :

Personeel	fr.	162,080	»
Beheer		50,000	»

Voorzien voor 1923 :

Personeel		163,900	»
Beheer		38,000	»

2^o Militaire school :

Personeel		1,012,200	»
Beheer.		356,442.07	

Voorzien voor 1923 :

Personeel		1,228,000	»
Beheer.		337,900	»

- 3^o { Cadettenschool.
 - { Pupillenschool.
 - { Wapenschool.
- } Zie bijlage n^r 5.

4° School voor onderofficieren :	}	Zie bijlage n° 6.
School voor de troepen van den gezondheidsdienst.		
School voor reserve-onderluitnants der bestuurlijke diensten.		
School voor het Stormwagenkorps.		
School voor het detachement torpedisten en mariniers.		
5° Avondscholen in 1922 :	}	
Privaatlessen		In 1922 : 66,132.12
Zanglessen in 1923 :		
Scholen voor ongeletterden . . .		In 1923 : 100,000 »

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

EERSTE HOOFDSTUK.

Hoofdbestuur.

ARTIKELEN 1 tot 10.

Dit hoofdstuk bedraagt voor 1923, 431,524 frank minder.

Bij artikel 2 is er eene merkelijke verhooging voor de wedden.

Deze normale weddeverhoogingen zijn het gevolg van de toepassing van het K. B. van 25 Maart 1921 (*Moniteur* van 27 Maart 1921) op de eenmaking der graden en wedden van de ambtenaren en bedienden bij de hoofdbesturen der ministerieele departementen. Voor elken graad voorziet de rooster een aanvangwedde en eene maximumwedde die de beambte met tweejaarlijksche verhoogingen bereiken kan overeenkomstig de bepalingen van artikel 2 van dit besluit.

Men gelieve op te merken dat de bepalingen van dit K. B., krachtens eene beslissing van den Ministerraad, toepasselijk zijn op de verschillende burgerlijke kaders der buitendiensten.

ART. 4. — Verscheidene leden hebben den wensch uitgedrukt dat men de vergoeding zou afschaffen voor de onderofficieren en soldaten die bij het Ministerie van Landsverdediging zijn gedetacheerd. Het lijkt wel dat deze militairen een min zwaren dienst hebben dan hunne kameraden bij het regiment, en dat zij gedurende hun diensttijd, voortgaan hun burgerlijk beroep uit te oefenen ; dat zij dus hunne bekwaamheid en kennis als stenotypisten, bedienden, teekenaars, enz. onderhouden en dat zij, bij gevolg, begunstigd zijn, vermits zij hunne vroeger opgedane kundigheden kunnen uitbreiden en tevens hun militairen dienst doen.

Maar de som van 10,200 frank bij artikel 4 van de Begrooting voorzien moet dienen om het lager militair personeel te bezoldigen dat werkzaam is bij het Kabinet van den Minister en dit personeel verricht talrijke overuren, die niet geveerd worden van de militairen van denzelfden rang in de andere diensten van het Departement.

Het is dus billijk dat deze onderofficieren uit dien hoofde worden bezoldigd.

Art. 5. — Littera a : 750,000 frank.

Littera d : 210,000 »

Verscheidene leden, in de afdeelingen, hebben de omstandige verdeeling van die beide sommen gevraagd.

1^o 750,000 frank :

Kantoorbehoeften, schrijf- en rekenmachines . fr.	110,000
Papier en omslagen	110,000
Drukwerk, registers, inbinding, met inbegrip van van het drukwerk voor de mobielmaking . . .	470,000
Kleine uitgaven (port, wasch en andere kleine uitgaven, enz.)	60,000
Fr.	750,000

De sommen van de eerste drie posten moeten voorzien in de behoeften van de talrijke bestendige diensten van het hoofdbestuur en dienen voor de levering van drukwerk voor de mobielmaking van het leger.

Over het algemeen, wordt al het drukwerk geleverd door de drukkerij van het departement (Militair Landkaartinstituut).

De som van 60,000 frank dient voor het port van de talrijke aangetekende stukken voor België en het buitenland, alsook voor al de niet voorziene uitgaven die noodzakelijk blijken voor de goede werking der diensten :

2^o 210,000 frank.

Schoonmaakgerief. fr.	12,000.00
Huishuur	8,000.00
Telefoonabonnementen, herstellingen, verplaatsbare posten in de gebouwen van het Departement	27,000.00
Wegnemen van vuilnis	2,000.00
Waterverbruik	6,000.00
Meubelen, met inbegrip van eene som van 50,000 frank bij benadering voor den afkoop van meubelen door de stad Brussel voorloopig ter beschikking van het Departement gesteld.	90,000.00
Onderhoud der lokalen en herstellingen die niet ten laste van het Departement van Openbare Werken vallen	25,000.00
Telefoongesprekken op grooten afstand . . .	40,000.00
Fr.	210,000.00

Art. 6. — *Bibliotheek van het Ministerie van Landsverdediging.*

Aangevraagd crediet voor 1922 400,000 frank.

Aangevraagd crediet voor 1923 395,000 —

De Bestendige Commissie voor Landsverdediging heeft dit jaar dezelfde vragen gesteld als vorig jaar en vooral nadruk gelegd op het feit dat men de uitgave

niet verminderd had zooals in 1922 het Departement scheen te voorzien. Het vorig jaar had de Commissie eene vermindering voorgesteld van 5,000 frank op den post *Journal militaire officiel* en dien op 25,000 frank gebracht.

De Commissie heeft volgende vragen gesteld :

1. De uitgave van 395,000 frank te billijken.
2. Wat kost de uitgave van de *Journal militaire officiel* ?
3. Wat kost de *Bulletin d'information des officiers de réserve* ?
- 4^o Hoeveel wordt uitgegeven voor het verstrekken van boeken aan de garnizoenboekerijen voor officieren en troepen ?
- 5^o Is het volstrekt noodzakelijk dat het Departement van Landsverdediging er een eigen bibliotheek op nahoudt, zou men de bibliotheken van al de Departementen niet kunnen centraliseeren ?
- 6^o Welke werken bevat de bibliotheek van het Departement van Landsverdediging ?

ANTWOORDEN.

1^o *Omstandige opgave van het gebruik der som van 395,000 frank uitgetrokken op artikel 6 voor 1923.*

Abonnementen op de <i>Moniteur</i> en op de tijdschriften voor de Bibliotheek van het Ministerie en de 66 garnizoenboekerijen fr.	90,000
Boeken (Bibliotheek van het Ministerie)	20,000
— (garnizoenboekerij voor officieren)	35,000
— (— — — voor de troepen)	20,000
Drukken van den nieuwen catalogus der bestaande werken in de boekerij van het Ministerie (1 ^e deel. De volledige uitgave over twee dienstjaren verdeeld zal ongeveer 26,500 frank bedragen).	15,000
Drukken van militaire voorschriften	110,000
Drukken van de <i>Journal militaire officiel</i>	25,000
Bijdrage in de uitgave van de <i>Bulletin belge des Sciences militaires</i>	20,000
Drukken van de <i>Bulletin d'information des Officiers de réserve</i>	10,000
Inbinden	40,000
Aankopen voor het Hoofdbestuur en kleine en onvoorziene uitgaven	10,000
	Fr. 395,000

Deze sommen zijn slechts benaderend en konden worden gewijzigd zoo de omstandigheden eene verhooging van een of andere reeks noodzakelijk maakte.

*
* * *

2^o *Som uitgegeven voor de eerste tien maanden van 1922 van de Journal Militaire Officiel :*

22,418.60 frank. (De afleveringen voor November en December zijn ter perse.)

3° Som in 1922 uitgegeven voor de « Bulletin d'information des officiers de réserve » :

11,901.85 frank.

* *

4° Sommen in 1922 voorzien voor het verstrekken van werken aan de garnizoenboekerijen :

a) Voor officieren : 43,607.46 frank.

b) Voor de troepen : 24,009.20 frank.

AANMERKING. — Ofschoon de vermindering van 5,000 frank voorgesteld bij artikel 5 door de Bijzondere Commissie der Kamer der Volksvertegenwoordigers, belast met het onderzoek der gewone Begrooting van Landsverdediging voor 1922, niet werd bekrachtigd bij de stemming over het aangevraagde crediet, zullen de uitgaven beperkt worden tot de som van 595,000 frank zoodat, bij het sluiten van het diensjaar 1922 de vermindering van 5,000 frank waarin ik heb toegestemd toch zal worden verwezenlijkt.

Gaat men de toelichting na van artikel 6 van het ontwerp van gewone Begrooting voor 1923 (zie tabel XI) dan stelt men deze vermindering van 5,000 frank vast bij de vergelijking tusschen het crediet van 400,000 frank voor 1922 en dit van 595,000 frank voor 1923. Deze vermindering geschiedt op de drukkosten van de *Journal militaire officiel*.

* *

5° De bibliotheek van het Ministerie van Landsverdediging is *onontbeerlijk*; grootendeels bevat zij werken over krijgskunst, militaire geschiedenis en op den oorlog toegepaste wetenschappen, die voor de andere Departementen van elk belang ontbloot zijn.

Krachtens het eerste artikel van « Voorloopig voorschrift » (« militaire boekerijen ») kunnen de officieren, ambtenaren en burgerlijke leeraars der onderwijsinstellingen van het leger, alsook de reserve-officieren en de gepensioneerde officieren (deze laatsten blijven grootendeels nog vijf jaar ter beschikking van de Regeering) ten huize boeken in lezing krijgen van de Bibliotheek van het Ministerie van Landsverdediging. Meer dan 2,000 boeken worden thans maandelijks uitgeleend wat op meer dan 24,000 het getal boeken brengt die jaarlijks door de Bibliotheek van het Ministerie van Landsverdediging buiten de leeszaal worden uitgeleend.

In de meeste andere Ministeriën — behalve wellicht in dit van Wetenschappen en Kunsten — mogen alleen de ambtenaren van het Hoofdbestuur de werken raadplegen van de bibliotheken van hun Departement.

In de Fransche Bijlage bij dit verslag geeft de Commissie voor Landsverdediging :

1° De lijst der dagbladen en tijdschriften waarop de Bibliotheek van het Ministerie van Landsverdediging voor 1923 is geabonneerd. (Bijlage I).

2° De opgave der in 1922 aangekochte werken die naar de garnizoenboekerijen werden verzonden (voor officieren. Bijlage 2).

3° De opgave der in 1922 aangekochte werken die naar de garnizoen-boekerijen werden verzonden (voor troepen). (Bijlage 3.)

ART. 9 en 10. — *Militair Landkaartinstituut.*

Vermindering : 431,524 frank.

De artikelen 9 en 10 werden aandachtig onderzocht door de afdeelingen en de Bestendige Commissie voor Landsverdediging die wenschten te weten :

1° Of de nieuwe kaart op 1/40,000 klaar is, zoniet hoever zij is gevorderd ;

2° Of de nieuwe kaart op 1/20,000 in kleurendruk klaar is, zoniet hoever zij is gevorderd ;

3° Hoeveer de opmaking is gevorderd van de kaarten op 1/100.000, 1/40.000, 1/20.000 van Eupen-Malmedy en van de aardkundige kaart op 1/800.000 ?

4° Hoe het Departement de noodzakelijkheid billijkt van de 189 bedienden van het Militair Landkaart Instituut, wat eene uitgave vergt van 1,267.700 frank,

5° Hoeveel officieren van het actieve leger en hoeveel gepensioneerde officieren nog bij het Instituut werkzaam zijn, wat hunne opdracht is en welke vergoedingen zij uit dien hoofde trekken ?

De Minister van Landsverdediging heeft als volgt geantwoord :

« 1° Bij het klaarmaken der nieuwe kaart op 1/40.000 is men gekomen tot de aardmeetkundige en topografische werken en tot de herziening op het terrein ;

» 25 punten van tweede rang (stilstaande), ongeveer 500 punten van derden rang (gecoupeerd) werden met driehoeksmeting bepaald in de streek Mechelen-Lokeren-Santvliet-Herenthals.

» 190 punten van vierden rang werden aangeteekend in deze streek en 46 in de streek Yvoir-sur-Meuse. »

Voor de driehoeksmeting van de grensketen werden verkenningen gedaan samen met den Franschen aardrijkskundigen dienst.

Eene opname van de streek van het kamp van Beverloo wordt thans uitgevoerd (door rechtstreeksche opname en benutting van lichtteekeningen uit vliegtuigestellen genomen).

De herziening op het terrein werd aangevangen in de provincie Luxemburg en is klaar tot den parallel van Bastenaken.

2° Het opmaken der nieuwe kaart op 1/70.000 in kleurendruk, hangt, zooals die op 1/40.000 van den staat der werken op het terrein af.

3° De kaart op 1/100.000 van de omstreken van Eupen-Malmedy is klaar, het laatste blad is ter perse (1).

De minunt der aardkundige kaart op 1/800.000, die eene kaart der natuurstreken zijn zal tusschen den Rijn oostwaarts en de Seine zuidwaarts, is klaar wat het Belgisch gebied betreft ; het overige wordt onderzocht.

(1) Het opmaken der kaarten op 1/40,000 en 1/20,000 zal vermoedelijk op dit van de kaart van het kamp van Beverloo volgen. Deze laatste moet de leestekens der nieuwe kaarten bepalen.

4. Bestuurspersoneel.

Dit personeel is noodzakelijk voor het uitgebreide werk der boekhouding (personeel en materieel); het bestuur, de briefwisseling, de verzending der kaarten, enz., en de werking der talrijke diensten van het Militair Landkaartinstituut.

*Ambtenaren, bedienden, gemilitariseerd burgerlijk personeel
en militairen zonder militaire bezoldiging.*

Twaalf topografen voor de topografische opnamen, de berekening van de reducties der topografische werken en der richttafels (artillerie).

Overste, onderoverste van het rekenkantoor en 6 rekenaars, belast met de berekening van de reducties der aardmeetkundige werken en de opmaking der projectietafels.

6 collationneerders voor de verbetering en het collationneeren der teekeningen, drukplaten en drukproeven.

59 meesters-teekenaars-cartografen, meesters-graveerders en steendrukkers (waarvan 1 bij het bezettingsleger, 1 bij den legerstaf, 3 in beschikbaarheid wegens ziekte), belast met het loopend werk van bereiding, bijhouding der graveersteen, drukplaten, minuten-teekeningen, met de uitvoering van nieuwe kaarten, alsook met de talrijke werken van teekening en steendruk van het Militair Landkaartinstituut.

	Vaste fotografen. Boekbinder plakkersbaas.	Vaste drukkers.	Calqueerdersbaas.	Gemilitariseerde burgers.	Militairen zonder militaire bezoldiging.						RECHTVAARDIGING.
					Juistheids- arbeider.	Gespecialiseerde arbeiders.	Eerste arbeiders.	Geschoolde arbeiders.	Gespecialiseerde daglooner.	Niet gespeciali- seerde daglooner.	
<i>Fotografische werkplaats.</i>											
3 vaste fotografen . . .	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	Klaarmaking voor de fotografie van de drukstellen op metaal (fotogravuur) van de kaarten en van al de litografische werken.
3 fotozincografen . . .	»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	
3 hulpfotografen . . .	»	»	»	»	»	»	»	3	»	»	
<i>Calqueerwerkplaats.</i>											
1 calqueerdersbaas . . .	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	Bereiding, calqueering, greinen van steenen, zink, aluminium voor het drukken.
6 calqueerders . . .	»	»	»	6	»	»	»	»	»	»	
<i>Steendrukkerij.</i>											
4 vaste drukkers . . .	»	»	4	»	»	»	»	»	»	»	Drukken van kaarten en al de litografische werken waarmede het Militair Landkaartinstituut wordt belast. De werkplaats bevat 8 snelpersen en 8 persen, waarvoor noodig zijn 16 drukkers, 16 gasten, een werkmeester, een meester-gast en 2 gasten in de steenzaal en de droogkamer. (1) Waarvan 1 bij den Legerstaf.
5 drukkers . . .	»	»	»	5	»	»	»	»	»	»	
7 drukkers . . .	»	»	»	»	»	7 (1)	»	»	»	»	
8 drukkersgasten . . .	»	»	»	8	»	»	»	»	»	»	
12 drukkersgasten . . .	»	»	»	»	»	»	»	12	»	»	
<i>Werkplaats voor het op- plakken der kaarten en inbinden.</i>											
1 vaste plakkersbaas . . .	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	Opplakken der kaarten en boekbinders- werken.
2 plakkers-inbinders . . .	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	
1 plakker-inbinder . . .	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	
<i>Magazijn.</i>											
1 magazijnier . . .	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	Papiermagazijn. Grondstoffenmagazijn. Kaartenmagazijn : klasseering, rangschikking der verzamelingen, klaarmaken der giften; kaartenverkoop.
4 magazijn cartografen . . .	»	»	»	»	»	»	»	4	»	»	
1 gast . . .	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	
<i>Machines en verlichting.</i>											
1 mecanicien ploegbaas . . .	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	Toezicht, onderhoud der machines, der electrische toestellen (drijfkracht) en der verlichting. Gewone herstellingen aan de machines en verschillende werken voor de algemeene diensten.
1 mecanicien . . .	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	
1 electricien ploegbaas . . .	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	
1 electricien . . .	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	Onderhoud, herstelling der nauwkeurighedsinstrumenten voor de aardmeetkunde en de topografie.
1 schrijnwerker . . .	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	
1 juistheidsmecanicien . . .	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	
<i>Inwendige dienst.</i>											
9 plantons en sjouwers . . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	Onderhoud der lokalen, schoonmaak, karweien.
	3	1	4	1	23	1	7	4	23	1	

5° 33 officieren van het actieve leger en 8 gepensionneerde officieren zijn werkzaam bij het Militair Landkaartinstituut (waarvan 1 bij het bezettingsleger).

Algemeen Bestuur :

1 opperofficier. Algemeene Bestuurder.

1 lager officier. Onderbestuurder, toegevoegd aan den Algemeenen bestuurder.

2 lagere officieren (waarvan 1 gepensionneerde) gehecht aan het 2° bureel : inwendige dienst, kazerneering, boeken.

1. *Bestuur. Aardmeetkundige dienst.*

1 lager officier. Bestuurder.

1 lager officier. Overste van het 3° bureel : aardmeetkundige werken.

4 toegevoegde lagere officieren (waarvan 1 gepensionneerde).

2. *Bestuur. Topografische dienst.*

1 lager officier. Bestuurder.

1 lager officier. Overste van het 5° bureel : kaartopname.

1 toegevoegd lager officier.

1 lager officier. Overste van het 6° bureel : herzieningskaart.

15 toegevoegde lagere officieren, revisors.

1 lager officier. Overste van het 7° bureel : topografische werken samen met de artillerie en andere.

1 toegevoegd lager officier.

1 toegevoegd lager officier. Hoofd van den topografischen dienst bij het bezettingsleger.

3. *Bestuur. Cartografische dienst.*

1 lager officier. Bestuurder.

1 lager officier. Overste van het 8° bureel : minuut der kaart.

1 lager officier. Sectieoverste (inlichtingen).

1 lager officier. Sectieoverste (collationneering).

1 lager officier. Sectieoverste (teekenkamer).

4° *Bestuur. Reproductie der kaarten.*

1 Lager officier (gepensionneerd) Bestuurder.

1 Lager officier (gepensionneerd) Overste van het 10° bureel (drukken der kaarten).

1 Lager officier (gepensionneerd) Sectieoverste (bereiding der drukstellen).

1 Lager officier (gepensionneerd) Overste van het 11° bureel (magazijn).

1 Lager officier (gepensionneerd) Sectieoverste (opplakken der kaarten, magazijn).

12° *Bureel. Aardkundige kaart.*

1 Lager officier (gepensionneerd) Bureeloverste.

De taak dezer officieren is aangegeven in de bijlage van het hierbij gaand

bericht. (Bericht over de taak en de werkzaamheden van het Militaire Landkaartinstituut) dat de bevoegdheid der besturen en bureelen aangeeft.

De officieren van het Militair Landkaartinstituut ontvangen geene bijzondere vergoeding uit hoofde van hun dienst aldaar. Als behoorend tot het Ministerie van Landsverdediging, ontvangen zij de vergoedingen voorzien voor de officieren die aldaar werkzaam zijn als algemeen bestuurder, bestuurders, bureeloversten, sectieoversten of toegevoegden.

* * *

Verscheidene Volksvertegenwoordigers maakten aanmerkingen over sommige drukkers-lithografen :

Bij het militair Landkaartinstituut zijn er 8 drukkers-lithografen.

Tot in 1921, genoten zij dezelfde wedde als de graveerders, de lithografen en de teekenaars.

Bij Koninklijk besluit van 15 October 1921, werden deze laatsten in het kader der bedienden gerangschikt, terwijl de eersten onder de arbeiders werden gerekend.

Voor de eersten bedraagt de maximum-wedde 8,500 frank en voor de anderen 9,700 frank.

De drukkers-lithografen zijn vakmannen zooals de lithografen en de graveerders.

Zijn dienden dus in dezelfde reeks te worden gerangschikt.

Is dat principieel onmogelijk, zou men dan niet alleen aan die 8 bedienden, al ware het slechts ten persoonlijken titel, dezelfde voordeelen kunnen laten behouden als die welke hunne collega's genieten, wier lot zij steeds hebben gedeeld?

Daarop antwoordde de heer Minister van Landsverdediging :

Het is onjuist te beweren dat de drukkers lithografen vakmannen zijn zooals de *teekenaars-lithografen* en de *teekenaars-graveerders*. Terwijl deze beide laatste bedienden om zoo te zeggen de kaart moeten teekenen op den druksteen, wat zeer speciale technische kennis vergt, is het werk der drukkers lithografen zuiver handenarbeid, vermits het enkel bestaat in het overdrukken, met de machine, van de teekeningen door de technic gemaakt.

De arbeiders van de drukkerij van het Militair Landkaartinstituut, wier beroep op het letterzetten na van denzelfden aard is, zijn loontrekkers. Men ziet niet in waarom de arbeiders van de steendrukkerij anders zouden moeten worden behandeld.

Sommige bepalingen van vóór den oorlog hadden algemeene maatregelen voorgeschreven voor al de arbeiders, bedienden en ambtenaren van dit instituut.

Na den wapenstilstand, bij de verhooging der loonen en wedden van het Staatspersoneel, werd noodzakelijk bevonden de statuten te herzien en, te dier gelegenheid, een duidelijk onderscheid te maken tusschen de arbeiders aan den eenen kant, de bedienden en ambtenaren aan den anderen kant.

Het gevolg daarvan was dat de drukkers-lithografen onder de arbeiders werden gerangschikt waartoe zij behooren, en dus van hunne collega's werden gescheiden.

De latere ministerieele beslissingen met betrekking tot de bedienden en ambtenaren, waren dus niet meer van toepassing op de drukkers-lithografen.

Ik voeg daarbij dat zoo de wedden der bedienden en ambtenaren werden verhoogd, dit ook het geval was met de loonen der arbeiders en zij die in de vraag bedoeld worden zouden hun stoffelijken toestand zien verbeteren, zoo zij erin toestemden zich aan het arbeidersstatuut te onderwerpen.

Dit werd hun gezegd en ik heb hun gemeld dat ik welwillend elke aanvraag van hunnentwege zou onderzoeken, strekkende tot het behouden van sommige voordeelen in verband met hun tegenwoordigen toestand.

Nooit kreeg ik een antwoord, waaruit ik besluit dat deze arbeiders liever de voorrechten behouden van hunne vroegere aanstelling.

Ik heb daar niets op tegen, maar zij moeten ook vrede hebben met de wedde die hun bij gezegde aanstelling werd verleend.

HOOFDSTUK II.

Wedden en vergoedingen der officieren.
Wedden, soldij en bijwedden der troepen.

ART. 11.

Dit hoofdstuk bedraagt 14,852,067 frank meer.

De Bestendige Commissie voor Landsverdediging heeft aandachtig al de posten van dit artikel onderzocht en zorgvuldig nogmaals de omstandige inlichtingen overlezen die de Minister bij de behandeling van de begrooting van 1922 had verstrekt.

De heer Pirmez, verslaggever over die begrooting, heeft in zijn lang en zeer belangrijk verslag nauwkeurige inlichtingen gegeven over :

- 1^o De bestemming van al de generaals, generaal-majors, kolonels en luitenanten-kolonel;
- 2^o Den bestuurlijken dienst en de kantoorkosten;
- 3^o De wedden, soldij, vergoedingen en bijwedden der troepen;
- 4^o De uitgaven voor de wapenscholen.

De Commissie meent daarop dit jaar niet te moeten terugkomen. De Bestendige Commissie voor Landsverdediging achtte het haar plicht den heer Minister volgende vragen te stellen :

De verhooging van 14,852,067 frank is te wijten aan :

- 1^o de normale weddeverhoogingen ;

De Commissie mocht weten wat het deel die verhooging is in die 14 miljoen 852,067 frank en hoe die verhooging wordt verdeeld ;

- 2^o het feit dat de uitgaven voor geschiktmaking der Pupillenscholen, die in 1922 voorzien waren bij artikel 98 van de Buitengewone Begrooting, gevoegd werden bij littera i van artikel 11.

Op de Begrooting voor 1922 stond onder littera *i* eene som van 2,051,250 frank voor uitgaven voor de pupillenscholen van het leger.

In 1923 wordt eene som van 2,286,500 frank uitgetrokken; men begrijpt dus aanmerking 3^o van artikel 2 niet;

3^o Wat is de omstandige opgave van de verhooging van 64,000 frank.

In de aanmerkingen bij artikel 2, zegt de heer Minister, dat de vermeerdering van uitgaven te wijten is aan de verhooging van het aantal lagere militairen met meer dan drie jaar dienst, en wier *soldij* in *wedde* werd veranderd.

De Commissie verlangt de omstandige opgave van die verhooging te kennen.

De heer Minister gaf dien aangaande volgende inlichtingen :

De vermeerdering van 14,852,067 frank, op het ontwerp der begrooting voor 1923 bij artikel 2 in zijn geheel voorzien, spruit voort uit de balans tusschen de volgende verhoogingen en verminderingen :

VERMEERDERINGEN.

Litt. <i>a.</i> — Jaarwedden en vergoedingen der officieren . . .	23,850
» <i>b.</i> — Jaarwedden, soldij en vergoedingen der militairen van lagere graad	15,011,412
» <i>i.</i> — Uitgaven voor de pupillenscholen van het leger. .	255,425
» <i>j.</i> — Uitgaven voor de wapenscholen	64,000
» <i>k.</i> — Uitgaven voor de school der troepen van den gezondheidsdienst (nieuw)	23,000
Totaal der vermeerderingen	18,377,887

VERMINDERINGEN.

Litt. <i>c.</i> — Vergoedingen der aalmoezeniers en aangenomen priesters.	112,800
» <i>f.</i> — Dienst voor lichamelijke opvoeding	260,020
» <i>g.</i> — Dienst der stallingen, dienst van het hondenok. .	103,000
» <i>h.</i> — Dienst van de muziek	50,000
Totaal der verminderingen.	525,820
Vermeerdering in slotsom	14,852,067

Het bedrag van 15,011,412 frank, van litt. *b* voormeld, bestaat uit :

Jaarwedden fr.	13,387,500
Vergoedingen van verscheiden aard . .	1,623,912

Er is vermeerdering voor de *jaarwedden*, omdat :

1^o Het aantal *bezoldigde* militairen van 9,500 stijgt tot 12,729 of 3,229 meer.

Een bezoldigd sergeant trekt 360 frank per maand (minimum *wedde*) terwijl hij als soldij maar 2 frank per dag trok.

2° De bezoldigden ontvangen *normale* (driejaarlijksche, vijfjaarlijksche) weddeverhoogingen.

Daar deze verhoogingen verleend worden naarmate de belanghebbenden een zeker aantal jaren dienst tellen, is het niet mogelijk het bedrag juist te schatten.

Wat de vergoedingen betreft, sommige stegen (vergoedingen wegens afwezigheid, woonst- en gezinsvergoedingen); andere nemen af (vergoedingen aan de militairen op pensioen gesteld, aan de onderofficieren waarnemende officieren van den betalingsdienst of van het bestuur, enz.), ende uitkomst van de balans der vermeerderingen en verminderingen geeft de vermeerdering van 1,623,912 frank voormeld.

Er dient op gewezen dat de vermeerdering aan uitgaven, die voortspruit uit het overgaan van militairen *met soldij* tot de categorie *der bezoldigden*, gedeeltelijk vergoed wordt door eene besparing op de leveringen in natura, daar de bezoldigde militairen niet meer van die leveringen genieten.

De rechtvaardiging van de vermindering aangegeven bij artikel 33 « Voeding der troepen. Voeder » houdt trouwens rekening met de aanwezigheid van een grooter aantal weder in dienst getreden (bezoldigden).

* * *

In 1922 werd aanvankelijk een somme van 2,031,250 frank op het begrootingsontwerp (litt. i van art. 10) voor de pupillenscholen ingeschreven.

Voor de stemming over de begrooting van 1922 diende de Regeering talrijke amendementen in, waarvan een namelijk voor gevolg had dat bij artikel 10 een somme van 787 frank werd afgetrokken voor verblijfsvergoeding die niet meer moest uitgekeerd worden aan agenten met kosteloze huisvesting.

Bij die vermindering van 787 frank behoorde een bedrag van 175 frank voor de Pupillenscholen, waardoor het onder litt. i van artikel 10 aanvankelijk ingeschreven crediet van 2,031,250 frank op 2,031,075 werd teruggebracht.

Het voor 1922 toegekend crediet van 2,031,075 frank stijgt voor 1923 tot 2,286,500 frank, hetzij een vermeerdering van 255,425 frank.

Uit de vergelijking tusschen de toelichting van 1922 bij litt. i en de toelichting voor 1923 onder dezelfde littera (zie bladz. 89 van tabel XI) blijkt dat post « Bestuursuitgaven » op zichzelf reeds eene vermeerdering van 223,250 frank vermeldt, waarvan 219,000 frank voortkomen van het overbrengen naar post « Onderhoud der gebouwen » der uitgaven voor belangrijke geschiktmakingen, die in 1922 aangeduid stonden bij artikel 89 der Buitengewone begrooting.

Hierdoor wordt het 3° der *hoofdzakelijke* redenen, aangegeven om de verhooging bij artikel 2 te billijken, opgehelderd.

* * *

Wat betreft de vermeerdering van 64,200 frank onder litt. j « Uitgaven betreffende de wapenscholen » met betrekking tot het crediet onder

dezelfde alinea j voor 1922, wanneer men terugblijkt op de toelichting gegeven onder litt. j (zie bladz. 90 van tabel XI), dan blijkt het dat, vergeleken met de toelichting van 1923 voor dezelfde littera, voor 1923 de uitgaven voor het *personeel* stijgen met fr. 34,900
 en dat ook de bestuursuitgaven stijgen met fr. 29,300

Deze vermeerderingen worden in hoofdzaak gebillijkt :

1° Door de uitbreiding van het aantal leeraars, als gevolg van de oprichting van een school van gebreveteerde onder-officieren;

2° Door het feit dat vóór 1923 grootere onderhoudskosten voor de gebouwen voorzien worden. (Het aantal te onderhouden gebouwen nam toe en de verbruikskosten van water en electriciteit, die in 1922 niet bestonden, moeten voor 1923 betaald worden.)

* * *

Ik voeg er bij dat ik zinnens ben eerlang bij den Minister van Financiën een amendement in te dienen om het bij artikel II van het ontwerp der begrooting van 1923 ingeschreven crediet van 182,992,880 frank tot 182,474,180 frank te herleiden.

Deze vermindering van fr. 518,700
 . wordt als volgt gebillijkt :

1° Litt. b. (Jaarwedden, soldij en vergoedingen der militairen van lageren rang.)

Vermindering van 301,900
 uit hoofde van het vaststellen van het gemiddeld contingent voor 1923 op 111,000 manschappen.

2° De besparing die voortspruit uit de afschaffing der photo-beelden, die op het stamboekblad en het mobilisatieboekje der manschappen werden geplakt, leidt tot een vermindering in den « bestuurlijken dienst ». Verschillende uitgaven door het reglement op het beheer der troepen voorzien, van fr. 50,000

Daarentegen wordt eene vermeerdering van . . . 25,700

veroorzaakt door den « dienst van het onderwijs.

Onderricht in de scholen », naar aanleiding van de

inrichting eener school voor verdediging te land tegen

luchtluigen, hetzij bij littera e, minder 23,500.

« Dienst van het bestuur, het onderwijs en de bibliotheek ».

3° Door de mogelijkheid op een volgend jaar een gedeelte der aankopen te brengen voorzien bij littera f (dienst der lichamelijke opvoeding) voor de uitrusting en het materieel voor lichamelijke opvoeding voor de korpsen, de onderwijsinstellingen en de kampen, hetzij een vermindering van 215,000

Dit leidt tot een totale vermindering van fr. 540,200

Doch, het bij littera i voorzien crediet (uitgaven betreffende de pupillenscholen) zal moeten verhoogd worden met . . . fr. 21,500

Voor den aankoop van eeredienstbenoodigheden 4,000

Scholen van Marneffe en van Aalst (hernieuwing van sommige versleten voorwerpen) en voor het onderhoud der verpleeglokalen. fr. 17,500

Daar deze laatste uitgave van 17,500 frank niet meer zooals voorheen door artikel 12 (hospitalen) gedragen wordt en daar de dienst der hospitalen met deze wijziging heeft rekening gehouden voor zijne raming voor 1923, wordt de in slotsom bij amendement aan te vragen vermindering op het hooger vermelde bedrag van 318,700 frank teruggebracht.

De Bestendige Commissie voor Landsverdediging meent enkele beschouwingen te moeten geven over den toestand der bezoldigde militairen van lagere rang en u den tekst (Bijlage n° 4) van het Koninklijk besluit van 15 Juni 1920 — n° 7516, — waarbij de wedde dezer militairen geregeld wordt, te moeten onderwerpen.

Dit Koninklijk besluit vervangt de soldij door een jaarwedde voor sommige reeksen militairen of gelijkgestellten van lagere rang.

Ten opzichte van de begroting heeft het overgaan van een sergeant met soldij naar de categorie der bezoldigden volgend uitwerksel :

De belanghebbende die als *soldij* 2 frank per dag trók, ontvangt eene *wedde* van 360 frank per maand of 12 frank per dag.

Daar hij bezoldigd wordt, ontvangt hij geen voedsel meer op Staatskosten (hetzij een vermindering van fr. 3.08 per dag op artikel 33 van de begroting (voedsel) (1).

HOOFDSTUK III.

Militaire gasthuizen en apotheken.

ARTIKEL 12 EN 13.

Dit hoofdstuk bedraagt 328,700 frank minder.

De aanmerkingen bij artikel 12 vermelden dat het crediet in overeenstemming werd gebracht met de behoeften voor 1923; de loonen en vergoedingen aan het arbeiderspersoneel komen bij artikel 13 voor.

De Bestendige Commissie heeft volgende vraag gesteld :

Op welke posten slaat de vermindering van 640,000 frank?

Op littera a, b of c?

De heer Minister antwoordde :

De vermindering van 640,000 frank bij artikel 12 voor 1923 is het gevolg van onderstaande balans tusschen de verminderings- en de verhoogings.

(1) Zie Bijlage 4.

VERMINDERING.

Litt. a van art. 11 van 1922. (Overeenstemmend met littera a van 1923, met dit onderscheid dat de kosten voor begrafenis en voor onderhoud der lokalen in 1923, bij littera b en c voorkomen).	Verpleegkosten der onderofficieren en soldaten. fr.	1,300,000
Littera b van artikel 11 van 1922. (Overeenstemmend met littera d van 1923).	Aankoop van materieel, klee- en beddegoed, enz.	100,000
	Totaal der verminderingen. fr.	1,400,000

VERHOOGING.

Littera c van artikel 11 van 1922. (Overeenstemmend met littera c van 1923).	Genees-, heel- en artsensijkkundige diensten fr.	760,000
	Dus, ten slotte, eene vermindering van . fr.	640,000

De hoogervermelde verminderingen, samen 1,400 frank, worden als volgt verklaard :

1° Onder de bedrijfsuitgaven die in 1922 door artikel 11, littera a werden gedekt, kwamen die voor welke betrekking hadden op de wedden, loonen en vergoedingen van de *burgerlijke* arbeiders van den gezondheidsdienst.

Daar sommige dezer arbeiders, bij toepassing van het Koninklijk besluit van 13 Juni 1921, eene militaire verbintenis aangingen, worden zij, uit dien hoofde, gerangschikt bij de categorie der *bezoldigde militaire arbeiders* en de wedden en vergoedingen die zij tengevolge van dezen gewijzigden toestand ontvangen vallen onder artikel 11 littera b van 1923. « Wedden, soldijen en vergoedingen der militairen van lageren rang », post waaronder deze arbeiders samenvalLEN met de bezoldigde soldaten (zie blz. 87 van tabel XI; toelichting in bijlage onder littera b van artikel 2).

Dat verklaart eene eerste vermindering van 600,000 frank bij littera a van artikel 12.

2° Littera a van artikel 11 van 1922 dekte eveneens de wedden, loonen en vergoedingen van volgende arbeiders :

- a) militaire arbeiders zonder *militaire bezoldiging*;
- b) vaste en tijdelijke burgerlijke arbeiders en arbeidsters.

Deze uitgaven komen voor onder artikel 13 van 1923 (vroeger artikel 12 van 1922).

Eene tweede vermindering van 700,000 frank bij littera a van artikel 12 wordt aldus verklaard.

3° Wegens vermindering van de voorraden aan materieel, was eene ver-

mindering van 100,000 frank mogelijk bij littera *d* van 1923, overeenstemmend met littera *b* van 1922.

Die drie hoogergemelde verminderingen 600,000 + 700,000 (littera *a* + 100,000) maken te samen 1,400,000 frank, totaal der verminderingen.

De verhooging van 760,000 frank bij littera *e* van 1923 (vroeger littera *c* van 1922), moet nieuwe uitgaven dekken, zooals boekjes met voorschriften voor al de militairen, voorbehoedmiddelen, ontsmettingsmiddelen kosteloos aan de korpsen verstrekt.

Daarbij werd de reserve aan geneesmiddelen verbruikt ten gevolge van de griep-epidemie en van de al te groote besnoeiingen op de vroegere begrootingen. Deze reserve moet volstrekt worden opnieuw opgeslagen.

*
* *

Ik voeg erbij dat ik mij eerlang verplicht zal voelen bij den Minister van Financiën, een voorstel tot amendement in te dienen waarbij met 515,000 fr. het crediet van 8,003,000 frank wordt verhoogd onder artikel 12 van het ontwerp van begrooting voor 1923.

Deze credietverhoging wordt als volgt gebillijkt.

Verhoging van 600,000 frank voor littera *f*: « ruw onderhoud, optrekken en verbeteren enz. van de gebouwen » omdat het niet mogelijk was, vóór 31 December 1922, over te gaan tot de aanbesteding van al de werken voorzien voor 1922, daar hun onderzoek niet is afgelopen. (Het geldt dus eene overdracht van crediet).

Daarbij, uit hoofde van de vaststelling op 110,000 man van de gemiddelde getalsterkte van het contingent voor 1923 moet men met . . fr. 40,000 het crediet onder littera *a* en met 45,000 het crediet onder littera *c* verminderen.

Samen . . fr. 85,000

wat de bij wijze van amendement aangevraagde verhoging op 515,000 fr. brengt.

ART. 13. — Artikel 13 wordt verdeeld als volgt :

700,000 frank voor wedden, loonen, enz., van militaire arbeiders van den gezondheidsdienst zonder militaire bezoldiging, van vaste en tijdelijke arbeiders en arbeidsters.

465,000 frank voor wedden der gasthuisnonnen;

475,000 frank voor wedden en vergoedingen der verpleegsters, met inbegrip der verhoogingen, vergoedingen voor woonst, kleeding en gezin.

HOOFDSTUK IV.

Militaire Academie.

ART. 14. — De Commissie heeft gevraagd waarom de almoezenier van de Militaire School werd afgeschaft.

Feitelijk werd de almoezenier niet afgeschaft. De titularis is in 1922 over-

leden en werd niet vervangen; maar zijn dienst wordt thans tot ieders bevrediging verricht door den Hoofdalmoezenier van het garnizoen Brussel.

DE ARTIKELEN 13 TOT 19 gaven in de afdeeling en in de Bestendige Commissie voor Landsverdediging tot geen enkele aanmerking aanleiding. De verklaringen in 1922, in het verslag van den heer Pirmez, over deze posten waren afdoende zoodat wij er dit jaar niet hoeven op terug te komen; de uitgaven zijn overigens merkelyk dezelfde.

De Bestendige Commissie voor Landsverdediging heeft het Koninklijk Legermuseum in het Paleis van het Jubelpark bezocht. Zij heeft de uitstekende methode vastgesteld die gevolgd worden door de Conservators en de toegevoegde Conservators bij het rangschikken der aldaar verzamelde rijkdommen. Het werk van deze heeren is zeer uitgebreid en het personeel van het Koninklijk Legermuseum moet worden geluk gewenscht om het verstandig, oordeelkundig en noest werk dat sedert den wapenstilstand werd verricht.

De Commissie voor Landsverdediging acht het zich tot plicht te wijzen op de geschiedkundige afdeeling die de militaire herinneringen bevat vanaf de Brabantsche onwenteling tot heden ten dage, de herinneringen van de Belgen die in vreemde legers hebben gediend (Oostenrijk, Fransche Republiek, Eerste Keizerrijk, Nederlanden en Oost-Indië, Belgische expedities naar Portugal, Belgische expedities naar Mexico, andeel der Belgen aan den Italiaanschen vrijheidsoorlog, veldtocht tegen de Arabieren, Kolonie, enz.)

De Minister van Landsverdediging wees het vorig jaar in zijn antwoord op het Verslag over de Begrooting voor 1922 « *op het belang van dit bloeiend werk dat ten doel heeft 's Lands geschiedenis aan het publiek te leeren en zijne gevoelens van vaderlandsliefde en loyalisme te louteren en dat voor laboratorium moet dienen voor de militaire onderwijsgestichten, de geleerden of de navorschers* ».

De Commissie voor Landsverdediging erkent dat het Departement van Landsverdediging dit doel met reuzenschreden tegemoet gaat en dat zijne pogingen merkwaardig zijn en reeds met welslagen werden bekroond.

HOOFDSTUK V.

Bewapening, gerij en getuig voor het leger.

ARTIKELEN 21, 22, 23 EN 24.

De Bestendige Commissie voor Landsverdediging meent bondig de uitslagen te moeten uiteenzetten van eenige belangrijke bezoeken, door haar aan deze legerinrichtingen gebracht, en enkele belangwekkende uittreksels uit de verslagen mede te deelen.

Koninklijke Geschutgieterij.*(Verslaggever : de heer DE GÉRADON.)*

De Koninklijke Geschutgieterij beslaat eene oppervlakte van 3 hectaren 34. De gebouwen beslaan 1 hectare 79, quai Saint-Léonard te Luik. Onder meer betreft zij 23,000 vierkantmeter barakken op de vlakte van Bressoux.

Op bladzijde 40 van de Begrooting (n° 4-XV) staat de omstandige opgave van het loontrekkend personeel.

De loonen bestaan uit een vast gedeelte, vast loon genoemd, waarvan de maxima en minima door het Departement van Landsverdediging worden bepaald en een veranderlijk gedeelte, premiën genoemd.

Deze premiën zijn in verhouding tot de nuttige voortbrengst van den arbeider, dat wil zeggen tot het aantal uren besteed aan een bepaald werk. Zij worden berekend als volgt : een modeltijd wordt bepaald waarvoor een premie wordt verleend gelijk aan 20 t. h. van het loon; het bedrag van de premie wordt telkens bepaald door de opneming van den tijd die werkelijk door een arbeider werd besteed aan de uitvoering van een werk.

De overtijd besteed aan de uitvoering van een werk heeft natuurlijk eene evenredige vermindering van de premie voor gevolg; kortom het is eene beperkte toepassing van het « Rowan » premiestelsel.

De bepaling van den modeltijd hangt af van het bestuur der inrichting dat daarvoor over een bijzonder bureel beschikt en de tijd wordt, vóór de uitvoering van het werk, aan den arbeider medegedeeld.

De gemiddelde loonen en dagelijksche premiën voor het eerste kwartaal 1922, zijn de volgende (1) :

Acht-urendag.	Gemiddeld loon.	Voortbrengst premie.
Meestergasten	20.85	5.30
Eerste arbeiders	19.16	5.23
Justitiedarbeiders	17.72	2.60
Geschoolde arbeiders	15.55	2.64
Gespecialiseerde daglooners	15.56	2.04
Daglooners	11.40	1.55
Halve-gasten	9.04	0.50
Leerjongens	6.37	—

Werken in de fabriek uitgevoerd.

De werken van de Geschutgieterij kunnen als volgt worden samengevat :

a) Op nieuw in staat stellen en onderhoud van het gebruikte artillerie-waarnemings- en schuotskamer-materieel.

De belangrijkste herstellingen worden in de Geschutgieterij uitgevoerd; de andere in de divisie-werkplaatsen (een per divisie) afhangende van de Geschutgieterij.

(1) Niet inbegrepen de duurtetoeslagen, gezins- en woonstvergoedingen.

Deze werken die saamen worden uitgevoerd met de herinrichting der fabriek, namen in 1919 en 1920 de gansche bedrijvigheid van de Geschutgieterij in beslag, want het artilleriematerieel had de vermoeinissen van een vierjarigen oorlog meegemaakt en moest daarenboven een tijdperk van druk gebruik doormaken wegens het achtereenvolgens oproepen der verschillende militieklassen, enz.

De herinrichting en de uitbreiding der Geschutgieterij gebeurde met machines die grootendeels uit de werkplaatsen van Le Havre kwamen en met machines van de herzameling.

b) Sedert 1921, hield de Geschutgieterij zich vooral bezig met de geschiktmaking van Duitsch materieel.

Bij den aanvang van den oorlog had het Belgisch leger 7,5 cm kanonnen met eene uiterste schootsverheid van 5,400 meter; de oorlog heeft bewezen dat deze afstand te kort was en de Duitschers hadden in 1917 een nieuw kanon van 77 gebouwd dat eens zoo ver droeg.

De Geschutgieterij heeft de geschiktmaking van dit Duitsch kanon en zijne aanpassing aan kaliber 7c.5 onderzocht en beproefd, met het oog op het benuttigen van de bestaande munitie en om een zelfde kaliber als de Fransche artillerie te bekomen. Deze werken zijn thans aan den gang.

Daarbij bezat de Belgische artillerie in 1914 geen enkelen lichten veldhouwitsers (kaliber 105); uit de ervaring van den oorlog blijkt dat het leger een houwitsers van dit model noodig heeft.

De Geschutgieterij had, vanaf 1916, het Belgische leger voorzien van houwitsers van 105, door de Bondgenooten op de Duitschers buitgemaakt en in Le Havre geschikt gemaakt. Deze houwitsers droeg 6,800 meter ver en de Duitschers zijn erin geslaagd, mits enkele wijzigingen, hem 10 kilometer ver te doen dragen.

Op grond van die beginselen had de Geschutgieterij in 1919 in Le Havre een kanon van 75 en een houwitsers van 105 klaargemaakt met een schootsverheid van ongeveer 10,500 meter.

De aanmaak wordt ijverig voortgezet. Na deze werken, zal de Geschutgieterij de omwerking onderzoeken van de zware veldhouwitsers (kaliber 150) en van de Deutsche kanonnen van 105 en 130, enz.

Voorspannen en caissons.

De patronen in de nieuwe kanonnen en houwitsers verschoten, zijn verschillend van die door andere gelijkaardige vuurmonden verschoten. Het bleek dus noodzakelijk de caissons en voorspannen anders in te richten. Te dien einde heeft men de Deutsche caissons gewijzigd, waarvan meerdere honderden konden worden ingezameld.

a) De Geschutgieterij heeft ook de geschiktmaking voor het Belgische leger onderzocht van de kanonnen van 150 en 170. Deze kanonnen worden omgewerkt in de Cockerillfabrieken, die onder toezicht van de Geschutgieterij de voorgeschreven werken uitvoeren. Het programma voor 1921-1922 bedraagt de uitbreiding van de schootsverheid van ons materieel en zal waarschijnlijk einde 1923 klaar zijn.

Begeleidingskanonnen van Deutsche herkomst werden in staat gesteld en de eenheden zijn daarvan reeds voorzien.

d) Het beschieten van vliegtuigen kreeg gedurende den oorlog eene beteekenis die nog steeds toenemen zal en het is noodig dat de wapens van een verbeterd artillerie materieel worden voorzien.

De Geschutgieterij bouwt thans eene proefsectie die met al de mogelijke verbeteringen en die veel goedkoper zou zijn dan een in Frankrijk aangekochte sectie tegen vliegtuigen.

Zijn, zooals men verhoppen mag, de proefnemingen bevredigend, dan zal dit werk gedeeltelijk kunnen worden toevertrouwd aan de Belgische privaattijverheid die, in de huidige omstandigheden, zich de weelde niet kan veroorlooven van dure navorschingen.

In zake projectielen, houdt de Geschutgieterij zich bezig :

A) met het aanmaken van de noodige instructieprojectielen voor het schieten in vreedestijd te Elsenborn ;

D) met het aanmaken van oorlogsprojectielen ;

C) met de geschiktmaking van Deutsche projectielen.

De omwerking van projectielen wordt ijverig voortgezet.

Kostende prijs.

De Geschutgieterij tracht zoo nauwkeurig mogelijk den kostenden prijs te berekenen van elk der vervaardigde voorwerpen met het drievoudig doel :

A) Den door de privaattijverheid voor de levering van gelijkaardige voorwerpen gestelden prijs te kunnen nagaan ;

B) Zich rekenschap te kunnen geven of, in sommige omstandigheden, het niet voordeelig mocht zijn sommige voorwerpen door de privaattijverheid te doen vervaardigen in plaats van door de Geschutgieterij zelve ;

C) De fabricatie te kunnen nagaan met het oog op de verlaging van den prijs van den handenarbeid.

Bij de berekening van den kostenden prijs, wordt rekening gehouden met de algemeene kosten van de inrichting.

De inrichtingskosten begripen niet die welke gedaan werden sedert den terugkeer naar België. Volgens het bestuur van de inrichting werden de kosten van al de inrichtingen in Le Havre gedelgd door de behoorlijk vastgestelde winsten op leveringen aan diensten vreemd aan het Belgische leger; het is dus logisch geen rekening te houden met den prijs der machines die uit Le Havre kwamen.

De inrichtingskosten begripen dus enkel de uitgaven voor het opnieuw opstellen dezer machines en voor den aankoop van nieuwe machines : deze kosten moeten over tien jaar worden gedelgd (interest inbegrepen).

Daar wij ons een denkbeeld wilden vormen van de voortbrengst van de inrichting, zoo heeft het bestuur ons volgende gegevens medegedeeld :

Het voltooien van eene eerste bestelling van 48 Deutsche omgewerkte kanonnen van 75 heeft bewezen dat de kostende prijs op affuit 8,190 frank bedraagt.

Daarbij blijkt uit het onderzoek der uitgaven op 31 Augustus dat de kosten van de geschiktmaking van den Duitschen houwitser van 105 op 5,700 frank mogen worden geraamd.

In 1914 kostte een materieel van 75, 20.000 frank.

De Geschutgieterij acht dat met het coëfficiënt 3 als verschil van den prijs van grondstoffen en loonen in 1914 en 1922, de waarde van een kanon 60,000 frank zou bedragen, wat eene bezuiniging van 52,000 per materieel maakt.

Voor de houwitsers van 105 kan de bezuiniging op 75,000 frank worden geraamd.

Volgens den bestuurder van de Geschutgieterij zou er dus op de in 1922 geleverde materieelen eene bezuiniging van 11,000,000 zijn gemaakt.

Daarbij dient gevoegd de bezuiniging op de caissons, projectielen, enz. die voor 1922 op een totaal van 100,000 frank kan worden geraamd.

Dit coëfficiënt 3 is blijkbaar te laag en 4 ware dichter bij de werkelijkheid.

Financieel stelsel.

Maandelijks worden de gelden verstrekt door den Intendant Ordonnateur op aanvraag van de inrichting.

De financieele boekhouding en die van het materieel wordt op de Geschutgieterij overeenkomstig de onderrichtingen toegepast.

Daarbij geschiedt de rechtvaardiging van de gelden ter beschikking van de inrichting door middel van eene jaarlijksche financieele verantwoording door de onderrichtingen voorzien.

Groot Veldpark.

(*Verslaggever* : de heer MARCK.)

Een afvaardiging van de Leger commissie, bestaande uit de heeren Pirmez, voorzitter; Buyl, de Burlet en Marck heeft te Antwerp het Groot Veldpark bezocht. Zij was vergezeld van den afgevaardigde van den Minister van Landsverdediging.

De afvaardiging werd ontvangen door kolonel Van Perck. Deze opper-officier, na de inrichting en de diensten nauwkeurig te hebben beschreven, heeft het financieel beheer van het Groot Veldpark uiteengezet en de gansche boekhouding getoond.

De afgevaardiging stelde vast dat deze boekhouding met de grootste zorg was bijgehouden. Zij stelde ook vast dat zij stelselmatig elken dag wordt nagezien.

Onder boekhouding verstaan wij niet alleen het militair financieel beheer, maar ook de industriele boekhouding.

De grootste orde heerscht op de koeren, in de magazijnen en werkplaatsen.

Werden door de Commissie bezocht : de werkplaatsen voor herstel van de voertuigen, de magazijnen van vuurmonden, handwapenen, bijhoorig-

heden, voertuigen, de zadelmakerij, de verpleegkamers voor zieken en gekwelsten.

De afvaardiging stelde de juistheid vast van de cijfers en inventarissen.

Kolonel van Perck heeft op uitstekende wijze het hout benuttigd van den Herzamelingsdienst. Hij heeft voor zijn personeel behoorlijke barakken doen bouwen die dienen voor magazijnen-loodsen of werkplaatsen.

De afvaardiging heeft bevonden dat de reglementaire voorschriften overal in de beide talen zijn opgehangen. De drie officieren door de afvaardiging in de inrichting ontmoet — met inbegrip van kolonel van Perck — spreken zeer behoorlijk Vlaamsch.

Geen enkel lid van het burgerlijk personeel liet eenige klacht hooren. De afvaardiging stelde vast dat het personeel het voorgeschreven loon ontvangt en normaal niet meer dan acht uren daags werkt. Daags voor de betaling kunnen de arbeiders inzage nemen van hunne loonkaart en hunne wenschen van algemeenen aard worden door eene gemengde commissie onderzocht.

De afvaardiging acht het zich ten plicht kolonel Van Perck en zijne officieren geluk te wenschen om de toewijding waarvan zij blijk geven bij het besturen van het groot Veldpark.

De afvaardiging heeft ook, onder leiding van kolonel Van Perck, fort 6 bezocht.

Zij ging de rekenplichtigheid zorgvuldig na en is gelukkig te verklaren dat de boeken zeer goed gehouden zijn.

De afvaardiging heeft in gezegd fort bezocht : de munitiemagazijnen, de slaapgelegenheid voor de manschappen, de keuken, den refter voor de burgerlijke arbeiders en de avondschool.

Commandant Vermeulen moet evenals kolonel Van Perck en zijne medewerkers worden gelukgewenscht.

Herstellingsfabriek voor motorvoertuigen.

(Verslaggever : de heer DE BURLET.)

Eene afvaardiging van de Bestendige Commissie voor Landsverdediging begaf zich naar de herstellingsfabriek voor motorvoertuigen en naar het Reserve Sorteeringspark.

Waren aanwezig : de heeren Richard, Ernest en de Burlet.

De U. R. C. A. is een militaire inrichting van eerste gehalte. Zij wordt bestuurd door officieren met een buitengewone bevoegdheid.

De leden van de Commissie betreuren het dat dergerlijke belangrijke werkplaats aangelegd zij op gehuurde gronden en ingericht in eene reeks houten barakken, te midden van een overbevolkte drukke wijk. De brandgevaaren zijn talrijk en bestendig.

De voorzorgen tegen brand, hoe veelvuldig ook, schijnen vruchteloos. In geval van ramp zou heel de werkplaats spoedig in de vlammen opgaan; de ontvlambare stoffen zijn talrijk en de loodsen zouden spoedig uitgebrand zijn.

In de werkplaats heerscht een volmaakte orde.

De ondervraagde werklieden zijn tevreden met hun lot, zoowel over hun loon als over hun arbeid en over het Bestuur dat streng maar vaderlijk is.

Een enkel werkman — een soldaat — kloeg over zijn toestand met V. V. B., vergoeding voor vleesch en brood. Al de anderen verlangen ze te behouden zooals ze hun door de huidige bepalingen wordt verleend.

De boekhouding schijnt niet den gewenschten waarborg te geven. Een nieuw stelsel van nijverheidsboekhouding zal eerlang in voege gesteld worden. Het zal met de oude rekenplichtigheid overeengebracht worden en teenemaal voldoen. Men werkt met vlijt aan zijne verwezenlijking.

Er wordt geen inventaris gehouden zooals in de burgerlijke fabrieken en de andere gelijksoortige militaire inrichtingen.

De Commissie drukt het verlangen uit dat de U. R. C. A. onverwijld den inventaris met opgave der waarde opmake.

De koopprijs is noch juist noch duidelijk opgegeven. Wel is waar is de moeilijkheid hierin zeer groot, men moet er nochtans zoo spoedig mogelijk toe geraken zoo men een doelmatig toezicht wil verkrijgen.

Bij de U. R. C. A. werd een vulkanisatiewerkhuis aangelegd. Het is een model in zijn aard en het werk dat er geleverd wordt is zeer belangrijk. Dit werkhuis zou van de andere barakken moeten verwijderd staan om het veelvuldig gevaar dat het meebrengt te vermijden (ongezondheid, ontvlambare stoffen, enz.)

De verluchting wordt in den laatsten tijd aanzienlijk verbeterd. Langs dien kant is er veel vooruitgang.

Er dient gewezen op het huidig merkwaardig stelsel van de herziening *per recks*. Deze belangrijke behandeling geschiedt methodisch en zeer zorgvuldig onder het bestuur van knappe en gewetensvolle vakkundigen.

Het werk door de leden der Commissie nagezien is volmaakt.

De afdeeling « Electriciteit » verdient bijzondere gelukwensen.

Vakmannen zorgen voor de regeling, de herziening en het grondig onderzoek der magneto's, enz.

Het werkhuis beschikt over al de benodigdheden en mag met de beste gelijkaardige werkhuizen vergeleken worden.

De afdeeling der wagenbakken is ook verzorgd. Het gerief werd onlangs aangeschaft en wordt goed onderhouden. De houtvoorraad ligt echter opgestapeld in de gangen en te enge ruimten. Hij hindert in de beschikbare lokalen.

*
* *

De leden der Commissie meenen dat er zou moeten overgegaan worden tot :

- 1° Het in voege brengen van de nijverheidsboekhouding;
- 2° Het bouwen met harde stoffen van zulke belangrijke inrichting waar een omvangrijk materieel, machine-werktuigen van groote waarde, talrijke kostelijke voertuigen en allerhande voorraad zijn vergaard;
- 3° Het afscheiden van de vulkanisatiewerkhuisen;
- 4° De afzondering der afdeelingen ten einde het brandgevaar te verminderen;

5° De verplaatsing der inrichting, uit harde grondstoffen opgebouwd, op een meer afgelegen plaats.

*
* * *

De Minister van Landsverdediging heeft wel willen antwoorden aan de voorgaande opmerkingen :

1° *Het invoeren van de nijverheidsboekhouding* : Thans wordt in de U. R. C. A. op twee wijzen boekgehouden.

a) *De algemeene rekenplichtigheid over het materieel* om aan de hogere overheid (Rekenhof) de bij de wet voorgeschreven verantwoordingen te doen over het materieel van de werkplaats en en overplaatsingen van dit materieel.

b) *De nijverheidsboekhouding*, die er zich bij bepaalt de koopprijzen vast te stellen.

a) De rekenplichtigheid over het materieel werd onlangs gewijzigd door het aannemen van een stelsel met steekkaarten waardoor het stoffelijk werk van deze rekenplichtigheid vermindert maar de voorgeschreven verantwoordingen niettemin geleverd worden

b) Om het werk in te korten, komen enkel de stukken die van belang zijn voor het vaststellen der koopprijzen bij de nijverheidsboekhouding in aanmerking. Voor de werkplaats der herstellingen komt het er inderdaad alleen en voor alles op aan te weten of « de herstellingen, in de U. R. C. A. gedaan, goedkoop zijn ». De thans geldende nijverheidsboekhouding van de U. R. C. A. maakt het verstrekken van desbetreffende inlichtingen mogelijk.

Om de waarde van het materieel der werkplaats bij te houden zou deze nijverheidsboekhouding moeten uitgebreid worden : den verkoopprijs vaststellen, een rekening winst en verlies aanleggen, de balans opmaken, enz. Dit werk werd totnogtoe niet gedaan, daar het belang voor ons maar betrekkelijk was. Nochtans zal de mogelijkheid om die nijverheidsboekhouding te volledigen bestudeerd worden.

Ten andere, indien de instellingen van de D. D. C. A. vereenigd waren en, benevens de werkplaats, de magazijnen zouden bevatten, dan zouden de inlichtingen door een volledige nijverheidsboekhouding verschaft, eene veel klaardere beteekenis hebben.

2° *De herstellingswerkplaats uit harde stoffen opbouwen.* — Deze oplossing zou in elk opzicht voordeelig zijn, op voorwaarde dat men meteen zou besluiten, bij de werkplaats, de magazijnen en een klein park te voegen waar de werktuigen zouden vergaderd worden vóór hunne herstelling per reeks.

Deze noodzakelijke oplossing werd uitgesteld wegens begrootingsbezwaren en ook omdat het moeilijk was het belang te voorzien dat aan dergelijke inrichting moest toegekend worden zoolang het bepaald statuut der samenstelling van het leger niet was vastgelegd.

Thans staat de zaak in een ander daglicht : de toekomstige inrichting van het leger, zooals zij voorzien wordt in het nieuw ontwerp, maakt een benaderende raming van het belang van het autovervoer in vrede tijd mogelijk.

In die voorwaarden is het niet mogelijk de uitbreiding, die aan de her-

stellingswerkplaats en aan de magazijnen van het autovervoer moet gegeven worden, te bepalen.

Naar mijne meening zou men er last bij vinden zonder uitstel de hoofd-inrichting tot stand te brengen om het herstellen der motorvoertuigen te verzekeren, *alsmede de groote herstellingen aan de stormwagens* en het voorzien van al deze voertuigen van wisselstukken, toebehooren, enz.

3^o *De vulkanisatiewerkhuizen afscheiden en 4^o de afdeelingen afzonderen om het brandgevaar te verminderen.* — Bij het einde van het vorig jaar had de D. D. C. A. als overgangsmaatregel het vulkanisatiewerkhuis en het werkhuis « Motors-rijwielen » willen oprichten in het P. T. R. Daardoor kon het 4^o verwezenlijkt worden; doch dit voorstel ging niet door daar men in het onzekere verkeerde aangaande de vaste inrichting van de D. D. C. A.

Daarenboven moet er op gewezen worden dat de afschaffing van het P. T. R. die in den loop van dit jaar werd ingezien, toekomend jaar moet gedaan worden.

5^o *De werkplaats elders en op een meer afgelegen plaats oprichten.* — Dit kan verwezenlijkt worden samen met het opbouwen uit harde stoffen. Er kan inderdaad geen sprake zijn de blijvende werkplaats op te bouwen waar ze nu is, de plaatsruimte is te nauw, de grond is niet met den spoorweg verbonden, het brandgevaar is te groot, enz.

Reserve sorteeringspark.

(Verslaggever : de heer DE BURLET.)

Dit park is een model in zijn soort en zijn inrichting is merkwaardig. De Commissie wijst eenparig op den geest van initiatief van Kapitein-Commandant Jamin, bestuurder van dit organisme.

De volledigste orde heerscht in deze uitgestrekte militaire instelling : lokalen, open plaatsen, parken, bureelen, slaapgelegenheid der manschappen, keukens, wachtposten, stortbaden, waschplaatsen, eetzaal der manschappen, kantienen, alles is puik opgevat, geregeld en bestuurd. Wijze maatregelen werden genomen tegen brandgevaar : talrijke wateraansluitingen, bluschoestellen, emmers water, zakken zand, gerief, alles werd voorzien en is goed onderhouden.

De boekhouding is opperbest gehouden door den officier rekenplichtige voor het materieel, bijgestaan door een adjudant. De inventaris is volkomen in orde. De boeken van binnenkomen en uitgaan zijn regelmatig bijgehouden.

Geen enkele opmerking kan hierover gedaan worden.

De keukens zijn modelinrichtingen, dank zij het initiatief van den commandant, van wie al de manschappen met den meesten lof spreken. De spijzen zijn talrijk en overvloedig. Het eten is afgewisseld en goed voorbereid door ondervindingrijke en zorgzame mannen. Een groote moestuin bestaat een belangrijk stuk nevens de loodsen en brengt allerhande groenten op voor de troep.

De kantien wordt druk bezocht ; de mannen zitten er gemakkelijk en vinden er talrijke, gezonde en goedkoope dranken, levensmiddelen, lekkernijen, tabak, cigaren en sigaretten, briespapier, enz., enz., tegen matige prijzen. Commandant Jamin heeft van zijne kantien, zooals trouwens van al zijne lokalen, blijde, aangename en praktische plaatsen gemaakt.

De verpleegzaal is goed onderhouden en voorzien van alles wat er noodig om aan de soldaten de eer te zorgen bij ongevallen (veelvuldig in het Park) toe te dienen.

Sleepers, enz.

De Commissie meent dat niet al de sleepers in het P. T. R. vergaderd moeten bewaard worden.

Onder de loodsen staan veertig Duitse sleepers, Daimler, Benz, enz., waarvan dertig bruikbare; daarbij zijn er nog vier zware Engelse sleepers.

Deze sleepers nemen te veel plaats in, hun onderhoud is kostelijk en lastig en hun nut komt niet goed uit.

De Commissie wenscht dat de bijzondere voertuigen op chassis (verbandvoorraad, geneesmiddelen, telegrafie, enz.) zouden afgeschaft worden; de wagenbak zou kunnen geplaatst worden op chassis van een bijzonder type in geval van mobilisatie van het leger.

De commissie verlangt te weten wat er zal gedaan worden met de 375 bijwagens Mannesmann die in het Park staan.

Deze bijwagens zijn in goeden staat, ze zouden moeten gebruikt worden en een bepaalde bestemming hebben ofwel verkocht worden.

De Commissie stelt met groot genoegen de uitslagen vast die verkregen werden tegen geringe kosten dank zij het initiatief van een werkzaam, gediensstigen en gewetensvollen overste, bijgestaan door bekwame ondergeschikten.

*
* * *

De Minister wilde wel antwoorden als volgt op enkele overwegingen die hem werden onderworpen.

Het besluit om de sleepers van het P. T. R. te bewaren werd genomen in de volgende omstandigheden.

Na den wapenstilstand was het aantal sleepers van ons leger en deze ons door de opvordering geleverd te gering voor het sleepen van het artillerie-materiaal waarover wij beschikten. Volledige proefnemingen (in de omgeving van Luik met kanonnen van 153 en houwiters van 6 duim) leidden tot het besluit dat de Duitse sleepers zeer dienstig konden zijn voor dat gebruik.

Men besloot dus ze te behouden, benevens een zeker getal onbruikbare sleepers, die de noodige wisselstukken zouden hebben opgeleverd voor de mogelijke herstelling der andere.

De toestand verbeterde van lieverlede door het vermeerderen van 's lands inkomsten.

Doch terzelfder tijd steeg het aantal te sleepen stukken door het weer bruikbaar maken van een aantal Duitse kanonnen.

Men mag voorzien dat 's lands middelen het verkoopen van sommige thans bewaarde zware sleepers eerlang mogelijk maken.

Bijzondere voertuigen.

De afschaffing van de reserve bijzondere wagens wordt bestudeerd in overleg met de betrokken algemeene besturen.

Aldus zal men voor de ambulansen de hoogst noodige rijtuigen behouden voor den dienst in vrede-tijd met eene reserve aan *kassen* van ambulantië-wagens om bij de mobiëlmaking op de voorgeschreven chassis te plaatsen.

Wat sommige klassen van bijzondere rijtuigen betreft, onder meer die voor de telegrafisten, is de inrichting van de kassen en hunne plaatsing op de chassis soms tamelijk ingewikkeld. De dringende aard van hunne benutting speelt ook een rol bij de keuze der oplossing : het rijtuig volledig te behouden of zich met de wagenkas tevreden te stellen.

Op te merken valt dat voor sommige rijtuigen op chassis bewaard, het belegde kapitaal niet hoog is, aangezien de chassis zonder kassen slechts tegen lagen prijs konden worden verkocht.

Aanhangwagens.

De Mannesmann ambulantië-aanhangwagens, moeten benuttigd worden als « *aanhangwagens voor bespannen ambulantiëcaissons* » die de troepen op marsch volgen. De wijzigingen toe te brengen aan deze bijwagens voor dit gebruik zijn weinig belangrijk — luchtbanden en huiven. Het zal dus volstaan sleepers te bouwen om — goedkoop — over volledige rijtuigen te beschikken.

Het bouwen van de sleepers dezer ambulantiëcaissons wordt onderzocht (6^e A. B. en 3^e A. B.). Deze aanmaak zal trouwens slechts geleidelijk geschieden. Wat de bijwagens betreft, om de uitgaven voor luchtbanden te verminderen, zouden slechts enkele rijtuigen per divisiepark, in vrede-tijd, van luchtbanden worden voorzien, om bij de legeroefeningen te worden gebruikt. Bij de mobiëlmaking zou men de noodige luchtbanden koopen om al de rijtuigen ervan te voorzien.

Bevoorradingsmagazijnen voor motorvoertuigen.

(*Verlaggever* : de heer DE BURLET.)

Deze magazijnen beslaan overgrootse lokalen te Antwerpen. Zij zijn prachtig ingericht en bestuurd door lieutenant Thijs, wien de Commissie eenparig hulde brengt.

De boekhouding is volkomen in orde en de grootste orde heerscht in al de afdelingen van deze belangrijke inrichting.

De Bestendige Commissie voor Landsverdediging ging *herhaaldelijk alles na* :

geen enkele fout werd vastgesteld : het militair en burgerlijk personeel is werkzaam, toegewijd en ervaren.

Eene ernstige aanmerking moet worden gemaakt over de lokalen in planken opgetrokken.

Het brandgevaar is groot en spijs alle door de militaire overheid getroffen maatregelen (waterkranen-bluschoestellen, pompiersgerei, bijlen, houweelen, enz.) zou het eene onvermijdelijke ramp zijn zoo in die groote inrichtingen brand moest uitbreken.

Het Departement van Landsverdediging kan er thans natuurlijk niet aan denken nieuwe vuurvaste magazijnen te bouwen. Dit laat de begrooting niet toe.

De maatregelen tegen brand worden herhaaldelijk in herinnering gebracht, de onderrichtingen worden aan het personeel voorgehouden en ieder kent zijn rol bij brandalarm.

De Commissie verklaarde zich tevreden over de bezochte inrichtingen.

HOOFDSTUK V.

Kosten voor navorsching en beproeving van eene nationale motorbrandstof.

Art. 24.

De Commissie heeft inlichtingen gevraagd over littera *e* van *artikel 24*. Het aangevraagde crediet van 10,000 frank is enkel bestemd voor de uitgaven van studie en proefneming der Commissie voor motorbrandstof.

Deze Commissie werd op initiatief van het Departement van Landsverdediging opgericht om eene nationale motorbrandstof te bekomen die ons, in oorlogstijd en zoo mogelijk in vredetijd, niet meer van het buitenland afhankelijk zou maken.

In vredetijd zou het bestaan van zulke brandstof den invoer verminderen uit vreemde landen met hooge valuta, wat voor de onze voordeelig mocht zijn.

In oorlogstijd mogen wij niet meer van andere landen afhangen en moeten wij onze motorvoertuigen, onze vliegmachines en onze benzine-motoren kunnen in werking houden zelfs zoo de zee ons gesloten was of zoo men ons weigerde benzine te leveren.

De Commissie voor motorbrandstof is interministerieel maar daar hare werken hoofdzakelijk van belang zijn voor de Landsverdediging, zoo heeft dit Departement erin toegestemd de kosten op zich te nemen.

Op te merken valt dat bevoegde leden van de « Automobile Club » van deze Commissie deel maken en dat, totuogtoe, deze maatschappij op zich de studiekosten heeft genomen en sommige harer inrichtingen heeft ten dienste gesteld om de navorschingen van de Commissie te bevorderen.

De voorziene uitgaven die men met de gevraagde 10,000 frank hoopt te dekken bedragen o. m. kosten voor praktische proeven — op vaste motoren — met hydrocarbuur verbindingen die theoretisch schijnen te kunnen dienen

en in België kunnen worden voortgebracht. De arbeid van het personeel dat de proefnemingen leidt moet natuurlijk worden bezoldigd.

De Commissie die het vorig jaar een tiental vergaderingen hield, heeft eene ernstige documentatie verzameld en ten slotte een mengsel van alcohol en benzol onderzocht dat verschilt van hetgeen in Frankrijk werd opgelegd.

Het ontstaan van het Bergiusprocédé — waarvan de technische veiligheid werd onderzocht en erkend door de Commissie voor motorbrandstof en dat weldra in België zal worden aangewend — heeft het vraagstuk van de motorbrandstof eene nieuwe richting gegeven. Het procédé der katalytische pyrogenesie van hydrocarbure, dat thans in talrijke landen wordt onderzocht en dat de behandeling mogelijk maakt van kolen, bruinkolen en schiefer voor het bekomen van vluchtige stoffen, zal de Commissie voor motorbrandstoffen tot een ernstig onderzoek leiden.

De voordeelen, zoo voor de Landsverdediging als voor het economisch leven billijken, naar onze meening, ten overvloede de 10,000 frank die op de begrooting voorkomen.

HOOFDSTUK VI.

Militaire gebouwen en bouwwerken.

Ingaande op den wensch uitgedrukt door den heer Pirmez verslaggever voor 1922, heeft de Minister van Landsverdediging dit jaar onder twee afzonderlijke hoofdstukken de militaire gebouwen en de technische geniediensten vermeld.

Artikel 26b bedraagt 500,000 frank minder dan in 1922.

Kamerleden hebben gevraagd waarom, bij het opmaken van de Begrooting voor Landsverdediging, niet onder een enkelen post de « huur- en onderhoudskosten » worden vermeld, die bij de verschillende artikelen voorkomen.

De huur- en onderhoudskosten der gebouwen voor de troependiensten zijn vereenigd onder artikel 26 van de gewone begrooting.

Deze kosten met betrekking tot de inrichtingen of diensten van het leger komen voor onder het artikel dat de bedrijfs- of beheerkosten van deze inrichtingen of diensten bevat, overeenkomstig het nieuwe voorschrift op den onderhoud door de bewoners van de militaire gebouwen, dat sedert 1 Januari 1921 in voege is.

HOOFDSTUK VII.

Art. 27c.

Daar leden van de Commissie bijzonderheden hadden gevraagd over het materieel der draadloze telegrafie, zoo meent uw verslaggever aan de Kamerleden de vragen voor te leggen die op 14 Juni 1921 door den heer de Geradon tot den Minister van Landsverdediging werden gericht naar aanleiding van den aankoop van nieuw materieel voor draadloze telegrafie alsook de antwoorden die door het Departement werden gegeven. (27 Juni 1922).

De Minister van Landsverdediging heeft voor den aankoop van nieuw materieel voor draadlooze telegrafie aangevraagd :

In 1920, 430,000 frank ; in 1921, 1,710,000 frank ; in 1922, 3,133,000 frank.

De Minister gelieve mij te zeggen :

1° Aan welke aankopen, gedurende deze drie jaren, die credieten werden besteed ?

2° Aan welke leveranciers en aan elk voor hoeveel ?

3° Of de leveringen voldoening gaven en zij de draadlooze-telegrafie van het leger op de hoogte van den mogelijken toestand konden brengen ?

ANTWOORD.

1° In 1920 kon, om zoo te zeggen, geen nieuw materieel voor draadlooze telegrafie worden aangekocht.

Alvorens aankopen te doen was het inderdaad noodig op bepaalde wijze te weten wat de herstelling van het Duitsche heringezamelde materieel zou hebben opgeleverd.

Bij gevolg waren de aankopen beperkt tot bijhoorigheden en onder meer : lampen met drie electroden, electrische-machines, accumulatoren, electrische motoren en seinboekjes.

Men moest nog eene barak bouwen om het materieel te bergen.

Daartoe werden 408,000 frank uitgegeven van de 430,000 die waren toegekend.

In 1921 werden aangekocht op de buitengewone begrooting, posten voor draadlooze telegrafie en telefonie, draagbare sein- en ontvangposten, posten voor vliegtuigen en ontvangtoestellen met ramen.

Werden nog aangekocht : wisselstukken, bijhoorigheden en namelijk reserve accumulatoren voor electrische machines, lampen met drie electroden, bluschoestellen voor de posten, voltmeters, vilt, rotting voor de vangstangen, uurwerken met foedraal, kompassen, koorden, drukwerk en kaarten, verschillend gerief en bijwagens voor de posten. 1,436,000 frank werden daaraan besteed op de 1,710,000 frank die waren toegekend.

In 1922, daar wij het bedrag van de verleende credieten niet kenden, was het nog niet mogelijk belangrijke aankopen van materieel te doen.

De aankopen moeten inderdaad geschieden volgens een programma dat rekening houden moet met de credieten te onzer beschikking.

2° Al deze aankopen geschieden bij openbare aanbesteding met oproep tot de concurrentie, behalve voor de lampen met drie electroden die in 1920 voor 113,730 frank door de Fransche regeering werden afgestaan. Het drukwerk en de kaarten werden geleverd door het 4° Algemeen Bestuur van mijn Departement (3,466 frank in 1920 en 4,032 frank in 1921).

Het gereedschap werd geleverd door het geniepark van het leger (2,330 frank).

De oproep tot de concurrentie voor de levering en de omwerking van aanhangwagens heeft geen voldoende uitslag opgeleverd (eene partij tegen 17,000 frank) en dus werd een groot deel van deze bestelling aan het Bouwarsenaal van Antwerpen gedaan (175,000 frank).

In 1920 werden tot aannemers uitgeroepen : voor de levering van accumulatoren : Société Belge des Accumulateurs, Brussel, 188,959 frank; elektrische machines : Braun, vertegenwoordiger te Brussel, van de Société l'Aster, 79,000 frank ; motoren : Société d'Électricité et de Mécanique, Brussel, 7,282 frank.

In 1921 werd eene levering van telegraaf- en telefoonposten toegewezen aan de « Société d'Électricité et de Mécanique », te Brussel, voor de som van 272,000 frank; eene van draagbare sein- en ontvangposten aan de « Société indépendante belge de T. S. F. », te Brussel, voor de som van 150,000 frank; eene van ontvangtoestellen met raam, aan dezelfde firma voor 123,750 frank; eene van vliegtuigposten aan de « Société Nationale Radio-électrique », Brussel, voor 6,250 frank.

De bijhoorigheden werden toegewezen :

Accumulatoren, aan de « Société des Accumulateurs Gadot », te Levallois-Perret, voor een totaal van 556,820 Fransche franken; wisselstukken voor elektrische machines aan den heer Braun, hooger vermeld voor fr. 5,602.08; lampen met drie electrôden, aan de « Société anonyme Lumière économique », voor 51,900 frank; bluschtorstellen, aan de heeren Borremans en Humblot, te Brussel, vertegenwoordigers van het Verax toestel, 8,789 frank; voltmeters, aan den heer Delvaux, Brussel, 12,792 frank; telefoonhelmen, « New Antwerp Telephone and Electrical Works, te Antwerpen, 25,024 fr.; rotings, aan de « Société nationale radio-électrique », Brussel, 3,902 frank; uurwerken met foedraal, aan de heeren Danthine en Meiser, Brussel, 11,880 frank; lichtkompassen, aan den heer Fisch, Brussel, fr. 19,056.60; koorden, aan de Naamllooze Vennootschap Vertongen-Goens, Dendermonde, 1,260 frank; vilt, aan den heer Lacroix, Brussel, 2,116 frank; omwerking van aanhangwagens, aan den heer Majois, te Haine-Saint-Paul, 17,000 fr.

Daar de begrooting zoo laat werd gestemd, werd eene som van ongeveer 274,000 frank niet betaalbaar gesteld; het bleek dat een merkelijke bezuiniging op de begrooting kon worden gemaakt met geen gevolg te geven aan den uitslag der aanbesteding;

3^o De leveringen op de begrooting van 1920 waren bevredigend. Ook al die op de begrooting voor 1921; het is overbodig daarbij te voegen dat de toestellen en bijhoorigheden, die geen voldoening geven bij het in ontvangst nemen, overbiddelijk worden geweigerd.

Zoo de credieten voor 1922 gevraagd door de wetgevende Kamers worden toegestaan, zal de draadloze telegrafie van het leger op de hoogte harer mogelijke taak zijn, behalve wat sommige bijhoorigheden betreft waarvoor credieten werden gevraagd op de begrooting voor 1923 (1,173,000 frank).

HOOFDSTUK IX.

Voeding der troepen.

Artikel 23 vermeldt in de kolom « aanmerkingen » 91.000 man, terwijl op bladzijde 87, 113,200 man aangegeven zijn onder het hoofdstuk « Wedden, soldij en vergoedingen der militairen van lageren rang »,

Dit verschil is daaraan te wijten dat de militairen zonder militaire bezoldiging, die loonen trekken evenals de soldijtrekkende militaire met voedingsvergoeding, geen recht hebben op verstrekkingen in natura ten laste van den Staat.

Dagbladen hebben ten onrechte geschreven dat het rantsoen der manschappen was verminderd en dat men daarin de verklaring moest zoeken van eene vermindering van 20,369,100 frank bij artikel 33. Verscheidene Kamerleden maakten zich in de afdeeling de tolk van dit valsch gerucht.

Het rantsoen der manschappen *werd niet verminderd*. Zooals blijkt uit de verantwoording van de vermindering van 20,369,100 frank op het krediet voor 1922, is deze vermindering alleen te wijten aan de prijsdaling van sommige eetwaren, aan de aanwezigheid van een grooter aantal opnieuw dienstnemenden die geen recht hebben op eenige verstrekking in natura vanwege den Staat en aan het feit dat het aantal te voeden paarden afgenomen is.

Deze vermindering van 20,369,100 frank zal daarbij eerlang, bij wijze van amendement, op 23,647,800 frank worden gebracht, vanwaar eene nieuwe vermindering van 5,278,700 frank die verklaard wordt door volgende elementen die zich voordeden na het indienen van de begrooting :

1. Het aantal *gerantsueneerden en dergenen die menagevergoeding ont-rangen*, dat op 91,000 was bepaald in de toelichting van artikel 33 der begrooting (zie blz. 69, van tabel XI [Kolom « Aanmerkingen »]) moet op 88,000 worden gebracht wegens vaststelling op 110,000 man van het gemiddeld contingent voor 1923.

2. Het bedrag der menagevergoeding werd van fr. 0.95 op fr. 0.75 gebracht voor de onder-officieren; van fr. 0.55 op 0.35 voor de korporaals en soldaten, en geen onderscheid wordt meer gemaakt voor de troepen die aan de menage deelnemen gedurende de schiet- en legeroefeningen.

Voor de niet militaire pupillen werd deze vergoeding voorloopig van fr. 0.75 op fr. 0.45 gebracht.

Om deze verminderingen te vergelden werd beslist dat de menageartikelen, tabak..., enz., kosteloos door de Intendance zouden worden geleverd wat tegen fr. 0.10 per man en per dag ($88,000 \times 365 \times \text{fr. } 0.10$) bij artikel 33 een nieuwen post vergt van 5,241,200 frank.

De balans tusschen hoogergemelde verminderingen en verhoogingen geeft eene bijkomende vermeerdering van 5,278,700 frank, die zal worden verwezenlijkt bij wijze van een amendement waarbij eene nieuwe toelichtingstabel voor artikel 33 zal worden gevoegd.

Art. 33.

In de afdeelingen werd gevraagd of de uitgaven voor onderhoud der troepen niet zorgvuldig moesten worden herzien.

Daarop heeft de Minister geantwoord :

Bij de berekening van de nieuwe toelichting te voegen bij amendement op artikel 33 van de gewone begrooting voor 1925, werd rekening gehouden met al de uitgaven voorzien voor den onderhoud der troepen, op grondslag

van den gemiddelden prijs der uit te deelen levensmiddelen en van het juiste aantal gerantsoeneerden.

*
* *

Verscheidene volksvertegenwoordigers wenschten te weten of de rantsoenen dezelfde zijn bij het bezettingsleger en bij het leger in België.

Het rantsoen der bezettingstroepen verschilt gedeeltelijk van dit der troepen in België.

Het dagelijksch rantsoen van de manschappen in garnizoen in België bedraagt : 600 gram brood, 300 gram vleesch, 15 gram koffie, 25 gram reuzel, 5 gram bitterpeeeën, 15 gram rijst of boonen, of erwten, of vermicelli, 1/4 gram peper en 20 gram zout.

De manschappen van het bezettingsleger ontvangen hetzelfde rantsoen, vermeerderd met 150 gram brood, 100 gram vleesch en 15 gram reuzel.

ART. 35.

Leden van de Commissie vroegen uitleg over den dienst van het beddegoed en de uitgaven die hij oplegt.

Daarop antwoordde de Minister :

De ramingen bij artikel 35 voor het dienstjaar 1923 werden met den grootsten zin voor bezuinigingen opgemaakt.

Zijn geven, vergeleken met de vorige begrooting, eene vermindering van 1,508,000 frank. Maar deze bezuiniging kan niet behouden blijven.

Wegens onvoorziene omstandigheden, ben ik verplicht eerlang, bij wijze van amendement, volgende verhoogingen te vragen :

1^o) 100,000 frank om de 2,000 dekens te vervangen die naar de geteisterden van Smyrna werden gezonden.

Deze gift geschiedde na beslissing van den Ministerraad.

2^o) 300,000 frank voor bedrijfskosten der gewestelijke beddegoedmagazijnen, wat het bedrag is van eene bezuiniging, die, bij nader onderzoek, onmogelijk bleek.

ART. 36.

Artikel 36 bedraagt 207,350 frank meer.

De Bestendige Commissie voor Landsverdediging heeft omstandige en nauwkeurige inlichtingen gevraagd over dit artikel.

Het Parlement moet ingelicht worden over het Centraal Legermagazijn, den herstellingdienst der versleten kledingstukken van het Leger te Roese-laere en over de Militaire Schoenfabriek te Thielt.

Het personeel van die drie inrichtingen telt 381 arbeiders.

Bij de Militaire Schoenfabriek te Thielt zijn er :

1 deskundige in leder ;

44 burgerlijke arbeiders ;

44 arbeidsters.

Er is daarenboven volgend militair personeel :

3 officieren ;

5 onder-officieren ;

1 korporaal ;

54 soldaten.

De uitgaven aan loonen bedragen 1,142,000 frank.

Deze som beslaat de loonen die betaald worden aan het burgerlijk personeel der drie voormelde inrichtingen.

Voor de militaire schoenfabriek te Thielt raamt men het bedrag der in 1923 te betalen loonen op ongeveer 496,000 frank.

Te Thielt is er sedert 1 Januari 1923 een nijverheidsboekhouding.

Op 1 Januari 1923 kostte een paar schoenen fr. 41.58.

De burgerlijke werklieden, die meest ter plaatse worden aangeworven, werken acht uur per dag.

Hier volgt de loonrooster.

Mannelijk personeel.

Leerjongens	fr.	0.20 tot 0.70
Halve gasten.		0.75 tot 1.00
Niet gespecialiseerde daglooners		1.00 tot 1.25
Gespecialiseerde daglooners		1.25 tot 1.50
Geschoolde werklieden		1.50 tot 1.75
Eerste werklieden.		1.75 tot 2.00
Vakkundigen		2.00 tot 2.25

Vrouwelijk personeel.

Leermeisjes	fr.	0.20 tot 0.50
Halve gasten.		0.50 tot 0.75
Niet gespecialiseerde dagloonsters		0.75 tot 1.00
Gespecialiseerde dagloonsters.		1.00 tot 1.20
Huisbewaarster bezoekerster, maandloon		30.00 fr.

Art. 36.

In de afdelingen maakten sommige leden zich bezorgd over de jaarwedde van eene huisbewaarster: 360 frank.

De huisbewaarster-bezoekerster is de echtgenote van een onder-officier bediende der fabriek. Benevens haar maandloon van 30 frank wordt haar kosteloos vuur en licht verleend. Daarbij ontvangt zij voor elke maand, van October tot Maart inbegrepen, 200 kilogr. kolen.

Hier ook nog vroegen vele Kamerleden naar de beteekenis van de voetnota bij verscheidene artikelen :

« 1/2 t. h. af te houden voor geneesmiddelen » De Commissie verstrekke uitleggingen in het begin van dit verslag. De agenten wier bezoldiging of jaarlijksch loon, de bijwedden erin begrepen, 3,000 frank te boven gaan,

worden door den gezondheidsdienst van het leger verzorgd mits eene alhouding van 1/2 t. h. op hun wedde, en dit, op hun uitdrukkelijk verzoek.

Deze zorgen worden kosteloos verleend aan hen die jaarlijks 3,000 frank en minder verdienen.

De tijdelijk aangeworven werklieden hebben alleen kosteloos recht op de geneeskundige zorgen die gegeven worden in de instelling waar zij werkzaam zijn.

ART. 57.

De aangevraagde credieten voor den kleedingsdienst werden berekend volgens de werkelijke noodwendigheden op het oogenblik van het opmaken der begrootingsvoorstellen en met inachtneming der marktprijzen van het tijdstip. Het bedrag van het crediet werd bepaald voor kleeding van 90,000 rekruten, in den loop van het jaar 1923 in te lijven en voor het hernieuwen van een gedeelte der uitrusting van de bestendige militairen. De sommen voor die noodwendigheden aangevraagd vormen een onontbeerlijk minimum en het stijgen der prijzen sedert het opmaken van deze begrootingsvoorstellen zal de verwezenlijking van voormeld programma uiterst moeilijk maken. Ook zal de Minister van Landverdediging het neerleggen van een amendement, om den voorraad weder samen te stellen, moeten overwegen.

Van nu af wordt een credietverhoging van 72,200 frank, bij wijze van amendement aan te vragen, gebillijkt door de noodwendigheid om in de bevoorradiging 2,000 tenten, door de Regeering naar de vluchtelingen van Thracië gezonden, te vervangen.

HOOFDSTUK X.

Vervoer- reis- en verhuiskosten.

ART. 41a.

De Commissie voor Landsverdediging zou willen dat het Departement van Landsverdediging volgende uitgaven nader zou bepalen.

1° Reizen van officieren en gelijkgestelden.

2° Vergoeding wegens verhuizen.

Het schijnt dat de officieren er niet toe geraken de verhuiskosten te betalen, die hun zoo dikwijls worden opgelegd, met de geringe tegemoetkomingen die hun zoo karig worden toebedeeld door de reglementen.

Sommige leden van de Commissie dringen aan op dat het Departement van Landsverdediging het afschaffen van artikel 41a zou nastreven door de officieren zoo weinig mogelijk van garnizoen te doen veranderen.

De Minister antwoordde :

Het crediet van 1,483,000 frank wordt verdeeld als volgt :

1° Reizen der officieren, gelijkgestelden en burgerlijke ambtenaren en beambten die van het Ministerie van Landsverdediging afhangen .	fr.	1.233,000
2° Verhuiskosten		250,000

Totaal, fr. 1,483,000

Ik meen ook dat de thans geldende tegemoetkomingen ontoereikend zijn om de officieren te vergoeden voor de onkosten die hun worden veroorzaakt wegens verplichte verhuizingen.

Nochtans, daar voormelde sommen werden berekend volgens het aantal (niet gevraagde) verplaatsingen, tot de volstrekte dienstbehoeften beperkt, kan een verhooging van het bedrag der verhuiskosten niet onderzocht worden dan in zooverre de Wetgeving bijkomende credieten verleene.

ART. 41B.

De Commissie voor Landsverdediging heeft uitleg gevraagd over de vertoon- en zendingskosten der officieren (592,000 frank). Zij verlangde te weten of het de zendingen en studiereizen gold, ofwel de verplaatsingen aan de officieren opgelegd om den Minister van Landsverdediging te vertegenwoordigen bij het inhuldigen van gedenkstenen, vaderlandsche feesten, enz., ofwel of het vergoedingen betrof aan militaire voordrachtgevers toegekend.

De som van 592,000 frank wordt besteed aan het dekken van de volgende uitgaven :

a) bijzondere vergoedingen wegens kosten van vertoon, kantoor, onderhoud van paarden, huisvesting, enz. van onze militaire attachés en hunne adjunkt-officieren (Parijs, Londen, Den Haag, Rome);

b) bijzondere vergoedingen wegens terugbetaling van verblijfkosten, leerreizen, aankoop van boeken, gerief, klasbehoeften, enz. aan de officieren die een leertijd doorbrengen in de scholen, korpsen en diensten der buitenlandsche legers;

c) bijzondere vergoedingen aan de officieren en burgerlijke ambtenaren die op bevel van den Minister van Landsverdediging gelast zijn met bijzondere zendingen namelijk naar het buitenland, en die hun buitengewone onkosten opleggen, waartoe de gewone vergoedingen ontoereikend zijn.

d) Vergoedingen wegens vertoon- en ontvangstkosten, waartoe de militaire overheden gedwongen zijn, namelijk bij de ontvangst van overheden, vreemde officieren, enz.

HOOFDSTUK XI.

Pensioenen en hulpgelden. — Toelagen.

ART. 43.

Verscheidene Kamerleden vroegen in de afdeelingen of de burgerlijke werklieden, die bij het Departement van Landsverdediging werkzaam zijn (werkhuisen, fabrieken, enz.), verzekerd zijn tegen ongevallen.

Het Departement van Landsverdediging achtte zich tot nogtoe niet gebonden door de wet van 24 December 1903 over de herstelling der schade door werkongevallen veroorzaakt. Niettemin, en krachtens het Koninklijk besluit van 20 November 1915, n° 1872, verzekert het de herstelling van deze ongevallen wat betreft al de burgerlijke werklieden ten opzichte derwelke het als ondernemingshoofd kan beschouwd worden.

Het past op zijne werklieden, slachtoffers van een ongeval bij de uitvoering van hun dienst overkomen, de voorschriften toe van voormelde wet en kent hun vergoedingen toe die nooit kleiner zijn dan die bij de wet voorzien en deze dikwijls te boven gaan. Mocht er zelfs ooit besloten worden dat deze wet op het Departement toepasselijk is, dan zou dit, in overeenstemming met den regel door de andere Staatsdiensten aangenomen, zich zelf als eigen verzekeraar stellen.

HOOFDSTUK XII.

Militaire veiligheidsdienst bij het bezettingsleger in stand gehouden.

ART. 48.

De Bestendige Commissie gaf hierboven bijzonderheden over de Militaire veiligheid bij het bezettingsleger, maar zij verlangde duidelijke inlichtingen te hebben over al de posten betreffende :

Marsch-kosten ;

Afwezigheids-kosten ;

Verblijfs-kosten ;

Gezins-kosten, enz.,

en vroeg wat een gelegenheidsagent is.

Krachtens het Koninklijk besluit van 15 Juli 1920, nr 7730, worden de de ambtenaren van de Militaire veiligheid, inzake bezoldiging en vergoedingen, gelijkgesteld volgens de klasse waartoe ze behooren met de graden bij het leger, van den graad van majoor tot dezen van adjudant onder-officier.

Dit Koninklijk besluit luidt :

EERSTE ARTIKEL. — De wedden der ambtenaars van de militaire veiligheid van het bezettingsleger zijn vastgesteld als volgt :

Ambtenaar 1^e klasse, wedde van majoor ;

— 2^e klasse, minimum-wedde van kapitein-commandant ;

— 3^e klasse, minimum-wedde van tweede-kapitein ;

— 4^e klasse, minimum-wedde van luitenant (drie jaar graad van officier ;

— 5^e klasse, minimum-wedde van onderluitenant ;

— 6^e klasse, aanvangswedde van den opnieuw dienstmendenden adjudant.

Onder opzicht van hospitaalverpleging, reiskosten en vergoedingen (met uitzondering der kleervergoeding) dienen de ambtenaars der militaire veiligheid, bij overeenstemming, te worden aanzien in dezelfde graden als die welke beschouwd zijn in Ons besluit ter vaststelling hunner rechten op pensioen.

Een Koninklijk besluit van 8 November 1919 regelt de reisvergoedingen en vertoonkosten van de officieren en gelijkgestelden.

Dit Koninklijk besluit luidt :

EERSTE ARTIKEL. — Indien de officieren en gelijkgesteld en zich verplaatsen en

krachtens onderhavig reglement aanspraak hebben op vergoedingen, dan worden deze volgens het hiernavolgend tarief berekend :

Vergoeding voor	Generaals en gelijkgestelden	Opperofficieren en gelijkgestelden	Lager officieren en gelijkgestelden
Reis (een dag)	40	35	30
Id. (1/2 dag)	16	14	12
Marsch	12	9	7
Afwezigheid	6	5	4
<i>Verhuizing :</i>			
Gehuwden, weduwnaars of gescheidenen met een kind uit hun huwelijk gespro- ten ten hunnen laste	600	500	400
Ongehuwden	125	100	80
	Onder-officieren	Korporalen, brigadiers, soldaten en gendarmen	
Gehuwden of weduwnaars met kind, ge- scheidenen met een kind uit hun huwe- lijk gesproten ten hunnen laste.	200	180	

Reisvergoeding.

ART. 2. — De reisvergoedingen worden nooit gecumuleerd met de marsch vergoeding of met elke andere bijzondere verblijfsvergoeding.

De verblijfsvergoeding is verschuldigd aan de officieren en gelijkgestelden voor elken nacht afwezigheid buiten hun woonplaats veroorzaakt wegens zending of elke andere dienstreis, afzonderlijk gedaan, zoowel in België als in het buitenland.

De artikelen 3 en 4 voorzien de vergoedingen per halven dag, en regelen de gevallen waarbij de belanghebbende recht hebben op bedoelde vergoedingen of niet.

Marschvergoedingen.

ART. 5. — De marschvergoeding is verschuldigd :

A)

B) Voor heel den duur der afwezigheid, aan de officieren :

1° die deel uitmaken van het bezettingsleger ;

2° afgevaardigd met manschappen met het doel de openbare rust te handhaven : werkstakingen, opstand, onheilen, rampen, enz. ;

3° die de troepen vergezellen aangeduid om voorloopig in een ander-garnizoen de troepen te vervangen die tijdelijk afwezig zijn wegens schiet-perioden of krijgsoefeningen ;

4°

5^o in algemeen regel; aan de officieren die troepen vergezellen bij den bewoner ondergebracht en gehuisvest.

Afwezigheidsvergoeding.

ART. 7. — De gehuwde officieren, weduwnaars of uit den echt gescheiden met één kind te hunnen laste, die in de instructiekampen reis, marsch of verblijfsvergoedingen genieten, ontvangen daarenboven, voor elken nacht afwezigheid, eene dagelijksche vergoeding voor afwezigheid, zooals in het eerste artikel wordt bepaald.

Woonstvergoeding.

Een K. B. van 11 Juli 1921 luidt :

Gelet op de talrijke garnizoensveranderingen waaraan sedert den wapenstilstand de officieren van alle graden, alle wapens en alle diensten onderworpen zijn en op de uitzonderlijke uitgaven voor huisvesting die hun werden opgelegd wegens de algemeene stijging der huurprijzen ;

Gelet op het hooge geldelijk bedrag voor onderhoud der militaire uitrusting alsook op den hoogen prijs die voor hare hernieuwing moet worden betaald.

Op voordracht van Onzen Minister van Landsverdediging :

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

EERSTE ARTIKEL. — Artikel 6 van Ons Besluit van 18 September 1919 n^o 6146⁵ wordt ingetrokken en vervangen door volgende tekst :

Aan de officieren en gelijkgestelden die geen kosteloze huisvesting op Staatskosten genieten, wordt eene woonstvergoeding toegekend bepaald als volgt :

Aan de officieren en gelijkgestelden die gehuwd, weduwnaar of uit den echt gescheiden zijn, met een kind te hunnen laste : 175 frank per maand.

Aan de overige officieren of gelijkgestelden : 100 frank per maand.

De woonstvergoeding wordt terzelfdertijd en op dezelfde wijze uitbetaald als de wedde. Zij is verschuldigd vanaf den 1^{er} der maand volgend op het verworven recht en houdt op verschuldigd te zijn vanaf den 1^{er} der maand volgend op het verlies van dit recht.

Gezinsvergoeding.

Op 5 Augustus 1920 zond de heer P. E. Janson, Minister van Landsverdediging, aan de militaire overheden een Ministerieel rondschrijven (1^o Bestuur, 4^o Bureel n^o 108 4 530/11205) dat o. m. luidt :

« De gezinsvergoeding van 100 frank per jaar en per kind wordt gebracht op fr 0.50 per dag voor elk kind ten laste en voor al de dagen van het jaar ($365 \times 0.50 = \text{fr. } 182.50$). »

De voorwaarden van de rechten en het tijdstip van betaling blijven dezelfde als die bepaald in de vroegere onderrichtingen.

Het zou te ver leiden moesten wij deze Koninklijke besluiten of Ministerieele

bepalingen omstandig opgeven. Uw verslaggever heeft de maatregelen aangehaald met betrekking tot de gestelde vragen. Zij worden uitgebreid tot de ambtenaren van de Militaire Veiligheid.

* * *

Onder gelegenheidsbeambte verstaat men een persoon die voor eene bijzondere opdracht wordt aangeworven.

ART. 49. — De Commissie heeft gevraagd wat de controle over de kazerneering van het bezettingsleger was, wat haar doel en hare werking was en zij wenschte het verschil te kennen tusschen de marsch- en de reisvergoeding.

Volgens de overeenkomst bij het Verdrag van Versailles gevoegd, moeten de Deutsche overheden ter beschikking van de bezettingstroepen de noodige huisvesting en kazerne-materieel stellen en desnoods de vereischte verbeteringen en herstellingen uitvoeren.

Om de troepen voldoening te schenken, werd de controle over de kazerneering op de volgende grondslagen ingericht :

a) Sommige opdrachten werden aan verschillende diensten toevertrouwd om samen met de gewone te worden uitgevoerd :

b) De controle over de gebouwen van de bezetting en de kazerneering wordt opgedragen aan de geniedienst die daartoe het personeel bezigt dat bij dit artikel staat vermeld. Het controlepersoneel houdt er de hand aan dat de lokalen der 4^e zone steeds in bewoonbaren staat zijn ; het ander personeel maakt de plannen op, zorgt voor boekhouding en briefwisseling.

De marschvergoeding wordt samen met de wedde betaald wanneer het personeel in zijn gewoon garnizoen blijft ; in geval van zending buiten het garnizoen wordt de reisvergoeding uitbetaald.

HOOFDSTUK XII.

Verschillende en onvoorziene uitgaven.

ART. 50.

In verschillende afdeelingen wordt gevraagd op welke begrotingen artikel 50 in 1922 voortkwam. De Minister van Landsverdediging heeft geantwoord ;

Zooals blijkt uit de verantwoording van het artikel 50 (zie bladz. 79 van tabel XI, kolom Aanmerkingen) voor het voor 1923 aangevraagd crediet, kwamen de bedrijf- en onderhoudskosten van de Intergeallieerde Commissie voor Scheepvaart te velde totnogtoe op geen enkele begrooting voor.

De uitgaven van dit organisme gingen vroeger samen met die bij artikel « Detachement Torpedisten en Mariniers. Voorraad van elken aard en algemeene onkosten ».

Dit organisme ging steeds en gaat nog te werk *bij wijze van opeischingen*.

De bedoelde verantwoording stelt dien toestand niet duidelijk voor ; die tweede paragraaf diende door volgenden tekst te worden vervangen :

» Deze dienst kwam vroeger niet afzonderlijk op de begrooting voor, omdat daarin voorzien werd door opeischingen waarvan de regeling tegenover de Schatkist, voor de opeischingen in 1922, in verband staat met het crediet van het artikel getiteld :

» Detachement Torpedisten en Mariniers. Voorraad van elken aard en algemeene onkosten. »

« Het werd nutteloos geacht dezen dienst afzonderlijk op de begrooting van 1923 te vermelden, onder een nieuw artikel. »

*
* * *

Ofschoon de uitgaven door België gedaan voor het bezettingsleger en de diensten in de bezette streken ten laste van Duitschland vallen, krachtens het Verdrag van Versailles, *als uitgaven die eene ontvangstrekening uitmaken voor de Schatkist*, moet men het Reich beschouwen — wat betreft de gedane leveringen en de bewezen diensten (behalve die opgesomd onder artikelen 8 tot 12 van de Overeenkomst gevoegd bij het Verdrag van Versailles) — als een gewoon leverancier en men moet :

- a) Duitschland crediteren voor de waarde van die leveringen en diensten;
- b) Tegenover de Schatkist de waarde van die leveringen en diensten verantwoord met de begrotingscredieten te besteden die ter beschikking van het Departement van Landsverdediging zijn gesteld.

De opeischingen door de Intergeallieerde Commissie voor scheepvaart te velde behooren tot de uitgaven die door mijn Departement aan de Schatkist worden terugbetaald.

Volgens de bewijsstukken voor 1922 aangevoerd zal eene som van ongeveer 150,000 frank uit dien hoofde ten laste van artikel 45 worden gebracht « Detachement Torpedisten en Mariniers. Voorraad van elken aard en algemeene onkosten » op de gewone begrooting van 1922.

ART. 51, *littera a.*

Vergoeding wegens verlies van paarden.

Kan de som van 25.000 frank (*littera a*) voor vergoeding wegens verlies van paarden worden verantwoord?

Ja. — Deze vergoedingen worden verleend, krachtens het Koninklijk besluit n° 8240 van 12 November 1920, aan de bereden officieren, die in gewonen tijd een paard verliezen in bevolen dienst of naar aanleiding daarvan.

ART. 51, *littera a.*

Eereloon voor advocaten en proceskosten : 178.000 frank.

In verschillende afdeelingen werd gevraagd hoeveel de eereloonen bedroegen in 1922 uitbetaald aan de advocaten-titularissen van het Departement van Landsverdediging, aan wie die eereloonen werden betaald en welke zaken daartoe aanleiding gaven.

Het bedrag der jaarlijkse abonnementen, voor eereloon geldend, dat in 1922 aan de advocaten van het Departement van Landsverdediging werd uitbetaald is het volgende :

Aan den hoofdavocaat	fr. 12.000
Aan den tweeden hoofdavocaat	9,000
Aan den derden hoofdavocaat	9,000
Aan den eersten toegevoegden advocaat	6,000
Aan den tweeden toegevoegden advocaat	6,000
Aan den derden toegevoegden advocaat	6,000
Aan den advocaat bij het Hof van Cassatie	6,250

De advocaat bij het Hof van Cassatie ontvangt 1,250 frank per zaak, hij had zich met vijf zaken onledig te houden.

De eerste hoofdavocaat bijgestaan door een toegevoegden advocaat houdt zich bezig met al de zaken van Brabant.

De tweede hoofdavocaat houdt zich alleen bezig met de zaken der provincie Antwerpen, en hij vervolgt al de zaken die onder den oorlog werden ingebracht.

De derde hoofdavocaat bijgestaan door twee toegevoegde advocaten, houdt zich met de andere zaken bezig.

In een jaar tijds heeft de Rechterlijke Dienst der betwiste zaken van het Departement zich met meer dan 460 zaken moeten bezig houden. De meeste zijn van ondergeschikt belang en hebben betrekking op opeischingen of oorlogschade.

Onder de belangrijkste zaken wijs ik op die met betrekking tot s./s. « Eglantier », « Persier », « Nowskera », « Weaton », « Aureola » en « Gneisenau »; de zaken Domeng, Adolf Deppe, de Laminne en de zaak Medaerts en Declercq, waarmede de tweede hoofdavocaat zich moest bezig houden in 1922.

De eerste hoofdavocaat had zich o. m. bezig te houden met de zaak der Belgische arbeiders in Rusland voor de rechtbank van eersten aanleg en het Beroepshof van Luik, met de zaak der Brugsche Godshuizen (opeischingen) voor het Beroepshof van Gent, en met de zaak Dherully voor de rechtbank van Boulogne-sur-Mer.

Deze twee rechtsgeleerden hebben het zeer druk.

De tweede hoofdavocaat deed 3,090,390 frank in de Schatkist komen en deed voor 1,392,995 frank eischen tegen den Staat afwijzen.

ART. 51 — *Gebeurlijke hulp bij ongevallen verleend aan personen vreemd aan het leger of aan hunne rechthebbenden : 100,000 frank.*

Op te merken valt dat het Departement van Landsverdediging geen verzekeringsovereenkomst aanging tegen ongevallen aan derden veroorzaakt. Het is zijn eigen verzekeraar.

De som van 100,000 frank is ontoereikend en de Minister zal verplicht zijn eerlang bij den Minister van Financiën een voorstel tot amendement in te dienen tot verhooging met 250,000 frank van het crediet van 100,000 fr.

Dit crediet zal dus 35,000 frank bedragen.

Deze som blijkt noodzakelijk, met het oog op de thans aanhangige zaken, om te voorzien in de vereffening der sommen verschuldigd krachtens rechterlijke of ministerieele beslissingen.

BEZOEKEN VAN DE COMMISSIE VOOR LANDSVERDEDIGING.

In den loop van dit verslag opperde de Bestendige Commissie voor Landsverdediging eenige kleine beschouwingen over hare bezoeken in de militaire inrichtingen, meer bepaaldelijk aangehaald bij verscheidene artikelen van de Begrooting voor 1923.

De Commissie acht het nuttig die inlichtingen te volledigen door de volgende uiteenzetting over :

- 1° Het Kamp van Elsenborn (verslaggever : de heer Hoën) ;
- 2° De artillerie-scholen van Brasschaet (verslaggever : de heer Crick) ;
- 3° D. Tuchtkorpsen (compagniën van Dies') (verslaggever : de heer de Burlet ;
- 4° Het Korps der stormwagens (verslaggever : de heer Richard) ;
- 5° Het Kamp van Beverloo (verslaggever : de heer Fieullien).

1° Kamp van Elsenborn.

De Legercommissie heeft het Kamp van Elsenborn bezocht onder de leiding van den heer Pirmez, Voorzitter. Zij was samengesteld uit de heeren Brifaut, de Gérardon, Hoën, Marck en de Burlet.

In zijn even belangwekkend als volledig verslag onderzoekt de achtbare heer Hoën achtercenvolgens de vraagstukken betreffende de bakkerij, de stallingen, de magazijnen van beddegoed, de keukens en de voeding, de magazijnen voor officieren en manschappen, de kapel, de huisvesting der onder-officieren, de bibliotheek, de school, de verstrooiingen aan de manschappen bezorgd, en eindelijk de gezondheidsinstellingen.

Talrijke billijke opmerkingen werden aan den Minister van Landsverdediging overgemaakt, die dadelijk op alles antwoordde, en die zich verhaast heeft de dringendste maatregelen te nemen aan de bezwaren te verhelpen en aan de Bestendige Commissie voldoening te geven. Het is ons niet mogelijk hier al de hoofdstukken aan te halen die op zoo merkwaardige wijze door ons achtbaar medelid behandeld werden en wij zullen er ons bij bepalen in dit kort bestek even te wijzen op de voornaamste punten met het daartoe hoorend besluit van den Minister.

1. — Bakkerij.

Te Elsenborn bestaan broodovens van groote voortbrengst die niet gebruikt worden, daar de bevoorrading in brood langs Aken geschiedt. Die verroeste ovens dreige in te vallen en zullen spoedig onbruikbaar worden zoo dringende voorzorgen nog langer ui blijven.

De Commissie meent dat alleen het gebruik ze doematig kan behoeden. Mocht het na onderzoek blijken dat deze instellingen niet meer kunnen of

moeten dienen dan zou men bezuinigend optreden met ze elders over te brengen. Er ligt daar een belangrijk kapitaal dat men den dag slinkt en dat onverwijd moet gered worden.

De Minister antwoordde :

Het 7^e Algemeen Bestuur houdt zich met dit vraagstuk bezig sedert 1921. Uit omstandige verslagen, door de bevoegde plaatselijke diensten bezorgd, blijkt dat het materieel, van de Duitschers overgenomen, volkomen onbruikbaar is. De dubbele platen en de waterbuizen der ovens, evenals de kneedtrog zijn door de roest opgevreten. De stookhaard is gebarsten; de motor van de kneedtrog is verdwenen; met een woord, de herstelling of een of andere benutting zijn uitgesloten.

Het inrichten van een bakkerij in het Kamp van Elsenborn is thans niet gebillikt, vermits het brood in goede voorwaarden door de garnizoensbakkerij van Aken geleverd wordt.

2. — Stallingen en magazijnen.

De stallen zijn rein, goed onderhouden. Paarden en tuig zijn in behoorlijken staat. De opslagplaatsen volstaan en de Commissie vond er de gewenschte orde en reinheid.

3. — Beddegoed.

De manschappen zijn ondergebracht in voorloopig weinig verzorgde barakken. De mulle aarde dringt op verscheiden plaatsen door de gaten in den vloer en de spleten in de planken en wordt door het verkeer der manschappen rondgespreid.

De soldaten slapen op een stroozak op een planken berd uitgestrekt. 's Morgens zijn zij stijf gelegen. Zeer talrijke klachten werden gehoord door elk onzer medeleden, zoowel in de dienstbureelen waar manschappen slapen als in de barakken voor de troepen bestemd. Wij hebben kunnen vaststellen dat het water van het dak op bedden viel, zonder dat het mogelijk was een hoek te vinden om ze te beschutten. Elders dringt de wind er binnen langs openingen van alle grootte. Het is er koud.

Wij bevinden ons op 600 meter hoogte en het slechte jaargetijde vordert. Er moet een krachtige inspanning gedaan worden om de manschappen betere slaapgelegenheid te bezorgen en tegen wind en koude te beschutten. De boven elkaar geplaatste bedden zouden moeten verdwijnen en een voldoende luchtomvang aan de manschappen verzekerd worden. Aanvullende stroozakken zouden moeten uitgedeeld en dekens zouden moeten ter beschikking van de troep gesteld worden.

De vraag over de verwarming der lokalen moet onderzocht worden. Op die hoogten is het koud en de hoeveelheid brandstof die in andere kampen volstaat blijkt te Elsenborn werkelijk onvoldoende. Dergelijke lasten moeten niet door de soldaten of hun oversten gedragen worden. Een bijzondere

maatregel zou moeten toegepast worden waardoor hun de noodige hoeveelheid brandstof wordt verzekerd.

De Minister antwoordde :

Het magazijn voor beddegoed van Elsenborn ontving bericht doorgaans een tweede matras te leveren aan de soldaten die slapen op een houten legerstede en bijkomende dekens uit te deelen aan de troepen die tijdelijk te Elsenborn verblijven.

Wat de boven elkaar geplaatste bedden betreft, zij zullen moeten dienen zolang de te nauwe kazerneering het vervangen door gewone bedden verhindert.

Verwarming der lokalen.

De hoeveelheid brandstof, gedurende den winter verstrekt, bedraagt 750 gram per man en per dag.

De korps- en dienstoversten zijn vrij bij het Departement vragen in te dienen voor meer brandstof, als de weergesteltenis of de toestand der lokalen het vereischt. Elke billijke vraag wordt ingewilligd. Zoo komt het dat dergelijke toelating reeds voor eenigen tijd verleend werd voor de winter maanden in het kamp van Elsenborn.

4^o Keuken en voeding.

Op de vragen, door de leden van de Commissie voor Landsverdediging aan de soldaten gesteld, antwoordden deze dat de voeding bevredigend was. Zij is niet altijd goed. Wij vroegen of het kamp een kok telde door de school voor legerkoks aangesteld. Wij vonden er geen. De keukens waren over het algemeen goed onderhouden.

Wij zouden verlangen dat men de gegradeerden die belast zijn met het toezicht zou aanbevelen op de volstreekte reinheid der lokalen, waarin het eten der manschappen voorbereid wordt, te waken.

5^o Haarkappers.

De haarkappers betrekken kleine lokalen die ruim genoeg zijn. Voor de soldaten is de dienst kosteloos. (Geen aanmerking.)

6^o Magazijnen voor officieren en troepen (M. O. T.).

Er is sprake van de M. O. T., tot dusverre door Aken bevoorraad, af te schaffen. De Commissie vestigt de aandacht van den Minister op de noodwendigheid te Elsenborn een magazijn te behouden, waar de manschappen kunnen verkrijgen wat ze noodig hebben aan eetwaren, schoenen, linnen en uitrusting. De afschaffing van het magazijn zou al de mannen aanzetten — en dit geldt voornamelijk voor het bestendig kader — de privaatwinkels te bezoeken, waar de prijzen merkkelijk duurder zijn dan in de M. O. T. Hoe het magazijn wordt aangelegd doet weinig ter zake. Het is bijzaak of het tot het

leger behoore of niet, ofwel van een gewoon economaat of van een coöperatieve afhange. Dat kan herzien worden. Hoofdzaak is dat het M. O. T. te Elsenborn bestaan blijve zoolang niet op een andere wijze in de behoeften wordt voorzien. Zooniet zullen onze soldaten uitgebuit worden door woekeraars die de verwijdering der aankoop-centra zullen te baat nemen om hoge prijzen te vergen.

De Minister wilde wel antwoorden :

De wensch der officieren van het kamp van Elsenborn, om tijdig te vernemen wanneer het magazijn of de verkoop van sommige waren zouden afgeschaft worden, zal ingewilligd worden opdat de bevoorrading van het garnizoen regelmatig geschiede.

7^o De Kapel.

De kapel bevindt zich in eene barak. De Commissie heeft er allerlei meubilerie gevonden en keukenmeubels waar de voorwerpen van den eeredienst zijn opgesteld; banken, stoelen van allerlei grootte en vorm. Een klein middenaltaar met een armoedig uitzicht staat tusschen twee kasten die daar vreemd aandoen. Er zijn geene zijaltaren.

De almoezenier, die den dienst verzekert, vertrouwt ons toe dat hij zijn eetmalen niet kan nemen aan de tafel der officieren wegens zijn te gering loon. Hij moet zijne kapel versieren uit eigen zak en wij weten dat, zelfs zonder aan pracht te doen, de uitgaven belangrijk zijn.

Er is geen begroeting voor den eeredienst. De almoezenier wendde zich tot het Ministerie van Landsverdediging om bijstand.

Maatregelen zouden moeten genomen worden. De kapel, hare versiering en meubilerie, de woning van den almoezenier moeten het voorwerp uitmaken van een welwillend onderzoek.

De Minister heeft wel willen antwoorden :

Schikkingen werden genomen om de kapel te bemeubelen gedurende het huidig begrootingsjaar.

De betrokken geestelijken werden vergoed voor de voorschotten die zij besteed hadden aan de voorloopige meubilerie van de kapel; daarbij werd een jaarlijksche gift van 500 frank voor de noodwendigheden van den eeredienst tot hunne beschikking gesteld.

8. Woning der onder-officieren

Er dient op gewezen te worden dat de onder-officieren van het bestendig kader te nauw gehuisvest zijn. Verscheidene gezinnen betrekken hetzelfde huis. De gehuwde onder-officier beschikt voor de zijnen niet over het gemak en de ruimte die hij zoo moeten hebben.

De Minister antwoordde :

Ten einde te verhelpen in de bezwaren inzake huisvesting van de gehuwde onder-officieren, werden maatregelen getroffen om het getal der gezinnen

van bestendig in het kamp wonende onder-officieren op 12 te verminderen, die voorloepig over 32 kamers zullen kunnen beschikken, in afwachting dat vaste woningen gebouwd worden.

Deze uitgaven werden ook voorzien op de buitengewone begrooting van 1923 (artikel 67 der Buitengewone Begrooting).

9. — Bibliotheek.

De bibliotheek van het kamp werd door sommige onzer medeleden bezocht. De Commissie wijst op het ontoereikend aantal Vlaamsche werken.

Wij konden de bedrijvigheid van deze boekerij niet nagaan; maar men mag onderstellen dat zoo de soldaten er boeiende werken in hunne moedertaal zouden vinden, zij meer zouden lezen. Wij wijzen in elk geval op het klein aantal Vlaamsche boeken te hunner beschikking.

De Minister heeft geantwoord :

Wegens de beperkte credieten waarover de Bibliotheek van het Departement beschikt ten behoeve van de garnizoenboekerijen, is het thans niet mogelijk wijzigingen te brengen aan de boekerij van het kamp van Elsenborn, maar de herinrichting van het leger zal waarschijnlijk de verdwijning voor gevolg hebben van eenige der overige boekerijen en men zal aldan een deel van hunne werken aan de boekerij van het kamp van Elsenborn kunnen overmaken.

Bij de nieuwe verdeeling der boeken die aldan zal plaats hebben, zal de legerstaf trachten in te gaan op de oordeelkundige aanmerking van de Legercommissie.

10. — De School.

Er zijn 16 schoolgaande kinderen in de gezinnen der bestendig te Elsenborg verblijvende soldaten. Deze kinderen moeten in de school van het kamp worden onderwezen en niet naar Sourbrodt worden gezonden, dat door de kinderen gedurende het grootste deel van den winter niet te bereiken is. De Departementen van Landsverdediging en van Wetenschappen en Kunsten moeten overleg plegen om de school van het kamp te behouden. men moet er vooral niet aan denken de kinderen naar Sourbrodt te sturen, zoo men hen geen slachtoffer wil maken van de sneeuwstormen of den guren wintertijd.

De Minister verhaastte zich te antwoorden :

De Koninklijke Hooge Commissaris, Gouverneur van Eupen en Malmedy, hield zich sedert lang bezig met het vraagstuk van de school van het kamp van Elsenborn. Omdat hij aan de onderwijzers van het kamp geen gelijkwaardigen toestand kon verzekeren aan dien van de gemeenteonderwijzers en omdat het door de wet vereischt minimum aantal leerlingen niet bereikt is, heeft men de afschaffing van de school voor October 1923 voorzien als wanneer eene Waalsche klas in de school van Sourbrodt zal ingericht zijn.

Er kan dus geen spraak zijn de kinderen van het kamp door den sneeuw den langen weg te doen afleggen tot aan het dorp Sourbrodt, maar enkel hen met den trein van het kamp tot aan de statie te voeren ; vandaar is de afstand tot aan de nieuwe school onbeduidend.

11. — Vermakelijkheden.

De cinemazaal kan 200 man bevatten.

In het kamp zijn er soms 7,500 tot 8,000 man.

Eene grootere schouwburgzaal moet dus ingericht worden voor onze soldaten aan wie men ginder geen enkele verstrooiing bieden kan.

De Minister liet de Commissie weten dat, bij gebrek aan ere ieten, geen andere zaal kon worden ingericht dan die waar thans de cinemavoorstellingen worden gegeven. Sedert lang werd de zaak onderzocht door de D. I. M. en het 5^e A. B.

Uit een nieuw onderzoek van de zaak blijkt dat men er nog zoo spoedig niet mag aan denken het kamp te voorzien van eene behoorlijke schouwburgzaal voor de troepen ; de hooge kosten daarvoor zouden de voor de hoogstnoodige lokalen vereischte credieten verminderen.

Echter om aan de soldaten in het kamp eene gezonde en aangename verstrooiing te bezorgen zal de D. I. M. in 1923 in open lucht cinemavoorstellingen doen geven.

12. — Gezondheidsinrichtingen.

Deze inrichtingen zijn doorslecht in het kamp en zijn een gevaar van besmetting. De Commissie heeft eene opvallende onreinheid vastgesteld.

In dit opzicht is eene krachtig ingrijpen vereischt ; onmiddellijke bevelen werden gegeven voor eene radicale hervorming. Alles moet nog worden gedaan.

De Minister heeft onmiddellijke maatregelen willen nemen en de toestand werd veranderd even na het bezoek der Bestendige Commissie.

BEZOEK AAN DE ARTILLERIESCHOLEN VAN HET KAMP VAN BRASSCHAET.

(Verslaggever : De heer CRICK).

Op '9 September 1922 heeft de Legercommissie deze instructie-inrichtingen bezocht, met hare bijhoorigheden en diensten.

Eenparig drukten hare leden hunne voldoening uit over hetgeen zij hebben gezien.

De slaappleatsen, refters, keukens, waschplaatsen, de cantine, enz., evenals het aldaar gebezigde materieel zijn in goeden staat, rein en verzorgd. Lucht en licht dringen overvloedig in de gebouwen en zalen binnen. Het voedsel is gezond en afwisselend. Het leerpersoneel, de leerlingen en de militairen wonen er onder gunstige voorwaarden van gezondheid en dege-lijkheid.

De leden van de Legercommissie hebben persoonlijk met vele soldaten en leerlingen gesproken. Geen enkele klacht werd geuit. Eene aanmerking althans vindt hare plaats in dit verslag.

Sommige leergangen zijn overbevolkt.

De taak der professoren wordt aldus harder en ondankbaar. De leerlingen halen moeilijker al het nut uit de lessen.

De Commissie wenschte dat de leergangen tenminste zouden worden gesplitst.

Deze maatregel zou voor leeraars en leerlingen merkelijke voordeelen hebben.

BEZOEK AAN DE CAVALERIESCHOOL TE BRASSCHAET.

De Commissie voor Landsverdediging verklaarde zich zeer tevreden over haar bezoek aan de Artillerieschool. Krachtdadige en welwillende leiding, gedrild personeel, onberispelijk onderhoud, ruime en luchtige lokalen, uitstekend onderhouden moderne keukens, gezond, afwisselend en overvloedig eten; verzorgde rijbanen, rijsscholen en stallen; paarden, getuig en materieel in de puntjes. Het is een modelinrichting.

BEZOEK AAN HET TUCHTKORPS (Compagniën van Diest).

(*Verslaggever* : de heer DE BURLET.)

De Commissie voor Landsverdediging meent niet het lang verslag te moeten uitzetten dat door den heer de Burlet over het bezoek aan het Tuchtcorps van Diest op 26 September 1922 werd ingediend.

Inderdaad, de Minister van Landsverdediging heeft op 13 Februari jongstleden bij de Kamer der Volksvertegenwoordigers een wetsontwerp ter tafel gelegd tot afschaffing van de inlijving in eene tuchtcompagnie en hare vervanging door militaire gevangenisstraf.

De heer de Burlet heeft omstandig de pijnlijke indrukken zijner collega's weergegeven. Hij heeft de vraagstukken onderzocht in verband met het regiem der gestraften, het werk der gevangenen, het bestendig personeel, het kader, de lokalen, de kapel, de cantine, het materieel en den toestand der soldaten in opzicht van zedelijkheid en gezondheid.

Wegens het door den Minister ingediende ontwerp, wil de Commissie niet verder aandringen.

Zij keurt enkel de afschaffing van de tuchtcompagniën goed en verheugt zich over hare spoedige verdwijning.

BEZOEK AAN HET REMONTE-DEPOT TE BRASSCHAET.

Het remonte-depot is opgericht volgens al de regelen van den modernen vooruitgang : ruime gezonde en luchtige huisvesting van de troepen; lachende en druk bezochte mess en cantines; ruime en goed onderhouden stallen; uitstekend eten.

De manschappen die ondervraagd werden verklaarden zich in alle opzichten tevreden.

BEZOEK AAN HET STORMWAGENSKORPS.

(*Verslaggever* : De heer RICHARD.)

De stormwagens die voor de oogen der Commissie oefeningen hebben uitgevoerd waren ten getalle van 25.

Elke wagen was bediend door het voorgeschreven personeel.

Het tegenwoordig kader stemt overeen met de bestaande eenheden.

Het personeel (troepen) wordt onder de miliciens technici aangeworven, wat een gemak voor de instructie is en tevens een waarborg voor den onderhoud van het materieel.

Uit de oefeningen die de Commissie heeft bijgewoond blijkt dat kader en troepen goed op de hoogte waren van het bestuur der wagens en dat, daarenboven, het personeel geheel vertrouwd was met het overkomen der hinderpalen.

Het schieten met scherp had geen plaats, zoodat de Commissie zich niet kon vergewissen over den vooruitgang van dit zoo gewichtig deel der instructie.

De theoretische beroepsopleiding moet niet onderdoen voor de practische instructie op het terrein ; aldus was de Commissie verheugd vast te stellen dat er in de school voor meer dan 30,000 frank teekeningen zijn door de officieren en leerlingen, zonder steun van het Departement, gemaakt.

De schulderijen, kaarten, fotos, enz., zijn uitsluitend het werk van het personeel en de professoren.

Iedereen stelde vast dat officieren en soldaten door hunne houding, hun uiterlijk en de antwoorden op de gestelde vragen bewijzen dat zij eene offervardige keur vormen.

Het uiterlijk der manschappen, het goed onderhouden materieel en oefenplein, de stipt uitgevoerde cerbewijzen toonen dat de overste zijn detachement goed in handen heeft.

Meer en meer blijkt dat de thans in het Belgisch leger gebezigde stormwagen, wegens zijn geringe afmetingen, zijn laagte, zijne bestuurbaarheid en zijne plompheid de ideale stormwagen is.

De bestaande loodsen zijn ontoereikend om de stormwagens en de vrachtwagens te bergen en te herstellen.

Het brandgevaar is groot : op enkele blusstoestellen na is er niets om het vuur te dooven, ofschoon er ten minste voor 500.000 frank materieel is in de loodsen die slecht tegen diefstal zijn beschermd en aan weer en wind zijn blootgesteld.

Het zenden van een te herstellen stormwagen naar de Koninklijke Geschutgieterij te Luik is zeer duur ; ter plaatse diende eene werkplaats opgericht te worden alwaar herstellingen van enige betoekenis konden worden uitgevoerd en die zou voorzien zijn van draaibanken, schaafbanken en eene volledige uitrusting.

De barakken voor de huisvesting der arbeiders zijn ontoereikend. Zij zijn warm in den zomer en zeer koud in den winter.

Het oefenplein waarover de commandant beschikt schijnt te klein voor de instructie. De afstand tusschen de kazerne te Sint-Denijs en de inrichtingen op den zoom van het oefenplein is een hinder voor de leiding van het korps. Het afleggen van 2 1/2 kilometer tweemaal daags, voor de instructie of voor den onderhoud van het plein of het materieel is schadelijk in alle oprichten. Daarom zouden al de gebouwen voor het detachement stormwagens op den zoom van het plein moeten liggen.

De overall die gebezigd wordt in den dienst der stormwagens is zeer practisch. Daarentegen moet het dragen van den helm binnen den wagen worden afgeschaft; het eenig hoofddeksel dat moet worden gedragen is een muts die den schedel bedekt, zoo als de baskische muts.

De arbeid van het personeel der stormwagens is hard en de verantwoordelijkheid is groot; om dus eene keur aan te lokken en te behouden moet de tegenwoordige soldij van de manschappen worden verhoogd met eene bijsoldij die zou kunnen worden ingetrokken wegens nalatigheid in den onderhoud van het materieel of tekortkoming in den dienst.

Zoo men nagaat dat de verhouding van de stormwagens in de samenstelling van het leger belangrijk moet zijn, dan is men verwonderd vast te stellen dat, na de afdoende proefneming in Vlaanderen, na vier vredesjaren tijdens dewelke de contingenten onder de wapens eene instructie ontvangen die werkelijk korter is dan die van de militie wet van 1913, het Belgisch leger nog steeds over eene embryonnaire inrichting inzake stormwagens beschikt.

Deze toestand van minderwaardigheid waarin zich onze militaire inrichting bevindt moet ten spoedigste verdwijnen.

Wij ontveinen ons niet dat de door ons voorgestelde maatregel nieuwe lasten voor de Schatkist zou na zich sleepen, maar zulke beschouwing mag ons niet afschrikken, vermits het verleden heeft bewezen dat de stormwagen de gevechtswaarde van den soldaat verhoogt en tevens zijn leven spaart.

De Minister van Landsverdediging heeft ons geantwoord :

Dit korps is thans als volgt ondergebracht :

1^o In de Leopoldskazerne te Gent zijn de troepen in goede voorwaarden gehuisvest ;

2^o In de barakken-lazaretten van Sint-Denijsplein bevindt zich het materieel en de manschappen die daar volstrekt moeten bij blijven.

Die inrichting van C. C. C. is voorloopig, zij moet worden vervangen, bij de herinrichting van het leger, door eene definitieve kazerne die aan al de vereischten beantwoordt waarop het verslag wijst.

Een crediet gevraagd op het ontwerp van begrooting voor 1923 (Art. 59 Buitengewone Begrooting) maakt dit ontwerp mogelijk, wat in 1922 niet kon worden bekomen wegens het brengen op 100,000 frank van het crediet van 1,000,100 frank, voorzien op de Buitengewone Begrooting voor 1922 (Artikel 107).

De Minister geeft vervolgens omstandige inlichtingen over de toekomstige inrichting van het stormwagenkorps.

De vertrouwelijke aard van die inlichtingen belet ons hen hier mede te deelen.

Wij wijzen er echter op dat de begrooting niet toelaat spoedig de noodige stormwagens te koopen, te meer daar andere uitgaven even dringend zijn ; zelfs zoo men geld had kon deze aankoop moeilijk worden verantwoord aangezien de stormwagen der toekomst in geen enkel land bepaald is vastgelegd en dat men gevaar loopt met een duur materieel te zijn opgescheept dat spoedig niet meer modern zou zijn.

Echter om voorloopig een voor de mobielmaking geschikt materieel te hebben en dat steeds voor de instructie dienen kan, heeft de Minister het nut niet uit het oog verloren geleidelijk, en in een naaste toekomst, het aantal, stormwagens dat wij thans bezitten te verhoogen.

De Minister onderzoekt aandachtig de regeling van een type van tractor voor nijverheid en landbouw — dat in geval van mobielmaking, snel in een stormwagen kon worden omschepen.

De kleedij van het personeel der stormwagens bedraagt een bijzonderen helm waarvan de voorklep door een lederen rol vervangen is, wat de waarneming mogelijk maakt.

Het model van dien helm werd geleverd door den Commandant van het stormwagenkorps van het Kamp van Beverloo.

Totnogtoe werden 1,200 zulke helmen besteld.

Het invoeren van de « baskische » muts schijnt dus niet aangewezen.

BEZOEK AAN HET KAMP VAN BEVERLOO.

(*Verslaggever* : de heer FIEULLIEN.)

De omvang van dit verslag laat niet toe het het uitstekend verslag van den heer Fieullien volledig over te nemen. Wij vatten het bondig samen.

HOSPITAAL.

De inrichting is uitstekend. De zieken die werden ondervraagd verklaren in alle opzichten goed te worden verpleegd.

SCHOOL VAN DEN GEZONDHEIDSDIENST.

Zij bestaat uit de compagnie brancardiers-ziekenverplegers en de compagnie leerlingen-geneesheers en apothekers, die te samen ongeveer 500 man tellen.

De slaapzalen, klassen, refters, studiezalen zijn ingericht in oude barakken in slechten staat. De regen dringt er overal binnen. De manschappen hebben geen kassen. 42 man betrekken een barak waar nauwelijks plaats is voor 50 man. Deze instellingen zijn volkomen gebrekkig en ontoereikend. Het

is er slecht in den Winter. De leden der Commissie meenen dat dadelijk maatregelen moeten getroffen worden om dien toestand te verhelpen. Deze instellingen, die eenheden moeten onder dak brengen welke bestendig in het kamp verblijven, zouden uit harde stoffen moeten gebouwd zijn. Het is hoogst wenschelijk dat meer gezonde en geschikte lokalen aan die eenheden toegewezen worden, in afwachting dat de onontbeerlijke gebouwen opgericht worden.

De gezondheidsinstellingen : waschplaatsen, W. C., zijn volstrekt ontoereikend voor het aantal manschappen dezer eenheden.

SCHOOL VOOR RESERVE-ONDERLUITENANTEN VAN DEN BESTUURLIJKEN DIENST.

Toestand bevredigend. Niets bijzonders.

SCHOOL VOOR RESERVE-ONDERLUITENANTEN DER INFANTERIE.

Het huidige leerjaar telt 720 leerlingen. Daar het maximum aantal leerlingen die vast kunnen aangenomen worden 520 bedraagt, moeten de overige 400 mannen verwijderd en naar den troep terug gestuurd worden. In die voorwaarden wordt de proef, aan die manschappen voorgeschreven, een ware wedstrijd. Het valt te vreezen dat een groot aantal goede krachten niet zullen kunnen aangenomen worden, wat stellig spijtig is. De leden der Commissie meenen dat men de mannen die al de voorwaarden vervullen, van een goed officier vereischt, zou moeten kunnen aannemen en dat het maximum aantal aannemingen diensvolgens zou moeten gewijzigd worden.

De woonstgelegenheden der officieren die bij deze school behooren zijn weinig gemakkelijk. Ernstige verbeteringen zouden er moeten aan toe gebracht worden.

WATERLEIDING.

Het is hoogst wenschelijk dat de werken van het drinkwaternet doorgevoerd worden. De kanaliseerwerken zouden zoo spoedig mogelijk moeten aangevat en voortgezet worden.

MAGAZIJN VOOR OFFICIEREN EN TROEPEN (M. O. T.).

Dit magazijn moet verdwijnen. De belanghebbenden vinden er geen voordeel. Om van de in voorraad liggende waren af te geraken verkoopt het magazijn ook aan het publiek. Doch men beperkt er zich niet bij den voorraad te verkoopen; nieuwe waren worden nog dagelijks gekocht en verkocht.

In die voorwaarden worden die magazijnen echte handelshuizen, waarvan de algemeene kosten door den Staat gedragen worden.

Maatregelen zouden moeten onderzocht worden om den voorraad waren zoo spoedig mogelijk te verkoopen en een einde te stellen aan de nieuwe aankopen;

sommige leden van de Commissie betreuren dat de M. O. T. aan het publiek mogen verkoopen en zoo mededingen tegen den privaathandel.

De Minister geliefde dadelijk maatregelen te nemen en de Commissie voor Landsverdediging dankte er hem voor.

De Minister antwoordde :

Naar aanleiding van het verslag der Legercommissie over de inrichting van de school der Troepen van den Gezondheidsdienst, heb ik de eer U ter kennis te brengen dat, sedert uw bezoek aan die school, de barakken goed werden hersteld en de daken met twee lagen geteerd bordpapier en een laag asphalt werden bedekt.

De waschplaatsen, de W.-C. werden aanbesteed en zullen eerlang gebouwd worden. Het plaatsen van de kassen werd ondernomen en wordt nu zeker uitgevoerd.

Thans telt elke barak 40 mannen, maar na het vertrek der klas zal dit getal op 58 per barak teruggebracht worden.

Dan zal de luchtinhoud per man 14 kubiekmeter bedragen, hetgeen toereikend is in barakken waar de lucht zich voortdurend hernieuwt.

Nochtans, zoo bij ondervinding deze bewoning nog te talrijk mocht blijken, dan zou een uitbreiding van het onderkomen overwogen worden : hetzij door het bouwen van twee lazaretten, hetzij door het plaatsen van een aantal mannen in de naast de school gelegen infanterie-bloks.

*
* *

Naar aanleiding van de opmerkingen over de inrichting van de kazerneering in het kamp van Beverloo, die voorkomen in het verslag over het bezoek aan dit kamp door de Commissie voor Landsverdediging heb ik de eer u ter kennis te brengen dat de onderneming betreffende den aanleg van een waterleiding in het kamp onlangs aanbesteed werd : de werken om het water op te vangen zullen eerlang aanvangen.

Aangaande de opmerking over de huisvesting voor de officieren, gehecht aan de school voor reserve-onderluitenanten der infanterie, spruit de toestand niet voort uit het gebrek aan geschiktheid van de woningen bijzonder voor gehuwde officieren opgebouwd, maar wel uit hun ontoereikend aantal.

In dit opzicht wijs ik er op dat als algemeene regel aangenomen werd voor de kampen, woningen voor gehuwden te voorzien berekend op het vierde van het totaal effectief (officieren en onderofficieren) van het bestendig garnisoen. Verder gaan op dien weg komt den Staat duur te staan en ik vestig er de aandacht op dat ik zelf in 1922 op verzoek van de Commissie der begrotingen het bedrag der aangevraagde credieten, voor het bouwen van dergelijke woningen, van 500,000 frank op 250,000 frank heb moeten verminderen.

De verhouding van 1 woning voor 4 officieren wordt in het Kamp van Beverloo ver overtroffen.

Maar niettegenstaande hebben sommige gehuwden, voor wie geen huisvesting meer beschikbaar was, gevraagd, *ten persoonlijken titel*, te mogen blijven in de gebouwen, die niet voor woning zijn bestemd, en wel tot zij eene private woning in de agglomeratie hebben gevonden.

Dit werd hun toegestaan aanvang 1922 en tot heden betrekken deze militaire nog steeds deze woningen.

Men mag niet vergeten dat de Wapensschool voor de infanterie voortaan naar Brasschaet de overige scholen zal moeten gaan vervoegen en dat alsdan het aantal woningen voor gehuwden zeker te eikend zal zijn.

Beschouwingen met betrekking tot de begroting hebben de uitvoering van dezen maatregel geschorst en de noodige bouwwerken te Brasschaet tot later doen uitstellen.

*
* * *

In haar verslag over een bezoek aan het magazijn voor officieren en troepen te Beverloo, op 14 Septembre 1922, wees de Commissie er onder meer op : « *dat men zich niet bepaalt bij de opruiming van de bestaande voorraden, maar dat nieuwe waren nog dagelijks worden aangekocht en aan het publiek verkocht, en dat al-lus den privaten handel de mededinging wordt aangedaan* ». Ik heb de eer u hieronder de redenen aan te geven die deze handelwijze billijken voor de opruiming van de vroegere waren.

Sedert de maand Juni 1921, heeft het 7^e Algemeen Bestuur van mijn Departement geen aankopen meer gedaan voor M. O. T.

Al de nieuwe waren zijn in *consignatie* gegeven.

Het is niet mogelijk tot de oude voorraden de artikelen te beperken die in de M. O. T. worden verkocht.

Inderdaad, de verscheidenheid der op te ruimen artikelen is beperkt, en zoo de klanten niet aangetrokken werden door den verkoop, naast de vroegere waren, van andere die verscher en meer verscheiden zijn, dan zouden de M. O. T. hunne deuren wel kunnen sluiten.

In het belang van de Schatkist en van al de belastingplichtigen moet men echter zoo spoedig mogelijk de vroegere voorraaden opruimen, want het verlies dat de Staat moet dragen, *zal den fiskalen last van al de belastingplichtigen nog verzwaren*.

Daarom werden de M. O. T. *voor iedereen opengesteld*.

Met aan iedereen te verkoopen doen de M. O. T. slechts aan enkele plaatselijke neringdoeners de mededinging aan.

En aangezien de klanten zich enkel tot de M. O. T. wenden, wanneer de verkoopprijzen er gunstiger zijn dan bij die verkoopers in 't klein, dan is het eerste gevolg van het bestaan der M. O. T. bij te dragen tot de vermindering van de levensduurte, wat het algemeen belang is.

De bedrijfskosten van de M. O. T. zijn veelvoudig en aan de Staatsbelastingen onderworpen evenals voor de andere burgerlijke handelaars.

Ofschoon de ontvangsten op de begroting voor order worden gestort, zijn het toevallige ontvangsten vermits ik voorgenomen heb geen aankopen meer te doen.

Deze ontvangsten dragen ertoe bij om het overgroote geldvoorschot te dekken dat, onder den oorlog, aan de M. O. T. door de Schatkist werd gedaan. Dit voorschot zal kunnen worden terugbetaald door de opruiming van de voorraden tegen de beste prijzen.

De M. O. T. werken dus in het belang van al de belastingplichtigen.

Moest de verkoop van andere artikelen dan die van de voorraden ophouden, dan zouden de klanten onmiddellijk de M. O. T. verlaten en wij zouden aan hunne sluiting moeten denken, mits den Staat het verlies te doen dragen, voortvloeiend uit de veiling van onze voorraden door bemiddeling van de ontvangers der Domeinen.

De eerste slachtoffers zouden de handelaars zijn, waarvan de M. O. T. de consignatiehouders zijn en in de tweede plaats het publiek dat de klanten vormt van de M. O. T., dat zoowel uit burgers als uit militairen bestaat, en dat hogere prijzen zou moeten betalen aan de verkoopters in 't klein die thans belet worden de prijzen op te jagen.

Ten slotte hebben de M. O. T. geen bevoorrechte stelling. De grieven die tegen hen werden ingebracht gelden ook voor de economen van de regimenten. Deze genieten ook huisvesting van den Staat, verkoopen aan het publiek en doen de neringdoeners de mededinging aan. Het eenig onderscheid tusschen beiden is dat de inkomsten van de M. O. T. voor de Schatkist zijn en dat die van de economen particuliere belangen dienen.

*
* * *

De Commissie voor Landsverdediging heeft zich ter plaatse vergewist over hetgeen sedert den wapenstilstand door de diensten van het Departement werd gepresteerd.

Indrukwekkend zijn de uitslagen die bekomen werden door het werk van elken dag verricht door de officieren, onder-officieren, soldaten en arbeiders van al de bezochte organismen.

Spijts de moeilijkheden van het oogenblik wordt alles in het werk gesteld om het Belgische leger van eene moderne bewapening te voorzien.

De Commissie voor Landsverdediging acht het zich tot plicht het verrichte werk vast te stellen en hulde te brengen aan allen die daaraan hunne bedrijvigheid hebben gewijd : zij dankt de Minister van Landsverdediging om de welwillendheid waarmede hij steeds hare taak heeft vergemakkelijkt.

De Verslaggever,

DE BURLET.

De Voorzitter,

MAURICE PIRMEZ.
